

# RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

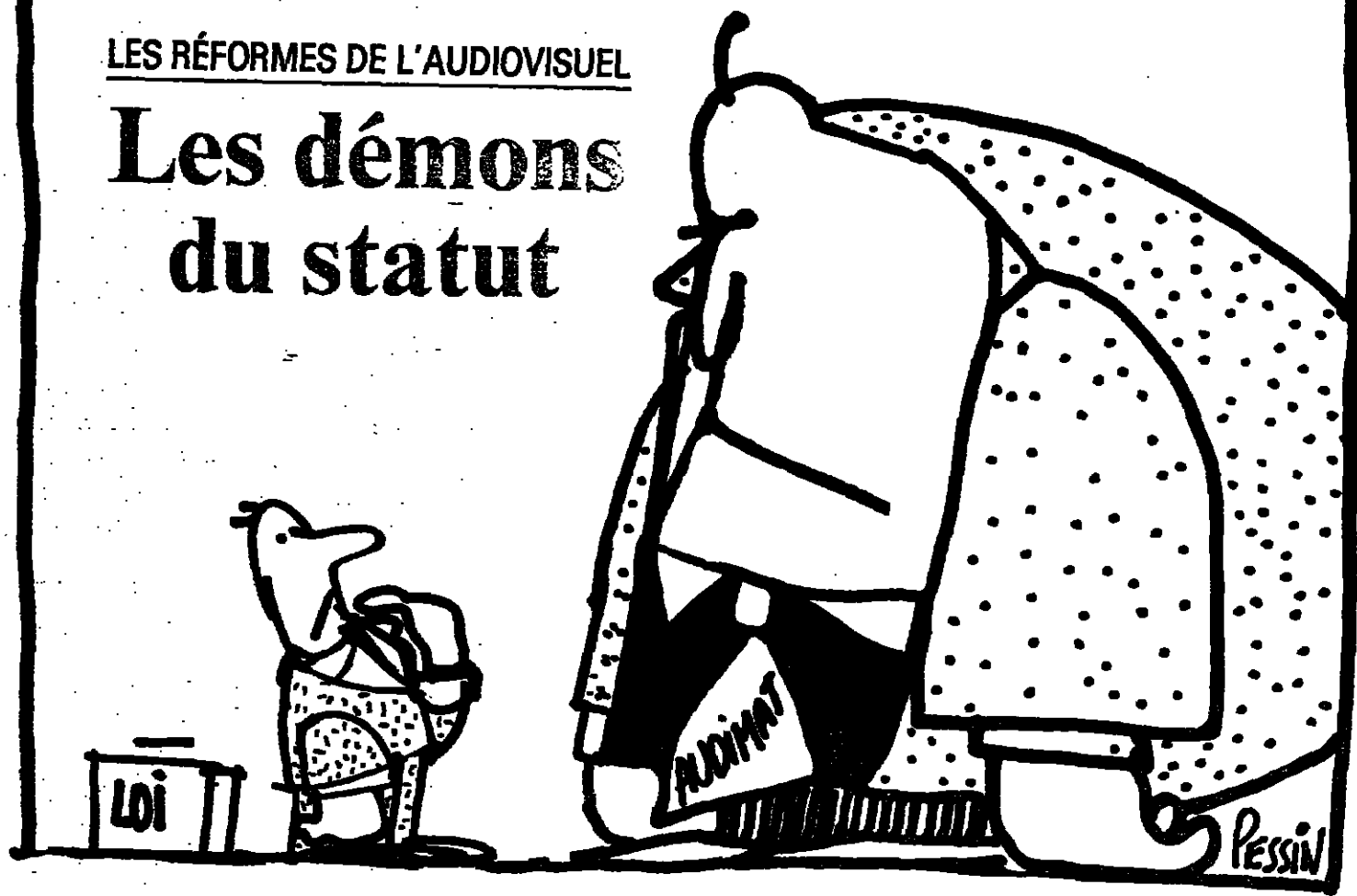
Le ballet classique  
khmer :  
danseuses sacrées

Océaniques :  
Les flâneries  
de Willy Ronis



LES RÉFORMES DE L'AUDIOVISUEL

## Les démons du statut



Supplément au n° 13664. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 1<sup>er</sup> - Lundi 2 janvier 1989.

mier ministre

## rd veut redéfinir ries d'enseignants

que la revalorisation de la profession  
passer par une redéfinition des statuts  
professeurs de collèges et de lycées.  
nt la création de nouveaux corps  
meilleures rémunérations et de nou-  
propositions sont suggérées dans un  
nde de l'éducation ». (Lire page 12.)

ays-Bas :

## « dérégulés »

ée en vigueur de la loi  
ne les PTT en société anonyme  
PAGE 30

vu de Rome

Europe croquemitaine  
PAGE 3

t hiver roumain

ns, pénuries et humiliations  
PAGE 3

omplet se trouve en page 34

t l'action

## française

évolution,  
du mau-  
tuante de  
n. et les  
volution  
Virabeau  
Vieux  
fistingue,  
nous fait  
nos men-  
meurs  
droite et  
oites, les  
débat qui  
é, et fati-  
oration a  
ler, célé-  
re natio-  
es.  
volution,  
jus avons  
droits de  
berté à  
monde.  
France excelle, et celui-ci n'est  
pas inutile s'il est inventif et  
joyeux.  
Nous aurons donc une année  
pleine pour mettre en scène notre  
fierté! Mais l'anniversaire qui  
vient ne pourrait-il être plus  
qu'une occasion de s'autocélébrer.  
le prétexte à une réflexion collec-  
tive? Au fronton de nos écoles, de  
nos hôpitaux, de nos prisons aussi,  
sont inscrites les trois vertus révo-  
lutionnaires, seulement rassem-  
blées en 1848.  
Cette trinité idéale est restée la  
nôtre : de la gauche à la droite, en  
excluant quelques extrêmes,  
l'accord semble général sur les  
horizons heureux et nous serions  
bien incapables de nous donner  
d'autres objectifs.  
(Lire la suite page 2.)

survie du pays. Ses collègues de  
la construction et de l'éducation  
se sont empressés d'en faire  
autant. Quant à la volonté de  
M. Pérés de limiter un peu plus  
l'indexation des salaires, elle se  
heurte à l'opposition farouche  
des syndicats.

Les premiers débats sur cette  
deuxième phase, prévus pour  
jeudi prochain, risquent d'être le  
départ d'une longue polémique.  
Les Israéliens parviendront-ils,  
dans ces conditions, à entamer le  
troisième volet envisagé par le  
ministre des finances, celui des  
réformes plus fondamentales de  
la fiscalité et du marché finan-  
cier? L'objectif du dirigeant tra-  
vailiste est louable. Il s'agit  
d'adapter les structures israé-  
liennes aux normes internatio-  
nales mais surtout européennes  
pour éviter à l'Etat hébreu d'être  
débordé lors de l'émergence du  
grand marché de la CEE, en  
1993. Un impératif lointain voire  
abstrait pour nombre de ses  
concitoyens, préoccupés avant  
tout des conséquences du sou-  
lèvement palestinien dans les ter-  
ritoires occupés.

(Lire nos informations page 30.)

M 0147 - 01030 - 4,50 F



EVÉNEMENTS DE L'ÉTRANGER : LES RÉVOLUTIONS, L'OUTIL CULTUREL ; FORCES VITALES, EN PLUS D'ÉCONOMIE ; LES ÉVALUÉS DE LA RÉVOLUTION ; LA



## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

**MBA** Master Of Business Administration  
Academic program, unique in concept, format and professional  
experience.  
Université à San Francisco spécialisée en management  
international, associant une pédagogie active à l'expérience  
pratique du projet personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômes de l'enseignement supérieur :  
Docteurs : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA,  
DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.  
Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San  
Francisco (10 - 12 mois).

**2<sup>e</sup> CYCLE** Expérience professionnelle de 3 ans  
exigée après une formation supérieure de type second cycle.  
Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San  
Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America  
17/25 rue de Chaillot (8ème arr.), 75116 Paris. (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California •  
Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accé-  
dants de MBA et de PhD - Europe et Asie.

Trente ans après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro

## A Cuba, la fièvre du billet vert

Au moment où le régime  
cubain fête son trentième  
anniversaire (« le Monde »  
daté 1<sup>er</sup>-2 janvier), Fidel Cas-  
tro a conclu son discours de  
célébration, dimanche à  
Santiago-de-Cuba, par le slo-  
gan : « Le marxisme-léninisme  
ou la mort ». La priorité abso-  
lue accordée à la chasse aux  
devises pour sortir le pays de  
la crise économique provoque  
pendant un réel malaise  
dans la société cubaine.

LA HAVANE  
de notre envoyé spécial

« Vous payez en devises ?  
Alors, oui, nous avons une table  
pour vous. Suivez-moi. » Les  
Cubains qui attendent patiem-  
ment leur tour devant la porte du  
restaurant - une vingtaine de per-  
sonnes - regardent passer le petit  
groupe d'étrangers munis de dol-  
lars. On entend à peine quelques  
murmures désapprobateurs et un  
petit courageux qui lance entre

ses dents : « Si ça continue  
comme ça, on aura bientôt l'apar-  
theid. »

Les choses ne se passent pas  
toujours aussi bien. Les Cubains  
sont en général très bien disposés  
à l'égard des étrangers, mais il y a  
des limites à leur niveau de tolé-  
rance. « L'autre soir, raconte Vla-  
dimir, un jeune journaliste, nous  
attendions notre tour devant le  
Mandarin, un restaurant chinois  
sur la Rampa (la plus célèbre  
avenue commerçante de La  
Havane), quand des Allemands  
nous ont passés devant sous pré-  
texte qu'ils allaient payer en dol-  
lars. Nous avons protesté et le  
maitre d'hôtel nous a finalement  
donné raison pour éviter un scan-  
dale. » Vladimir est favorable au  
principe selon lequel les étrangers  
sont obligés de payer tous leurs  
achats en dollars. Mais il estime  
que cela ne doit pas leur conférer  
le privilège de passer avant les  
Cubains.

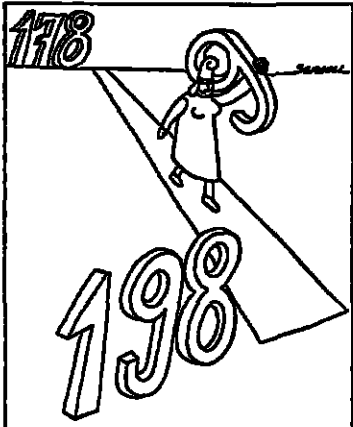
A Cuba, le dollar donne tous  
les droits depuis que les autorités  
locales ont pris la décision, il y a

un peu plus d'un an, d'accorder la  
priorité absolue à la chasse aux  
devises pour tenter de sortir le  
pays de sa plus grave crise écono-  
mique en trente ans de révolution.  
Faut-il pouvoir exporter davan-  
tage de sucre, de nickel, de lan-  
goustes et de cigares, La Havane  
a opté, en désespoir de cause,  
pour le tourisme international,  
rendu responsable dans le passé  
de tous les maux de la société  
(prostitution, jeu, délinquance,  
etc.).

Pour le chef de la révolution  
cubaine, Fidel Castro, cette déci-  
sion a été difficile à prendre. Il a  
fallu toute la capacité de persua-  
sion de certains de ses plus pro-  
ches collaborateurs, convertis aux  
bienfaits du capitalisme et de  
l'économie de marché, pour le  
convaincre que le tourisme était  
la seule manière d'obtenir les  
devises nécessaires à la reprise des  
importations (en forte baisse en  
1988) et à la relance de l'écono-  
mie.

BERTRAND DE LA GRANGE.  
(Lire la suite page 3.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Chili/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,50 S. ; USA (other), 2 \$.



(Suite de la première page.)

Cette unanimité n'est pas hypocrite. Elle traduit le consentement de tous, ou presque tous, à des valeurs fondamentales. Mais de cette morale commune, deux siècles après l'événement fondateur, qu'avons-nous fait ?

**II.** Bien sûr nous sommes libres. Et à regarder le monde d'aujourd'hui, les Français pourraient avoir d'égales raisons de se réjouir : peu de sociétés aussi libres que la nôtre. Voici presque un demi-siècle que la liberté semble installée dans notre patrimoine national. Nous la vivons, pour la plupart, comme une évidence, une dette de la société. Et nous n'y prêtons guère attention. Rares sont ceux qui regardent vers les pays où la liberté est un combat, une conquête, les pays aussi où elle n'est pas : ces pays semblent trop loin, trop différents.

Même chez nous, nous ne sommes guère vigilants : nous sup-

portons non de franchises atteintes aux libertés, mais leur grignotage par des lois ou des pratiques qui ne nous dérangent pas, s'appliquant ordinairement aux plus faibles, à ceux qui ne savent ou n'osent protester. Nous nous accommodons des « bavures » policières, coût légitime d'une police efficace, des abus de la détention provisoire, prix possible de notre commune sécurité.

Nous nous satisfaisons d'une justice pénale qui laisse de larges intervalles à l'arbitraire : nous gardons dans nos lois l'hypocrite « inculpation », anathème public jeté, sans critère ni recours, sur celui que le droit feint de tenir pour innocent. Et vite, nous avons enterré la réforme de Robert Badinter, qui tentait d'y changer quelque chose. Nous sommes indifférents aux violations de l'état de droit, comme à l'archaïsme de nos lois. Un peu d'arbitraire ne nous dérange pas pourvu que la tranquillité de la plupart ne soit pas menacée. Et les contraventions de stationnement nous occupent autrement que quelques atteintes à la liberté.

De même sommes-nous inattentifs au contenu réel des libertés proclamées. La distinction mar-

xiste des libertés formelles et des libertés réelles n'est plus du tout notre affaire. Que ne soit pas libre celui qui a faim, qui a froid, celui qu'écrase son travail ou qui est condamné au non-travail, il nous est commode, en ces temps cruels, de ne pas le voir. Il nous suffit de savoir que tous ceux qui vivent en France sont libres en droit : les différences qui séparent un homme vraiment libre d'un exclu social comblé de libertés, nous préférons ne pas les voir.

Ainsi, le temps passant, la majorité des Français — et, bien sûr, ce mal n'affecte pas que la France — risque de ne plus s'attacher qu'à une conception rétrécie, mais agréable, de la liberté. La liberté d'aller et venir ? Elle permet de circuler, de voyager. L'inviolabilité du domicile ? Elle est moyen d'être tranquille chez soi. La liberté d'expression ? C'est l'agrément des conversations quotidiennes, le droit de lire et, pour-quoi pas, d'écrire n'importe quoi.

Mais au-delà ? L'évidence est que nous préférons notre sécurité à notre liberté ou, si l'on préfère, que la liberté n'est vraiment aimable que si elle participe de la sécurité. Vaincre la maladie et reculer la mort, voilà les vrais problèmes. Nous proclamons d'enthousiasme la liberté de ne pas mourir. Peut-on, sans pessimisme, observer ce péril qui menace les sociétés développées ? Que les libertés y soient venues, non comme une éminente dignité de la vie, mais comme un confort ? Et qu'elles deviennent encombrantes, si elles sont risquées, combat ou simplement complication du quotidien ? Ceux qui, en France, revendiquent et défendent la liberté, sous tous les aspects, à tous les moments, et à qui la veulent pour tous, ces exigeants, ces maniaques, ils ne semblent plus nombreux... Voilà qui pourra nous poser question, en ce glorieux anniversaire.

**III.** Mais la liberté n'est pas notre vrai terrain. Chacun sait que les Français n'ont cessé d'entretenir avec elle une relation orageuse. « Peuple jamais si libre », observait Tocqueville, qu'il faille désespérer de l'asservir, ni si asservi qu'il ne puisse encore briser le joug... (1) Notre solide passion, venue de notre histoire, c'est la haine de l'inégalité. C'est par détestation de la noblesse que la révolution fut faite : pour briser les ordres, conquérir l'égalité devant l'impôt, l'égalité devant le juge, la libre accession de tous aux fonctions publiques. La nuit du 4 août sym-

bolise, dans l'euphorie d'une veille fraternelle, l'anéantissement de l'égalité des droits... des droits civils du moins.

Car, pour assurer l'égalité des droits politiques, il faudra encore aux Français presque un siècle... et la III<sup>e</sup> République se passera sans peine du suffrage des femmes, qui attendront jusqu'en 1945 — il est vrai comblées d'être les mamans de futurs électeurs — l'honneur de devenir à leur tour des citoyens à part entière. Des étrangers qui vivent en France, qui y paient impôts, il est trop tôt pour parler encore. La France n'est pas mûre, et nullement pressée de le devenir.

A y regarder d'un peu près, notre passion de l'égalité a de fortes limites. Dans ce pays de juristes, la passion ne semble que l'égalité des droits, et de son application intellectuelle, que nous appelons joliment l'égalité des chances. Demeurent toutes les inégalités de fait auxquelles la France ne prête qu'une attention distraite. Celles de l'argent ? Elles ont eu longtemps mauvaise réputation à gauche, mais le discrédit du marxisme, la crise économique paraissent les avoir légitimées. Gagners et riches semblent les soutiens de la prospérité générale : perdants et exclus n'ont que vocation à en profiter.

#### Privileges et hiérarchies

Les inégalités du savoir et du pouvoir ? Nous voyons bien que l'école et le lycée n'ont plus les moyens de les corriger, que le prestige croissant des grands concours et le délabrement de l'Université française consolident le pouvoir de la classe dirigeante, servant ses méthodes de pensée et ses modes d'expression, creusant le fossé entre un enseignement de masse et l'éducation des privilégiés.

Nous voyons bien que la télévision est pour beaucoup d'enfants la seconde école, et parfois la première, que cette école nouvelle devrait s'ouvrir davantage à l'intelligence, à l'invention. Mais nous sommes assurés de ne rien pouvoir... Nous observons, depuis vingt ans, résignés, l'accroissement des inégalités du savoir et du pouvoir, nous les déplorons, nous comptons sur le temps, sur le hasard, sur le progrès du niveau de vie. Nous célébrons fièrement l'abolition des privilèges qui réser-

vaient à la noblesse les fonctions et les carrières mais l'annuaire des grandes écoles pourrait illustrer notre aptitude à réinventer ce que nous avons détruit.

Les privilèges sont abolis ? Sans doute. Mais nous ne cessons d'en inventer de nouveaux. Partout, en France, s'installent ou se fortifient des situations préférentielles, des droits exorbitants, des supériorités, des distances. Il y a les statuts privilégiés, qu'il convient de maintenir, les droits acquis qu'il ne serait tolérable ni d'abandonner ni de partager.

Il y a les hiérarchies, qui ne cessent de surgir, hiérarchies utiles et hiérarchies superflues, hiérarchies des fonctions mais aussi hiérarchies des places, des titres, des signes, hiérarchies des voitures, des étages et des salles à manger ! Tout est matière à créer des privilèges, grands et petits. Produits et services, pour se mieux vendre, s'accompagnent de douces prérogatives qui flattent l'amour-propre.

L'idéal français semble de passer avant, de passer devant, de signifier, d'une marque quelconque, une prééminence. Et la République elle-même ne cesse de rappeler la supériorité des détenteurs du pouvoir, riches de passe-droits : la voiture qui hurle, le motard qui écarte le vilain peuple d'un geste de la main, les passages privilégiés, les places réservées, les distractions prises au lieu et au jour interdits au public...

Peut-être un vent d'égalité a-t-il, ces dernières années, soufflé sur la jeunesse, un vent d'égalité ou d'uniformité. Pour le reste cette société des droits intouchables, des statuts privilégiés, cette société des faveurs et des signes distinctifs, ce n'est pas du tout une société d'égalité... et nous aurons matière à réflexion, quand reviendra cette belle nuit du 4 août.

**IV.** Au Champs-de-Mars les fédérés jurèrent de rester unis « par les liens indissolubles de la fraternité ». « La fraternité ou la mort » proclamèrent les révolutionnaires de 1792 (2). La Terreur se donna aussi des intentions fraternelles... Sentiment, morale, communauté d'intérêts, on de projets, ou d'ennemis, la fraternité serait-elle trop nageuse pour éclairer des comportements ? Quelle que soit son inspiration, et sous tous les noms qu'elle emprunte, elle indique une perspective : que le destin de l'homme n'est pas qu'individuel. Elle évoque l'intérêt porté aux autres. Fut-elle jamais une spécialité française ?

Observons les sociétés prospères, dont la France, à la fin de ce siècle : chacun sait qu'elles deviennent des sociétés glacées. Le déclin des religions, et des idéologies qui parlaient d'amour, ou de solidarité, la dilution du sentiment national, l'effacement des communautés syndicales et politiques sont à la fois effet et cause. La famille repliée dans les citadelles du logement et de la voiture, nourrit les dernières formes de sociabilité. Tout autour de nous, les autres risquent de prendre nos places, de respirer notre air, quand ils ne menacent pas nos biens : et nous savons le sinistre chemin qu'ont fait, en France, ces dernières années, les idéologies de la méfiance, du repliement sur le vieux jardin français.

Ce qu'il nous reste, heureusement, c'est la conscience de ce que le cloisonnement de notre société ne nous rend pas heureux. Nous savons que ce temps des bousculades sans rencontre est celui des journées sans vie. Parfois les jeunes nous donnent exemple : la peur, qui règne sur les sociétés sécurisées, ne les tient pas encore. Et que surgisse ici ou là une occasion de solidarité, une communauté qui s'exprime en fêtes, en spectacles, en effort ou en combat partagé, et chacun mesure à nouveau ce que serait la joie de vies plus fraternelles. Après quoi nous retournons à la solitude. Vient le temps imitoyable des très longues vieillesse...

**V.** Ici nous rencontrons le politique. Dans un monde de sourds, le politique pourrait être l'école du dialogue, dans une société froide une action chaleureuse. Or il n'est le plus souvent qu'une pédagogie de la méfiance et du mépris, quand ce n'est de la haine. Les mots de la fraternité, on les trouve dans l'arsenal des formules toutes faites, à l'usage des discours républicains. Les mots du rejet, le ton du mépris, ils se renouvellent chaque jour, vibrants et vivants !

Si les Français semblent s'éloigner de la politique, ce doit être que celle-ci ne les prend pas assez au sérieux. Il est probable qu'ils méprisent moins la politique que la politique ne les méprise. Ce bécotement ne pourrait-il donner aux Français, et à ceux qui les représentent et les dirigent, l'occasion d'intelligentes retrouvailles ? Nous irons de fête en fête, et c'est tant mieux, admirant des souverains qui ne sont pas forcément admirables, célébrant nos vertus, taisant leur intermittence.

Mais au-delà ? Ce pourrait être l'occasion de reprendre, avec une lucidité et une vigueur nouvelles, la tâche, jamais achevée, qui conduit une nation vers la démocratie. Tenir, au plus haut, et pour tous, les exigences de la liberté ? Apprendre à moins aimer les privilèges et tous les signes de prééminence qui étouffent et ridiculisent notre société, et s'appliquer à les réduire ? Retrouver les chemins de la fraternité, n'exclure que l'exclusion, vouloir que chacun, le plus proche et le plus différent, ait, le temps si bref d'une vie, droit à la dignité, et autant qu'il se peut porte ouverte sur le bonheur ? Pour cela ouvrir les grands chantiers qu'il faut, celui de la fonction publique, celui des statuts protégés, celui de la fiscalité, celui de l'instruction pénale, celui des privilèges culturels...

Il semble que l'histoire tumultueuse de la France n'ait cessé de balancer entre deux penchants redoutables, l'aristocratie et la révolution, s'échappant à l'un qu'en se jetant sur l'autre. La grande aventure de ce bicentenaire ne pourrait-elle être que « la plus brillante et la plus dangereuse des nations de l'Europe » (3) entreprenne, au moment de s'y confondre, de devenir une démocratie majeure, et pourquoi pas exemplaire ? Rêve en forme de vœu pour un anniversaire... Ou vrai projet pour la fin d'un millénaire.

JEAN-DEWIS BREDIN.

- (1) L'Ancien Régime et la Révolution, chapitre VIII, de Tocqueville.  
(2) Dictionnaire critique de la Révolution française, de François Furet et Mona Ozouf. V<sup>e</sup> Fraternité, de Mona Ozouf.  
(3) Tocqueville, op. et loc. cit.

## Un projet pour l'an 2000

par ROBERT SABATIER (\*)

L'arrive qu'un homme dans la foule des hommes chérise une idée simple. Aux régents de l'univers, il n'ose la soumettre car il craint de susciter leur sourire. Et pourtant cette idée, si commune qu'elle soit, en lui, franchit les barrières de son impuissance et, en dépit de son propre doute, il la soumet à qui voudra bien l'entendre.

Célébrer de grands anniversaires ne serait rien si cela ne suscitait quelque pensée aventureuse. Il est passé tant de siècles sur les cendres d'Homère, nous disions-nous, tant de sang, tant de guerres et quelques grands sur les cendres de la Révolution.

Des hommes politiques nous parlent du III<sup>e</sup> millénaire alors qu'ils ne songent qu'à la date des prochaines élections. Nous envisageons la banquette planétaire comme s'il s'agissait d'y implanter des HLM. Quant à l'Europe, si nous la supposons faite, ne nous demanderions-nous pas : mais qu'allons-nous en faire ?

L'an 2000, si nous en préparons la fête autrement que par

de vaines déclarations ? L'utopiste imagine un projet : les grands de ce monde, les intellectuels, les responsables se réuniraient autour d'un grand dessin : Plus de guerre en l'an 2000. Des voix retentiraient en tout lieu, porteraient la contagion de cette idée plus que simple et toute activité se consacrerait à cette tâche.

Qu'ils seraient beaux les manuels d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle qui diraient : « Et il y eut, en l'an 2000, cet événement que l'on considéra comme miraculeux, inconcevable pour des esprits du siècle qui n'était pas encore spirituel : la fin des guerres. Il surgit alors que vingt problèmes internationaux paraissaient insolubles, parce que, contre toutes les évidences, quelques-uns y croyaient et que tous les hommes se mirent à y croire. Cette année-là, comme eût dit le poète René Char, aux effondrements des preuves », l'humanité répondit par « une saive d'avenir... »

Et si les hommes tentaient ce pari ?  
\* Ecrivain.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faivel (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouis.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue de la Harpe, PARIS 5<sup>e</sup>

L'Édition

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue de la Harpe, PARIS 5<sup>e</sup>

L'Édition

Le Monde

PUBLICITE

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-87-27  
Téléx MONDPAR 850572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-57

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Tapeur LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09 75427 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

365 F

720 F

1 030 F

1 300 F

399 F

762 F

1 089 F

1 380 F

504 F

972 F

1 404 F

1 800 F

700 F

1 400 F

2 040 F

2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

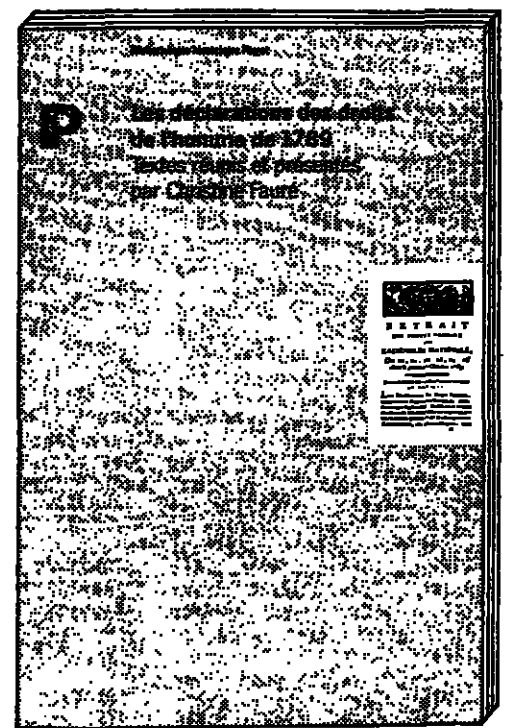
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



— Les déclarations des droits de l'homme, vous voulez dire les brouillons de la Déclaration ?  
— Oui, mais quelles signatures !  
Mirabeau, La Fayette, Sieyès, Marat...



Bibliothèque historique

Payot



GRANDE-BRETAGNE : après l'attentat contre l'avion de la Pan Am

M<sup>me</sup> Thatcher écarte l'idée de représaillesLONDRES  
de notre correspondant

La « Dame de fer » a pris le risque de se mettre en contradiction avec elle-même. M<sup>me</sup> Thatcher, qui avait allégrement soutenu le raid punitif du président Reagan contre la Libye en avril 1986, a déclaré dimanche 1<sup>er</sup> janvier qu'elle était hostile à toute idée de « vengeance » après l'attentat contre le Boeing de la Pan Am. Le premier ministre, qui était interviewé par la chaîne de télévision privée ITV, ne veut pas entendre parler de la loi du Talion. Elle « comprend » la colère qu'éprouvent ses concitoyens après la destruction d'un avion civil au-dessus de l'Ecosse, mais elle estime que « le plus important est d'obtenir la coopération de tous les pays afin de rechercher les responsables et de les traduire en justice ».

Il ne faut pas que les malfruits puissent « s'échapper », dit-elle. « Un avertissement », l'opinion publique est, selon M<sup>me</sup> Thatcher, « écartée » de l'attitude des pays qui ne font rien pour suivre la trace des terroristes. L'argument, inattendu chez elle, est que la pression de l'opinion est très forte, et qu'il suffit en somme d'encourager cette fibre naturellement bonne de l'âme humaine et de s'en tenir pour le reste au respect des formes juridiques. Elle affirme que le tort des représailles est de frapper parfois aussi des innocents. Elle n'avait pas éprouvé d'inquiétudes de ce genre lors du raid sur Tripoli des bombardiers F111 américains partis de Grande-Bretagne.

La piste  
de Francfort

Cette soudaine mansuétude est-elle due à l'atmosphère, un peu prolongée, des fêtes de fin d'année ? On remarquera surtout que le premier ministre prend une position opposée à celle affichée par M. George Bush. Le futur président des Etats-Unis a en effet promis le 29 décembre de « punir durement » les coupables. Ses propos ont été interprétés comme l'annonce de représailles, au cas où les auteurs de l'attentat, et surtout éventuellement le pays qui les soutient, seraient identifiés.

M<sup>me</sup> Thatcher ne prend pas par caprice ses distances à l'égard des

Etats-Unis. L'événement est fort rare, et les raisons du premier ministre ne sont pas transparentes. Les explications morales et juridiques avancées ne sont pas entièrement satisfaisantes. M<sup>me</sup> Thatcher dispose peut-être de nouvelles informations, dues aux progrès de l'enquête.

Les Britanniques semblent de plus en plus persuadés que la bombe a été posée au départ du vol 103 de la Pan Am, à Francfort. Les policiers ouest-allemands sont d'un avis opposé. Une polémique a d'autre part surgi après les très vives critiques exprimées à l'encontre de la police écossaise par M. Bruce Smith, un pilote de la Pan Am dont la femme a péri dans l'attentat. Celui-ci affirme que les policiers écossais sont « incompétents et inexplorés » et en veut pour preuve la lenteur avec laquelle les corps sont identifiés. M. John Boyd, chef

de la police de la région de Dumfries et Galloway, où se trouve Lockerbie, lui a aussitôt répliqué qu'il ne pouvait se permettre de « court-circuiter aucune des étapes de la procédure légale ».

La colère du pilote américain s'explique aisément. Tout se serait passé plus vite aux Etats-Unis, et de façon beaucoup moins procédurière. Mais son affirmation selon laquelle il y a quelque chose de risible à confier une enquête de cette importance à des policiers locaux sans expérience montre qu'il est victime des apparences. Si la cellule policière qui coordonne toutes les informations est bien installée à Lockerbie, sous la tutelle d'un enquêteur écossais, elle est surtout composée d'experts de la lutte anti-terroriste venus de Londres.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## M. Yasser Arafat aurait proposé son « aide » dans l'enquête

Le président Ronald Reagan a affirmé, samedi 31 décembre, que son engagement à retrouver et punir les coupables de l'attentat contre le Boeing-747 de la Pan Am était « sacré », et que les Etats-Unis n'hésiteraient pas, le cas échéant, à utiliser la force militaire contre les auteurs d'actes terroristes. M. Reagan a rappelé que M. George Bush, en tant que vice-président, avait été l'auteur d'un rapport sur le terrorisme recommandant l'utilisation de la force militaire, si nécessaire, contre les groupes terroristes. « Ce rapport devrait donner à certains aujourd'hui des nuits sans sommeil ».

Par ailleurs, M. Yasser Arafat, le dirigeant de l'O.L.P., aurait accepté de coopérer avec les services de renseignements américains pour rechercher les auteurs de l'attentat. Selon le journal britannique *The Sunday Telegraph*, le chef palestinien aurait décidé de mener sa propre enquête parmi les organisations palestiniennes soupçonnées d'avoir placé la bombe à l'intérieur de l'appareil. Un autre journal britannique, *The Independent*, a rapporté que M. Arafat, dans une déclaration au magazine américain *Newsweek* paru lundi, un porte-parole du Fath-Conseil révolutionnaire, Walid Khalid, dément toute responsabilité du groupe d'Abou Nidal dans l'attentat. « Lorsque nous sommes derrière une opération, dit-on, nous avons toujours le courage d'en assumer la pleine responsabilité et de le déclarer ouvertement ».

Toujours à propos de l'attentat, il a été fait deux cent soixante-dix morts, les Douze ont exprimé samedi leur « profonde inquiétude » et réitéré leur volonté de poursuivre leur politique visant à combattre le terrorisme sous toutes ses formes. Ils réaffirment, dans un communiqué publié à Athènes, leur condamnation « de toutes les actions terroristes et particulièrement de celles dirigées contre l'aviation civile ». — (AFP, Reuters.)

économiques libyennes et qui serait le prétexte à une tentative de coup d'Etat visant « à assésiner » le dirigeant de Tripoli. Le colonel Khadafi a rejeté catégoriquement les informations selon lesquelles la Syrie, la Libye ou l'Iran seraient responsables de la destruction du Boeing au-dessus de l'Ecosse. Sur les antennes de la Cinq, il a déclaré : « De tous temps, les Américains ont cherché des justifications à leurs actes, et, sur la question actuelle, cet acte nous a été à tort attribué. Nous allons faire face à toutes ces accusations et nous sommes sûrs que toute attaque, toute agression de la part des Etats-Unis, sera vouée à l'échec ». Pour sa part, le président du Parlement iranien, M. Hachémi Rafсандjani, a renouvelé le « ferme appel » de son pays à la Libye « face aux récentes menaces américaines ».

Dans une déclaration au magazine américain *Newsweek* paru lundi, un porte-parole du Fath-Conseil révolutionnaire, Walid Khalid, dément toute responsabilité du groupe d'Abou Nidal dans l'attentat. « Lorsque nous sommes derrière une opération, dit-on, nous avons toujours le courage d'en assumer la pleine responsabilité et de le déclarer ouvertement ».

Toujours à propos de l'attentat, il a été fait deux cent soixante-dix morts, les Douze ont exprimé samedi leur « profonde inquiétude » et réitéré leur volonté de poursuivre leur politique visant à combattre le terrorisme sous toutes ses formes. Ils réaffirment, dans un communiqué publié à Athènes, leur condamnation « de toutes les actions terroristes et particulièrement de celles dirigées contre l'aviation civile ». — (AFP, Reuters.)

1993 vu de Rome

## L'Europe croque-mitaine

La perspective du grand marché de 1993 suscite des sentiments divers dans les capitales européennes, voire dans les provinces de pays membres de la CEE. Après « La Bavière sans complexes » et la bataille de Bruxelles pour le siège du Parlement européen, parus dans le *Monde* des 29 et 30 décembre, notre correspondant à Rome décrit ici les espoirs et les craintes de nos voisins italiens.

ROME  
de notre correspondant

« Quel ? C'est scandaleux ! Attendez un peu, dans quatre ans. Vous allez voir, l'Europe va vous écraser, vous enfoncer, vous manger tout cru... » 13 h 25, un jeudi de décembre, dans une banque de la via Del Tritone, au centre de Rome. Dans cinq minutes, toutes les banques de la cité ferment leurs portes pour deux heures au minimum. Le client grisonnant, qui éreute sa carte de la guichetière, a passé vingt-cinq longues minutes derrière une file pour finalement s'entendre dire : « L'ordinateur est en panne, je suis désolé, signor ».

L'Europe croque-mitaine, l'Europe Père fouettard à tout bout de champ, brandie comme un épouvantail pour faire peur aux mauvais élèves. C'est le concept de 1993 le plus répandu aujourd'hui en Italie.

Cheun des Douze, c'est bien normal, vit l'Europe de demain à sa manière. Les Français se demandent s'ils ne vont pas y laisser un peu de leur belle et chère « Sécu » ; les Allemands craignent d'y abandonner la suprématie de leur puissant *deutschemark* ; M<sup>me</sup> Thatcher est terrifiée à l'idée que la politique du royaume pourrait être dictée ailleurs que dans sa cuisine, et les Danois se voient déjà avec horreur assésés par des hordes étrangères de mauvais brasseurs de bière. Les Italiens aussi, ont bien sûr, quelque anxiété à l'approche de la date fatidique.

Entre autres que, à partir de 1993, on laisse entrer dans leurs marmottes ces épaissantes spaghettis de bié tendre qu'ils ont eu tant de mal à repousser.

Mais, au total, tous les sondages le prouvent, aucun des Douze n'a accroché son destin à la construction de l'Europe avec la foi quasi mythique dont fait preuve l'Italie. Les sociologues et les historiens prétendent que cette « euphorie » se nourrit de la quasi-absence de sentiment national chez les Transalpins. « Dante reste d'abord un Florentin et Moravia un Romain », expliquent-ils docilement.

Et, de fait, s'il ne se passe pas une semaine dans la Botte sans qu'un

séminaire, un colloque ou une conférence soit organisé sur le thème de « L'Italie et l'Europe », on n'a jamais entendu ici exprimer la moindre crainte quant aux éventuels empiétements des eurocrates de Bruxelles sur la sacro-sainte souveraineté nationale.

Que les trains  
arrivent à l'heure

Pour tout dire, la querelle de M<sup>me</sup> Thatcher ou des gaullistes d'hier sur ce terrain paraît aux Italiens aussi ambiguë que de se demander s'il faut assaisonner la pasta de parmesan. « Bien sûr que l'Europe de demain va soustraire quelques pouvoirs à notre Etat », songe le citoyen moyen. « Et c'est tant mieux ! » Tout est dit. La Communauté sans frontières de 1993, pour l'Italie de la rue, est un curieux cocktail, à la fois le moyen d'échapper à son encombrante administration et, peut-être aussi, d'être enfin gouverné.

« L'Europe infernale, plaisait naguère M. Giscard d'Estaing à la télévision, ce serait les Français au maintien de l'ordre, les Allemands en charge de l'amour, les Anglais aux cuisines et le tout organisé par les Italiens. » Personne au monde n'est plus terrifié par une telle perspective que les Transalpins eux-mêmes. « Je vais vous dire, moi, ce qu'attend le citoyen à partir de 1993, et même, si possible, avant : il espère que les trains arriveront à l'heure. Voilà. » Manière de parler, bien sûr, car ce journaliste d'un grand quotidien turinois pense aussi à tout le reste. Aux opérations bancaires et puis au courrier, aux autobus et au téléphone, à l'hôpital et au métro ; bref à tout ces services publics qui font parfois ressembler « la cinquième puissance économique du monde », comme on le prétend ici, à la plus arriérée des Républiques bananières.

En quarante ans de démocratie, aucun gouvernement n'a pu, ou plutôt voulu, mettre un terme à l'ingénue désorganisation de l'administration. « Seule l'Europe peut encore nous sauver du chaos », se dit le quidam déambulant dans le bon air hydrocarboné du centre de Rome.

Utopie ? Peut-être, car, malgré ses tonitruantes manifestations d'attachement à la Communauté, l'Italie demeure, et de loin, la plus mauvaise élève de la classe. Un tiers des directives du professeur Delors restent encore à mettre en œuvre de ce côté des Alpes, et Rome a été citée à comparaître plus de cent quatre-vingts fois devant le tribunal des flagrants délits qu'est la Cour européenne.

C'est fait exprès, nous chuchotait récemment un fonctionnaire



espagnol de Bruxelles. Nos confrères italiens nous demandent eux-mêmes, en confiance, de les trainer devant la Cour. Ils disent que c'est le seul moyen de faire avancer la mise en place des directives. Du bon usage de l'Europe Père fouettard...

« Finita  
la commedia »

Le chef du gouvernement lui-même, M. Ciriaco De Mita, dont le mandat, incidemment, devrait prendre fin en 1992, y a régulièrement recours. L'Europe, à défaut de lui avoir apporté la certitude de conserver son mandat jusqu'à son terme normal, lui fournit un excellent programme. C'est en invoquant son nom, la menace que son avènement fera peser sur l'image et la réputation du génie italien, qu'il est parvenu à faire voter un certain nombre de saluables modernisations. Parmi elles, l'abolition du vote secret au Parlement, l'un des plus anciens privilèges de la « partitocrazia » transalpine, responsable de la chute d'une bonne quarantaine de gouvernements depuis la guerre.

Heure H, moins mille cinq cents jours. Gianni Agnelli, Carlo De Benedetti, Silvio Berlusconi et tous les autres princes modernes de l'Italie, estimant, à tort ou à raison, qu'ils sont déjà prêts à affronter le grand chambardement de 1993. Quand on leur tend un micro, leur message est toujours le même : « Finita la commedia ; il va tous nous falloir régler nos montres sur celles de Berlin ou de Paris, si l'on veut survivre. » Et chacun se dit que, avec un peu de peine et beaucoup de ce génie typiquement italien, qui consiste à s'adapter à la toute dernière minute aux situations les plus incongrues, tout sera prêt pour le grand examen de 1993.

« Et le Mezzogiorno ? demande l'incroyant. Comment allez-vous faire pour mettre cette zone sous-développée à parité avec le Nord d'ici quatre ans ? » « Bah... lui répond-on, ne parle-t-on pas d'une Europe à deux vitesses ? Eh bien, Turin et Milan seront dans la première, tandis que Naples et Reggio de Calabre, seront dans la seconde ; voilà tout. Le Mezzogiorno ne sera plus notre problème propre mais celui de la Communauté tout entière. Vous ne croyez pas ? »

« A savoir attendre, il y a tout à gagner », prétend justement un proverbe du cru.

PATRICE CLAUDE.

Restrictions, pénurie et humiliation

## Cinglant hiver roumain

Les Roumains s'apprêtent à vivre un nouvel hiver de restrictions, de pénurie et d'humiliation. Le sixième d'affilée. Dans une indifférence de certains dirigeants occidentaux qui devient choquante.

En 1983, l'empereur rouge de Bucarest, Nicolae Ceausescu, s'était mis dans le crâne de rembourser sa dette extérieure de quelque 10 milliards de dollars en imposant une recette toute simple : cessons d'importer et exportons le maximum de ce que nous produisons. C'était plonger la population dans la misère. L'opération a réussi. Seuls les privilèges du régime et les régions de la Sécurité, en civil ou en uniforme, chargées de surveiller leurs compatriotes récalcitrants, ont échappé à la cure. Si l'on s'en tient aux chiffres officiels, les créanciers ont des raisons de se réjouir : toutes les dettes devraient être honorées dans le courant de l'année prochaine ! Pas question ensuite d'améliorer les conditions de vie des Roumains : la nouvelle priorité sera donnée aux investissements et à la modernisation de l'économie.

Dans une capitale européenne distante de moins de 2 000 kilomètres de Paris, des gens font la queue pour trouver quelques pommes de terre, des oignons ou des carottes, s'ils n'ont pas la chance d'avoir à la campagne une famille chez qui ils peuvent se ravitailler. Après la révolte des ouvriers de Brasov, en novembre 1987, les magasins furent un peu mieux approvisionnés, mais on a renoué aujourd'hui avec les vieilles habitudes : 1 kilo de sucre et moins de

1 litre d'huile par mois en 1989. Toute la viande fraîche est vendue à l'Union soviétique ou à divers pays occidentaux. La plupart du temps, les Roumains doivent se contenter de pieds, voire de sabots, de cochons qu'ils appellent maintenant les « patriotes », car l'humour n'a pas complètement disparu. Les Bulgares, autrefois parents pauvres de la Roumanie mais aujourd'hui moins démunis, commencent à s'inquiéter de l'invasion des voisins sur leurs marchés.

Depuis le 15 novembre et jusqu'au 1<sup>er</sup> mars — les mois les plus froids de l'année — tout est rationné. Les restrictions d'électricité, que les autorités avaient promis d'alléger, sont aussi dures, sinon plus sévères, que l'hiver dernier : le chauffage central ne fonctionne au mieux que sept heures par jour. L'eau chaude est distribuée avec parcimonie pendant deux ou trois heures. Dans les écoles, on allume le dimanche pendant deux heures pour éviter simplement que les tuyauteries ne gèlent. Les ménages doivent souvent débrancher le réfrigérateur pour garder l'appartement éclairé.

Dans le même temps, le Conducator poursuit sa politique de « systématisation » du territoire. Les travaux du plénum du comité central du PC roumain, qui s'est tenu fin novembre à Bucarest, pouvaient laisser penser que les autorités, compte tenu des réactions internationales ou de certaines réticences au sein du gouvernement, allaient observer une pause dans ce programme qui prévoit la destruction de sept à huit mille vil-

lages, en somme de l'habitat rural individuel, pour laisser la place à quelque cinq cent cinquante agglomérations et gagner ainsi quelque 350 000 hectares de terres cultivables. Mais une lecture attentive du discours de M. Ceausescu montre que le cap fixé est bel et bien maintenu pour l'an 2000. On parle simplement maintenant de « modernisation », comme le fait le président roumain dans un entretien accordé au quotidien allemand *Die Welt* le 30 décembre.

La disparition  
de Doña Cornéa

Dans un pays où la police exerce une redoutable répression, l'opposition n'a pratiquement aucune chance de s'organiser. Les voix des contestataires sont rapidement étouffées. Le 15 novembre dernier, un an après les émeutes de Brasov, M<sup>me</sup> Doña Cornéa, professeur de civilisation française à l'université de Cluj en Transylvanie, était ainsi convoquée à la Securitate de Bucarest. Depuis, on est sans nouvelles de cette femme courageuse, grande figure de la dissidence, qui avait écrit une lettre ouverte au président Ceausescu, le 23 août, jour de la fête nationale, pour dénoncer le « sacrilège culturel » en cours, pétition qui a été ensuite signée par vingt-trois autres personnes. Elle avait aussi été convoquée par la police pour interrogatoire. L'ambassadeur de Roumanie à Bruxelles affirmait dernièrement que M<sup>me</sup> Cornéa « n'a pas été arrêtée et est libre de ses mouvements ». Le diplomate belge qui s'est rendu sur place à Cluj pour lui rendre visite s'est heurté à un cor-

don de police qui lui a barré l'accès au domicile. Les responsables locaux lui ont ensuite déclaré : « Doña Cornéa, connais pas ! » A-t-elle été relâchée, puis arrêtée de nouveau ? On ignore. Tous les téléphones des dissidents ont été coupés ces dernières semaines. Selon certaines informations, les autorités auraient proposé à M<sup>me</sup> Cornéa « de se taire » ou l'émigration de force à l'étranger.

Dans une lettre qu'elle nous a adressée, la fille de M<sup>me</sup> Cornéa, qui vit en France, s'étonne que le président Mitterrand et le Quai d'Orsay, en ces temps d'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, soient si discrets sur la situation en Roumanie et « se cachent derrière un mur de silence diplomatique ». Elle demande quand l'une des chaînes de télévision françaises diffusera le remarquable reportage sur la Roumanie d'aujourd'hui, réalisé récemment sous le manteau par une équipe cinématographique belge et déjà présenté en Suisse, au Canada et en Suède. En Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale, des partis ou des organisations se mobilisent ou prennent des initiatives symboliques comme le boycottage des produits roumains. En France, en dehors de M<sup>me</sup> Giscard d'Estaing et Fabius, qui, ces derniers temps, se sont manifestés, on n'entend guère de voix pour soutenir un peuple opprimé dont le chef, le « génie des Carpates », s'entoure de plus en plus dans ses déplacements, dit-on de bonne source, de gros chiens et de... soies.

ALAIN DEBOVE.

**Etrennes 89 : les cadeaux intelligents entretiennent la matière grise.**

**Palais des Congrès, Parc Technologique, Télévision par câble, Boulevard Périphérique, on pourrait dire que Tours se fait de nombreux cadeaux en 89. Mais qui pourrait le lui reprocher, quand le but poursuivi est aussi évident : accueillir encore mieux ceux qui apportent à Tours leur talent, leur savoir, leur énergie.**

**A Tours la matière grise prend des couleurs.**

**TOURS**

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

4 Le Monde • Mardi 3 janvier 1989 •



*Bonne Maman souhaite à tous ses petits enfants une bonne et heureuse année 1989.*

*Confiture Bonne Maman.*

Allemands re-  
de la chair

Trente  
A Cuba, la



## Europe

RFA : finies les visions apocalyptiques

### Les Allemands redécouvrent les plaisirs de la chair et de la chère

BONN  
de notre correspondant

Cinquante-neuf pour cent des Allemands interrogés par l'institut Allensbach envisagent 1989 « avec espoir ». Cette bonne humeur contraste avec les vœux pessimistes, voire apocalyptiques, de ces dernières années. La divine surprise de la croissance économique retrouvée malgré le krach boursier d'octobre 1987 et les avancées de la détente sous l'impulsion du héros national ouest-allemand qu'est devenu Mikhail Gorbatchev ne sont pas étrangères à cette embellie du moral de nos voisins. Les peurs latentes sont cependant prêtes à resurgir à la moindre alerte : qu'un incident soit révélé dans une centrale nucléaire, comme ce fut le cas en décembre pour l'usine de Bilibis en Hesse, et c'est aussitôt l'évocation du spectre de Tchernobyl. La mort des phoques en mer du Nord, la destruction des forêts par les pluies acides ne sont pas oubliées.

On s'émue, on cloue au pilori ceux des partenaires européens, notamment français, qui prennent ces choses-là à la légère, mais on a moins tendance à annoncer la fin du monde pour la semaine prochaine. La vigilance reste de règle dans le débat sur la défense et la

#### Les « vœux » et les « ascètes »

Ainsi, une Allemagne un peu moins angoissée peut de nouveau se regarder dans la glace sans s'effrayer de son propre visage déformé par la peur. On peut s'occuper des choses du corps et de l'esprit, regagner l'équilibre au rang de fûté. On peut de nouveau avoir s'intéresser aux plaisirs de la chair et de la chère sans passer pour un inconscient : en dépit du SIDA, la « papasse » de l'industrie pornographique ouest-allemande, Beste Uthe, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires record, et les chroniques gastronomiques — excellentes d'ailleurs — des suppléments illustrés de Die Zeit et du Frankfurter Allgemeine Zeitung semblent lues plus attentivement que les éditoriaux politiques. Ute Lamber, sex-symbol de la comédie musicale, révélée par Jérôme Savary dans Cabaret, et Gerd Käfer, le traître de la haute société munichoise sont au firmament, alors que Petra Kelly, l'égérie des Verts du début des années 80, tombe peu à peu dans l'oubli avec son teint pâle et son régime végétarien.

L'hédonisme se fraie un chemin difficile pour s'installer parmi les valeurs honorables, en dépit de tous les obstacles que lui tendent les grincements, les prophètes de malheur, les rabats-jole de tout acabit qui tiennent boutique outre-Rhin. Ainsi l'évêque de Fulda, Mgr Johannes Dyba s'est attiré de très vives critiques à cause d'une initiative d'un goût douteux : il avait fait sonner le glas par tous les clochers de son diocèse à la mémoire de tous les morts victimes des interruptions de grossesse. La campagne menée par la pastorale des féministes radicales, Alice Schwarzer, contre la pornographie semble avoir fait long feu. Toutes les entreprises de moralisation des comportements alimentaires, sexuels, politiques ou culturels se heurtent à la résistance de plus en plus ouverte d'une partie de la société allemande.

Co Kulturkampf rampant transcendant les frontières politiques et les barrières de générations. Le ministre-président de Sarre, Oskar Lafontaine, quarante-cinq ans, ne s'est pas laissé impressionner par les critiques émanant de son propre parti, le SPD, concernant l'engagement à grand frais d'un chef cuisinier de premier ordre pour la représentation de son Land à Bonn. La mise à l'écart par le nouveau gouvernement bavarois d'un autre quadragénaire, Peter Gauweiler, le paladin anti-SIDA de Munich, partisan des méthodes fortes pour enrayer l'épidémie, et accessoirement moraliser la vie sexuelle des administrés, en est un autre signe. Les « ascètes », longtemps brimés par les « ascètes » relèvent la tête. Il est d'ailleurs intéressant de constater que des « attelages » composés d'hommes que l'on peut classer dans l'une ou l'autre catégorie symbolisent cette double tentation.

Les « ascètes » Helmut Schmidt, Gerhard Stoltenberg, Hans-Jochen Vogel, Jutta Ditfurth se trouvent, chacun dans leur domaine, obligés de composer avec des « vœux », respectivement Willy Brandt, Karl Otto Pöhl, Oskar Lafontaine et Otto Schily. Ces derniers, en dépit de tout ce qui peut les séparer, essaient ensemble de faire mentir le vieux proverbe allemand selon lequel Dieu ne pourrait trouver le bonheur qu'en France. La brise d'optimisme qui se lève timidement sur une République Fédérale bientôt quadrangulaire devrait les aider dans cette lourde tâche.

LUC ROSENZWEIG.

## TÉMOIGNAGE

URSS

### L'adieu à Iouli Daniel

par André Siniavski

Le poète Iouli Daniel, mort vendredi (le Monde daté 1<sup>er</sup> 2 janvier), devait être enterré lundi 2 janvier à Moscou au cimetière Vangankovskoe. André Siniavski, qui fut son coaccusé dans le procès de 1966, salue ici sa mémoire.

Le 30 décembre s'est éteint à Moscou mon ami, l'écrivain russe Iouli Daniel. Plus d'une fois notre amitié a été soumise à des tests, des épreuves ingénuement élaborées : à l'heure de nos écrits illégaux, d'un commun accord, secrètement, nous faisons passer des manuscrits en Occident, puis au cours d'interrogatoires auxquels nous fûmes soumis par le KGB, au banc des accusés, au camp d'internement, en émigration enfin. Aux moments difficiles, il venait le premier à la rescousse. La générosité et la ténacité étaient parmi les qualités inhérentes à sa nature. Que de fois ne m'a-t-il pas aidé ! Pendant des années, je prenais conseil auprès de lui et menais des conversations sur tous les sujets possibles qui ont, par la suite, formé une sorte d'escorte spirituelle dans la vie.

... Et te souviens-tu, Ioulka, tu nous contais l'histoire d'un chat, incarnation du secrétaire d'un comité local du parti ? Il était beau,

le félin. Riche en pelage. Même qu'on allait en faire une chapka. Et te souviens-tu de ce passage de la nouvelle sur la Journée des meurtres publics :

« Si nous exécutions Pavlik ? Je m'éclaircirais la voix et dis Vo-t-en. Elle n'avait pas compris. Où ? Au diable... »

Plus tard, durant le procès, tu as remarquablement dit que tout cela n'était pas de la calomnie, mais une exagération d'expression littéraire : « Une hyperbole, ça s'appelle ». Et encore, parmi tant d'autres, une phrase d'un récit est restée ancrée dans ma mémoire : « Les journaux, certes, mais la conscience, il faut aussi la connaître ». Et sur le même thème, en cours d'audience : « Tout membre de la société est responsable de ce qui se passe au sein de cette société. Cela étant, je me sens également concerné ».

Daniel faisait preuve — tant dans sa vie que dans son œuvre — d'un rare sens de communion avec l'homme, d'un esprit fraternel envers les autres. « Ceci est ton univers, ta vie, et toi tu en es un élément et tu en es l'essence. Tu ne dois pas admettre qu'on te terrorise. Tu dois répondre toi-même, et en ceci, tu es responsable d'autrui ».

Aussi, Moscou te répond par le faible écho d'un consentement inconscient.

Les récits de Daniel, Ici, Moscou, l'Expédition, nous présentent la gigantesque union à la condition humaine. En cela réside son esprit pathétique. Il était l'ami d'une grande communauté. C'est toujours ce que proclame son œuvre poétique : « Égrené comme des perles en chapelet les noms de tes amis ! »

Même dans sa dernière déclaration au procès, Iouli Daniel disait : « Et pourtant, ce sont bien des hommes dans cette salle, des êtres humains à la tribune des jurés ». De mon côté, je n'aurais jamais su en dire autant : il n'y avait que des bourgeois dans la salle et la tribune. Et même en la personne d'un mason du camp d'internement, il cherche à trouver un camarade :

« Toi, mon gars, toi perché sur ce triste mirador ! Comment le malheur frappa-t-il ? À ta porte ? N'as-tu pas failli ? Un beau livre aux mots d'or. Avant qu'eux ne t'enlèvent ! Ici l'enlèvement en cohorte ? L'humanité, les hommes, ont perdu en la personne de Iouli Daniel un ami fidèle, un grand défenseur.

## Amériques

Trente ans après la révolution

### A Cuba, la fièvre du billet vert

(Suite de la première page.)

Des signes inquiétants (en provenance de Moscou) d'une réduction de l'aide soviétique (environ 4 milliards de dollars par an, sous forme notamment de prix préférentiels pour les exportations cubaines de sucre et les importations de pétrole soviétique) ont donné un argument supplémentaire aux défenseurs de la politique touristique.

Cuba a reçu environ deux cents vingt-cinq mille touristes en 1988 (Canadiens, Allemands et Espagnols surtout), plus qu'en 1985 (cent soixante-treize mille), mais beaucoup moins que dans les années 50. En 1988 le tourisme a rapporté environ 130 millions de dollars, chiffre modeste par rapport aux investissements très importants prévus dans ce secteur. Le gouvernement envisage en effet, avec l'apport de capitaux étrangers, de construire quinze mille chambres supplémentaires d'ici 1995 (la capacité totale actuelle est de vingt trois mille chambres) dans la capitale, dans la station balnéaire de Varadero, déjà très développée, et sur quelques-uns des superbes petits îlots de la façade caraïbe de l'île.

#### Fils à papa

Mais comment expliquer aux Cubains qu'il faille à peine huit mois pour construire des hôtels de luxe comme l'appartenance de cent quatre-vingt unités à Varadero — pour les étrangers, — alors que la crise du logement n'a pas été résolue en trente ans de révolution ? Comment justifier l'abondance dans les restaurants et les magasins réservés aux étrangers, alors que les rayons des supermarchés ouverts aux Cubains sont vides ? Comment, enfin, faire accepter l'interdiction d'avoir des « con-

tacts avec les étrangers » — de lourdes peines de prison sont appliquées aux réfractaires, — alors qu'au même moment les Cubains cherchent à attirer les touristes par tous les moyens ?

Dans son discours prononcé à l'occasion de la fête nationale, le 26 juillet, Fidel Castro lui-même a donné une explication qui n'a guère convaincu ses compatriotes. Invoquant les besoins en devises du pays, il s'en est pris aux « fils à papa » qui voudraient pouvoir manger de la langoustine dans les grands hôtels : « Il n'y a pas de langoustine pour les Cubains, a-t-il reconnu, mais nous n'avons pas d'enfants sous-alimentés ».

Malgré les dénégations publiques des autorités qui cherchent à minimiser le problème, le malaise est réel au sein de la société cubaine, plus particulièrement dans la jeunesse. La presse, entièrement contrôlée par le Parti communiste et par les organisations de masse (syndicat unique, Union de la jeunesse communiste, Union des écrivains, armée, etc...) n'aborde jamais le problème, bien que certains journalistes reconnaissent en privé que « la politique touristique va aggraver les contradictions et ne pourra être maintenue longtemps sous sa forme actuelle ».

Devant le silence de la presse, « aussi excitante à lire que l'annuaire téléphonique », disent les Cubains, les jeunes chansonniers ont pris la relève, abordant peu à peu tous les thèmes tabous, comme l'homosexualité, la censure, le manque d'information et la « divinisation du dollar ».

« Le dollar devient plus important que le peuple cubain », déplore Carlos Carrel, chanteur compositeur de vingt-cinq ans, dont le dernier texte, Tropicollage, est consacré aux effets « néfastes » de la politique touristique. « Je sais que la devise est aussi indispensable à l'économie que la farine au pain, chante-t-il, mais je ne comprends pas qu'il faille pour autant tromper les gens. Si tu vas dans un hôtel, on te traite différemment sous prétexte que tu n'es pas étranger. Cela se passe chez nous et je veux que ça change ». La chanson de Carlos Carrel n'a pas été officiellement interdite, mais les enregistrements ont « mystérieusement » disparu des stations de radio qui avaient commencé à la diffuser au cours de l'automne.

« Ma chanson est révolutionnaire, affirme l'auteur, car je dénonce des erreurs que la contre-révolution s'empresse d'exploiter contre nous ».

Carlos Carrel en veut plus particulièrement aux « fonctionnaires de la culture qui ne comprennent rien » et aux animateurs de radio « conformistes » qui n'ont pas passé certaines chansons. « Ces gens-là, dit-il, ne servent pas la révolution, ils font tout pour empêcher les étrangers de venir vivre à Miami ». « C'est vrai, ajoute-t-il, qu'on assiste depuis quelques mois à une plus grande activité de la contre-révolution. Des graffiti contre Fidel Castro sont apparus à plusieurs reprises, et nos chansons sont manipulées — intelligemment, il faut le reconnaître — par Radio-Marti (cette station diffuse depuis la Floride). On a pu le voir récemment avec le dernier titre du groupe Monte de Espuma (« Cet homme est fou ») qui visait Reagan et certainement pas Fidel. L'erreur a été de retirer la chanson de nos stations de radio, ce qui a permis à Radio-Marti de se l'approprier et d'en dénaturer le sens. Le pire qui puisse m'arriver, c'est que Radio Marti diffuse mes chansons ».

#### Les « antisociaux »

Ce point de vue est partagé par toute une nouvelle génération de chanteurs-compositeurs comme Gerardo Alfonso, Santiago Feliu, Donato Poveda ou les Van Van qui, tout en étant des révolutionnaires convaincus, n'hésitent pas à dénoncer les contradictions, les erreurs et les insuffisances de la révolution. Faute de ressources, la plupart n'ont pas encore eu la chance d'enregistrer leur premier disque, mais leurs concerts attirent des foules de plus en plus nombreuses où se mêlent jeunes révolutionnaires et « antisociaux », provoquant à l'occasion des incidents durement réprimés par la police.

Les « antisociaux » et les jeunes désœuvrés ne manquent pas à La Havane. On les rencontre sur le Malecon, l'immense avenue du bord de mer où se retrouvent aussi les amoureux et ceux qui rêvent à la Floride, à 150 kilomètres de là. Sur la Rampa, près des grands hôtels, et dans les vieux quartiers de la capitale, les « jineteros » (petits trafiquants) interpellent les touristes pour leur acheter des dollars à un taux très supérieur au

cours officiel (six pesos pour un dollar au lieu de un). Le petit parc de Coppelia, le célèbre marchand de glaces (nationalisé bien sûr) est aussi l'un des lieux de rendez-vous favoris des marginaux en tout genre : des homosexuels, très nombreux, quelques punks, des rockers mais aussi de ceux qui veulent montrer leurs vêtements dernier cri, acquis grâce à toutes sortes de combines ou à la générosité d'un membre de la famille exilé aux Etats-Unis.

Roberto, vingt-deux ans, vient de passer six mois, pour « trafic de devises », dans la prison la plus célèbre de Cuba, le Combinat de l'Est. La police, dit-il, m'a arrêté avec les treize dollars que je venais de changer à des étrangers. Depuis sa sortie de prison il n'a pas trouvé de travail dans sa spécialité, les arts graphiques. Il a un petit emploi très mal payé dans le bâtiment où il aide son père. Avec ses copains assis sur le muret du Malecon, il continue donc de pratiquer toutes sortes de petits trafics pour s'acheter des vêtements et avoir un peu d'argent de poche. Il vend à 20 dollars la boîte de vingt-cinq cigares de haute qualité qui sont offerts à près de 100 dollars dans les magasins d'Etat. Il s'agit, bien sûr, de boîtes volées grâce à des complicités à l'intérieur des fabriques de cigares.

Les Cubains n'ont pas le droit de posséder des dollars mais la tentation est forte. Le billet vert donne accès aux blue jeans, aux t-shirts et aux cigarettes américaines si convoités par la jeunesse. Il suffit de trouver un étranger qui ira faire l'achat dans les magasins diplomatiques — où tout se paie en dollars. « La seule façon de survivre c'est la combine », dit Alberto, jeune play-boy d'une trentaine d'années, habillé de la tête aux pieds en vêtements payés en dollars. Ce prodige du système « b » (le bino selon l'expression locale, dérivé de l'anglais business), est peintre en bâtiment mais il n'a jamais touché un pincé. Il connaît les nombreux restaurants clandestins de La Havane où la nourriture est bien supérieure à celle des horribles cafétérias gouvernementales. Il sait où trouver de la viande, de la bière, mais aussi de la marijuana, des prostituées et tout ce qui, officiellement, n'existe pas dans la Cuba révolutionnaire.

Les autorités sont conscientes de la profondeur du malaise, comme le prouvent deux docu-

mentaires réalisés par la Direction générale de la police révolutionnaire. Dans un des films introduits clandestinement aux Etats-Unis, Fidel Castro reconnaît la gravité du problème de la délinquance juvénile, son frère, Raul, ministre de la défense, numéro deux du régime, affirme que « un million de policiers » ne suffirait pas à empêcher les vols dans les entreprises d'Etat, car « le système lui-même et le manque de responsabilités invitent les Cubains à commettre ces délits ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

## SOLDES A L'ANGLAISE

DU 3 AU 21 JANVIER



POUR ELLE:		Prix Réel	Prix Soldes
IMPERMEABLE CLASSIQUE	Poly/Coton	2.650F	1.995F
TAILLEUR	Laine	3.100F	2.200F
LODÈN	Laine	2.450F	1.750F
CHEMISIER	Coton	450F	335F
PULL-OVER	Laine d'agneau	à partir de 410F	
POUR LUI:		Prix Réel	Prix Soldes
IMPERMEABLE CLASSIQUE	Poly/Coton	2.650F	1.995F
COSTUME	Laine	3.650F	2.750F
VESTE	Laine	2.750F	1.950F
LODÈN	Laine	2.500F	1.750F
CHEMISE	Coton	450F	335F

ECHARPES Cachemire à partir de 495F

et divers articles POUR ENFANTS



8, BD MALESHERBES, 75008 PARIS. TEL. 42.66.13.01  
56, RUE DE PASSY, 75016 PARIS. TEL. 42.83.88.24  
55, RUE DE RENNES, 75006 PARIS. TEL. 45.48.52.71

LES SOLDES SONT AUSSI CHEZ

**Tunmer**

5, PLACE ST. AUGUSTIN, PARIS 86. TEL. 45.22.75.80

هكذا من الأصل

## Proche-Orient

Dans les territoires occupés

### La Journée du Fath a été marquée par des expulsions d'une ampleur sans précédent

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

La Journée du Fath n'a pas été marquée, en Cisjordanie et à Gaza, par des incidents d'une violence exceptionnelle, mais par des expulsions d'une ampleur sans précédent. En tout, treize Palestiniens ont été conduits en hélicoptère au Sud-Liban, auxquels il faut encore ajouter deux autres Palestiniens qui, en vertu d'un arrangement avec les autorités israéliennes, ont accepté un exil « volontaire » de cinq ans en échange d'un engagement de s'abstenir de « toute activité hostile ».

Ces expulsions sont présentées comme des chefs locaux de l'Intifada, le soulèvement. La procédure judiciaire a été engagée contre eux il y a plus de trois mois. Il s'agit effectivement d'une longue procédure qui permet aux personnes qui font l'objet d'un décret d'expulsion de faire appel devant la commission militaire, puis devant la Haute Cour de justice israélienne. Ce nouveau groupe de treize expulsés a toutefois renoncé à mener à son terme ce dernier recours, estimant, sur la base de précédents, que l'appel devant la Haute Cour de justice serait rejeté.

Sur ces treize expulsés, sept sont originaires de Cisjordanie et six de la bande de Gaza. Ils étaient pour la

plupart des dirigeants des comités populaires, qui servent dans chaque village et chaque quartier de « courtois de transmission » à la direction unifiée du soulèvement.

Lors de la mise hors la loi de ces comités populaires, le 17 août dernier, plusieurs de leurs membres avaient été arrêtés. C'était le cas de ces treize expulsés. Certains appartiennent au Chabiba, le mouvement de jeunesse du Fath; d'autres, comme Jamal Faraj, faisaient figure de chef du FPLP dans le camp de réfugiés de Dehaishe, près de Bethléem. Le plus célèbre des expulsés est sans doute Abdullah Samhdaneh, un professeur de l'université islamique à Gaza et un leader du Jihad islamique. Il est considéré comme l'inspirateur des nombreux comités populaires dans la bande de Gaza.

Les responsables militaires israéliens ont frappé la direction du soulèvement, avec ces expulsions, le jour du Fath qui marque l'anniversaire de la première opération de l'organisation de Yasser Arafat, il y a vingt-quatre ans, contre une canonnière en Galilée. Aux yeux de ces responsables militaires, les expulsions demeurent, en effet, l'arme punitive la plus sévère et la plus efficace.

Depuis le début du soulèvement, quarante-neuf Palestiniens sont

tombés sous le coup de mesures d'expulsion, qui ont toujours été suivies d'un regain de violence, en particulier dans les villages ou les quartiers d'où sont originaires les expulsés. Cela a d'ailleurs été le cas dans la bande de Gaza dimanche après-midi, dès l'annonce de la nouvelle par la radio.

Cependant, le renforcement des effectifs militaires et le couvre-feu imposé sur toute la bande de Gaza pendant vingt-quatre heures ont permis, sans doute, d'éviter la multiplication des incidents sanglants pendant la Journée du Fath. Dans de nombreuses localités de Cisjordanie, la population a fêté cet anniversaire par des lancers de ballons et en hissant des drapeaux de l'OLP. La Journée avait été précédée d'une vague d'affrontements en Cisjordanie et à Gaza, qui avaient fait six morts en quarante-huit heures. Alors que des personnalités palestiniennes comme le maire de Bethléem, M. Elias Freij, évoquent l'idée d'une « trêve du soulèvement » (le Monde du 31 décembre), le bilan de décembre a été particulièrement lourd : un des plus élevés, en fait, depuis le début de l'Intifada : trente et un morts et quatre cents blessés, selon les chiffres officiels israéliens.

(Interim.)

Selon le « New York Times »

### Une entreprise de RFA a aidé la Libye à construire une usine d'armes chimiques

La compagnie ouest-allemande Imhausen-Chemie a joué un rôle majeur dans la construction de l'usine libyenne d'armes chimiques Pharma-150, et les Etats-Unis ont protesté au plus haut niveau auprès du gouvernement de Bonn, a rapporté dimanche 1<sup>er</sup> janvier le New York Times.

Selon le quotidien, des responsables du gouvernement américain, parlant sous couvert d'anonymat, sont convaincus que la compagnie ouest-allemande était le rouage central d'une opération secrète bien organisée. Les livraisons en Libye auraient été effectuées via Hongkong ou d'autres ports asiatiques afin d'en dissimuler la véritable destination.

Imhausen-Chemie aurait servi essentiellement d'entrepreneur, mais aurait aussi contribué à l'établissement des plans de l'usine et aurait mis à disposition des conseillers techniques pour superviser la construction, a indiqué le quotidien.

Selon les analystes américains, l'usine de Rabta, située à environ 65 kilomètres de Tripoli, est l'usine d'armes chimiques la plus importante du tiers-monde, et elle n'aurait pu être construite, ni ne pourrait fonctionner, sans une assistance occidentale.

Le président d'Imhausen-Chemie, M. Jürgen Hippenstiel-Imhausen, a reconnu, dans un entretien au New York Times, que sa compagnie avait sollicité un contrat en Libye pour la fabrication de sacs en plastique, mais il a nié tout rapport avec « l'usine présumée fabriquer des armes chimiques en Libye ».

Des responsables du gouvernement américain ont indiqué au quotidien que le président Ronald Reagan et le secrétaire d'Etat George Shultz avaient exprimé leur inquiétude et protesté auprès de M. Helmut Kohl, lors de la visite du chancelier ouest-allemand à Washington, le 16 novembre dernier.

« Le parquet fédéral de Karlsruhe a ouvert une enquête dès que les Etats-Unis ont fait part à la RFA de leurs soupçons, en novembre », a déclaré dimanche à Bonn un porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Nous avons eu de nombreux contacts à ce sujet avec les Américains au niveau des ministères des affaires étrangères et au niveau gouvernemental, mais il est faux de dire que les Etats-Unis ont protesté auprès du chancelier Helmut Kohl », a-t-il précisé.

« Nous avons pris très au sérieux les déclarations améri-

calnes, d'autant que la RFA est très engagée dans la lutte contre la prolifération des armes chimiques », a souligné le porte-parole ouest-allemand, en ajoutant que pour l'instant aucune mesure n'avait été prise contre Imhausen-Chemie. En effet, l'enquête n'est pas terminée et cette compagnie ne serait pas la seule mise en cause par les autorités américaines.

De son côté, le colonel Mouammar Kadhafi a réaffirmé samedi, au cours d'une interview en direct sur la cinquième chaîne de télévision, que l'usine de Rabta avait une vocation pharmaceutique, comme le ministre algérien de la santé a pu récemment, selon lui, le constater sur place. La veille, les Etats-Unis avaient rejeté une proposition du dirigeant libyen d'inspection internationale de l'usine.

Enfin, le New York Times a également rapporté qu'une autre compagnie ouest-allemande non identifiée était en train d'aider la Libye à développer un système de ravitaillement en vol de ses chasseurs bombardiers de fabrication française, et que les appareils libyens pourraient prochainement, pour la première fois, être capables d'attaquer Israël. (AFP, Reuter.)

## IRAN

### L'imam Khomeiny réduit les pouvoirs d'un conseil des sages

L'imam Khomeiny, guide de la révolution iranienne, s'est prononcé samedi 31 décembre, pour une limitation des prérogatives du Conseil de discernement, une sorte de conseil de sages composé des principaux dirigeants du pays et habilité à légiférer par décret sur les questions urgentes et en litige. Dans un message adressé au Conseil de discernement, l'imam a affirmé que « la situation de la guerre est telle aujourd'hui que plus aucune question n'a un caractère d'urgence pour être examinée par ce Conseil avant d'être débattue par les organes législatifs ordinaires, à savoir le Parlement et le Conseil de surveillance de la Constitution » (Conseil constitutionnel, chargé de veiller à la conformité des lois avec la charia).

L'imam a confirmé la « validité » de toutes les lois adoptées jusqu'à présent par le Conseil de discernement (qui a été à l'origine d'importantes décisions sur la politique de reconstruction du pays et la lutte contre la drogue), mais a demandé que « son intervention soit désormais limitée aux questions en litige entre le Parlement et le Conseil de surveillance ».

Composé de treize membres, notamment des chefs des trois pouvoirs, ce Conseil avait été créé l'an dernier pour résoudre la « paralysie gouvernementale » due aux fréquents rejets des lois du Parlement par le Conseil de surveillance de la Constitution, dominé par des religieux traditionnels.

Cependant, une centaine de députés l'avaient accusé en novembre d'outrepasser ses compétences en légiférant à la place du Parlement. L'imam avait alors annoncé le retour à la Constitution et une prochaine dissolution de tous les organismes législatifs extra-parlementaires. Mais le président Ali Khamenei s'était opposé à la dissolution de ce Conseil, dont il est un membre influent, et avait plaidé en faveur d'une réforme de la Constitution pour éviter les impasses.

Selon la radio, dans ce message, l'imam Khomeiny a lancé également un appel à la modération aux membres du Conseil de surveillance de la Constitution, leur demandant de « tenir compte des intérêts du pays » et de ne pas « entraver » par des débats scolastiques la tâche de l'Etat. Il leur a notamment demandé d'« empêcher l'adoption de lois antislamiques » mais de ne pas, pour autant, mettre le pays devant « des impasses débouchant sur des violations apparentes de la Constitution » et de « ne pas faire paraître l'islam comme étant incapable de diriger le monde sur les plans économique, militaire, politique et social ». — (AFP.)

## LIBAN

### Huit morts dans la banlieue de Beyrouth

Beyrouth. — Huit personnes, dont une femme et deux bébés, ont été tuées et dix autres blessées, le dimanche 1<sup>er</sup> janvier, au cours des affrontements, pour la deuxième fois en moins de vingt-quatre heures, entre deux milices chiites rivales dans la banlieue sud de Beyrouth, sous contrôle syrien.

Selon le mouvement pro-syrien Amal, cinq civils et deux de ses miliciens ont été tués et dix personnes ont été blessées par des obus qui se sont abattus sur le quartier de Chyah qu'il contrôle, tirés par les intégristes pro-iraniens du Hezbollah déployés dans le reste de la banlieue sud de la capitale libanaise. De son côté, le Hezbollah a indiqué qu'un de ses combattants a été tué au cours des accrochages. Il avait fait état, samedi, d'un autre tué dans ses rangs.

Des accrochages avaient éclaté, samedi, entre les deux formations chiites qui se sont affrontées du 22 au 27 novembre dans Beyrouth-Ouest et sa banlieue, sous contrôle syrien, faisant trente-neuf morts.

Un cessez-le-feu a été décrété dimanche soir et l'armée syrienne, stationnée dans la banlieue depuis mai 1988, doit se redéployer pour rétablir le calme, a-t-on appris auprès du commandement de cette armée à Beyrouth. Deux soldats de l'armée syrienne ont été blessés samedi au cours des hostilités. Une source d'Amal a accusé le Hezbollah d'« avoir perpétré un massacre contre les civils » et d'avoir rompu le cessez-le-feu décrété la veille entre les deux formations. Pour sa part, une source du Hezbollah a affirmé que les miliciens d'Amal ont attaqué, dimanche dans l'après-midi, des positions du Hezbollah. — (AFP.)

(Publicité)

## VENTE PUBLIQUE

### BATIMENTS ET TERRAINS DE L'HOTEL EL PANAMA

Immeuble de dix (10) étages avec 365 chambres sur un terrain de 38897 mètres carrés. Placé au centre de la zone commerciale et bancaire de la ville de Panama.

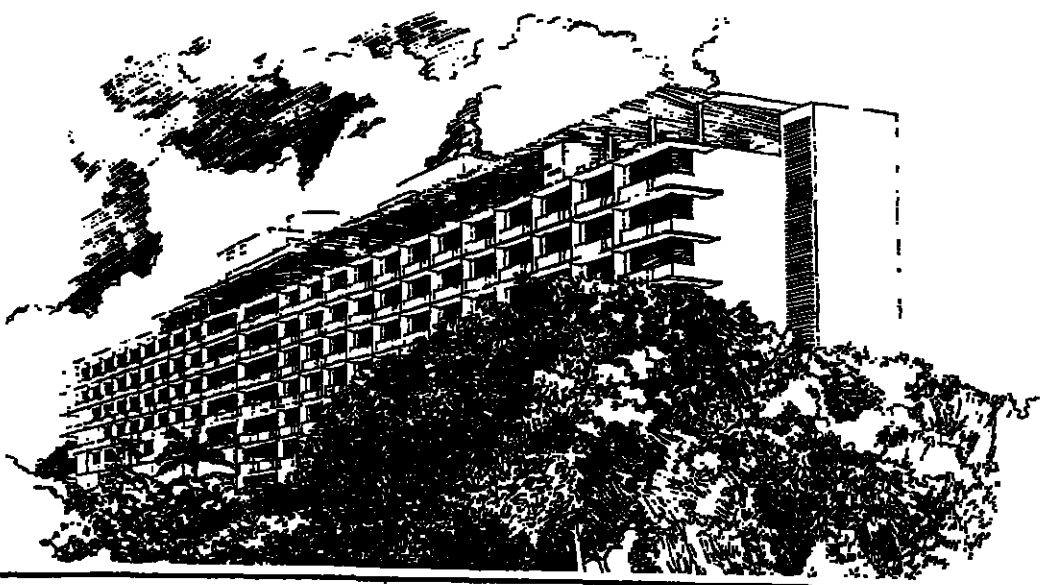
Les offres ne seront reçues que le 26 janvier 1989.

#### OPTIONNEL

● Un immeuble construit sur un terrain de 3640 mètres carrés avec un sous-sol, mezzanine et des fondations pour compléter un bâtiment de 15 étages, à côté de l'hôtel El Panama.

● Un terrain global adjacent à la structure physique de l'hôtel, avec une superficie de 3842 mètres carrés.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à l'ambassade ou au consulat de la République de Panama de votre localité ou bien au : BANCO NACIONAL DE PANAMA, Apartado Postal 5220, Panama 5, République de Panama. téléphone : (507) 69-2955, 69-2966, 69-2977. FAX (507) 69-0091, 64-7155. TELEX 2773 PG.



## Diplomatie

L'échange de vœux de MM. Reagan et Gorbatchev

### Optimisme pour les relations américano-soviétiques

Des messages de vœux télévisés ont été adressés par M. Reagan aux Soviétiques et par M. Gorbatchev aux Américains, pour la troisième fois depuis 1985.

« Je suis convaincu que les relations entre nos deux pays continueront sur la voie positive qu'elles ont suivie au cours de l'année qui s'achève », a déclaré M. Reagan de Palm-Springs (Californie), où il faisait la nouvelle année.

« Les Américains semblent redécouvrir l'Union soviétique et nous redécouvrons l'Amérique. Les peurs et la suspicion cèdent peu à peu la place à la confiance et au sentiment d'amitié réciproque », a déclaré pour sa part M. Gorbatchev.

Les deux chefs d'Etat ont mis en exergue le début de l'application en 1988 du traité éliminant les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), que M. Gorbatchev a quali-

fié d'« important tournant dans les affaires internationales ».

Tous deux ont souligné les progrès vers le règlement des conflits régionaux, en Afghanistan, en Afrique australe et dans le Golfe. M. Reagan exprimant l'espoir que Moscou se joindrait aux Etats-Unis pour « apporter la paix, la démocratie et la sécurité en Amérique centrale ».

« Grand compromis social » en Pologne

Le président américain a également noté les améliorations en matière de droits de l'homme en URSS et dans les échanges culturels entre les deux pays. Il a réaffirmé sa « profonde sympathie » pour les victimes du séisme en Arménie, tandis que M. Gorbatchev a remercié les Américains pour leur aide.

Le chef de l'Etat polonais, le général Wojciech Jaruzelski, a, pour

sa part, réaffirmé dans son message de vœux sa disponibilité à entamer des négociations avec l'opposition, estimant que l'année 1989 pourrait apporter au pays « un grand compromis social ».

Le général Jaruzelski a souligné qu'il n'y aurait, au terme de ce processus, « ni vainqueurs ni vaincus ». Il s'est prononcé pour l'ouverture, dans les meilleurs délais, de la table ronde pouvoir-opposition, initialement prévue à la mi-octobre mais sans cesse reportée.

« L'année qui vient de s'écouler a été une année d'amertume, de tensions et de doutes, une année à problèmes pour la vie quotidienne des Polonais », a encore déclaré le chef de l'Etat. « Notre société a changé, elle change toujours. Nous avons tous, ou presque, changé, et les divisions d'hier ne vont pas durer à l'infini », a conclu le général Jaruzelski. — (AFP.)



Talzé - Le Seuil

Pour la première fois un petit livre réunit l'essentiel de la pensée du fondateur de Talzé. Avec une brève histoire de la communauté.

160 pages 37 FF

Frère Roger a reçu le prix UNESCO 1988 de l'éducation pour la paix.

(Publicité)

#### DU GOLFE À L'ATLANTIQUE

CLP : les leaders de Gniez, vus par Abou Jyad, Arabe Saoudite : jusqu'où ira le dialogue arabo-soviétique, après la rencontre de Taef ? Algérie : le processus démocratique après la reconduction du président Chahid. Liban : les pronostics concernant l'élection présidentielle. Soudan : paix ou cessez-le-feu ?

Dans le numéro de janvier d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. : 46.32.34.14

1789, c'était il n'y avait

1789, l'année de leurs qui sont d'obstacles

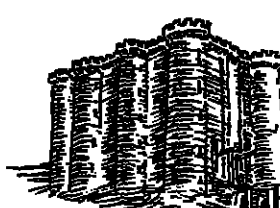


# 1789, c'était le bon temps, il n'y avait qu'une seule Bastille à prendre.

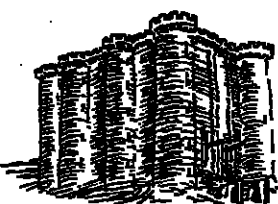
En 1989, Edouard et Michel-Edouard LECLERC appellent de leurs vœux la suppression de ces nouvelles Bastilles qui sont autant d'entraves à la libre concurrence et autant d'obstacles au libre choix des consommateurs :



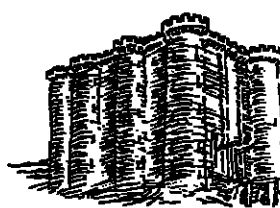
**Le monopole des pharmaciens**, qui sous prétexte de santé publique contribue à renchérir les produits parapharmaceutiques, cosmétiques et diététiques.



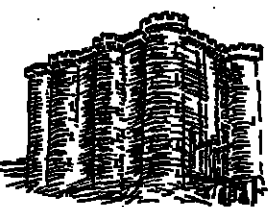
**Les refus de vente** (textiles de marque, puériculture, articles de sport) qui interdisent l'accès de ces produits au plus grand nombre.



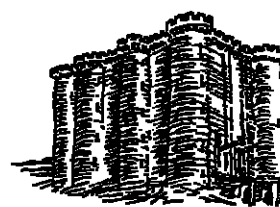
**La discrimination** qui interdit aux distributeurs l'accès à la publicité télévisée.



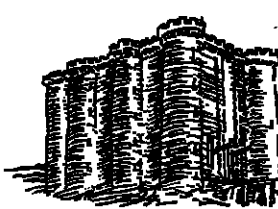
**Les concessions exclusives** dans le domaine des pièces détachées d'automobiles qui permettent à certains constructeurs de maintenir artificiellement des tarifs élevés.



**La distribution prétendument sélective** en matière de parfumerie et de produits de beauté qui empêche les distributeurs d'offrir les meilleurs produits aux prix les plus bas.



**La loi Lang** qui interdit de vendre les livres moins cher.



**La loi Royer** qui limite la création de nouvelles enseignes et qui fausse le jeu de la concurrence.



Tout cela sans oublier les cartes bancaires et les carburants sur autoroute que les Centres Leclerc vous souhaitent les moins chers possible pour 1989.

## E. LECLERC



VOUS SOUHAITE UNE BONNE ANNÉE 1989

هكذا من الأصل

## Asie

### La visite de M. Gandhi au Pakistan

#### Islamabad et New-Delhi ont signé un accord de non-agression nucléaire

Islamabad. — L'Inde et le Pakistan se sont engagés, samedi 31 décembre, à ne pas attaquer leurs installations nucléaires réciproques dans l'un des trois accords signés par M. Rajiv Gandhi et Mme Benazir Bhutto, marquant ainsi une importante amélioration de leurs relations bilatérales (le Monde du 30 décembre). « L'Inde croit dans un Pakistan fort et stable », a déclaré le premier ministre indien Rajiv Gandhi lors de la signature de ces accords en présence de son homologue pakistanais, Mme Benazir Bhutto. « Nous ne souhaitons pas nous engager dans les relations internationales de votre pays ou de quelque autre pays de la région », a ajouté M. Gandhi.

Mme Bhutto s'est félicitée que le sommet de l'Association de coopération régionale d'Asie du Sud (SAARC), qui vient de se terminer, ait été l'occasion d'une visite de M. Gandhi, la première au Pakistan depuis trente ans d'un premier ministre de l'Inde. Ces trois accords sont les premiers conclus par les deux pays depuis 1972, date à laquelle leurs parents — Indira Gandhi et Zulfikar Ali Bhutto — avaient signé l'accord de Simla, qui prévoyait de résoudre leurs conflits par des négociations. « Une ère de paix a commencé. Nous avons le sincère désir de gouverner nos différences », a déclaré Mme Bhutto, ajoutant toutefois qu'il ne fallait pas sous-estimer les difficultés. — (AFP.)

## CHINE

### Deux étudiants africains arrêtés

Deux étudiants africains ont été arrêtés après l'intervention des forces de l'ordre, samedi 31 décembre, à Nanjing (Nankin). Des centaines de policiers armés de bâtons et de matras électriques ont roué de coups les étudiants — africains comme originaires d'autres continents — regroupés dans un hôtel de la région de Nanjing à la suite des incidents de la nuit de Noël et des manifestations anti-africaines qui avaient suivi. Deux étudiants, un Ghanéen et un Béninois, ont été arrêtés, trois autres sont retenus pour interrogatoire, tandis que sept ou huit ont été emmenés par des policiers vers une destination inconnue.

Le recteur de l'université Hehai de Nanjing a accusé « un petit

groupe de meneurs » d'être responsables des incidents et réclamé qu'ils soient punis. Les représentants des ambassades africaines se sont réunis samedi à Pékin pour demander une « solution politique » et non judiciaire à l'affaire. Mais les autorités chinoises semblent déterminées à faire passer en justice les étudiants africains. Pourtant, aucun étudiant chinois n'a jusqu'à présent été inquiété, alors que plusieurs centaines d'entre eux avaient participé aux incidents et que des milliers avaient pris part aux manifestations anti-africaines interdites. D'autre part, les étudiants africains d'un institut de Hangzhou qui avaient été accusés d'être porteurs du SIDA, ont commencé leur seconde semaine d'occupation de leurs locaux.

● **PHILIPPINES** : Nouvel An meurtrier. — Vingt-sept personnes ont trouvé la mort et des centaines d'autres ont été blessées, plus ou moins grièvement, au cours des fêtes du Nouvel An, aux Philippines, selon un bilan établi lundi 2 janvier. Pétaards, feux d'artifice et feux de Bengale ont été la cause de ces morts. — (AFP.)

● **BIRMANIE** : grand rassemblement à Rangoun. — Des dizaines de milliers de gens, certains agitant des banderoles interdites, se sont rassemblés, lundi 2 janvier, à Rangoun, à l'occasion des funérailles de Khin Kyi, veuve d'Aung San, héros de l'indépendance. Khin Kyi, décédée le 27 décembre, était également la mère d'Aung San Suu Kyi, principale figure de l'opposition au régime militaire. Dimanche, Aung San Suu Kyi avait reçu, à son domicile, le chef de l'Etat, le général Saw Maung.

● **CORÉE** : invitations. — Dans son message du Nouvel An, le président nord-coréen Kim Il-sung a invité, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, les dirigeants des quatre principaux partis politiques sud-coréens, ainsi que le cardinal Kim Su-hwan, le pasteur Mun Il-hwan et le dirigeant dissident Paek Ki-wan à se rendre « dans un futur proche » à Pyongyang. Cette invitation s'adresse donc aussi au président sud-coréen Roh Tae-woo, en tant que chef du Parti gouvernemental, de la justice et de la démocratie.

● **Manifestation d'étudiants tibétains à Lhassa**. — Plusieurs centaines d'étudiants tibétains ont manifesté, vendredi 30 décembre, dans les rues de Lhassa, pour demander le respect de leur culture par les autorités chinoises. Ils ont frappé des policiers qui avaient tenté d'empêcher des touristes étrangers de prendre des photos de leur manifestation. — (AP.)

## Afrique

### KENYA : les massacres d'éléphants et de rhinocéros

#### La chasse aux braconniers est ouverte

NAIROBI  
correspondance

Les forces de sécurité kenyanes ont tué récemment six braconniers, dans le parc national de Tsavo, « ce qui porte à onze le nombre de bandits abattus par l'unité anti-braconnage depuis la déclaration de guerre du gouvernement », s'excuse, plus tard, le Kenya Times, quotidien du parti unique. L'ordre est venu du chef de l'Etat lui-même. Tous les fonctionnaires des parcs nationaux qui se trouvent en présence des braconniers sont invités à « tirer à vue », précise, en effet, le président Daniel Arap Moi, le 13 septembre dernier. La chasse à l'homme est donc ouverte. Les maraudeurs sont avertis et les honnêtes « wananchis » (citoyens) qui, par étourderie, s'aventureraient à l'intérieur desdits parcs le font désormais « au péril de leur vie ».

Le puissant lobby qui constitue les diverses associations de défense de la nature — notamment le célèbre East African Wildlife Society, que dirige le professeur Richard Leakey — n'est pas seul à tirer la sonnette d'alarme. Les massacres d'éléphants et de rhinocéros inquiètent aussi les agences de tourisme. Et, dans les milieux politiques, on parle ouvertement du braconnage comme d'un « problème de sécurité nationale ».

« La plupart des gangs de braconniers viennent de Somalie, ils franchissent la frontière à pied, avec leurs armes. Ce sont des types bien entraînés : la plupart sont des déserteurs de l'armée somalienne », confie un fonctionnaire kenyan. « Ils sont habitués à la guerre de guérilla, ils savent parfaitement survivre dans le bush — chose dont les paysans kenyans ne sont pas forcément capables », affirme-t-il encore. « Quand ils sont à court de vivres, ils pillent un hameau, ils volent une tête de bétail ici ou là. Le temps de prévenir l'administration et la police, c'est trop tard pour les rattraper. Ils ont vraiment tous les outils. Il arrive même parfois qu'ils demandent leur route. Comme ça, ouvertement : ils demandent la direction

de Tsavo et ils s'en vont », soupire le fonctionnaire.

La « culot » dont font preuve les gangs de braconniers n'est pas leur seul atout. Sans de solides appuis locaux, même le gang le mieux armé, le mieux entraîné et le plus fort en nombre (la presse kenyane évoque le cas d'un groupe de quatre-vingt-dix hommes, récemment repéré dans le parc de Tsavo), la plus « professionnelle » en un mot, ne pourrait pas faire sortir son butin du pays. Visiblement, les braconniers qui décident aujourd'hui la faune kenyane ont peu de chose à voir avec des « Raboliot » locaux, et moins encore avec les jeunes guerriers massifs qui tuent un lion d'un coup de lance, comme le veut la coutume rituelle.

Les braconniers, eux, tuent en masse. Et les défenses d'éléphant, ça pèse lourd. Et puis c'est gros, c'est encombrant : une fois les pachydermes tués, une fois leurs gueules tronçonnées, une seconde équipe se charge-t-elle alors de la collecte — comme l'affirme la rumeur ? L'ivoire est-il embarqué par bateaux, à Mombasa et Malindi, comme d'autres le murmurent ? Sur ce point, les bouches — déjà farouchement muettes — se ferment tout à fait.

#### « Subversifs »

Le seul coin de voile qui ait été publiquement levé concerne l'entrée des braconniers au Kenya. A en croire certains politiciens, les frontières du Nord (Somalie et Ethiopie) seraient devenues de vraies passerelles. « Ces étrangers ont réussi à obtenir tous les papiers nécessaires — cartes d'identité, certificats de naissance, passeports, — par des moyens malhonnêtes », révélaient récemment un groupe de députés des provinces du nord-est du Kenya. Mais il y a plus grave que la corruption qui gangrène les frontières : selon ces mêmes parlementaires, les « étrangers » en question seraient partie liée au mouvement politique clandestin Mwakanya, force noire du régime.

Les seconds couteaux qu'emploie le mafia de l'ivoire se

voient ainsi promus au rang de « subversifs ». Les étrangers, déjà tenus en suspicion, les massacreurs d'éléphants et de rhinocéros, dénoncés par le président Arap Moi comme ceux qui dissipent « le plus bel héritage naturel du Kenya » et les opposants politiques, dont on brûle les effigies lors des grandes fêtes populaires du parc, tout ce monde se retrouve donc aujourd'hui dans le même panier sulfureux.

Les « bandits » venus de Somalie ne doivent pas, cependant, « être confondus avec les citoyens kenyans originaires de la tribu Somalie » qui sont, eux, « de vrais patriotes, fidèles au gouvernement », insistent les députés. Parmi les plus illustres de ces « vrais patriotes » figure l'actuel général en chef des armées, Mahmoud Mohamed, membre lui aussi de l'ethnie somalie, que le président Arap Moi avait promu à ce grade en 1986.

L'armée resta donc, officiellement, au-dessus de tout soupçon. Il n'y a guère que l'hébdomadaire *Financial Review* qui se soit permis, dans une récente édition, une petite insolence : le dessin de couverture représente une bande de gaillards en uniforme massacrant joyeusement un troupeau d'éléphants, tandis qu'un hélicoptère patrouille candide au-dessus de leurs têtes.

Le braconnage et le trafic de l'ivoire ne sont pourtant pas une nouveauté en Afrique de l'Est. C'est les projecteurs médiatiques sont aujourd'hui, braqués sur le Kenya ne signifie pas que la situation soit meilleure dans les pays voisins. Les stouts spécifiques du Kenya — stabilité intérieure, communications aisées, gros flux touristiques, présence importante de correspondants étrangers, etc. — en font une cible privilégiée. Les amoureux de la nature et les défenseurs d'animaux sauvages ne s'en plaignent sans doute pas : Ne vaut-il pas mieux sonner l'alarme pendant qu'il en est encore temps ?

Le parc de Tsavo, le plus vaste du Kenya, comptait 24 000 éléphants en 1989. Selon les dernières estimations officielles, les survivants n'étaient plus que 4 327

en février 1988. Quant aux rhinocéros, victimes de leur corne comme l'éléphant de ses défenses, leur nombre a chuté de manière vertigineuse : des 600 recensés en 1970, le parc de Tsavo n'en compte plus désormais que 30. Plus les animaux convoités se font rares, plus les braconniers deviennent audacieux : les face-à-face inopinés entre touristes et gangs armés risquent donc de se reproduire comme ce fut le cas en septembre au parc de Meru. Cette éventuelle enquête d'autant plus les dirigeants kenyans que le tourisme est aujourd'hui la première source de devises du pays.

#### SURVIVRE

« On blâme toujours les gouvernements africains. Les gens devraient pourtant se rendre compte que, dans l'histoire du trafic de l'ivoire, un tiers seulement du scénario démarre ici : le reste, ça se passe à Hongkong, à New-York, à Dubaï ou à Tokyo... », grommelle un universitaire de Nairobi. La plupart des spécialistes de la faune africaine s'accordent en tout cas à reconnaître l'inefficacité du système de quotas mis en place en 1984. « Si les Etats-Unis adoptaient un moratoire sur les importations d'ivoire, cela ne suffirait pas, en soi, à stopper le trafic international. Mais cela rendrait ce trafic nettement moins profitable », suggère en juin, à Washington, Douglas Hamilton, considéré comme un des meilleurs spécialistes mondiaux des éléphants. « On estime que les Etats-Unis et l'Europe absorbent, à eux seuls, près de 43 % des importations mondiales d'ivoire travaillé », soulignait-il encore.

« Comment des pays où l'ivoire est vendu légalement, dont les fonctionnaires ferment les yeux sur les trafics clandestins, comment ces pays-là peuvent-ils blâmer un braconnier qui, en Afrique, essaie simplement de survivre ? », s'interrogeait récemment Hilary Ngweni, un des journalistes les plus en vue à Nairobi.

CATHERINE SIMON.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

#### Le cessez-le-feu proclamé par Kaboul a été rompu

Le cessez-le-feu proclamé unilatéralement par le président Najibullah, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, n'a pas été respecté par des groupes de moudjahidins « extrémistes » et les forces gouvernementales ont été amenées à riposter, a affirmé, dimanche 1<sup>er</sup> janvier en fin de matinée, l'agence Tass dans une dépêche de Kaboul. Le Parti islamique d'Afghanistan a bombardé, dimanche matin, des localités de la province de Nangarhar (est) puis a attaqué des postes de sécurité, obligeant l'armée gouvernementale à ouvrir le feu.

Tass avait diffusé, dans l'après-midi, un communiqué militaire des

forces afghanes indiquant que « plusieurs opérations réussies » avaient été menées dans tout le pays, y compris dans le Nangarhar, « au cours des dernières vingt-quatre heures », faisant ainsi quarante tués dans les rangs des moudjahidins. Ces derniers avaient refusé la proposition de cessez-le-feu à partir du 1<sup>er</sup> janvier avancée le 7 décembre par M. Mikhail Gorbatchev à l'ONU. Le premier vice-ministre afghan de la défense avait averti, samedi, que si les rebelles ne respectaient pas le cessez-le-feu proclamé le 30 décembre par le gouvernement, les forces afghanes lanceraient « d'importantes offensives » contre la résistance après le 5 janvier.

M. Najibullah a réaffirmé, de son côté, dimanche soir à la télévision afghane, son « espoir » que le cessez-le-feu puisse mener à la paix. Dans le cas contraire, a-t-il ajouté selon Tass, les forces afghanes sauront réduire les actions de sabotage de l'ennemi. — (AFP.)

### Pologne

#### Libération d'un ancien officier de police collaborateur de Solidarité

Un ancien officier de police polonais, M. Adam Hodyz, condamné à six ans de prison pour avoir collaboré avec Solidarité, a été libéré vendredi 30 décembre, après avoir purgé les deux tiers de sa peine. Par ailleurs, deux opposants ont été interpellés, vendredi, à Varsovie, après avoir apposé une banderole réclamant la libération des prisonniers politiques en Pologne sur l'une des portes du siège du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). — (AFP.)

### Sri-Lanka

#### Retrait de deux bataillons indiens

Le corps expéditionnaire indien à Sri-Lanka commencera, dans un délai de deux semaines, à se retirer progressivement de l'île, a annoncé, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, le haut-commissaire de l'Inde (ambassadeur) à Colombo M. Jyotindra Nath Dixit. Cette décision qui concerne dans un premier temps deux bataillons de 3 000 à 4 000 hommes chacun, a été prise à la suite d'une demande du nouveau président, M. Premadasa, dont la prise de fonctions a eu lieu lundi.

Les forces indiennes au Sri-Lanka comptent entre 45 000 et 50 000 hommes déployés dans les provinces nord et est, peuplées de Tamouls. Elles y sont présentes aux termes de l'accord de paix indo-sri-lankais de juillet 1987.

Une déclaration du gouvernement indien, publiée simultanément, indique qu'« il espère procéder à d'autres retraits en accord avec le gouvernement de Sri-Lanka », étant donné que l'accord de 1987 est peu à peu réalisé et que les actions des extrémistes opposés à l'accord vont s'atténuant. La principale organisation séparatiste tamoule, les Tigres de libération de l'Est du Tamil (LTTE), s'est engagée lundi à lutter contre les troupes indiennes jusqu'à leur retrait total. — (AFP.)

## SOUDAN

### Le colonel Garang propose de négocier directement avec les militaires de Khartoum

Le Soudan a célébré dimanche 1<sup>er</sup> janvier le trente-troisième anniversaire de son indépendance, dans une atmosphère empoisonnée par la crise politique. Le premier ministre, M. Sadek El Mahdi, dont le gouvernement a été ébranlé par quatre journées de violentes manifestations et par une grève générale, a promis, dans un discours prononcé à l'occasion de cet anniversaire, que son régime avait l'intention de mettre en œuvre de vastes réformes politiques. « Nous espérons, a-t-il dit, combler les vides, construire sur des bases solides et procéder à la prochaine étape du processus démocratique — des élections législatives qui, je l'espère, aideront à consolider la démocratie ». Il n'a cependant pas indiqué s'il faisait référence aux élections prévues l'année prochaine, ou s'il pensait à des élections anticipées nécessitées par la démission des six ministres, membres du Parti unioniste démocratique (PUD).

Après l'abrogation des mesures de hausse qui étaient à l'origine des troubles, le travail a repris samedi et les lignes téléphoniques et de téléfax ont recommencé à fonctionner avec l'étranger. La crise gouvernementale demeure cependant ouverte et pourrait s'aggraver avec la démission du président du conseil de souveraineté (présidence collégiale soudanaise), M. Ahmed El Mirghani, membre du PUD. Le secrétaire général de ce parti, M. Sid Ahmed El Hussein, a en effet laissé entendre dans une interview au journal *Al Watan* que le président Mirghani « devrait embêter le pas aux ministres du

PUD qui se sont retirés du cabinet et démissionner de son poste ». En vertu de la Constitution, le président et les membres du conseil de souveraineté ne peuvent être démis de leurs fonctions qu'à la majorité des deux tiers du Parlement, ou s'il est prouvé qu'ils ont commis un acte de trahison ou bien si leur incapacité juridique est établie.

Pretenant acte de l'échec de l'accord conclu le 16 novembre dernier à Addis-Abeba avec M. Ahmed Osman El Mirghani, chef du PUD, le colonel Garang, chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), a appelé dimanche les troupes gouvernementales à entamer des « négociations directes » avec les rebelles du sud du Soudan. « Sortez de vos tranchées, mettons-nous d'accord sur un plan de paix, parce que l'accord d'Addis-Abeba a été torpillé par le premier ministre, M. Sadek el Mahdi, et sa clique. J'avais espéré que 1989 serait une année de paix, mais les perspectives paraissent maintenant sombres », a-t-il déclaré sur les ondes de la radio de l'APLS au cours d'une émission qui a été brouillée au bout de quelques minutes.

Le colonel Garang a réclamé la démission de M. Sadek el Mahdi. Faisant allusion aux manifestations de ces derniers jours à Khartoum, le chef de l'APLS a affirmé que les membres de son armée, présents à Khartoum, s'étaient joints aux habitants de la capitale. — (Reuter, AFP.)

## Le Monde DE L'EDUCATION

### ENQUETE

#### LE NIVEAU MONTE

● Les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier.  
● Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées.

### UN ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD

La réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

### SOCIETE

#### LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

Baisse des adhérents de 30 % en moins en dix ans. Les profs sauront-ils se remobiliser ?

### SUPERIEUR

#### LES JEUNES CHERCHEURS

Dans le cadre du CNRS, dans un laboratoire d'université ou dans une entreprise, quel est le quotidien des jeunes chercheurs ?

NUMERO DE JANVIER, 116 PAGES  
En vente chez votre marchand de journaux

## FLASH-BACK

### L'année 88 dans le monde

36.15 LEMONDE  
Code REP



# Politique

## L'annonce d'une réforme des lois sur l'immigration

### Les vœux du président de la République

#### « Il faut que la croissance de notre richesse nationale soit l'occasion de réduire les inégalités excessives »

Voici le texte intégral de la déclaration faite, samedi soir 31 décembre, à Strasbourg, par M. François Mitterrand, à l'occasion du Nouvel An. C'était la première fois qu'en pareille circonstance le président de la République s'exprimait d'une ville de province.

« Mes chers compatriotes, parce que c'est à Strasbourg que Rouget de Lisle a, pour la première fois, chanté la Marseillaise, le chant de la patrie et de la République, parce que Strasbourg est le capitale de l'Europe et que, cette Europe, nous avons quatre ans, pas davantage, pour la construire, parce que Strasbourg vient de fêter son deuxième millénaire, et pour bien d'autres raisons qui font que Strasbourg est aimé des Français, je suis heureux de vous présenter ce soir, et de cette ville, mes vœux de Nouvel An.

« Nulle part mieux qu'ici on ne se sent à la fois français et européen, européen et français.

« Nous allons célébrer cette année le bicentenaire de la Révolution, dont le premier acte a été, en 1789, de proclamer les droits de l'homme et de la souveraineté du peuple, deux idées, deux principes qui, depuis lors, ont inspiré tous les combats pour la liberté et la démocratie. Ce message que la France a lancé au monde, il y a maintenant deux siècles, nous avons, certes, le droit d'en être fiers, mais nous avons aussi le devoir de lui rester fidèles.

« Or, il y a chez nous beaucoup plus d'exclus et de laissés-pour-compte qu'on ne le croit généralement, que ce soit pour cause de chômage, de maladie, d'ignorance, de pauvreté, que sais-je ? Ou de couleur de peau.

« C'est pourquoi je me suis réjoui qu'à la demande du gouvernement le Parlement ait voté, ce mois-ci un revenu minimum d'insertion qui ne laisse personne sans ressources.

« C'est pourquoi j'ai voulu que les crédits de l'éducation natio-

nale soient fortement augmentés et ils continueront de l'être ces prochaines années, afin que chacun de nos enfants ait la chance de s'instruire et de se former, de l'école en vue d'acquiescer un métier et de réussir sa vie professionnelle.

« De même, j'ai approuvé du fond du cœur la voie choisie pour la pacification des esprits en Nouvelle-Calédonie.

« Mais il reste beaucoup à faire. Je souhaite, par exemple, que soient révisées sans tarder des dispositions législatives applicables aux immigrés, dispositions qui ne me paraissent ni équitables ni justifiées. Ce sera notre réponse aux actes criminels qui ont marqué ces derniers temps un certain réveil du racisme.

« Je souhaite également que s'engage la discussion du nouveau code pénal, déposé au Sénat par Robert Badinter, au début de 1988, afin d'humaniser et de moderniser notre droit.

« Et d'une façon plus générale, comment ne pas entendre l'appel de celles et de ceux qui vivent dans la difficulté quotidienne, un salaire, un traitement trop bas, pas de logement ou un loyer trop cher, des moyens de transport défectueux ? Celles et ceux qui souffrent dans leur dignité de n'être pas reconnus pour ce qu'ils valent ?

« Il faut que la croissance de notre richesse nationale, qu'une gestion sérieuse nous permet d'entrevoir, soit, en même temps que le meilleur moyen de créer des emplois, l'occasion de réduire les inégalités excessives de notre société en partageant plus justement les fruits de l'effort commun.

« Croyez-le, mes chers compatriotes, plus nous serons autour des idées qui ont fondé la République et mieux la France se portera, et plus grandes seront ses chances de tenir sa place dans l'Europe de demain.

« Car voilà que se propose un autre enjeu, celui que l'Europe,

notre Europe des Douze, s'est fixée à elle-même, puisque le 31 décembre 1992 — je le répète, dans quatre ans seulement — trois cent vingt millions d'Européens, dont nous sommes, auront à vivre ensemble, toutes barrières abattues, à travailler où ils voudront.

« C'est un risque, me dira-t-on. Sans doute, eh bien, ce risque est pris et je l'assume en votre nom, assuré qu'un pays créateur comme le nôtre n'a rien à craindre de l'histoire, s'il mobilise comme il convient ses énergies et ses talents.

« Le vrai risque serait au contraire de s'isoler, de se replier sur soi-même.

« Seule l'Europe technologique, économique et monétaire aura la dimension suffisante pour rivaliser avec le Japon et les États-Unis d'Amérique. Seule l'Europe politique sera capable de tenir tête aux puissances qui dominent le monde.

« Et j'attends dès maintenant, pour 1989, que nos partenaires s'engagent avec nous, afin que les peuples de la terre s'organisent et qu'ils prennent en charge leur environnement, menacé des pires désastres : la forêt qu'on tue, l'eau que l'on corrompt, l'air qu'on épuise par aveuglement ou par goût coupable d'un profit immédiat.

« J'attends de l'Europe aussi qu'elle comprenne que sans politique sociale et sans espace culturel, elle ne sera pas.

« Enfin, c'est à l'Europe qu'il appartient, me semble-t-il, de donner l'exemple pour corriger le déséquilibre qui s'accroît entre les pays riches et les pays pauvres.

« Mes chers compatriotes, dans cette perspective, je vous dis bonne année. En dépit des drames qui l'ont traversée, 1988 a vu la paix et le désarmement gagner du terrain sur la guerre. L'espoir grandit d'une ère nouvelle. Puissent 1989 justifier cet espoir.

« Vive la République ! Vive la France ! »

### M. Pierre Joxe veut « corriger les effets injustes » de la loi

Un communiqué du ministère de l'Intérieur publié dimanche 1<sup>er</sup> janvier indique que M. Pierre Joxe a décidé d'« abroger et de modifier certaines dispositions de la loi Pasqua d'application de la loi de 1973 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Le ministre de l'Intérieur a également décidé de prendre des mesures pour les étrangers ayant « des liens familiaux avec des personnes de nationalité française » et pour les étrangers mineurs.

M. Joxe veut « corriger les effets injustes » d'une législation « qui conduisent à se trouver en situation irrégulière des catégories d'étrangers ayant vocation à séjourner et à s'intégrer en France ». Il souligne toutefois que ces mesures ne sont pas applicables aux « demandeurs ne justifiant pas des conditions par ailleurs requises par la loi » par exemple ceux qui ont commis

des crimes ou des délits ne peuvent justifier d'aucune ressource en France ou représentent un danger pour l'ordre public.

Au ministère de l'Intérieur, on précise qu'il s'agit de « mesures spécifiques s'adressant à des catégories bien délimitées d'étrangers, ayant de par leur situation familiale vocation à s'intégrer en France ». Elles sont « sans rapport » avec une opération générale de régularisation pour les étrangers en situation irrégulière comme celle de 1981-1982.

Le ministre de l'Intérieur a d'ores et déjà adressé à ce sujet deux circulaires à tous les préfets, datées du 23 décembre et du 1<sup>er</sup> janvier, « qui seront suivies de deux autres dans la première quinzaine de janvier ».

Dans la première circulaire, M. Joxe annule notamment la disposi-

tion de la circulaire d'application de la loi Pasqua prévoyant que l'irrégularité du séjour d'un étranger qui sollicite son admission constitue en soi un motif d'irrévocabilité. « Cette disposition, souligne le ministre, viole la règle de l'examen particulier des circonstances de chaque espèce comme préalable à toute décision individuelle, ainsi qu'en ont jugé plusieurs tribunaux administratifs ». En conséquence, il recommande aux préfets de « procéder systématiquement à un examen individuel de chaque demande de titre de séjour qui leur est présentée ».

Dans la même circulaire, M. Joxe constate que « des étrangers mineurs vivants en France et régulièrement scolarisés omettaient, par manque d'information, de faire leur première demande de carte de séjour temporaire dans les huit jours suivant leur seizième anniversaire, ce qui les mettait en situation irrégulière et donc d'irrévocabilité ». Il en est de même pour ceux qui n'ont pas renouvelé leur carte dans les délais. « Ces conditions de procédure ne seront désormais plus un obstacle à l'admission au séjour d'étrangers vivant en France ».

La circulaire du 1<sup>er</sup> janvier concerne les étrangers en situation irrégulière « ayant la qualité de conjoint de Français ». Ils disposeront « d'une période exceptionnelle d'un an du 1<sup>er</sup> février 1989 au 1<sup>er</sup> février 1990 ». Pour régulariser leur situation et pourront le faire s'ils sont « mariés depuis plus d'un an à la date de clôture de cette procédure », ou « obtiennent une carte de résident de dix ans ou une carte de séjour temporaire ». Toutefois, seront exclus du bénéfice de cette procédure exceptionnelle ceux qui ne justifient pas d'une des conditions réglementaires essentielles pour obtenir leur titre ou qui devront en être écartés pour un motif d'ordre public.

La troisième circulaire vise « les parents étrangers d'enfants français », lesquels bénéficieront, aux mêmes conditions que les conjoints, « de l'ouverture d'une période exceptionnelle d'un an » afin de régulariser leur situation.

Une quatrième prévoyait pour « les jeunes étrangers aujourd'hui majeurs », entrés en France « avant le 7 décembre 1984 et qui ont rejoint leurs parents en dehors de la procédure du regroupement familial, la délivrance de titres de séjour identiques à ceux délivrés à leurs parents ». La circulaire d'application de la loi Pasqua avait retenu le 7 décembre 1984 comme date de référence et comme âge limite, non pas celui de la majorité légale — dix-huit ans — mais celui de seize ans, ce qui est à l'origine de difficultés considérables pour de nombreux jeunes immigrés.

### Un projet visant à adapter une législation devenue archaïque

#### Justice : le « code Badinter »

Le projet de réforme du code pénal de M. Robert Badinter, dont le président de la République a souhaité qu'il soit discuté au Parlement dans un délai raisonnable, n'est rien moins qu'une révision considérable du code pénal de 1810, dit code Napoléon. Ce projet, qui avait été adopté en conseil des sciences, le 19 février 1986 — soit un mois avant que la gauche perde les législatives de mars et que s'ouvre la période de collaboration — a, de fait, l'ambition de jeter clarté, rigueur et modernité dans un ensemble d'articles surchargés d'ajouts et de modifications au fil du temps depuis plus de cent cinquante années.

Depuis mai 1988, cette réforme était devenue une préoccupation prioritaire dans l'esprit de garde des sceaux, M. Pierre Arpailleur, puisque ce dernier avait souhaité que le Parlement examine rapidement le projet Badinter et avait annoncé qu'une commission s'emploierait à compléter le « code Badinter » élaboré de 1981 à 1985. La réforme du code pénal vise à réformer quelque quatre cents articles.

M. Badinter était parti du constat que « le temps de la dignité et celui de la justice, la criminalité et la délinquance ont grandement changé ». En somme, les articles du code Napoléon étaient jugés « archaïques et inadaptés ». C'est ce que la Chancellerie avait indiqué le 19 février 1986 en déclarant : « Notre législation pénale est pléthorique mais aussi incomplète. Elle est par ailleurs archaïque par les survivances qu'elle comporte et mal adaptée aux formes modernes de la délinquance et de la criminalité ».

Le nouveau code prévu par l'ancien garde des sceaux se distingue par trois aspects majeurs :

1. — Tout d'abord il devrait permettre de réprimer non plus seulement « la personne physique qui a commis l'infraction, mais aussi l'instigateur du crime ou du délit, ou encore la personne morale responsable par exemple de faits de pollution, de fraude, d'accident du travail ».

2. — Le projet de « code Badinter » prévoit ensuite une échelle des peines revue et corrigée. Pour ce qui concerne la grande criminalité, la réduction perpétuelle est maintenue, complétée par une nouvelle peine : la réclusion d'une durée de trente ans. La petite et la moyenne délinquance sont, pour leur part, soumises à une plus grande appréciation du juge. Ce dernier, à côté des peines d'emprisonnement, de travail d'intérêt général ou de jour-amende, pourra faire appel à de nouvelles formes de peines.

3. — Enfin, le projet entend renforcer la répression du proxénétisme et du trafic organisé de stupéfiants. Une protection particulière est également instituée en faveur des « personnes les plus exposées, telles que les policiers ou les gendarmes, ou les plus faibles : jeunes enfants, personnes vulnérables en raison de leur âge, d'une infirmité ou d'une déficience ». De même, des sanctions plus strictes devraient réprimer des formes de délinquance sociale comme l'exploitation du travail au noir ou encore l'activité des « marchands de sommeil ».

### Le dispositif du 9 septembre 1986

Approuvé au conseil des ministres du 11 juin 1986, le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France avait soulevé d'« extrêmes réserves » de la part du président de la République.

Le gouvernement de M. Jacques Chirac s'était fixé trois objectifs principaux : réduire les entrées des travailleurs immigrés, fixer leurs conditions de séjour et faciliter, si nécessaire, leur expulsion.

Pour l'entrée, il s'agissait de « mettre un terme » à des « détournements de procédures » et à des « fraudes ». L'étranger devait, notamment, justifier « ses moyens d'existence ». Pour le séjour, la loi Pasqua remettait en cause « l'automatisme » de la carte de dix ans car il conduisait « dans certains cas, soit à susciter des pratiques frauduleuses, soit à encourager le maintien sur le territoire français de personnes sans ressources bien définies qui ne s'assimilent que malaisément à la population locale ». Le renouvellement de cette carte pouvait être refusé à l'étranger qui constituait « une menace pour l'ordre public » (la législation précédente ne retenait que la notion de « menace grave »).

Quant aux jeunes étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans, ils

pouvaient être expulsés à leur majorité s'ils n'étaient pas en mesure de prouver qu'ils résidaient en France régulièrement depuis dix ans au moins.

Pour l'expulsion, le texte donnait à l'autorité administrative (préfet) le droit d'ordonner la reconduite à la frontière d'un étranger en situation irrégulière. L'étranger qui représentait « une menace pour l'ordre public » pouvait être expulsé s'il avait été condamné à six mois d'emprisonnement et les catégories de personnes non expulsibles « sauf urgence absolue » étaient limitées.

#### Le cas des mineurs

Étaient expulsables ceux qui avaient dépassé les trois mois de résidence en France sans avoir obtenu de titre de séjour, ceux qui avaient fait l'objet d'une condamnation définitive pour n'avoir pas quitté le territoire et ceux qui s'étaient vu refuser le renouvellement de leur titre de séjour. Les enfants de parents expulsés pouvaient l'être aussi, ainsi que les étrangers résidant depuis dix ans en

France mais ayant été condamnés à des peines de six mois de prison ferme, au cours des cinq dernières années.

A l'initiative du Sénat, le texte avait été assoupli, notamment sur la situation des jeunes immigrés : l'expulsion des mineurs de seize ans n'avait été rendue possible qu'après un avis conforme de la commission d'expulsion et la procédure d'urgence ne pouvait être appliquée aux mineurs de dix-huit ans.

Adoptée le 7 août 1986 par le RPR et l'UDF — la gauche votant contre, le Front national s'abstenait — la loi Pasqua avait fait l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel à l'initiative des députés socialistes. Elle avait été jugée conforme à la Constitution (le Monde du 5 septembre 1986) à l'exception de deux dispositions relatives à l'entrée et aux conditions de détention, avant expulsion, des étrangers.

#### Les effets de la « loi Pasqua »

Dans un avis de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, publié le 15 novembre dernier, M. Jean-Marie Daillet a fait un premier bilan de la loi Pasqua du 9 septembre 1986.

Le nombre des refus d'entrée d'étrangers en France est passé, selon lui, de 51 436 en 1986 à 71 063 en 1987 et 37 038 pour les sept premiers mois de 1988.

D'autre part, le nombre des reconduites à la frontière d'étrangers en situation irrégulière est passé de 7 453 en 1985 à 12 364 en 1986, 15 837 en 1987 et 9 522 de janvier à juillet 1988. Toutefois, si le nombre des mesures d'éloignement prononcées a augmenté, on a enregistré une baisse du taux moyen d'exécution des mesures de reconduite.

### La « Lettre à tous les Français »

Dans sa Lettre à tous les Français, du début avril, M. Mitterrand écrivait notamment à propos des immigrés :

« Depuis des siècles, les enfants qui naissent en France de parents étrangers sont français. C'est ce qu'on appelle le droit du sol. Je crois que, seul, le régime de Vichy, sous l'occupation allemande, a manqué à ce droit. Georges Pompidou, qui fut le dernier à retoucher le code de la nationalité, l'a respecté. (...)

« Quand on aborde calmement la controverse sur le code de la nationalité, on s'aperçoit que ni la situation des « beurs » ni celle des « naturalisés » ne justifient le procès fait aux immigrés qu'ils n'ont jamais été ou bien qu'ils ne sont plus. Or la masse des immigrés de toute origine qui vivent et travaillent chez nous, sans prétendre à la nationalité française parce qu'ils sont fidèles à la leur, ne relèvent pas davantage et par définition de ce fameux code qui nous a valu tant de querelles. (...)

« Que l'immigré venu clandestinement en France soit refusé hors de nos frontières à quelque chose de douloureux, mais le droit est le même pour tous et doit être appliqué, mais appliqué humainement.

« Quant à l'immigré en situation régulière, pourvu d'une carte de séjour et d'un contrat de travail, il est normal qu'il soit traité, sous-tous les aspects de sa vie professionnelle et personnelle, salariale, conditions de travail, protection sociale, école pour les enfants, etc., comme le sont les travailleurs français. La Grande-Bretagne, la Hollande, les pays scandinaves sont même allés jusqu'à reconnaître à leurs immigrés un droit de regard — par le vote — sur des décisions politiques locales ou nationales.

« Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous la permette pas. »

### Les réactions

- M. Harlem Désir : « Il faut modifier la législation »
- M. Bruno Mégret (FN) : « Des mesures sectaires »

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, et M. Eric Ghebali, secrétaire général de l'association, se sont félicités des déclarations du président de la République sur la législation relative au statut des immigrés. « Il faut modifier la législation », a affirmé, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, M. Désir, rappelant que SOS-Racisme fait campagne pour l'abrogation de la loi Pasqua, qui a privé les étrangers du droit à la justice. L'association antiraciste se propose de transmettre à M. Mitterrand ses « propositions de modifications législatives ». « SOS-Racisme se sent, aujourd'hui, encouragé à poursuivre son action pour l'obtention du droit de vote aux élections municipales et locales pour les immigrés », avait déclaré, samedi soir, M. Ghebali.

Le président de France-Plus, M. Arezki Dahmani, s'est, lui aussi, félicité, dimanche, des propos de M. Mitterrand. M. Dahmani s'est prononcé pour la « révision » du code de la nationalité et pour celle de la loi Pasqua, ainsi que pour des mesures en faveur du logement social. Il a demandé, en outre, que le président de la République intervienne auprès de la direction du PS pour appuyer la présence de jeunes militants, enfants d'immigrés, sur les listes de candidats aux élections municipales.

La fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés demande, quant à elle, l'abrogation de la loi Pasqua et l'instauration du droit de vote pour les immigrés. La CIMADE, service communautaire d'entraide, a approuvé, dimanche, M. Mitterrand d'avoir « clairement affirmé sa volonté de faire évoluer la réglementation du séjour des immigrés dans un esprit conforme à la France des droits de l'homme ».

Les socialistes ont approuvé les déclarations de M. Mitterrand. M<sup>me</sup> Geneviève Domenach-Chich, membre du secrétariat national chargé des problèmes de société,

s'est félicité, dimanche, que « des mesures législatives soient annoncées afin d'assurer aux immigrés les droits qui leur sont dus au pays des droits de l'homme et une place dans notre société ». M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national chargé des droits de l'homme, a affirmé que « les socialistes ont toujours dit que des modifications législatives et réglementaires s'imposaient afin de concilier les nécessités de la lutte contre l'immigration clandestine avec le respect des droits et de la dignité de la personne humaine », mais que « les lois ne règlent pas tout ». « Il faut aussi, a observé M. Lindeperg, que les pratiques administratives évoluent, que des actions spécifiques en direction du logement, de l'école et de la formation professionnelle soient conduites ».

Au contraire, M. Bruno Mégret, député général du Front national, a reproché, samedi, au président de la République d'avoir donné « un tour partisan à ses vœux de Nouvel An » et d'avoir annoncé « des mesures sectaires de laxisme en matière d'immigration et de sécurité, dont chacun sait qu'elles sont contraires à la volonté majoritaire du peuple français ». M. Mégret a ajouté : « Il les fait passer pour un progrès des droits de l'homme, laissent croire aux Français que c'est par des incantations aux valeurs de la Révolution que l'on préparera la France à relever le défi de l'Europe ».

M. Michel Collinot, secrétaire national du Front national, a reproché, dimanche, à M. Mitterrand de « favoriser un nouveau courant de laxisme en matière d'immigration », en « prenant prétexte d'attentats aussi odieux qu'imbéciles et, sans doute, télévisés ».

La Ligue communiste révolutionnaire (L.R.C. trotskiste) se prononce, elle, pour l'abrogation de la loi Pasqua et l'attribution du droit de vote aux immigrés.

هكذا من الأصل



# Politique

L'annonce d'une réforme des lois sur l'immigration

## Foyers à la dérive

La révision de la loi Pasqua a été présentée par M. Mitterrand comme une « réponse aux actes criminels qui ont marqué ces dernières années ». Le président de la République faisait notamment allusion aux attentats commis les 19 et 23 décembre, dans les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône, contre des foyers d'immigrés. Ces attentats visaient d'attirer l'attention de la pire manière — sur une institution contestée.

L'entrée est plutôt sympathique : un vrai marché à l'afrique, chapeaux et coloré, avec son incroyable bric-à-brac. Il faut se faufiler entre les états pour atteindre, au fond de la cour, une cuisine fumante qui évoque les soutes de la Nave de Fédim. Plusieurs feux, léchant d'énormes marmittes, sont allumés ici du matin au soir. Certains résidents de ce foyer de la rue Bara à Montreuil — maliens pour la plupart — grimpaient dans les étages avec des assiettes remplies à ras bord. Ils vont les porter à d'autres résidents, d'un statut plus élevé apparemment, qui se font servir dans les chambres. Inutile de chercher à comprendre : il y a dans ce village africain de Seine-Saint-Denis des règles et des habitudes qui échappent à tout visiteur extérieur.

La cave vaut le détour. C'est un véritable atelier, bijouterie où une quinzaine de personnes, assises en rond dans un chapeau étouffant, confectionnent colliers et bracelets. Vous poussez une porte, et d'autres résidents s'activent sur une demi-douzaine de machines à coudre qui crachent des habits aux couleurs tapageuses. Des lits pliants s'entassent aux quatre coins de la pièce, et ce n'est pas pour le décor : si ce foyer compte officiellement quatre cent dix résidents, leur nombre réel est sans doute deux fois plus élevé.

Chaque occupant légal paie 230 francs par mois, de quoi il faut souvent déduire une ATL

(aide transitoire au logement). Certains finissent par ne plus payer grand-chose, et même à faire un petit bénéfice en sous-louant des lits à des clandestins, dans leur chambre ou à la cave. Ce foyer ne survit financièrement que grâce au dévouement des gestionnaires de l'Association pour l'accueil et la formation des travailleurs étrangers et aux 2,4 millions de francs que lui verse chaque année un établissement public, le Fonds d'action sociale (FAS).

Il y a bien pire. Dans certains foyers, les résidents font la grève des loyers pour protester contre des hausses brutales qui peuvent dépasser 100 %. La situation pourrait alors pendant des mois, parfois des années, et les locaux, bien que suroccupés, sont à l'abandon.

### Des communes mal loties

Gennevilliers-2, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), est l'un de ces foyers à la dérive. Il comptait trois cents résidents officiels, maghrébins pour la plupart, quand le conflit a éclaté avec l'AFRP (Association des foyers de la région parisienne), dont le président, Yves Lemaire, lié à un groupe patronal, se pose en champion de la « gestion musclée ». Ne recevant plus de loyers, il a fait enlever la chaudière, a bloqué l'ascenseur et coupé l'électricité dans les chambres. Le Fonds d'action sociale vient de s'opposer à cette situation, qui dure depuis deux ans, alors qu'il a versé 781 000 F pour Gennevilliers-2 en 1988.

Le président du FAS, M. Pierre-Patrick Kallenbach — un polytechnicien de la Cour des comptes, — est effaré par ce qu'il a vu sur le terrain. « Dans certains, dit-il, nous finissons de la clandestinité ; dans d'autres, de la pseudo-gestion. Cela coûte de plus en plus cher, pour aboutir à des conditions de logement indignes de notre pays. Il va falloir y mettre de l'ordre ».

Heureusement, de nombreux foyers sont en bien meilleur état.

Si, certains, dans des villes moyennes, souffrent de sous-occupation, d'autres, en plein Paris par exemple, valent plus d'une HLM : bien entretenus, convenablement gérés, plutôt confortables, ils attirent une clientèle assez diversifiée qui n'est pas seulement étrangère et se montre plus exigeante. Il faut donc se garder de généraliser.

Sur les quelques sept cents foyers existants, plus de deux cent cinquante se trouvent en Ile-de-France. A elle seule, une société d'économie mixte, la SONACOTRA, gère la moitié des lits. Les autres organismes gestionnaires sont des associations régies par la loi de 1901, qui ne possèdent pas les locaux, mais aussi des centres communaux ou des bureaux d'aide sociale.

Les foyers incarnent une image traditionnelle de l'immigration. Ils avaient été conçus dans les années 60 pour des travailleurs ciliataires, séjournant provisoirement en France. Or ce tableau s'est modifié peu à peu : on a surtout affaire aujourd'hui à des familles immigrées, définitivement

établies en France et qui comptent de nombreux chômeurs.

Les efforts auraient dû logiquement se déployer des foyers pour se porter sur le logement en HLM ou l'accession à la propriété. Il n'en a rien été : les pesanteurs du système font qu'en 1984, par exemple, près de 44 % des crédits « 0,1 % » des employeurs destinés à favoriser le logement des immigrés sont allés aux foyers. Et c'est encore à ceux-ci que le Fonds d'action sociale consacre aujourd'hui la plus grande partie de ses crédits en matière de logement : en 1987, il a versé 25,6 milliards de francs pour équiper des foyers, 373 millions pour soutenir leur gestion, 93 millions aux résidents (à titre d'aide au logement) et 34 millions d'aides diverses.

Tout cet argent ne sert pas à réajuster ceux qui vieillissent dangereusement. Des bâtiments érigés à titre provisoire au début des années 70 sont encore bourrés de monde, avec une demi-douzaine de lits dans des chambres de 15 mètres carrés. Cette surpopulation ne fait qu'aggraver l'état des

locaux, occasionnant des frais supplémentaires. Certains foyers en préfabrique ont des notes de chauffage astronomiques. C'est au point sans fond.

On construit peu de nouveaux foyers pour la bonne raison que les municipalités ne veulent plus en accueillir. Dans certains cas, cela se comprend. La population immigrée est en effet très mal répartie sur le territoire. En Ile-de-France, plus de la moitié des foyers sont implantés en petite couronne (1). A lui seul, le département de Seine-Saint-Denis représente le quart du parc résidentiel. Et dans ce département, trois communes (Aubervilliers, Montreuil et Saint-Denis) accueillent plus du cinquième des lits disponibles. La concentration n'est pas moindre dans le Val-de-Marne où 42 % des lits du département s'entassent dans quatre communes (Champigny, Choisy-le-Roi, Thiais et Vitry). Il est un peu facile, dans ces conditions, de dénoncer le « racisme » de telle ou telle municipalité — communisme la plupart du temps — à qui on a allégrement confié tous ceux dont personne ne veut !

### Logement social

Aujourd'hui, en Ile-de-France, plus de la moitié de la population des foyers est encore d'origine maghrébine. Mais la part des Africains noirs (25 % environ) croît sensiblement. C'est cette catégorie d'immigrés qui a tendance à vivre en vase clos, sans chercher à s'intégrer dans le tissu urbain. Ce n'est pas trop grave s'il s'agit de travailleurs ne séjournant que temporairement en France. Les difficultés avec le voisinage s'en trouvent même évitées. Mais si cette population est appelée à rester, comme tout le monde croit, alors on se prépare des jours difficiles. Déjà, certains foyers, qui ne sont nullement équipés pour cela, servent de maison de retraite à d'extravagants étrangers qui ont renoncé à rentrer dans leur pays (où leur pension ne serait plus payée en francs français).

Dans les grandes agglomérations, compte tenu des difficultés de logement, des Français commencent à frapper à la porte des foyers. Parmi eux, beaucoup de « sinistrés » : chômeurs en fin de droits, femmes abandonnées avec enfants, marginaux en tout genre... Le foyer devient ainsi une forme de logement social au rabais, avec tous les problèmes de cohabitation qu'on peut imaginer.

Dans son récent rapport « Immigrations : le devoir d'insertion », le commissariat général au Plan est catégorique : « Pour les isolés, les foyers — qui les coupent du reste de la population — ne sont pas une solution d'avenir. Il serait souhaitable d'encourager des formules de type studio ou petit appartement occupé par trois ou quatre locataires, soit dans le cadre d'opérations de réhabilitation privée, soit dans le parc social ».

C'est une vieille revendication. « Un vrai plan », remarque Jacques Barou, sociologue au CNRS et ancien chercheur à la SONACOTRA, « Supprimer les foyers aujourd'hui serait absurde, puisque les HLM refusent d'accueillir de nouveaux locataires étrangers ou des locataires français sans ressources suffisantes ».

On retombe ainsi sur le problème du logement des immigrés en général. Il va bien falloir s'y pencher un jour sérieusement. Ce n'est pas en fermant pudiquement les yeux sur les foyers, ou en se contentant de crier au racisme quand des criminels y posent des bombes, qu'on fait avancer les choses. La décentralisation, de ce point de vue, a été très négative. Devenus tout-puissants, les maires ont démontré qu'ils n'avaient ni les moyens ni l'envie de vouloir régler cette question. Chacun se défend sur le vif, et le gouvernement donne l'impression désagréable d'être au balcon.

ROBERT SOLE

(1) « Le logement des immigrés isolés en Ile-de-France », octobre 1986. AFICIL, 66, rue de Lisbonne, 75006 Paris.



De 1981 à 1988

## Zigzags socialistes

Le gouvernement Rocard n'avait pas manifesté jusqu'à présent un intérêt débordeur pour l'immigration. Ce dossier était mis entre parenthèses, et nul ne semblait s'en occuper vraiment.

Sagement, M. Rocard avait voulu calmer le jeu, après les polémiques stériles des deux dernières années sur la réforme du code de la nationalité et l'octroi d'un droit de vote aux résidents étrangers. Mais ce n'était pas la seule raison du « silence radio » sur l'immigration : d'une part, les socialistes voulaient éviter toute vague avant les élections municipales du printemps prochain ; d'autre part, ils ne savaient par quel bout prendre ce dossier explosif qui a toujours brûlé les doigts des gouvernements ayant prétendu s'en occuper. M. Rocard avait d'ailleurs d'autres soucis avec les grèves dans le secteur public.

Sur l'immigration, les socialistes ont sensiblement évolué depuis leur victoire électorale de 1981. Ils étaient arrivés au pouvoir le cœur sur la main, riches de promesses et de bonnes intentions. Tous les forums devaient se desserrer cette année-là. Le gouvernement Mauroy suspendit les expulsions en cours, interdit les refoulements aux frontières par voie administrative et, surtout, autorisa les étrangers en situation irrégulière, entrés en France avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981 et ayant un emploi stable, à obtenir des titres de séjour et de travail. Cent trente mille personnes bénéficièrent de cette régularisation.

Parallèlement, diverses circulaires permettaient aux étrangers d'obtenir plus facilement un titre de travail et de faire venir leur famille en France. Dans le même esprit, l'aide au retour, instituée en 1977, était supprimée.

Le gouvernement de M. Mauroy n'allait pas se contenter d'effacer ou d'atténuer les mesures prises à la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing. Avec la loi du 9 octobre 1981, les associations étrangères furent dispensées de l'autorisation préalable du ministre de l'Intérieur. On assista ainsi à une floraison de groupes en tout genre.

Les élections municipales du printemps 1983, marquées par l'offensive du Front national sur l'immigration, devaient mettre un frein à cette politique généreuse. Le gouvernement revint à une stricte application des textes, pour limiter les entrées en France et expulser les personnes indésirables. La loi du 10 juin 1983 permit de déférer devant les tribunaux, selon une procédure d'urgence, des étrangers en situation irrégulière et de les reconduire

immédiatement à la frontière. D'autre part, un décret du 27 avril 1984 institua une « aide publique à la réinsertion », autrement dit une nouvelle forme d'aide au retour, tandis qu'un décret du 4 décembre 1984 rendait plus difficile l'immigration familiale en la soumettant à de nouvelles conditions de logement.

### Le droit de vote aux étrangers

Au-delà de ces contradictions, l'expérience du pouvoir a permis aux socialistes de définir finalement une politique assez cohérente, en trois points : la France ne peut plus accueillir davantage d'étrangers ; il faut encourager ceux qui le souhaitent à retourner au pays dans les meilleures conditions possibles ; on doit favoriser l'intégration de tous ceux qui restent définitivement en France. C'est dans cet esprit qu'a été instituée, le 17 juillet 1984, la carte de résident. Valable dix ans et renouvelable de plein droit, elle permet à son titulaire de choisir librement son emploi sur tout le territoire national. Cette mesure importante, votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale, a mis fin à l'insécurité dans laquelle se trouvaient de nombreux étrangers.

Revenus dans l'opposition en mars 1986, les socialistes ne se sont pas privés de tirer à vue sur toutes les initiatives du gouvernement Chirac. Si celui-ci représentait exactement — et avec les mêmes mots — leur politique en trois points, il donnait à celle-ci une application différente.

L'opposition de gauche se dressa ainsi avec force contre toute réforme du code de la nationalité. Et elle n'eut pas de mots assez durs pour condamner la « loi Pasqua », symbolisée, le 18 octobre 1986, par l'expulsion forcée de cent un Maliens, accusés d'être des clandestins.

### Agir sans attendre les municipales

Chez les immigrés, la réflexion de M. Mitterrand a été saluée par des cris de joie. Mais on n'était plus en 1981. C'est avec une extrême prudence que le gouvernement Rocard a tenté de réajuster la loi Pasqua, jugeant son abrogation indéfendable. Pas plus tard que le 17 novembre 1988, M. Pierre Joxe se faisait vivement féliciter à l'Assemblée nationale par M. Pierre Mazeaud (RPR) pour avoir déclaré : « La France n'a pas les moyens de devenir le pays d'accueil des populations déshéritées de

l'ensemble du monde en voie de développement ».

Le gouvernement Rocard s'est heurté alors à toutes les associations de défense des immigrés — de SOS-Racisme à la Ligue des droits de l'homme — qui avaient déclaré la guerre au tandem Chirac-Pasqua. Ces militants, proches de la gauche, citaient cent exemples de cas dramatiques d'expulsion, dus parfois à de simples négligences ou à des vides juridiques. Ne cessant de frapper à la porte de l'Elysée et de Matignon, ils menaçaient de descendre dans la rue. M. Mitterrand et quelques dirigeants socialistes se sont alors persuadés qu'il fallait agir, sans attendre les municipales. Etant entendu qu'il ne s'agit nullement de transformer les frontières en passoire et de régulariser en masse les clandestins.

Très vite, probablement, le gouvernement Rocard va se heurter à une autre revendication : l'octroi du droit de vote local aux résidents étrangers. M. Mitterrand a toujours dit qu'il était favorable à cette réforme mais que l'opinion n'était pas prête à l'accepter. C'est, en réalité, une mesure beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Et le président de la République lui-même reconnaît, en mai dernier, lors d'un « Grand-Jury RTL-Le Monde », que si les étrangers devenaient électeurs, ils ne seraient pas éligibles pour autant.

Ces grands sujets de polémique — code de la nationalité, loi Pasqua, droit de vote — ont tendance à faire oublier qu'une vraie politique de l'immigration dépend d'autres mesures, plus essentielles, ayant trait à l'emploi, à l'école et au logement. Sur tous ces points, on ne sait toujours pas ce que compte faire exactement le gouvernement, avec quelles structures et avec quels moyens.

R. S.

## Le gouvernement assouplit les conditions de séjour des étrangers en France

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand appuie Strasbourg dans la querelle qui l'oppose à Bruxelles pour le choix définitif du siège de l'Assemblée européenne. Parce que « Strasbourg est la capitale de l'Europe », et que « nulle part, mieux qu'ici, on ne se sent à la fois français et européen, européen et français ». A bon entendeur, salut !

Ensuite, l'importance vitale, pour le pays, de l'échéance du 31 décembre 1992, qui verra, dans quatre ans, « 320 millions d'Européens, dont nous sommes, vivre ensemble, toutes barrières abolies, libres d'échanger leurs biens et leurs services, de circuler, de s'installer, de travailler où ils voudront ». Au diable les frileux ! S'il existe « un risque », M. Mitterrand l'assume parce que « le vrai risque serait de s'isoler, de se replier sur soi-même ». Que l'on ne compte pas sur lui pour engager sur les difficultés sectorielles qu'entraînera sans doute, ici ou là en France, le marché unique européen de 1993.

On attendait aussi, comme d'habitude, le « père de la Nation ». On retrouvait Mitterrand la rose au poing, se réclamant du devoir de fidélité à la proclamation des Droits de l'homme, porteur de la devise « les exclus et les laissés-pour-compte », avec les accents d'un abbé Sieyès plaçant au nom du tiers-état. Pendant ce temps, à Paris, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe concrétisait aussitôt en actes la parole présidentielle, avec l'efficacité d'un Carnot, en annonçant quatre circulaires, dont deux déjà diffusées, pour abroger ou modifier certaines mesures d'application de la loi Pasqua du 9 septembre 1986 relative aux conditions d'entrée ou de séjour des étrangers en France.

A la surprise quasi générale, M. Mitterrand reprenait soudain la tonalité offensive qui avait été la sienne au moment de sa déclaration

de candidature à l'élection présidentielle, le 22 mars dernier.

La double directive — pour ne pas dire la double injonction — ainsi donnée par M. Mitterrand à M. Michel Rocard rompt avec la prudence qui était observée depuis lors, tant à l'Elysée qu'à l'hôtel Matignon.

### Deux « grands desseins »

Dans sa « lettre à tous les Français » du début avril, le président candidat s'était montré, pour des raisons d'opportunité électorale, assez évasif sur ses intentions à l'égard des immigrés s'il était réélu. Les dirigeants du Parti socialiste avaient naturellement épousé sa circonspection et ils ne s'en étaient pas, jusqu'à présent, départis. Ils avaient même opposé, jusqu'à ces dernières semaines, une fin de non-recevoir aux revendications des organisations qui réclamaient, depuis plus de deux ans, l'abrogation pure et simple de la loi Pasqua.

Le 28 septembre, le bureau exécutif du PS avait adopté à l'unanimité, moins une abstention (celle de M. François Sellmann, vice-président de la Ligue des droits de l'homme), un texte soulignant qu'« une loi de cette nature ne peut être modifiée, abrogée qu'après une réflexion suffisamment approfondie et des concertations suffisamment larges ».

Le 15 décembre, au terme d'une rencontre entre plusieurs responsables du PS et une délégation de SOS-Racisme, il avait été simplement convenu qu'un groupe de travail « parti-gouvernement » étudierait les moyens de revenir à un contrôle judiciaire des décisions d'expulsion prises contre les immigrés en situation irrégulière.

Même si un certain flottement subsiste sur ses objectifs, puisqu'il n'a pas encore révisé « plusieurs des dispositions législatives applicables aux

immigrés » qui ne lui paraissent « ni équitables ni justifiées », M. Mitterrand impose aujourd'hui au gouvernement une réforme accélérée en donnant des gages au mouvement associatif.

La grande Europe de 1993, le refus plus affirmé que jamais d'une société à deux vitesses : certains dirigeants socialistes, déçus par les méthodes de M. Rocard, réclamaient un « grand dessin ». Le président de la République leur en propose deux !

La perspective des élections municipales n'est évidemment pas étrangère à cette initiative présidentielle. Le thème de l'ouverture est devenu moins de saison. M. Mitterrand réaffirme son socialisme à la manière de Jean Jaurès, qui écrivait dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, comme le rappelle, lundi 2 janvier, l'*Humanité* : « Je suis avec Robespierre et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins ».

Tout cela pour une raison simple : si un électoralat a besoin d'être remobilisé, en ce moment, c'est bien celui de la gauche, ainsi qu'en témoignent les résultats des dernières élections partielles. M. Mitterrand, en fait, vient de donner le ton de la campagne pour les municipales.

S'agit-il d'un « piège », comme l'ont affirmé, sur-le-champ certains organes proches de l'opposition ? Si « piège » il y a, il faut bien dire que les pousseurs de bombes qui ont visé, ces derniers temps, plusieurs foyers d'immigrés, ont fourni au président de la République l'occasion d'une réplique nécessaire.

Il n'en est pas moins vrai que M. Mitterrand relance un débat de nature à provoquer de nouveaux troubles au sein de l'opposition entre les centristes et le RPR, au profit, donc, de la gauche et, indirectement, à fournir au Front national une occasion de rebondir sur le devant de la scène dont il a disparu depuis les élections législatives, aux dépens de l'opposition modérée.

Le bureau exécutif du Parti socialiste souligne lui-même, le 28 septembre, à propos d'une éventuelle remise en question de la loi Pasqua : « Toute précipitation risquerait de soulever une polémique nationale qui serait préjudiciable aux étrangers et à l'ensemble de la société française ». M. Mitterrand balaise cette objection. Après l'impression de flottement qui prévalait depuis plusieurs semaines, sur fond de conflits sociaux, à la tête du gouvernement et à l'intérieur du Parti socialiste, ces vœux présidentiels ressemblent fort à une reprise en main.

ALAIN ROLLAT

**ALTERNATIVES ECONOMIQUES** n° 63 Janvier

**EN KIOSQUE ECONOMIE** Quelle place

**17 F pour la solidarité ?**

**LES MOISSONS DE LA FRANCHISE**

Revenez, découvrez les 43 pays d'opportunités économiques.

Docteur de la loi : les zones franches sont des zones privilégiées d'investissement des Etats (Guernesey, Jersey, etc.).

2 zones franches mondiales : zones des Etats d'opportunités (Seychelles, les 10 DOM-TOM).

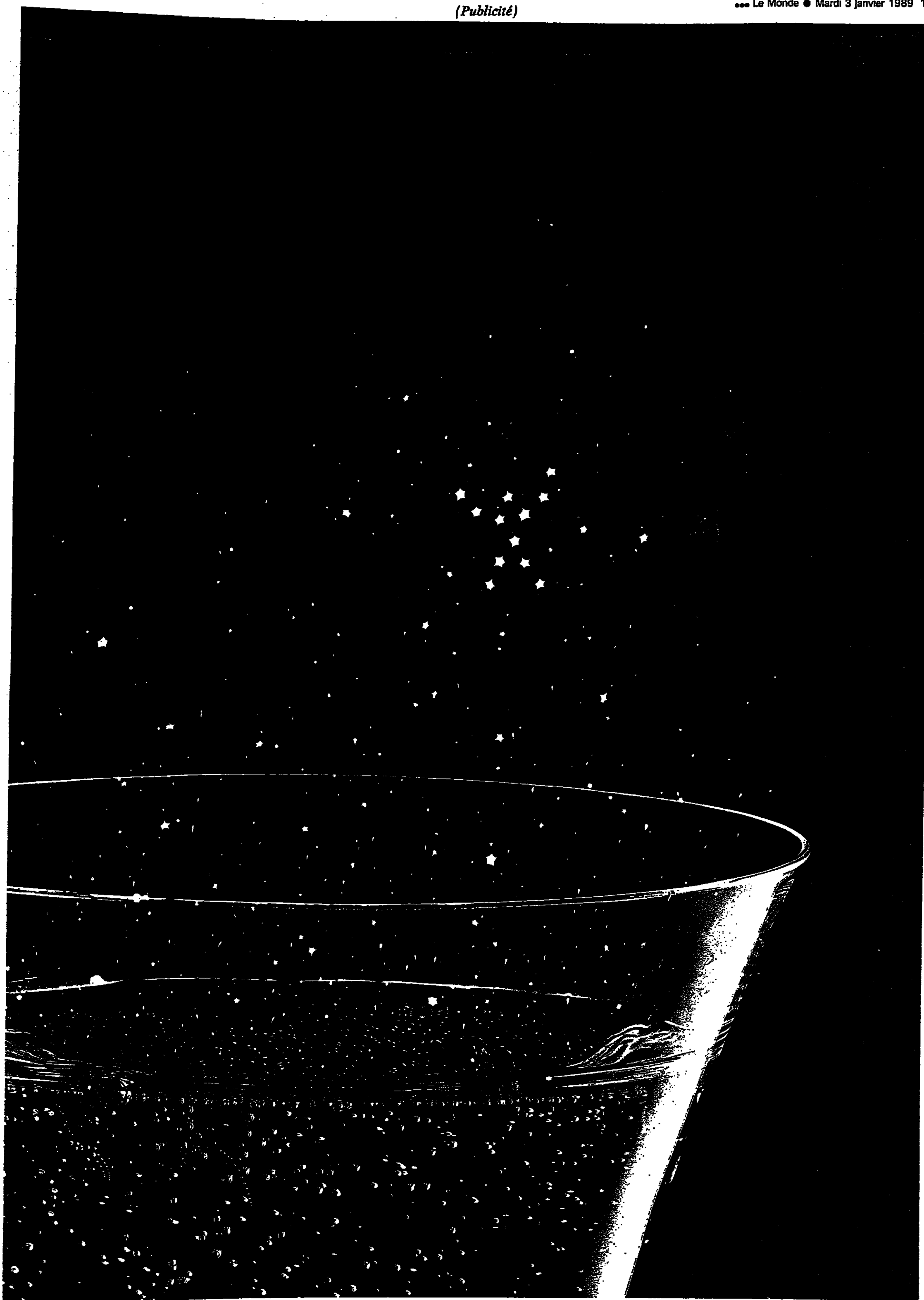
La zone franc, conférence franco-allemande (40 milliards, ACTI 140 milliards) et le nouveau UDF (fonds des Etats de la zone franc) : 40 milliards, 200 F, 10 F.

François Chatelet

**MARTINOT DE PREUIL** 49560 NUEL-SUR-LAYON (Tél. 01 80 11 11 11, 140 F franc)

Cheers. Proost. Europe 1989, Ebu





Santé, Prost, Cheers, Proost, Skål, cin cin, Saúde, Salud, Χρόνια πολλά  
pour une Europe 1989, libre, juste et pacifique.

De la même façon que vous lisez cette page avec les Belges, les Danois, les Allemands, les Anglais, les Grecs, les Hollandais, les Irlandais, les Italiens, les Luxembourgeois, les Portugais et les Espagnols, vous pourrez, le 18 juin de cette année élire avec eux un nouveau Parlement Européen.



هكذا من الأصل

Un entretien de M. Michel Rocard avec le « Monde de l'éducation »

## « Nous allons être amenés à faire des sacrifices budgétaires considérables pour l'éducation »

« Nous allons être amenés à faire des sacrifices budgétaires considérables pour l'éducation », déclare M. Michel Rocard dans une interview publiée dans le dernier numéro du Monde de l'éducation (1).

« Je me suis beaucoup battu, dès l'élection de François Mitterrand et pendant la campagne électorale, pour faire passer l'idée de la priorité à l'éducation. Et je suis quelque peu déçu — dans le bon sens du terme — dans la production du chiffre de 4 milliards de francs de plus par an, au-delà de la dotation d'augmentation naturelle du système, qui est de 7 milliards. Ce qui nous fait une exigence, en crédits nominatifs — et sous condition que la hausse des prix reste toujours entre 2,5% et 3%, — de 11 milliards de plus, en ponctuel, que ce qu'on a obtenu. Ce qui est, pour moi, une surprise. Mais cela ne veut pas dire, pour autant, qu'on ne fera pas l'essentiel, pour le stock d'enseignants existant, par une voie indemnitaire ».

Mais, pour M. Rocard, la réflexion sur l'amélioration de la profession doit aussi porter sur les conditions d'une plus grande mobilité entre les catégories.

« Il faut mettre dans le système plus de mobilité, horizontale et verticale : interdisciplinaire, en promotion de carrière ou de grades. Il faut pouvoir passer du primaire au secondaire, du secondaire au supérieur plus faci-

lement qu'aujourd'hui. Avec des concours, des vérifications de qualification, bien entendu, mais il faut en finir avec le blocage absolu ».

En outre, la revalorisation de la condition enseignante ne peut être dissociée de la rénovation de l'école : « Ce serait une faute grave. Si on se permettait de demander beaucoup d'argent pour la revalorisation aux contribuables, qui ont vu leurs salaires, sont aussi parents d'élèves, tout en gardant un tel taux d'échec scolaire, ainsi qu'un niveau de qualité générale du système tel qu'il est, c'est à dire inférieur aux besoins, personne ne comprendrait. Ce serait un scandale. Nous aurions, dans quelques années, un effet de boomerang effrayant. Ces négociations sont liées par une nécessité logique que je ressens comme absolue. Nous les mènerons ensemble. Il n'y a pas là de difficultés ».

M. Rocard confirme qu'une « loi d'orientation » — et non « de programmation » — sur l'école sera soumise au Parlement. « Quelconque a un peu de culture budgétaire sait que les lois de programmation sont des formes édulcorées de la poésie. L'outil « loi d'orientation », c'est à dire une loi définissant des objectifs et des ambitions, est presque plus contraignant, notamment parce que son langage est moins technique. L'option publique peut beaucoup mieux comprendre qu'on se donne pour but de faire baisser le taux de l'échec scolaire ou celui du redoublement qu'elle ne peut comprendre une bataille de chiffres ».

« Vous voyez plutôt la future loi d'orientation, comme l'occasion d'un débat d'idées ? »

« Pas comme une occasion. Comme la conclusion parlementaire d'un débat d'idées sur les ambitions de l'école de France. Ladite loi

d'orientation doit d'ailleurs fournir des orientations sur ce qui concerne la situation statutaire et financière des personnels, mais aussi sur le fonctionnement général du système : les passerelles, la formation des maîtres, l'effort de qualité, etc. ».

Le premier ministre est d'autre part favorable à l'instauration de deux langues vivantes obligatoires : « Je crois possible d'obtenir un accord de la Communauté pour une réglementation européenne qui fera obligation à tous les membres de prévoir deux langues vivantes dans leur système scolaire — les Néerlandais en ont trois. Ces deux langues vivantes devraient obligatoirement être choisies dans des groupes linguistiques différents : une du groupe anglo-germano-scandinave et une du groupe latino-roman ».

(1) N° 156, janvier 1989; en vente à partir de mardi 3 janvier.

## Le premier ministre envisage une refonte des corps enseignants

Dans le débat techniquement complexe et politiquement miné sur la revalorisation du métier d'enseignant, Michel Rocard montre la voie qu'il entend suivre. Il s'agit pour l'essentiel de lier l'amélioration des rémunérations à une redéfinition des obligations de service et à la création de nouveaux corps enseignants en exercice — « le stock », comme les appelle, peu poétiquement, le premier ministre — la revalorisation se fera « pour l'essentiel » par l'attribution d'indemnités, qui pourront être liées à des conditions de travail particulièrement difficiles (zone prioritaire) ou à des efforts pédagogiques spécifiques. Cette méthode présenterait pour le gouvernement l'avantage de lier la revalorisation à une amélioration qualitative du système éducatif, et d'être relativement moins coûteuse puisque les trois cent cinquante mille retraités n'en bénéficieraient pas.

Mais l'innovation la plus marquante suggérée par M. Rocard consisterait à

créer des corps d'enseignants totalement nouveaux, probablement au nombre de trois : instituteurs, professeurs de collège et professeurs de lycée. Tous les enseignants nouvellement recrutés y seraient automatiquement affectés, mais aussi, sans doute, certains instituteurs et professeurs en exercice, par le biais d'une procédure spéciale. Le bénéficiaire de cette procédure de recrutement et de carrière serait nettement amélioré, mais serait assujéti à des obligations de service nouvelles, qui pourraient inclure, par exemple, le suivi individuel des élèves. Cette technique permettrait d'amorcer une revalorisation assez spectaculaire des salaires des enseignants à un coût budgétaire relativement restreint, puisque elle s'opérerait de façon progressive. Le métier d'enseignant pourrait alors devenir plus attractif pour les étudiants, ce qui permettrait de combattre la profonde crise de recrutement que connaît l'éducation nationale.

Cette opération revalorisation se doublerait d'une refonte de l'architecture des corps enseignants. Principale innovation, qui pourrait faire l'effet d'une bombe : la création d'un corps spécifique de professeurs de collège (de la sixième à la troisième). Ils seraient recrutés par un CAPES distinct de celui donnant accès au corps de professeurs de lycée.

### L'hommage à la FEN

Recrutés et gérés régionalement — et non pas comme les professeurs de collège actuels « capésiens » — les nouveaux professeurs de collège ne pourraient donc plus être affectés très loin de leur domicile. Ils enseigneraient deux disciplines : l'une « majeure », l'autre « mineure », double spécialité qui rappelle celle des professeurs d'enseignement général de collège (PBG) mise en place dans les années 60 pour faire

face au bon sens et offrir une voie de promotion aux instituteurs. Le projet de loi de la FEN, mis en extinction — par M. Monory en 1986, compte encore soixante-trois mille professeurs.

Les projets de M. Rocard s'inspirent des propositions de la Fédération de l'éducation nationale, celles qu'elle avait présentées lors de son dernier congrès, à La Rochelle, en février dernier. L'hommage très appuyé de M. Rocard à la principale fédération enseignante avait été remarqué, lors de son discours sur l'éducation le 8 décembre à Limoges. Le premier ministre y revient dans Le Monde de l'éducation en saluant « la fois qu'elle a ouvert la réflexion avec une certaine audace », allusion limpide à la revendication du « Travailler autrement » lancée par la FEN, qui invite les enseignants à travailler en équipe et à moderniser leurs méthodes.

Une autre conséquence de l'adoption du projet de loi de M. Rocard serait d'aider les socialistes à conserver la majorité au sein de la FEN, au moment où la tendance pro-communiste, bien implantée dans le second degré avec le SINES, menace de prendre le contrôle de la fédération. Si un corps de professeurs de collège était créé, une course à l'adhésion se déclencherait dans la FEN pour la création d'un syndicat spécifique. La tendance socialiste, qui dirige le SNI-PGEC, paraît favorable, mais le SINES pourrait aussi faire valoir ses droits.

Mais la revalorisation est aussi l'objet d'une âpre négociation entre le premier ministre et son ministre de l'Éducation nationale. Nul doute que M. Rocard souhaite, en faisant état publiquement de ses intentions, peser sur les discussions interministérielles qui se sont poursuivies jusqu'aux derniers jours de décembre, et sur les négociations avec les syndicats qui doivent s'ouvrir après le 15 janvier.

PHILIPPE BERNARD.

## DÉMOGRAPHIE

### Les Français se marient de plus en plus tard

Le nombre de mariages reste stable en France, l'âge au mariage s'élève, et de plus en plus d'enfants assistent au mariage de leurs parents, selon une note publiée par l'INSEE (1).

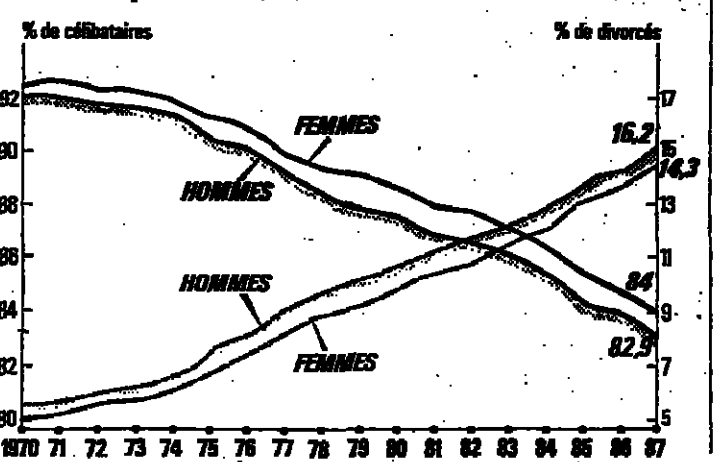
265 177 mariages ont été célébrés en 1987, soit 500 de moins qu'en 1986, après une baisse nettement plus accusée au cours des années précédentes : cette stabilisation est due à un « rattrapage » : la proportion de mariages augmente chez les plus de vingt-cinq ans. Depuis une dizaine d'années, l'âge moyen au premier mariage s'élève : en 1987, il était de 27 ans pour les hommes, de 24,9 pour les femmes. Il varie selon les régions : on se marie un an et demi plus tôt dans le Nord et un an et demi plus tard en Ile-de-France.

Avec la fréquence des divorces, on se remarie plus : en 1987, 16,6 %

des gens qui se sont mariés se remariaient — mais dans un cas sur deux avec un célibataire. Ces remariages sont aussi de plus en plus tardifs après le divorce : l'âge au remariage était en 1987 de 40,1 ans pour les hommes, de 36,8 ans pour les femmes. L'augmentation du nombre des naissances hors mariage fait que 14 % des unions (contre 7 % en 1980) légitiment un ou plusieurs enfants du couple : 50 000 enfants ont ainsi pu assister l'an dernier à un mariage de leurs parents.

Tandis que le nombre total de mariages a baissé de 21,7 % depuis 1980, celui des mariages où l'un des époux est étranger avait augmenté de 12,8 % entre 1980 et 1986, mais en 1987 il a baissé de 8,3 %.

(1) Premiers résultats, n° 160, décembre 1988.



P.-A. G.

A La Roche-sur-Yon

## Suicide d'un haut fonctionnaire dans le bureau de M. de Villiers

Jean-François Yavchitz, quarante-six ans, ancien directeur des services administratifs du conseil général de Vendée, s'est donné la mort, samedi soir 31 décembre, en se tirant une balle dans la tête dans le bureau du président du conseil général, l'ancien secrétaire d'Etat, M. Philippe de Villiers. Jean-François Yavchitz devait prendre en janvier ses fonctions de directeur des services administratifs du conseil général du Cher.

En Vendée, il avait été nommé, cette fonction, après l'élection le 7 octobre 1988, de M. Philippe de Villiers à la tête du conseil général.

Jean-François Yavchitz a laissé une lettre expliquant son geste, adressée à M. de Villiers et aux services de police. Cette lettre a été saisie par le parquet de La Roche-sur-

Yon, qui a ouvert une information judiciaire.

Marié, père de deux enfants, Jean-François Yavchitz, sous-préfet en position de détachement, était considéré comme un homme doté d'une forte personnalité. Après avoir été secrétaire général de la Vendée en 1974-1978, puis chargé de mission auprès du préfet des Yvelines (1978-1979), sous-préfet de Villefranche-sur-Saône (1979-1981) et secrétaire général de la Charente-Maritime, Jean-François Yavchitz avait été appelé, en 1982 par l'ancien président du conseil général, M. Michel Crucis (UDF) à signer un décret qui avait assumé, pendant six ans, les fonctions de directeur administratif du conseil général. Dès son élection M. de Villiers, avait fait part à Jean-François Yavchitz de son intention de se séparer de lui.

En Suisse

## L'affaire du blanchiment des narcodollars pourrait être liée à un trafic d'armes

BERNE de notre correspondant

L'affaire du blanchiment de narcodollars, dit de la « connexion libanaise », découverte début novembre en Suisse, a été évoquée par M. Jean-Claude Delamaraz, chef du département de l'économie, à l'occasion, le 1<sup>er</sup> janvier 1989 de son accession à la présidence de la Confédération helvétique.

Parlant de M<sup>me</sup> Elisabeth Kopp, ministre de la justice, amenée à démissionner à la suite des reproches adressés à son mari impliqué dans cette affaire, M. Delamaraz a regretté que la « vie politique exemplaire » de la première femme à siéger au gouvernement se trouve « ainsi brisée ».

Contrairement à certains parlementaires, le président de la Confédération ne souhaite cependant pas que l'on réglemente les activités des conjoints des membres du Conseil fédéral. Selon lui, un tel système serait « inquisitorial » et conduirait à une « démocratie de médiocrité ». Il estime que, après les circonstances du départ de M<sup>me</sup> Kopp, le Parlement ne manquera pas de s'intéresser de plus près aux conjoints des candidats, qui sont eux, « déjà radiographiés sur la place publique pour être élus en connaissance de cause ».

De son côté, le bureau du Conseil national (chambre basse) vient de repousser au 30 janvier l'éventuelle constitution d'une commission parlementaire d'enquête réclamée par les groupes socialistes et écologistes pour faire la lumière sur le comportement de l'administration à propos de la « connexion libanaise ». Une telle procédure serait tout à fait exceptionnelle. Jusqu'à présent, elle n'avait été utilisée qu'une seule fois lors de l'affaire des Mirages, afin de vérifier des dépassements de crédits, à l'occasion de l'acquisition des avions de combat français dans les années 60.

### Atteinte à l'honneur

A la demande du gouvernement, une enquête est déjà en cours pour déterminer l'origine des fuites qui ont permis au ministre de la justice, M<sup>me</sup> Kopp, d'éviter son mari des soupçons pesant sur la société Shakharchi Trading, du Zurich, dans le raptage d'argent, soit. A la suite d'un appel téléphonique de son épouse, M. Hans W. Kopp avait démissionné de la vice-présidence du conseil d'administration de cette société une semaine avant que n'éclatât publiquement l'affaire de la « connexion libanaise ».

Le procureur général de la Confédération, M. Rudolf Gerber, s'étant

refusé à mener l'enquête sur les agissements de son supérieur hiérarchique, le gouvernement a confié le dossier à un procureur extraordinaire qui doit lui remettre un rapport à la mi-janvier.

En outre, l'affaire de la « connexion libanaise » vient de connaître un nouveau développement avec la plainte pénale pour atteinte à l'honneur déposée à la fin de la semaine par le procureur général de la Confédération contre le quotidien Le Matin, de Lausanne. Ce journal, qui avait déjà publié des articles ayant entraîné la démission de M<sup>me</sup> Kopp, avait reproché, le 24 décembre, au procureur, M. Gerber, d'avoir demandé, dès l'éclat de la affaire, des rapports dans lesquels M. Kopp et les sociétés Shakharchi et Shakhroo de Zurich apparaissent trop en évidence. Refusant immédiatement ces affirmations « dénuées de tout fondement », le magistrat a décidé de porter plainte contre l'auteur de l'article.

L'affaire de la « connexion libanaise », qui porte sur plus de 1 milliard de dollars, continue de susciter des interrogations. Dans le canton du Tessin, de langue italienne, où elle a éclaté après la saisie, en février 1987, de 100 kilos de morphine base et d'héroïne dissimulés dans un camion en provenance de Turquie, les enquêteurs n'excluent pas qu'elle soit également liée à un trafic d'armes.

JEAN-CLAUDE BURRER.

### Le soir du réveillon

#### Attaque à main armée dans un restaurant du bois de Boulogne

La clientèle choisie du célèbre restaurant de Gaston Lendré, Le Pré Catelan au bois de Boulogne à Paris-16<sup>e</sup>, a vécu un réveillon mouvementé de fin d'année : vers 22 h 50, trois hommes armés ont fait irruption dans la salle et ont blessé par balles deux employés qui tentaient de l'intercepter.

Dès leur arrivée, les malfaiteurs le préfixe « 06 » ont tiré des coups de feu. Les deux employés ont été blessés, mais ont pu se faire remporter des bijoux portés par les clients. Deux employés du restaurant ont tenté de maîtriser les malfaiteurs qui ont ouvert le feu. L'un des employés, M. Heim, a été atteint à l'épaule et hospitalisé à Bichat. L'autre, M. Desvol, touché au ventre, a été transporté, dans un état sérieux, à l'hôpital Saint-Michel (Paris-15<sup>e</sup>).

Les trois hommes ont alors pris la fuite, n'ayant réussi à emporter que le contenu de la caisse, soit 4 000 francs, et un collier attaché à une cliente.

## RELIGIONS

### 1989, « année de la solidarité » pour Jean-Paul II

Dans son homélie à la basilique Saint-Pierre de Rome, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, le pape a souhaité que « 1989 soit l'année de la paix, de la justice, d'une solidarité croissante et de la sollicitude sociale pour tous ». Dix mille fidèles et le corps diplomatique assistaient à la cérémonie. Jean-Paul II a notamment rappelé son message consacré aux minorités raciales et culturelles, publié à l'occasion du 1<sup>er</sup> janvier, Journée mondiale de la

Paix (Le Monde du 31 décembre). Le pape s'était rendu, samedi 31 décembre, à l'anniversaire des jésuites à Rome, où, en présence du maire de Rome, M. Pietro Giubilo, il s'est inquiété de la dégradation de la situation morale dans la capitale, qualifiant de « non chrétiens » les comportements « de peur et de refus des immigrants de couleur, des réfugiés, des nomades, des sans-abri, des jeunes séropositifs ou malades du SIDA ».

## Communication

Pour concilier le « profit et le service »

### M. Santini propose de transformer FR 3 en société d'économie mixte

Trop lourde (3 200 salariés), trop chère (37 % de la redevance), trop peu regardée (7 à 8 points d'audience), FR 3 n'a, en plus, « jamais su concilier ses missions nationales et régionales », a estimé, jeudi 29 décembre, l'ancien ministre de la communication, M. André Santini. Une situation d'autant plus dommageable, à ses yeux, que « les régions ont besoin d'exprimer leur identité » au moment où la construction de l'Europe va de pair avec l'affirmation des pouvoirs locaux. Une vraie réforme s'impose donc et la « société d'économie mixte (SEM) peut être une solution », a-t-il ajouté en tant que président de la fédération nationale regroupant le millier de SEM existant en France.

Entrés du droit privé selon la loi du 7 juillet 1983, celles-ci sont, en effet, « des entreprises d'intérêt général » qui « interviennent de plus en plus en faveur du développement local ». Associant des capitaux publics (régions, départements, communes) en principe majoritaires, à des fonds privés, les SEM sont les seules, selon le ministre, à pouvoir concilier « le profit et le service ».

Ainsi M. Santini suggère-t-il que dans chaque région se constitue, autour de FR 3, une SEM associant aux collectivités territoriales un « collège » de partenaires institutionnels et privés (organismes consulaires, associations, entreprises, presse locale ou régionale). Ces SEM se regrouperaient au niveau national en une « union » qui pourrait prendre la forme d'une société anonyme classique ou d'une SEM, et qui donnerait cohérence à l'ensemble en coordonnant la programmation. Cette solution, estime

M. Santini, autoriserait de nouvelles formes de financement pour la chaîne tout en satisfaisant aux exigences de rentabilité économique. Elle serait également la seule à dépasser le débat « privatisation ou pas » ainsi que le clivage droite-gauche. La fédération des SEM, qu'il préside ne regroupe-t-elle pas, à égalité, les quatre grandes formations politiques (RPR, UDF, PS, PC) sous une présidence tournante ?

M. Santini ressuscite ainsi, sous une forme voisine, deux projets qui n'ont jamais abouti. Celui de la majorité socialiste de 1982, qui prévoyait la création de sociétés régionales de télévision dont le holding FR 3 devait garder la majorité du capital. Celui du gouvernement Chirac de 1986 qui a envisagé la privatisation partielle de FR 3, avant de décider la cession de TF 1 au privé. Il est fort à parier que cette nouvelle tentative se heurterait aux mêmes obstacles : faibles ressources publicitaires régionales, concentration excessive des médias en région et tentation pour la classe politique locale de peser sur l'information... même s'il vaudrait mieux, selon l'ancien ministre, « organiser les règles du jeu, plutôt que de laisser se poursuivre les pratiques d'aujourd'hui ».

M. Santini compte en tout cas, soumettre cette proposition — qui n'est encore qu'un « axe de réflexion et non un projet ficelé » — au nouveau ministre de la communication, M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ainsi qu'au Conseil supérieur de l'audiovisuel appelé à succéder à l'actuelle CNCL.

P.-A. G.

**ALTERNATIVES ECONOMIQUES** n° 63 Janvier

**EN KIOSQUE**

**URSS**

Quel avenir 17 F pour Gorbatchev ?

هكذا من الأصل



200 ANS APRES, ON CONTINUE DE LIQUIDER  
LA NOBLESSE. IL EST SIMPLEMENT RECOMMANDE  
DE LE FAIRE AVEC MODERATION.



CHIVAS REGAL · NÉ EN 1801 · 12 ANS D'ÂGE · 43% VOL. · IMPORTÉ D'ÉCOSSE PAR MUMM CORIMA.  
SACHEZ APPRÉCIER ET CONSOMMER AVEC MODÉRATION

هكذا من الأصل



# Sports

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

## Vent de grogne

Le Finlandais Ari Vatanen, sur Peugeot 405 Turbo 16, a réalisé dimanche 1<sup>er</sup> janvier le meilleur temps de la quatrième étape chronométrée du 11<sup>e</sup> Paris-Dakar, Tamm (Libye)-Dirkou (Niger), 732 km, devant son partenaire d'écurie, le Belge Jacky Ickx, qui conserve la tête du classement général.

DIRKOU  
de notre envoyé spécial

La piste est à peine visible. Les rafales de vent gênent le pilote du Béchouat qui tente d'approcher son petit bi-moteur de Dirkou. Les huit occupants de l'avion scrutent à travers les hublots les langues de sable rouge qui apparaissent parfois. Pilote et copilote hésitent, se consultent à voix basse. Soudain, profitant d'une trouée de lumière, ils arrivent à distinguer le goudron et à planquer leur engin dessus. Le choc des roues sur le sol dur libère les passagers de leurs crânes.

Au gré des caprices du vent, apparaissent des monticules de bidons rouillés ou une bâche de béton : voilà Dirkou. A 1 kilomètre, la palme cache les cabanes de couleur ocre. Une piste d'aviation, un point d'essence, quelques véhicules militaires et une quinzaine d'enfants enroulés dans des chéchias brunes : le point nommé Dirkou sur les cartes du Niger se résume à peu de chose sur le terrain. Base militaire autant que poste douanier, ce village aux rares habitants est le point de contrôle et de passage obligé pour le trafic entre le Tchad, la Libye et l'Algérie.

Ce 1<sup>er</sup> janvier, Dirkou, isolé par les nuages de sable, coupé du reste de la caravane du onzième Paris-Dakar par la difficulté à mettre en place les moyens de communication via le satellite, attend les concurrents de l'épreuve.

Étrange Jour de l'an pour ces formes pilées en deux qui tentent d'ériger des barrages avec des morceaux de fortune. D'ici de l'an pour les mécaniciens occupés à boucher toutes les ouvertures des avions. 1989 commence d'une façon étonnante pour ces hommes harnachés comme des plongeurs sous-marins qui tentent de se protéger contre le sable qui cingle le visage et s'infiltre partout.

### Soir de fête

Le parcours de l'étape du samedi 31 décembre ne comportait pas de réels problèmes de conduite. La preuve : sept voitures sont arrivées en début des trois heures du temps imparti. Mais voilà, c'était soir de fête. C'était un jour où, en d'autres lieux, certains se réunissaient pour célébrer en famille ou entre amis le « bout de l'an ».

A l'arrivée à Tamm, un peu d'atmosphère se faisait chez les motards et les pilotes. Des fugaces moments de café où chacun ten-



Cyril Neveu : face au vent de sable.

AFP.

taient de combler en prenant sa place dans la queue pour le téléphone. De rares mots, un son lointain, le tout facturé à prix d'or, apportaient à peine le réconfort attendu.

En ce jour exceptionnel, les nerfs sont plus à vif. Franco Picco, le motard italien, peste contre la mauvaise qualité de l'essence libyenne. Pierre Larigue, le pilote de la Mitsubishi, pleure son turbo cassé dès le départ. Et puis il y a cette histoire de contrôles absents qui alimente toutes les conversations. Fenouil, le navigateur de Guy Fréguelin, résume l'histoire : « Nous avons suivi le road book jusqu'au point indiqué comme contrôle de passage. C'était à côté d'un petit fortin. Nous n'avons pas vu de commissaire de course alors nous avons tourné en rond. Puis nous avons aperçu Gilbert Sabine qui nous faisait signe de continuer la route. Après avoir perdu un quart d'heure, nous avons repris notre chemin ». Résultat : pour la 205 Peugeot, ainsi que pour six autres concurrents, dont la deuxième 205 de l'écurie au lion, une pénalité de trois heures. Régistres d'un côté, détermination de

l'autre, de la part du directeur de course, qui refuse de revenir actuellement sur sa décision : la soirée de festivités s'ouvrait sous les meilleurs auspices.

Pourtant, les responsables d'Africatour avaient tout prévu : ce samedi soir, pas de soupe au traditionnel festin de la roulante des sables. Saumon et toasts beurrés devaient ouvrir l'appétit de coureurs supposés pour une fois en goguette. Toutes les sagues, en somme, dans un coin perdu de la frontière libyenne, du canard à l'orange à la biche de Noël. Et... malgré la présence de militaires du colonel Kadhafi, des bouteilles précieusement conservées par de rares amateurs ont perdu leur bouchon.

Mais vent et froid n'ont pas permis que l'ambiance se crée sur ce plateau de sable dur. A 1 000 mètres d'altitude, la température est rapidement descendue en dessous de la barre fatidique du zéro. Par -3 ou -4 degrés, peu de compétiteurs se sont attardés autour de la roulante. Privés de leurs mécaniciens transportés sur de gros avions interdits à l'atterrissage à Tamm, les pilotes « riches » avaient dû se remettre les mains

dans le cambouis. Ceux-là, comme les petits privés encore en course, n'ont pas attendu longtemps avant de regagner leurs duvets.

Un réveillon calme, prélude à une nouvelle journée de course folle dans les 732 kilomètres de sable qui séparent Tamm de Dirkou. Une journée encore marquée par la contestation, comme si le vent faisait perdre la raison à tout le monde. Malgré des instructions qui commandaient d'effectuer une belle courbe vers le plateau du Djado, certains concurrents ont préféré « tirer au plus court ». Ils ont pris la ligne droite, selon le vieux principe que le Jour de l'an comme le reste de l'année, elle reste le chemin le plus court d'un point à un autre. Explication des motards interrogés : « Le camion de ravitaillement n'était pas au rendez-vous prévu au kilomètre 494 ». Conscients de cette absence, due à la tempête de sable, les organisateurs ont décidé de neutraliser l'étape pour les motos. Mais cette mesure ne satisfait pas tout le monde. Cyril Neveu et quelques vieux routards habitués de l'épreuve, qui ont su « se débrouiller » pour trouver de l'essence, dans le village de Seguidine et terminer l'étape, s'estiment pénalisés par la décision de neutralisation.

Le sable à perte de vue, le vent qui bouleverse tous les plans, le froid qui risque une nouvelle fois de saisir des motards errant à la recherche d'essence pour l'été 1989, le Paris-Dakar s'est rejoué une scène des années passées. Loin des diktats de salon du pouvoir fédéral, il retrouve sa dimension d'aventure. Il est aussi difficile de placer des commissaires que des camions de ravitaillement dans le désert. Voilà peut-être ce que des responsables du sport automobile ont oublié lorsqu'ils ont voulu transformer cette épreuve en une course ordinaire. Mais le Ténéré était là, avec sa météo capricieuse, pour le rappeler. Lui, l'éternel vainqueur !

SERGE BOLLOCH.

## Huit jeunes délinquants en mission humanitaire au Mali

ROUEN  
de notre correspondant

Huit jeunes délinquants âgés de seize à dix-huit ans ont quitté, lundi 2 janvier, Rouen pour le Mali à bord de deux Land-Rover et de deux camions chargés de matériel médical destiné à Médecins du monde et Pharmaciens sans frontières, de matériel scolaire pour les écoles et des pièces mécaniques pour l'association les Amis de Lévi. Sur la route de l'Afrique, au moment où les concurrents du Paris-Dakar courent après les secondes, ces jeunes, accompagnés de huit adultes, vont apprendre « que les autres peuvent avoir besoin d'aide ».

Tous ont quitté l'école sans diplôme, sans métier ni travail et ont déjà, plusieurs fois, malité à partir avec la justice.

L'expédition a été montée par l'association Normeca, abréviation de Normandie Mécanique. Elle est née sur l'initiative d'un éducateur, Alain Dru, dans les couloirs du palais de Justice de Rouen. « Notre objectif est d'engager de jeunes délinquants pour transporter gratuitement du

matériel à destination des pays en voie de développement », explique Alain Dru avant de partir. « L'idée est venue d'un double constat : d'une part, des problèmes qu'éprouvent les jeunes délinquants à trouver une place dans la structure de la société ; d'autre part, des difficultés d'acheminement auxquelles sont confrontés de nombreuses associations qui collectent du matériel pour le tiers-monde. Notre pari, c'est d'aider ces jeunes dits « paumés » en les incitant à aider d'autres jeunes ».

Pour la première mission de Normeca, les huit jeunes, tous volontaires, ont été choisis avec l'accord de leur famille et du magistrat chargé de leur dossier par une commission composée d'un juge des enfants, d'un éducateur et d'un psychologue. Ils ont accepté l'aventure sur proposition de leur éducateur. L'encadrement est assuré par huit adultes bénévoles : quatre éducateurs, un retraité appartenant à l'association ECTI (Enquête et consultation technique internationale), un greffier au tribunal de grande instance de Rouen, un cadreur chargé de la partie photo

et vidéo et une infirmière mise à la disposition par Médecins du monde.

Embauchés sur un contrat TUC, les adolescents ont travaillé pendant plusieurs mois à la remise en état et à la vérification des véhicules assurés d'entretien par Normeca. Pour Alain Dru, « découvrir d'autres cultures, réaliser un projet utile, devrait influencer positivement sur leur comportement ».

Au-delà de l'expérience, c'est aussi une chance pour ces adolescents en marge de la société, de suivre une formation professionnelle, de trouver un travail. L'éducation surveillée et le ministère de la Justice ont convenu de constituer un réseau national avec des entreprises, des organismes de formation professionnelle et l'armée pour les aider à définir un projet d'avenir.

Normeca espère aussi, dès l'année prochaine, attirer quinze autres jeunes en son sein et pour quoi pas le double par la suite pour monter une structure permanente d'aide humanitaire capable de répondre aux demandes urgentes, comme dans le cas de catastrophes naturelles.

ETIENNE BANZET.

OMNISPORTS : l'âge des présidents

## Les « papets » font la loi

Albert Ferrasse et Jean Sadoul ont été réélus en décembre, à plus de soixante-dix ans, à la tête respectivement de la Fédération française de rugby et de la Ligue nationale de football professionnel. Alors que les champions sont, le plus souvent, contraints de prendre une retraite précoce, les hauts dirigeants sportifs ne semblent pas disposés à passer le relais aux jeunes générations. Le bénévolat de rigueur et les charges de plus en plus lourdes pour ces dirigeants exigent souvent plus de temps libre que de compétence et de dynamisme.

La moyenne d'âge des présidents des fédérations de sports olympiques est de cinquante-sept ans et dix mois. Sur vingt-quatre présidents, il n'y a que cinq quadragénaires, huit ont la cinquantaine, neuf sont des sexagénaires, et deux sont entrés dans leur soixante-quinzième année.

Beaucoup d'autres fédérations ou de mouvements sportifs sont dirigés par des personnes d'un âge avancé. Nelson Pailhou, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) aura soixante-cinq ans dans quelques jours. Roger-Claude Cartier, le président de la Fédération française de golf, a fêté ses soixante-huit ans le 29 décembre. Albert Ferrasse, l'immuable président de la Fédération française de rugby, vient d'entamer son sixième mandat à soixante et onze ans. Quant à Jean Sadoul, le président de la Ligue nationale de football (LNF), il est dans sa soixante-dix-huitième année.

Être président n'est pourtant pas une sinécure. Sur dix présidents consultés, on arrive à une moyenne de sept heures de travail quotidien, consacrées exclusivement à leur association. Germain Simon, soixante-cinq ans, président de la Fédération française de cyclisme, avoue dépasser les 70 000 kilomètres de voiture par an pour le compte de sa fédération. Il y a dix ans, il ne passait qu'un jour par semaine à Paris. Aujourd'hui, il est obligé d'y rester trois fois plus de temps. A côté de la gestion quotidienne, de l'entreprise fédérale, les présidents sont fréquemment amenés à se déplacer, à participer à des réunions de travail à Paris ou dans les comités régionaux, à assister aux compétitions, à rencontrer les différents partenaires économiques ou les administrations. Roger-Claude Cartier résume ainsi la situation : « Pour être efficace, les présidents doivent aujourd'hui être à temps complet au service de leur fédération ».

Concilier un âge avancé avec une fonction de plus en plus accablante, n'est pas toujours facile. « Je décroche dans un mois », annonce Germain Simon. Ce n'est plus de son âge de pédales, comme un esprit le m'essouffle », Roger-Claude Cartier reconnaît, quant à lui, qu'à son âge, « il est important de bien se connaître ». Son mode de travail s'adapte à son rythme physiologique. Il pallie ainsi une baisse de sa faculté de concentration en l'occupant des tâches difficiles de préférence le matin, et reconnaît compenser « une baisse d'énergie » en s'entourant de collaborateurs chargés de suivre certains dossiers.

Reste à savoir si des personnes qui approchent de l'âge de la retraite ont déjà atteint, peuvent réellement faire face au rythme qu'impose la direction d'une fédération. Chacun estime

être l'homme de la situation. L'est-il vraiment ?

Un haut fonctionnaire du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, longtemps en contact direct avec les hauts dirigeants sportifs français, estime que l'âge « n'enlève rien à leurs compétences. Ces responsables restent dynamiques et connaissent très bien les problèmes de leurs fédérations ». Mais il reconnaît également que, dans certains cas, « il n'est pas dit qu'ils soient les plus compétents pour occuper ce poste. S'ils sont élus, c'est souvent parce que les conditions socio-économiques contraignent à ne pas se présenter des personnes plus jeunes et plus à même de diriger une fédération ». Car la fonction tient du sacerdoce. Même s'il se rattrape parfois sur des notes de frais, « glorieuses », un président ne touche aucun salaire. D'où le peu d'engagement suscité par cette responsabilité chez les jeunes cadres soucieux de mener à bien leur carrière professionnelle et leur vie de famille.

Dernièrement, Roger-Claude Cartier s'est ainsi vu opposer un refus de postuler aux fonctions de président de la part de l'homme qui lui semblait pourtant le plus apte à diriger le golf français. Directeur financier d'une entreprise privée, âgé de quarante-quatre ans, père de famille, ce « damphné » a décliné l'offre. Il ne désirait pas « sacrifier sa carrière professionnelle et sa vie familiale ».

### Plein temps ou météo

Pierre Abrie, quarante-cinq ans, kinésithérapeute de profession et président de la Fédération française d'escrime, « jongle » toute la journée entre la clinique, le siège de sa fédération et son cabinet. Mais il s'agit volontiers que « l'exercice d'une profession classique est quasiment incompatible avec la charge de président ; il faut être fonctionnaire détaché, en fin de carrière ou à la retraite ». Et Pierre Abrie de conclure : « Il n'y a rien d'innommable dans ces conditions, à ce que cette fonction soit dévolue, faite de mieux, à des personnes d'un âge avancé, qui disposent de temps et n'ont plus de carrière professionnelle à assurer ».

Les fédérations n'ont donc guère le choix. Pour Roger-Claude Cartier, « il vaut mieux, dans une fédération, un sexagénaire à plein temps qu'un quadragénaire météo ». Le seul remède efficace, afin de parvenir à un renouvellement, passe, selon certains, par une refonte du statut de président de fédération. Plusieurs projets prévoyant de leur conférer un statut juridique comparable à celui des conseillers économiques et sociaux, ou de les indemniser au même titre que les maires des grandes villes, ont vu le jour avant d'être aussitôt abandonnés. Philippe Graillet, le nouveau directeur des sports au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, annonce une prochaine ouverture du dossier.

S'il, pour Albert Ferrasse, le problème de l'âge avancé des présidents des fédérations, « c'est de la rigolade », pour d'autres, il est symptomatique d'une situation inquiétante, qui contraint de jeunes élus à un refus « obligé » de postuler à la plus haute fonction fédérale. Pour Nelson Pailhou, le président des présidents, nier le problème ne serait pas courageux ».

PIERRE-YVES GRAVIER.

## Les résultats du week-end

### Athlétisme

**CORRIDA DE SAO-PAULO**  
L'Equatorien Rolando Vera, a remporté samedi 31 décembre, pour la troisième année consécutive, la 64<sup>e</sup> édition de la Corrida de la Santa-Sylvestre de Sao-Paulo. Il a parcouru les 12 600 mètres du circuit en 36 mn 24 s. C'est la Portugaise Aurora Cunha qui s'est imposée chez les femmes en 42 mn 12 s.

**CORRIDA DE BOULLES**  
Le Français d'origine marocaine Khalid Skah a remporté, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, la 17<sup>e</sup> édition de la Corrida de Bouillier en 20 mn 35 s, au terme des 6 000 mètres du circuit. Jean-Louis Prianon s'est classé deuxième à cinq secondes du vainqueur.

**CORRIDA DE VANVES**  
Le champion de France du 1 500 mètres Hervé Phelippon a remporté, samedi 31 décembre, la 6<sup>e</sup> édition de Vanves en couvrant les 7 500 mètres en 23 mn 25 s.

**Patinage de vitesse**  
**CHAMPIONNAT DE FRANCE COURTE PISTE**  
Le Chamondard Thierry Fagot a créé la surprise en remportant, samedi 31 décembre, à Grenoble, le championnat de France de patinage

de vitesse « courte piste », disputé en l'absence de l'ex-Néerlandais Hans Van Helden, tenant du titre depuis 1982.

### Raid-marathon

**ONZIEME PARIS-DAKAR**  
● Classement moto de l'étape Tamm-Dirkou (732 km). — 1. Ari Vatanen-Bruno Berglund (Fin.-Sué./Peugeot) 405 turbo 16, 1 h 30 mn 36 s (au-dessus du temps imparti) ; 2. Jacky Ickx-Christian Tarré (Belg./Peugeot) 405 turbo 16, 1 h 30 mn 58 s ; 3. Andrew Cowan-Christian Delferrier (G.-B.-Bel./Mitsubishi Pajero) à 55 mn 37 s ; 4. Patrick Zanardi-Jean-Pierre André (Fra./Land Rover 200) à 1 h 2 mn 43 s ; 5. Jean De Silva-Daniel Thomas (Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 4 mn 16 s ; 6. Henri Pescarolo-Patrick Farigot (Fra./Land Rover 200) à 1 h 6 mn 29 s ; 7. Kenjiro Shinozuka-Henri Magne (Jap.-Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 15 mn 15 s ; 8. Jean-Pierre Fontenay-Muham (Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 30 mn 30 s ; 9. Patrick Tamby-Dominique Lemoyne (Fra./Mitsubishi Pajero) à 1 h 40 mn 29 s ; 10. Guy Colson-Eric Symmes (Bel./Mitsubishi Pajero) à 1 h 42 mn 52 s.  
● Classement général autos. — 1. Jacky Ickx-Christian Tarré, 3 h

56 mn 27 s ; 2. Ari Vatanen-Bruno Berglund, à 6 mn ; 3. Patrick Zanardi-Jean-Pierre André, à 1 h 51 mn 50 s ; 4. Henri Pescarolo-Patrick Farigot, à 1 h 54 mn 22 s ; 5. Patrick Tamby-Dominique Lemoyne, à 2 h 11 mn.  
● Classement moto de l'étape Tamm-Dirkou (732 km). — étape annulée.  
● Classement général motos. — 1. Stéphane Peterhansel, 11 h 22 mn 47 s ; 2. Gilles Lalay, à 1 mn 46 s ; 3. Franco Picco, à 9 mn 36 s ; 4. Cyril Neveu, à 10 mn 25 s ; 5. Carlos Mat, à 27 mn 23 s.

### Ski nordique

**TOURNÉE DES QUATRE TREMPLENS**  
Le double champion olympique finlandais Matti Nykänen a remporté, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, la deuxième épreuve de la 37<sup>e</sup> édition de la Tournée des quatre tremplins, disputée à Garmisch-Parten-Kirchen.

### Voile

**COURSE SYDNEY-HOBART**  
Après la victoire en temps réel, vendredi 30 décembre, de Raganmfin barré par Syd Fischer, c'est le bateau Illusion, baré par l'australien Ross Lloyd qui a remporté la victoire en temps compensé de la 44<sup>e</sup> édition de la course en équipage Sydney-Hobart.

L'air de Floride a bien réussi aux jeunes sportifs français en cette fin d'année 1988. Après les joueurs de tennis Fabrice Santoro et Sylvie Sabas, victorieux de l'Orange Bowl cadets à Miami, c'est la jeune golfesse de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) Sandrine Mendiburu qui s'est imposée, le 30 décembre, dans l'Orange Bowl juniors, quelques miles plus au sud, à Coral Gables.

Une belle victoire. Net et sans bavure : dix coups d'avance sur l'américaine Jennifer Holt, en tête après les deux premières journées. Une carte finale de 298, record du parcours amélioré de quatre coups. Et, en prime, la première victoire d'une Française dans cette épreuve considérée comme le championnat du monde des moins de 18 ans.

« C'est ma plus belle victoire à ce jour, estimait Sandrine, seize ans depuis le 15 octobre. Avant, c'était la coupe Topolino, en Italie, pour les moins de quinze ans, en 1986. »

## GOLF : l'Orange Bowl

## Sandrine Mendiburu intéresse l'Amérique

Native de Bayonne et lycéenne à Saint-Jean-de-Luz, où elle est en première, Sandrine est entraînée depuis trois ans par son père, un ancien professionnel. Elle tenait beaucoup à ce succès. Deuxième l'an passé, elle s'était bien préparée pour cette année en remportant la semaine dernière le Doral Ryder Classic (avec six coups d'avance), qui avait vu la participation de la moitié des engagées de l'Orange Bowl.

La Française, qui a empoigné son premier club à l'âge de deux ans et demi et compte donc déjà treize ans de pratique, est restée dans le sillage de Holt durant les deux premiers tours. Elle devait la passer lors du troisième avec quatre coups d'avance pour porter l'estocade le quatrième jour avec un 74 contre un 80. « Holt a craqué, expliquait Sandrine. Au septième trou, elle a fait un double bogey et moi un birdie. Avec sept coups d'avance, j'étais tranquille ».

On aurait pu craindre que Sandrine ait « peur de gagner », ce syndrome si redouté des Français en général. De ce côté, je suis plutôt solide. Il faut

pas mal de choses pour me démonter. Toutefois, elle n'était pas trop satisfaite de son jeu. « J'ai fait de jolis coups, mais mon putting, que je dois améliorer, n'a pas été tout le temps à la hauteur. Mon point fort, par rapport aux filles de mon âge, c'est la longueur de mes coups. Sur les par 3, je suis avantageuse ».

« Ce succès ouvre pas mal de portes. J'ai déjà reçu des propositions de trois universités américaines : George, Caroline du Sud et Miami. Je réfléchis. J'aimerais bien faire le mini circuit juniors aux Etats-Unis l'an prochain. C'est autre chose qu'en Europe. La concurrence est beaucoup plus sérieuse ».

Pour l'heure, Sandrine Mendiburu pense au baccalauréat, à améliorer son anglais et à défendre son Orange Bowl. Elle n'aura que dix-sept ans l'an prochain et sera encore qualifiable. Pourrait-elle, sous peu, être une rivale de Marie-Laure de Lorenzi Taya ? « Elle est encore bien trop forte pour moi », s'exclamait Sandrine, quelques heures avant de reprendre son avion pour la France. — (AFP).



# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le journal. Signification des symboles : \* Signal dans le Monde radio-télévision • Film à éviter • On peut voir • Ne pas manquer • en Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 2 janvier

**TF 1**  
20.35 *Téléfilm* : Mister T, l'homme le plus fort du monde. De Dick Lowry, avec Dennis Dugan, Laurence Turean (Mr T). 22.15 *Magazine* : Chasseurs de pôles. Nicolas Hulot et Hubert de Chevigny, en ULM, Mitsuhiro Oba à pied, Pam Elowens en traineau à chiens, Bernard Klammer à pied, un retraité du Minnesota au canoë à six roues, un militaire en hélicoptère... Ils se sont tous donné rendez-vous au Pôle. 23.10 *Journal* et *Météo*. 23.25 *Magazine* : Mister Sport. 0.25 *Série* : Drôles d'histoires. 0.50 *Fénelon* : Marie Chapdelaine. 1.40 *Fénelon* : Bakermat. 2.40 *Fénelon* : Symphonie. 3.05 *Magazine* : 3.25 *Documentaire* : Histoires naturelles. 6.00 *Série* : Drôles d'histoires.

**A 2**  
20.40 *Série* : Les cinq dernières minutes. Mort d'homme, avec Jacques Debry, Marc Eyraud. 22.15 *Magazine* : L'œil en croquis. De Frédéric Fescaud, Martine Chaumon et Georges Pannier. Sommaire : Michelle Morgan, Roland Girard, Claude et Catherine Rich, Le faiseur de théâtre. 23.20 *Informations* : 24 heures sur la 2. 23.40 *Série* : Alfred Hitchcock présente. *Imaginations*.

**FR 3**  
20.30 *Château* : Ben Hur. Film américain de William Wyler (1959). Avec Charlton Heston, Jack Hawkins, Stephen Boyd. 0.05 *Journal*. 0.25 *Magazine*. Quintette des peupliers (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> parties), par Gheorghe Zamfir et son ensemble.

**CANAL PLUS**  
20.30 *Château* : Dumbo. Film animé américain de Walt Disney (1940-1941). 21.30 *Flash* d'informations. 21.35 *Magazine* : Bolognifoot. A 21.35, football : 22.05, boxe : 22.40, football américain. 23.35 *Château* : *Épique de la Canaball*. Film américain de Hal Needham (1981). Avec Kurt Russell, Roger Moore, Farrah Fawcett. 1.10 *Château* : Il est grand papa. Film français de Michel Drach (1987). Avec Guy Bedos, Marie Laforêt, Fabien Chambard.

**LA 5**  
20.30 *Téléfilm* : Les incorruptibles de Chicago, d'Abel Ferrara, avec Dennis Farina, Anthony Denison. 22.20 *Spécial*.

## Mardi 3 janvier

**TF 1**  
14.25 *Série* : Arène Lupin. La chimère du calife. 15.20 *Fénelon* : Joëlle Mazart. 16.15 *Club Dorothea* Nord. On pense à toi : Jeu, set et match : Fashman ; Douleur Sharp : Tu chantes, tu gagnes ; Juliette, le valise : Les chevaliers du zodiaque. 18.00 *Série* : Matt Houston. 18.50 *Arête de recherche*. Invité : Nicoletta. 19.00 *Fénelon* : Santa Barbara. 19.30 *Jen* : La rose de la fortune. 20.00 *Journal*, *Météo* et *Télé*. 20.35 *Château* : *Sissi* face à son destin. Film autrichien d'Ernst Marischka (1957). Avec Romy Schneider, Karlheinz Böhm. 22.25 *Si j'avais des idées*. Marie-Antoinette. Émission de Marcel Julien, animée par Philippe Gilès. Avec Léila Caroni, M. Paul Lombard et Jean-Marc Vaurat. 0.00 *Journal*, *Boogie* et *Château*. 0.20 *Magazine* : *L'œil en croquis*. 0.30 *Série* : *Drôles d'histoires*. 0.55 *Fénelon* : Marie Chapdelaine. 1.45 *Téléfilm* : L'année noire. 2.40 *Documentaire* : Les siècles du rétro. 3.30 *Fénelon* : Symphonie. 3.55 *Magazine*. 4.15 *Documentaire* : Histoires naturelles. 5.05 *Téléfilm* : L'année noire. 6.00 *Série* : Drôles d'histoires.

**A 2**  
14.30 *Série* : Les mystères de l'Ouest. La nuit de la flèche. 15.20 *Documentaire* : La planète africaine. 11. L'atmosphère, une protection pour la Terre. 16.10 *Flash* d'informations. 16.15 *Magazine* : Invités en fête. Présenté par Groucho et Chico. Invité : Gérard Holtz. L'écran de la mort ; Les Schtroumpfs ; Archie classe. 17.55 *Série* : L'homme qui tombe à pic. 18.45 *Jen* : Des chiffres et des lettres. 19.10 *Actualités régionales*. 19.30 *Pleins de rires* : *Left story*. C'est pas grave, mais j'aurais pu être pire. 20.00 *Journal*. 20.35 *Météo*. 20.40 *Les dossiers de l'écran* : Les deux sont tombés sur la tête. Film du Royaume de Jean Yves (1981). Avec Marlene Weyers, Sandra Prinsloo, Xao. 22.25 *Débat* : *Ère ou ne parait cristalline*. Avec Jean-François Held (directeur de la rédaction de l'*Événement du jeudi*, auteur de *Des dernières tribus*), le Père Vincent Santuc (jésuite qui travaille au Pérou), Jean Malaurie (directeur de recherche au CNRS, fondateur de la collection « Terre humaine »), Abdou Touré (sociologue, auteur de *La Civilisation post-industrielle en Côte d'Ivoire*), Jacqueline Roumégoux-Eberhardt (ethnologue, anthropologue qui vit chez les Massah, auteur de *Quand le python se dévot*), Tobie Nathan (éthnopsychanalyste), Samuël Beataud (auteur du *Dakota*), Marty Pincus (auteur du *Colo*, *Indes*). 23.30 *Informations* : 24 heures sur la 2. 23.55 *Série* : Alfred Hitchcock présente. Erreur d'alignement.

**FR 3**  
14.30 *Magazine* : C'est pas juste. 15.27 *Flash* d'informations : Faits de société. 15.50 *Magazine* : *Télé Caroline*. Vidéo look : Mon héros préféré : *Château*, théâtre, livres : Attractions ; Top séries : *Télé* chie ; *Télé* chie ; *Papy* ; *Mamy* ; Vieux faire un tour ; *Billon* : Le jeu de la séduction ; *Variétés*. 17.00 *Flash* d'informations : *Spécial* jeunesse. 17.05 *Débat* : *Petit ours brun*. 17.06 *Les gaffeurs*. 17.10 *Série* : Tom Sawyer. 17.30 *Série* : Le chevalier lumineux. 18.00 *Ascension* pour l'humanité. 18.05 *Journal*. 18.10 *Le 19-20* de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 *Débat* : *Il était une fois la vie*. La peau. 20.05 *Jen* : La classe. 20.25 *INC*. 20.30 *La dernière séance*. 1<sup>er</sup> film : La Vallée des rois. Film américain de Robert Flaherty (1954). Avec Robert Taylor, Eleanor Parker, Carol Thompson. 22.05 *Débat* : *Le Carnaval* et *Jerry Tex Avery*. 22.25 *Journal*. 22.50 *2<sup>e</sup> film* : Le Carnaval des deux. Film américain de Sidney Brooks (1956). Avec Rock Hudson, Dana Wynter, Richard Widmark (N.Y.).

**CANAL PLUS**  
13.30 *Château* : Les Dix Commandements. Film américain de Cecil B. De Mille (1955). Avec Charlton Heston.

## Audience TV du 1<sup>er</sup> janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPHRES-NIELSEN)

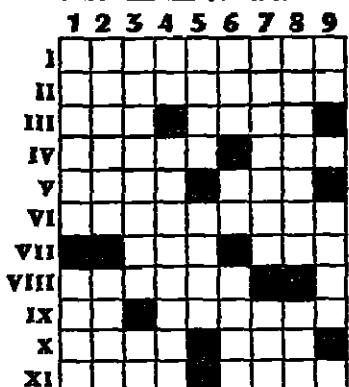
Audience instantanée, France entière 1 point = 153 000 téléspectateurs

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	44.6	Amour du risque	Stade 2	Starlock Holmes	Pattes velours	2 fics Mimi	Graffis
		19.6	10.0	6.3	2.0	3.5	2.5
19 h 45	50.2	Amour du risque	Maguy	Starlock Holmes	Pattes velours	2 fics Mimi	Graffis
		20.7	14.0	6.0	2.1	4.2	2.3
20 h 15	57.3	Journal	Journal	Benny Hill	Ca cartoon	Journal	Cher oncle Bill
		21.1	16.8	11.8	2.4	3.3	1.6
20 h 55	82.8	Alte ou Cuisine	Le Buffleur	Aurora en	10 Command.	Cobra d'or	Enfer saisis
		19.8	18.1	15.6	2.8	7.1	1.6
22 h 8	63.0	Alte ou Cuisine	Le Buffleur	esports	10 Command.	Cobra d'or	Journal
		21.4	20.8	16.9	3.1	3.6	0.7
22 h 44	57.1	France Gall	Musiques	la vent	10 Command.	Paris-Dakar	Musique
		5.0	2.8	20.2	3.3	4.6	2.0

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4909



HORIZONTALEMENT

I. Faire des projets. — II. Parfois chassée à coups de balai. III. Double quand c'est un peu sauté. Qui n'a pas été mis dans le bain. — IV. Grande, dans les Pyrénées. Mot qui peut faire venir le berge. — V. Un morceau de la cuisine. D'un auxiliaire. — VI. Qui ne sont donc plus dans la course. — VII. Trou dans un mur. Une grosse tranche. — VIII. Ne sont pas agréables. — IX. Évoque un bel âge. Si on les brise, ça nous casse les pieds. — X. Dont on n'a pas voulu se charger. Un agrément. — XI. Sont parfois en tas. Endroit où il vaut mieux ne pas mettre les pieds.

VERTICALEMENT

1. Quand elle est passée, il n'y a plus aucune dent. Fait un pest cloche. — 2. Ne fait pas de préférences. Une grande nappes. — 3. N'est tranchée que lorsqu'on a fini de peser. Préparation. — 4. Façons d'agir. Peut tout emporter quand elles sont grosses. — 5. Un maître pour Démotisme. Théâtre d'une victoire. — 6. Un mot qui indique qu'on n'a rien inventé. Un vague sujet. Adverbe qui est ce qu'il est. — 7. Qui a fait l'objet de plusieurs répétitions. Une tarte à la crème. — 8. S'exprime violemment. Roi. — 9. Morceau de verre. A de courtes pattes.

Solution du problème n° 4908

Horizontalement  
I. Avenir. Rancœur. — II. Déride. — III. Etre. Pucier. Pis. — IV. Quérir. Es. Epait. — V. Us. Dispos. Un. — VI. Adèle. Oursin. — VII. Têt. Aspinus. Ems. — VIII. Ail. Router. — IX. Sels. Pin. Ironie. — X. Ta. Ole. Seau. — XI. Cagibi. Ariel. — XII. Ami. Der. Etape. — XIII. Restriction. Bis. — XIV. Nutrition. Stères. — XV. Eres. Ate. Ede.

Verticalement  
1. Adéquates. Carue. — 2. Vétuste. Etameur. — 3. Erre. Etage. — 4. Nier. Is. Tas. — 5. Id. Idée. Obéit. — 6. Reprise. Pil. Tic. — 7. Prie. Duo. — 8. Réception. Etas. — 9. Aviso. Nu. Sari. — 10. Nier. Sontier. Ost. — 11. Cère. Usariat. — 12. Or. Pur. Rouet. — 13. Pansé. Labre. — 14. Unit. Impie. Pied. — 15. Seins. Messe.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 30 décembre 1988 :

UNE LOI

• de finances rectificative pour 1988 (n° 88-1193 du 29 décembre 1988).

DES DÉCRETS

• Du 26 décembre 1988 portant classement parmi les sites du département du Jura de l'ensemble formé par les communes de Bonlieu, Châtelneuf, La Chaux-du-Dombief et du Frasnais, par le site des Sept-Lacs du plateau du Frasnais.

• Du 26 décembre 1988 portant classement parmi les sites du département de la Manche du site du Havre de la Vanille sur les communes de Bréhal, Briqueville-sur-Mer et Lingreville.

• N° 88-1197 du 29 décembre 1988 modifiant le décret n° 72-809 du 1<sup>er</sup> septembre 1972 portant application de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 relative à l'aide judiciaire et à l'indemnisation des commissions.

UN AVIS

• Relatif à l'indice mensuel des prix.

## SUR MINTEL

Prévisions complètes

Météo marine

Temps observé Paris,

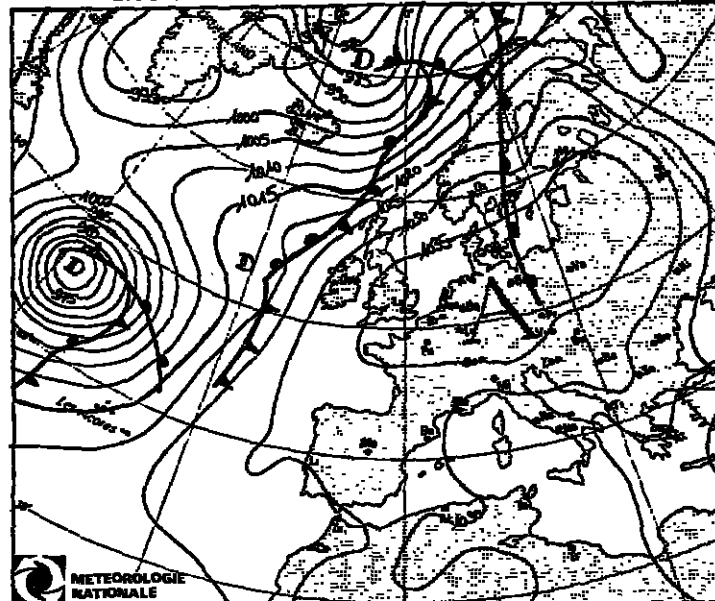
province, étranger

36.15 Tapez LEMONDE

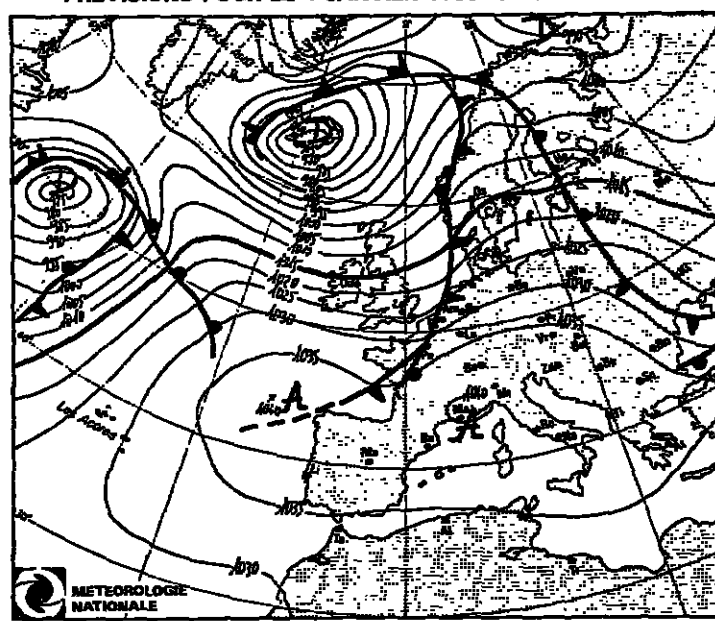
puis METEO

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 janvier à 0 heure et le mardi 3 janvier 1989 à 24 heures.

Le début de l'année reste marqué par la prédominance des conditions anticycloniques. Toutefois, le noyau des plus hautes pressions fait peu à peu route vers la Yougoslavie permettant à une perturbation atlantique de s'approcher des côtes de la Manche.

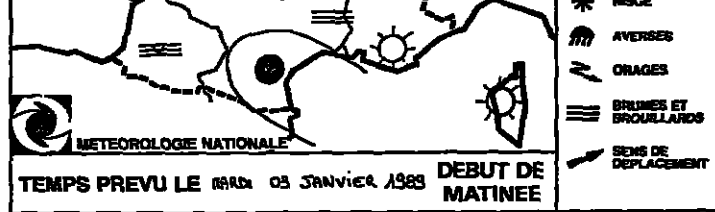
Mardi : souvent très nuageux, éclaircies ponctuelles. La journée sera encore souvent grise et brumeuse. Elle débutera sous un ciel bas, accompagné de nombreux brouillards (attention, car le givre qu'ils déposent rendra les chaussées parfois glissantes). Seule la Corse et les régions montagneuses bénéficieront d'un beau soleil.

L'après-midi, le ciel restera nuageux mais quelques régions, plus chanceuses, verront de belles éclaircies au hasard des périodes de soleil. Sur tous les monts, dès que l'on aura quitté les vallées, la journée sera agréable avec beaucoup de soleil. Près de la Méditerranée, le golfe du Lion fera exception car il restera chargé en nuages bas. Les autres régions profiteront d'une journée ensoleillée.

Le changement de type de temps commencera à apparaître près de la Manche : une perturbation apportera un peu de brume en soirée.

Les températures matinales seront fraîches : - 1 degré à 1 degré dans le Nord-Ouest, - 2 degrés à 2 degrés dans le Nord, - 2 degrés à 0 degré dans l'Est, - 4 degrés à - 2 degrés dans le Centre et le Sud-Ouest, et - 3 degrés à 1 degré dans le Sud-Est (3 degrés à 4 degrés près de la Méditerranée).

L'après-midi, le thermomètre dépassera les 10 degrés uniquement près du bassin méditerranéen. Ailleurs, il fera de 7 degrés à 8 degrés dans le Nord-Ouest, de 4 degrés à 5 degrés dans le Nord, l'Est et le Sud-Ouest, et de 0 degré à 4 degrés dans le Sud-Est et le centre du pays.



TEMPERATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 1<sup>er</sup> 1-1988 à 6 heures TU et le 2-1-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	2-1	C	LOS ANGELES	17	7	D
ALGER	14	1	D	TOULOUSE	-3	-4	B
BARCELONE	4	0	B	POINTE-AITRE	30	22	A
BELGRADE	0	-1	C	MARRAKECH	18	3	D
BOMBAY	0	-1	C	MEXICO	24	7	B
BREST	4	-1	C	MILAN	7	-2	B
CAEN	6	4	C	MONTREAL	-3	-20	C
CHERBOURG	6	3	C	MOSCOW	-17	-22	D
CLERMONT-FERRAND	-3	-5	C	NAIROBI	1	0	C
DIJON	1	-2	D	NEW-YORK	5	0	C
GRENOBLE-SAPH	1	0	C	OSLO	2	-4	C
LILLE	7	3	B	PALM-SPRING	16	-1	B
LONDRES	-1	-4	B	PEKIN	-1	-8	D
LYON	0	0	C	RIO-DE-JANEIRO	-	-	-
MADEIRA	11	-3	D	ROME	12	-1	D
NANCY	5	-1	N	SINGAPORE	25	24	A
NANTES	4	1	C	STOCKHOLM	-1	-5	C
NICE	14	6	C	TOKYO	21	20	C
PARIS-MONTS	6	5	C	TUNIS	14	8	N
PAU	-1	-3	B	VASSOVIE	2	-6	C
PERPIGNAN	12	-3	C	VENISE	9	-1	D
RENNES	6	2	C	Vienne	6	3	P
STRASBOURG	-3	-4	C				
	2	0	B				

A B C D N O P T \*

averse brume ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

مكتبة من الأصل



**F**

inspecteur général de l'administration  
de l'éducation nationale, correspondant

**Travail, emploi  
et formation  
professionnelle**

*Est promu commandeur :*  
**M. Robert Klotz**, co-fondateur et  
ancien secrétaire général des expositions  
nationales du travail.

L. Joseph Haubmann, président

**Sont présents officiers :**  
MM. Joseph Haubmann, président  
fondateur du Centre interprofessionnel  
de promotion de la Loire; Roger Loret,  
secrétaire général du Comité économique  
et social des communautés euro-  
péennes; Jean-Pierre Mayet, directeur  
du personnel et des relations sociales à  
la Compagnie internationale des  
wagons-lits; Roger Post, ancien direc-  
teur du travail et de l'emploi de Lor-  
raine; Amaury Robert de Saint-  
Vincent, conseiller auprès de la  
présidence d'un groupe industriel pour  
les affaires européennes.

■ **Guy Saker**, chef du service de direction générale de l'Association

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Paul Bailly, avocat honoraire ;  
Pierre Barbier, ancien président de la  
Fédération des négociants en matériaux  
de construction ; Jean-Paul Boissin,  
médecin ophtalmologiste ; Georges Bon-  
nefon, président de l'Association des  
Boucheurs-du-Rhône des décorés du tra-  
vail ; Bernard Darche, président de

Bernard Darche, président de

duellistes de la région de la Haute-Normandie, président de l'Union CGC de Bourgogne; Patrice Deholain, fondateur directeur du Centre de parainage et d'accompagnement continu des créateurs d'entreprise de l'Aisne; Jean Ferrier, président de l'Union des industriels du Jura; Jean-Bernard Larroze, secrétaire de l'Union locale F.O. de Pan; Maurice Lemoine, président du comité économique et social de Picardie; Jean Miot, président du syndicat de la presse parisiennne; Jean-Marie Plauchut, président-directeur de l'Association, Evreux.

ques artistiques: Jean-Emile

création et du Centre de formation aux techniques artistiques; Jean-Emile Podevin, artiste peintre, conseiller en prévention des accidents du travail dans les mines; Jean Roussigneux, directeur de l'apprentissage et de la formation continue; Michel Saint-Esprit, vice-président du Syndicat de la construction électrique; Pierre Saragoussi, directeur d'études du service du plan et projets de la Caisse des dépôts et consignations; Gaston Soreau, président-directeur de société; Claude Thomy, médecin inspecteur du travail; M<sup>me</sup> Noëlle Viel, directrice adjointe de l'enseignement des mines.

s d'outre-mer.

**Coopération  
et développement**

**Est promu commandeur :**  
M. Armand Le Guyader, professeur à la faculté de médecine d'Albi.

**Sont promus officiers :**  
MM. Jacques Derrière, contrôleur financier de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar ; Jean-Pierre Disparte,

Dyckmans, directeur d'une entre-

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Michel Blanc, docteur en médecine, consultant de l'OMS; Thierry Burkard, chef de la mission de coopération et d'action culturelle à l'IE Mauricie; Jacques Chaput, chargé de mission à l'administration centrale; Jean-Louis Chloé, ingénieur hydraulicien à la retraite; Robert Gidel, directeur d'un centre de médecine vétérinaire au Burkina-Faso; Serge Jacquemond.

des dépôts et consignations;  
La Compta. chef de la mission

**Agriculture et forêt**  
Est promu *commandeur* :  
M. Libert Bou, président-directeur  
honoraire de la Société d'aménagement  
du marché d'intérêt national de Paris-  
Rungis.

promus officiers:  
François Clément infirmier

**Sont promus officiers :**  
MM. François Clément, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts; Alain Delaunoy, président-directeur de sociétés sucrières; Michel Fondeur, directeur adjoint de l'Office national des forêts; René Foucaud, président de la Coopérative des agriculteurs de Bretagne; Pierre de Montesson, président de l'Union européenne du cheval de trot.

**Sont nommés chevaliers :**  
M.M. Raymond Corda, délégué à l'aménagement du bassin Rhin-Meuse;

chambre d'agriculture de

l'agriculture; François Dubin, directeur de la chambre d'agriculture de Languedoc-Roussillon; André Durand, directeur d'école honoraire; Benjamin Gassier, président-directeur de sociétés de vins et spiritueux; Paul Guillaumot, ancien agriculteur; Bernard Henricot, vice-président de l'Association pour le développement des échanges de produits et techniques agro-alimentaires; Pierre Jarrier, président de la caisse d'assurances mutuelles agricoles du Sud-Est; René Magnanot, président de la chambre d'agriculture de la Dordogne; Marcel Mathien, ancien

Loe la Confédération des caves  
vives; Pierre Nerson, président

président de la Confédération des œuvres  
coopératives; Pierre Nerson, président  
d'honneur du Syndicat des protéines et  
des corps gras animaux; Eugène Rheims,  
président-directeur de sociétés de distribu-  
tion de produits alimentaires et agro-  
alimentaires; Jacques Risse, président  
du comité interprofessionnel de la diète  
française; Francis Rueff, directeur de  
société de négoce international de pro-  
duits agricoles et alimentaires.

(A suivre.)

• • • • •

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



## LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1988

### Regain

**L**e krach a-t-il eu lieu ? Un an après l'une des plus formidables crises qui aient ébranlé les assises financières du monde, la question peut se poser. Les résultats affichés par de nombreuses places boursières d'en douter. La palme revient à Amsterdam avec plus de 58 % de hausse. Viennent ensuite Paris (+ 56 %), Bruxelles (+ 51,5 %), Tokyo (+ 36,6 %) et Francfort (+ 27,2 %). Seules deux des plus grandes Bourses mondiales, New-York et Londres, font figure de lanternes rouges avec des progressions moindres (+ 11,8 % et + 5,4 %).

Mais, si dans l'ensemble l'année 1988 a été un bon cru, elle n'a pas permis d'effacer totalement les effets du terrible choc d'octobre 1987. A ce jour, trois catégories de places peuvent être répertoriées : les rares qui ont, finalement, oublié le souvenir du « hundi noir », les non moins rares qui sont en train de le faire et enfin une large majorité qui n'ont toujours pas retrouvé les niveaux atteints au soir du 19 octobre. Paris, un des marchés les plus éprouvés par la tourmente (- 30 % en 1987), a rejoint en septembre la Belgique et le Japon qui ont effacé leurs séquences respectivement à la fin du mois de février et au début d'avril. Bruxelles a profité de la bataille boursière autour de la Générale de Belgique, qui a entraîné l'ensemble des participations détenues par ce holding. Tokyo a bénéficié de la santé florissante de son économie et Paris de la vague spectaculaire d'OPA.

Wall Street s'inscrit dans la deuxième catégorie tout comme Amsterdam. La place new-yorkaise a mis un certain temps avant de se ressaisir, vivant dans la crainte d'une récession puis d'une surchauffe de l'économie.

Londres, la troisième Bourse internationale après Tokyo et New-York, a, pour sa part, du mal à retrouver les niveaux du 19 octobre. Comme pour de nombreuses places européennes (Francfort, Milan, Zurich) et asiatiques (Hongkong), les indices sont encore sous leurs niveaux atteints à la mi-octobre 1987. La City est affectée avant tout par une forte inflation et par le niveau élevé des taux d'intérêt.

Contrairement aux prédictions en tout genre, le krach n'a pas eu d'effet sur l'économie réelle (la production et les échanges). En revanche, il a profondément affecté la sphère financière, ramenant les marchés à la raison.

Ce retour à la sagesse s'est accompagné d'une plus grande prudence à tous les niveaux. Les actions sont revenues à des cours plus raisonnables, correspondant mieux aux réalités économiques. Les épargnants ont réduit massivement leurs placements, et l'argent est allé vers des produits plus sûrs et en général plus liquides. Cette désaffection pour les actions, qui s'est retrouvée sur la plupart des places étrangères, a rendu plus difficile pour les entreprises le recours aux marchés comme source de financement. Cette prudence a entraîné un tassement très net des transactions, qui ont diminué de 30 % à Paris, 36 % à Londres et Tokyo et de 50 % à New-York. Ces réductions, qui sont autant de

manque à gagner pour les intervenants, ont impliqué des mouvements importants de suppression d'emplois dans de nombreuses firmes de courtage. C'est naturellement à Wall Street que l'ajustement a été le plus rapide et le plus brutal avec une diminution de plus de 10 % des effectifs totaux.

D'autre part, la chute des cours a entraîné une vague d'offres publiques d'achat (OPA), d'offres publiques d'échange (OPE) et de reprises par les salariés ou par emprunt (LBO) sans précédent. Tous les secteurs de l'économie ont été affectés par ce mouvement dont l'ampleur a dans un premier temps surpris avant d'inquiéter. A tel point que l'administration américaine a demandé aux banques de faire preuve de prudence avant de financer des LBO (Leverage Buy out). Même souci pour la Commission européenne, qui prévoit d'interdire les LBO, cette formule étant jugée dangereuse car elle permet à des investisseurs d'acheter une entreprise à crédit en vendant certains de ses actifs et surtout en l'endossant. Mais, si les différentes instances souhaitent une meilleure réglementation des OPA, aucune d'entre elles n'envisage d'arrêter ce mouvement considéré comme positif pour les entreprises. A ce titre, 1988 aura été une année charnière marquée par un regain du gigantesque processus de restructuration.

Dossier établi par ANDRÉ DESSOT, DOMINIQUE GALLON et FRANÇOIS RENARD avec la participation de FRANÇOISE HOLTZ.

## Bourse de Paris: le rétablissement

**I**NOUI : avec 56 % (1) de hausse en l'espace d'un an et avec dix liquidations gagnantes sur douze, la Bourse de Paris a mené en 1988 la deuxième meilleure course depuis 1927 après celle, époustouflante, de 1983 (+ 56,4 %), toute comparaison avec les performances antérieures à 1961 étant impossible vu la précarité des bases retenues à l'époque. Sans un mois de janvier exécrable (- 10 %), la performance eût été encore bien meilleure (+ 65 %). Les gagnants de l'année s'appellent Bis (+ 204 %), Perrier (+ 184 %), Leroy-Sommer (+ 160 %), Schneider (+ 154 %), Matra (+ 108 %), Hachette (+ 100 %), Roussel-Uclaf (+ 96 %), CGE (+ 95 %), Essilor (+ 93 %), CCF (+ 77 %), pour ne citer que ceux-là. Etant donné, non ? L'exploit ne s'arrête pas là puisque, au passage, un

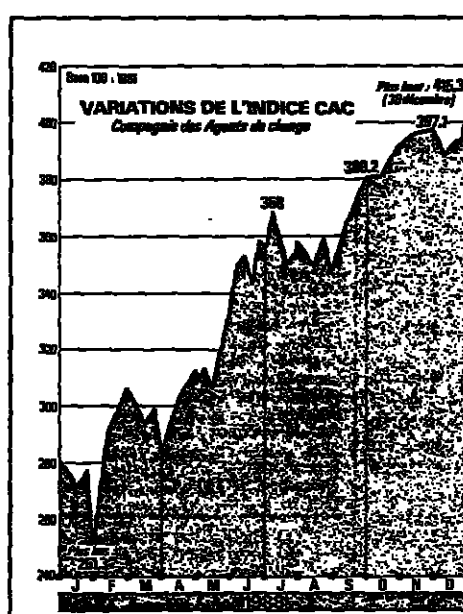
autre record est tombé avec près de 3 800 milliards de francs de transactions (+ 25 %), dont il est vrai les obligations (3 400 milliards) ont pris la meilleure part, conséquence inévitable du cyclone de 1987.

Qui l'eût cru ? 1987 avait été l'année terrible. Entre son point le plus élevé (460,4 le 26 mars) et le plus bas (270 le 23 décembre), le marché était littéralement descendu aux enfers (41 %), une chute dont plus de deux tiers avaient été acquis pendant les deux mois et demi de krach. Devant un résultat aussi désastreux, les augures eux-mêmes étaient restés sans voix, incapables de faire le moindre pronostic. Mieux valait.

Pour corser le tout, l'année commençait mal. Malgré leurs interventions quasi quotidiennes sur les valeurs-clés de la cote pour empêcher les indices de trop

déraper, les « zinzins » arrivaient difficilement à freiner la glissade. A telle enseigne que la liquidation de janvier fut encore lourdement perdante (- 10 %). La Bourse ne retenait que les mauvaises nouvelles. La confession faite devant les caméras de la télévision par deux éminents boursiers, qui reconnaissaient naïvement avoir dû mentir à leur clientèle pendant le krach en ayant cherché à minimiser la crise pour éviter la débâcle, ne contribua pas peu à démolir encore la communauté. Découvert en fin de mois, le scandale de la COGEMA, victime d'une escroquerie de 250 millions de francs sur le MATIF, acheva d'empoisonner l'atmosphère. Tandis que les capitaux continuaient de refluer vers le marché obligataire, les petits porteurs étaient sur le point de craquer et les analystes sur graphiques voyaient l'indice CAC à moins de 220 et sans fillet de protection. Bigr ! Mais alors que personne ne s'y attendait, le miracle se produisit.

La soudaine impulsion donnée par la montée en ligne des nouveaux « raiders », alléchés par les bonnes affaires à réaliser (OPA de Martini sur Bénédictine, de Schneider sur Télémechanique, contre-attaque de Framatome, entrée de l'italien Generali dans



L'indice CAC ne prend pas en compte les valeurs dites « privatisées ». De ce fait, il n'est pas vraiment représentatif de l'évolution de la place parisienne. Sa progression n'a été que de 48 % alors que le CAC 40 et l'indice instantané base 100 au 31 décembre 1987 ont respectivement augmenté de 56 % et 58 %.

nière. Elle coïncida, réforme oblige, avec la disparition de la Chambre syndicale et des charges. A la première se substituèrent le Conseil des Bourses françaises (organe suprême), la Société des Bourses françaises (fonctionnement, diffusion) et l'Association française des sociétés de Bourse (instrument du dialogue). Les sociétés de Bourse remplacèrent les secondes. Une autre page de l'histoire était tournée. Mais déjà la reprise de printemps se profilait derrière les brumes de l'automne.

Les fêtes finies, les « zinzins » transformèrent l'essai en achetant à carrettes ouverts en prévision de la victoire de M. Jacques Chirac. Pour les hommes de graphiques, la hausse « était inscrite dans les astres ». Et tandis que les opérations financières battaient leur plein (OPA de Thorn Emi sur Holophone, entrée de Matra dans SAT), le mois d'avril s'acheva sur une deuxième liquidation gagnante. C'est à peine si le mauvais score de M. Chirac au premier tour rafraîchit l'atmosphère.

(Lire la suite page 20.)

(1) Calculé sur le CAC 40 (base 1000: 31 décembre 1987).

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	8 jan. 1988	Plus haut 1988	Plus bas 1988	23 déc. 1988	Diff. en %
<b>INDICES</b>					
Indice général de base 100: 31 déc. 87					
Valeurs françaises à revenu variable	101,7	142,4	89,2	142,4	+ 40,82
Valeurs industrielles	102,6	158,8	90,2	158,8	+ 46,58
Valeurs étrangères	100,4	122	81,5	118,3	+ 17,33
Chimie	104,5	139,4	97,7	139,4	+ 33,40
Métallurgie, mécanique	102,4	136,2	86,2	136,2	+ 33
Électronique, informatique	102,6	164,1	104,1	164,1	+ 59,94
Énergie, distribution	101,1	144,8	85,4	144,8	+ 43,37
Ind. de consommation non alimentaire	103,1	135,6	87,5	135,6	+ 31,52
Agro-alimentaire	103,1	144,8	85,4	144,8	+ 43,37
Distribution	102,6	164,1	104,1	164,1	+ 59,94
Transport, loisirs, services	101,1	144,8	85,4	144,8	+ 43,37
Assurances	97,7	144,8	85,4	144,8	+ 43,37
Crédit, banque	100,3	147,5	89,9	139,6	+ 39,25
Services	101,3	101,3	89,9	99,5	- 1,78
Immobilier et finances	98	98	82,1	91,4	- 6,73
Investissement et portefeuille	101,5	141,4	86,2	138,7	+ 36,25
<b>Base 100: 31 décembre 1987</b>					
Valeurs françaises à revenu fixe	99,2	105,7	99	105,3	+ 6,15
Emprunts d'Etat	100	107,2	99,7	106,8	+ 6,80
Emprunts garantis et assimilés	98,6	105,2	96,5	104,9	+ 6,29
Sociétés	100,3	105,5	100	104,7	+ 4,39
<b>Base 100: en 1989</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	2 491,7	3 488,8	2 185,4	3 488,8	+ 40,82
Valeurs étrangères	3 610,8	4 063,9	3 057,9	3 940,6	+ 9,13
<b>Base 100: en 1972</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	359,6	503,5	315,4	503,5	+ 40,82
Valeurs étrangères	408,5	549,7	413,7	533	+ 9,11
<b>Base 100: 31 décembre 1980</b>					
Indice des valeurs franç. à revenu fixe	114,6	121	114,3	121,6	+ 6,11
Emprunts d'Etat	113	121,1	112,7	120,7	+ 6,81
Emprunts garantis et assimilés	114,4	122	114,3	121,6	+ 6,29
Sociétés	116,8	122,7	116,5	122	+ 4,45
<b>Compagnie des agents de change</b>					
<b>Base 100: 31 décembre 1981</b>					
Indice général	286,1	407,3	251,3	407,3	+ 42,36
Produits de base	190,4	267,4	172,1	267,4	+ 40,44
Construction	324,5	423,1	264,8	419,3	+ 28,21
Équipement	281,8	328,4	178,7	385	+ 31,14
Biens de consommation durables	304,2	322,5	322,7	322,5	+ 32,55
Biens de consommation non durables	308,5	338,8	340,8	338,8	+ 43,84
Biens de consommation alimentaires	353	611,7	324,3	611,7	+ 73,29
Services	276,2	377,2	241,6	377,2	+ 36,57
Sociétés financières	348,6	481,9	382,4	475,6	+ 36,43
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	299,8	407,6	263,7	408,5	+ 33,59
Valeurs industrielles	275,7	403,7	242,9	403,7	+ 46,43
<b>Bourses régionales</b>					
<b>Base 100: 31 décembre 1981</b>					
Indice général	231,5	285,4	197,7	282,5	+ 22,83

### Les obligations en flèche

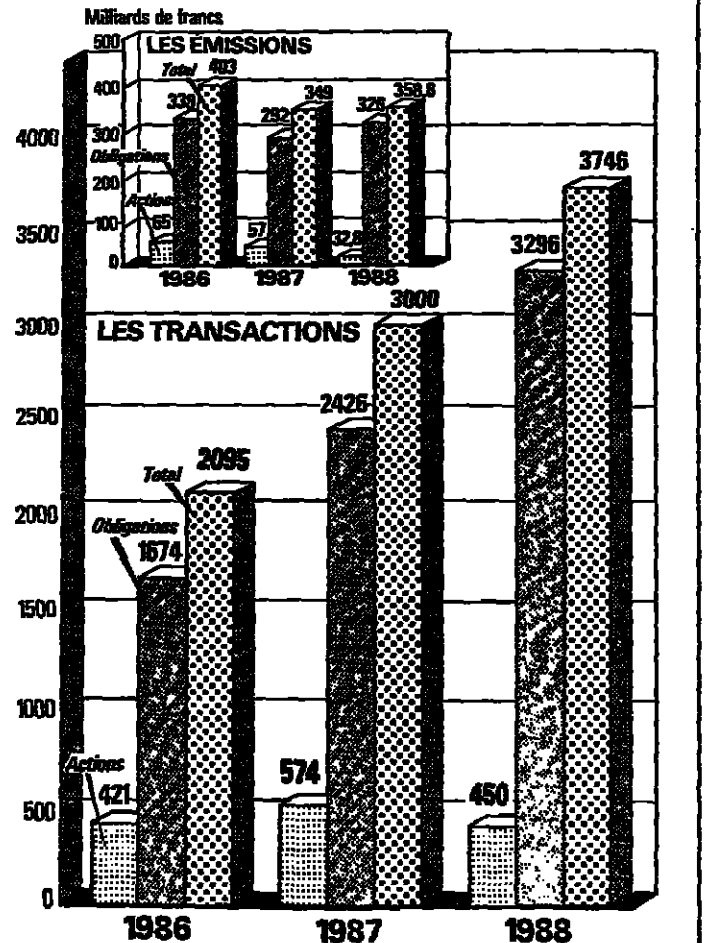
**E**N 1988 les transactions boursières ont encore battu leurs records à 3 750 milliards de francs, contre 3 000 milliards de francs en 1987, soit en progression globale de 24,4 %, moins importante, il est vrai, que celle de 43,6 % relevée l'an dernier, conséquence logique du krach du 19 octobre 1987, qui avait douché les enthousiasmes sur les actions. Ce sont les obligations qui ont nourri les transactions, avec un gonflement de 46,7 % à 3 300 milliards de francs environ. Cette performance, qui s'ajoute à une augmentation de 45 % en 1987, n'a rien pour étonner. Sur le marché des obligations, le papier change de mains continuellement, les trésoriers et gestionnaires de SICAV ne cessant d'arbitrer les titres de portefeuilles en forte augmentation, notamment les SICAV de trésorerie.

En ce qui concerne les actions, le volume s'est contracté de 21 % à 412 milliards de francs, le recul étant un peu moins fort (18,3 %) pour le marché à règlement mensuel.

Sur le front des émissions, une évolution contrastée a été observée, les obligations marquant une remontée et les actions s'inscrivant en net repli. Les émissions d'obligations, qui étaient revenues, en 1987, de 338 milliards de francs à 292 milliards de francs, se sont élevées à 326 milliards de francs. L'Etat aura emprunté 109,1 milliards de francs contre 93,7 milliards de francs en 1987 mais, de ces 109,1 milliards de francs, il convient de déduire 10 milliards de francs qui lui ont été payés en obligations renouvelables du Trésor (ORT), présentées à l'échange. Les émissions à taux variables ont totalisé 135 milliards de francs et celles à taux fixes 191 milliards.

Pour les actions, les séquelles du krach se sont traduites par une diminution des émissions dans le public, ramenées de 56 milliards de francs à un peu moins de 33 milliards de francs.

Le groupe le plus demandeur a été la Compagnie financière de Suez, qui a levé plus de 5 milliards de francs pour financer l'achat de la Société générale de Belgique. Viennent ensuite Saint-Gobain avec 3,2 milliards de francs et Schneider pour 1 milliard de francs. Il faut y ajouter les 410 millions de francs versés à l'Etat pour la privatisation de Matra au début de l'année, et tenir compte du 1,7 milliard de francs d'obligations et de bons de souscription émis par BSN, que le public a assimilé à une augmentation de capital, et accueilli comme tel.

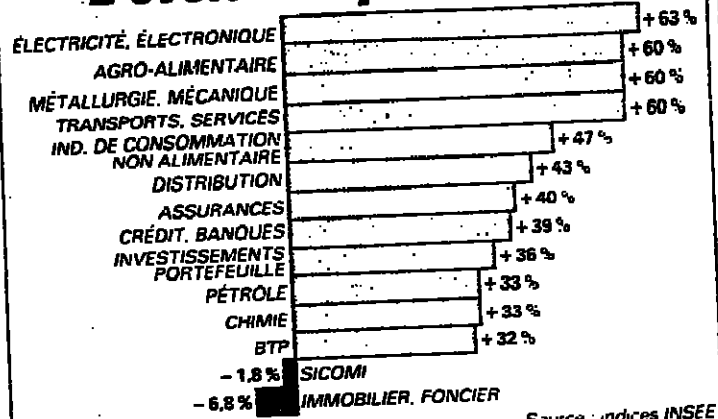






LE MARCHÉ DE PARIS EN 1988

L'évolution par secteur



Concentrations

DANS le secteur de l'assurance, l'année 1988 a été fertile en événements, avec une grosse fusion, celle des AGP, filiales du Midi, et des compagnies du groupe Axa, pour former Axa-Midi, deuxième assureur français derrière l'UAP, avec près de 40 milliards de francs de primes annuelles. Cette fusion, annoncée en avril par MM. Pagez et Bébear,

PDG respectivement de la Compagnie du Midi et du groupe Axa, avait pour objet de diluer la participation (20 %) du géant italien Generali dans le Midi. Une autre opération a été la prise de contrôle du groupe de Crédit industriel et commercial (CIC) par le GAN, dont la participation va passer de 34 % à 51 %.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
AGP	433	644	402	600
AXA-Midi	730	835	672	700
Concorde	488	390	322	311
Drouot Assurances	3 900	6 830	3 042	5 810
France S.A.	900	516	680	680
GAN	829	949	750	890
Réassurances (Fr. de)	1 500	1 800	1 200	1 240
Rhin et Moselle (1)	236	255	240	240
UAP	372	829	240	760
Vieozet (Groupe)				

(1) Attribution gratuite (1 pour 5). Cours du droit : 270 F.

Bonne année

EN raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme (1 point et demi), ce qui a fait monter les cours des obligations précédemment émises, l'année 1988 a été bonne pour les valeurs à revenu fixe. En 1987, la situation était inverse. Deux disparités notables se sont produites, celle du 7 % 1973 et celle du 4 1/2 % 1973. Sans doute l'emprunt 7 % 1973, indexé sur le lingot d'or de 1 kilo a-t-il été rem-

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
C.N.E. 3 %	4 201	3 910	3 611	3 670
8,80 % 1977	126	120	124	125
10,80 % 1979	101,10	107,10	101,50	105
16,20 % 1982	112,05	113,80	107,69	107,69
14,40 % 1983	112,89	115,10	111,65	111,80
12,50 % 1984	108,90	111,50	108,40	108,75
11 % 1985	106,30	114,90	105,75	114,45
7,50 % 2001	90,38	91,30	79,80	91,60
8,50 % 2002	86,90	96,12	86,25	99
8,50 % 2012	84,10	96,90	86,30	

L'accalmie

Le compartiment des banques, comme le reste de la cote, s'est redressé en 1988 après l'orage de l'automne 1987 et, aussi, le mouvement de hausse des taux d'intérêt qui avait affecté les cours des établissements de crédit spécialisés. Cette année, la baisse des taux d'intérêt à long terme a favorisé ces établissements, bien que l'avalanche de remboursements d'emprunts à taux élevé

par les emprunteurs les ait souvent pénalisés; cela a été le cas pour UCB, par exemple. En revanche, la Compagnie bancaire, maison mère de l'UCB, a bénéficié des performances du Cetelem et de l'UFB Localail.

Le Crédit national a retrouvé ses plus hauts cours de 1987, tandis que le CIC se prépare à passer sous le contrôle du Gan.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
BAFIP	278	412	392	405
Bail Investissement	294	1 065	751	855
Banque C	342	525	302,20	538
BNP (certificat d'inv.)	262	335	198	298
CETELEM	634	794	571	632
CIC (certificat d'investissement privilégié)	226	213	139,50	203
Comptoir des Entrepreneurs (1)	208,70	293	199	224
Crédit Foncier France	933	993	755	909
Crédit Lyonnais (certif. d'inv.)	510	570	435	488
Crédit national	628	1 007	576	1 002
Interbail	271	561	475	542
La Française	384	466	535	445
Locindus	900	960	762	890
Midland Bank	176	207	153	185
Parisiennne de récompte	375	450	266	420
SOVAC	560	635	481	709
UFB Localail	141	217	124	185
UIC	345	424	340	370
VIA Banque	585	985	530	812
	290	395	232	365

(1) Emission à 220 F (1 pour 3). Cours du droit : 35 F.

Une intense activité

CE secteur a connu une intense activité en 1988, les holdings remodelant leurs portefeuilles par l'acquisition ou la vente de participations ou de filiales. En tête figure le rachat de la Télémeccanique par Schneider, pour obtenir une synergie avec sa filiale Merlin-Gerin, au terme d'une longue bataille d'OPA et de contre-OPA avec Framatome. En fin d'année, le cours de l'action Schneider avait plus que doublé. Ensuite, vient la série d'opérations qu'a effectuées la Compagnie du Midi pour limiter la pénétration du groupe d'assurances italien Generali : OPE lancées sur ses filiales Immeubles de la Plaine Monceau, Entrepôts et Magasins

général, Financière de Paris et AGP SA, puis fusion entre les assurances AGP SA et celles du groupe Axa.

Les Chargeurs, après leur échec pour la prise de contrôle de Prouvost, ont fini par conclure un accord de partage avec leur adversaire, acquérant trois divisions de Prouvost (négoce, piquage, tissus) et devenant le n° 2 du textile français. En outre, les Chargeurs ont vendu leur filiale Spontex à l'américain 3 M.

Viés progrès, enfin, de la CGIP, dont la filiale Carnaud devient le n° 1 de l'emballage européen en fusionnant avec le britannique Metal Box.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Chargeurs SA	669	1 344	605	1 212
CGIP	736	1 365	634	1 378
Enraf France	1 225	1 735	1 080	1 613
La Béarnaise	417	585	390	570
Marine Wenzel (1)	222	420	190	396
Midi (Cie de) (2)	1 075	1 840	396	1 595
Navigation mixte	709	1 291	390	1 127
Schneider (3)	236	643	220	640

(1) Emission à 350 F (1 pour 6). Cours du droit : 10 F.  
(2) Droit d'attribution. Cours du droit : 5 F.  
(3) Bons de souscription : 2 pour 1 à 450 F.

Les « noyaux durs » exposés

SI 1987 avait laissé un goût amer à la majorité des six millions d'actionnaires qui avaient vu la plupart de leurs actions s'effondrer à la suite du krach du 19 octobre, l'année écoulée leur aura redonné le sourire. Car les performances de ces douze firmes, à quelques exceptions près, ont été supérieures à celles des autres valeurs de la cote parisienne. La palme des hausses dites « naturelles », c'est-à-dire faites sans rumeurs, revient à Saint-Gobain et à Matra, la première et la dernière des privatisées. Le groupe verrier a parfaitement résisté à l'épreuve du temps, traversant même la crise de 1987 sans trop d'embarras.

Cette valeur de « père de famille » résiste, stimulée par ses résultats. La firme a procédé en fin d'année à un renforcement de

3,3 milliards de francs de ses fonds propres. Situation analogue pour le groupe de M. Jean-Luc Lagardère, qui a annoncé le triplement de son bénéfice semestriel en octobre dernier. Nombre de privatisées se sont envolées à la suite des rumeurs de restructuration de l'actionnariat. A commencer par TF1, où l'hypothèse d'un renforcement de la participation du britannique Maxwell pour affaiblir Bouygues est revenue périodiquement. Les tentatives d'écatement des « noyaux durs » sont à l'origine de l'emballement d'Havas (grâce à l'incursion d'André Rousselet, président de Canal Plus), de la Société générale et de la CGE (après l'assaut de M. Georges Pébereau, président de Marceau investissement qui a pris 10,4 % de cette banque)

et de Paribas en raison des intentions de reprise en main prêtées à M. Gérard Eskinazi, président de Bruxelles Lambert. Toutes ces firmes, ainsi que le CCF, ont alors pour réagir renforcé la composition de leur capital en s'efforçant de le mettre dans des « mains amies ». Paradoxalement, la BTP, devenue Compagnie du BTP, et la Sogénal n'ont pas retrouvé leur niveau initial, expliquant cette contre-performance par la trop grande stabilité de leur « noyau dur » qui décourage les velléités. 1988 aura été pour Suez l'année du changement. La compagnie, au terme d'une bataille avec Cérus (groupe De Benedetti), a pris le contrôle de la Société générale de Belgique, changeant ainsi de dimension. Cette acquisition a coûté 12,9 milliards de francs.

VALEURS	PRIX OPV	PREMIER JOUR de cotation	PREMIER cours	COURS le plus bas	COURS le plus haut	FTN 1988
Saint-Gobain	318	24 déc. 1986	369	388,10	600	594
Paribas	485	12 février 1987	480	255,00	500	467
Sogénal	125	9 avril	225	82	120	114
BTP (1)	140	27 avril	110	139,90	113	109
BIMP	107	21 mai	125	191,50	190	190
CGE	290	3 juin	323	34	438	398
Havas	500	10 juin	540	372	750	696
Société générale	407	24 juillet	432	256	615	528
TF1	165	9 novembre	178	395,50	395,50	396
Suez (2)	317	20 février	261	211	322	247,80
Matra (3)	110		123	1 500		

Attribution gratuite d'actions à raison d'une pour dix ou versement d'une somme en espèces selon les cas pour les actionnaires ayant gardé leurs titres pendant dix-huit mois.  
(1) Création de la Compagnie du BTP née de la fusion de la BTP et du CCME BTP Finances.  
(2) Attribution gratuite de bons autonomes de souscription à des actions nouvelles ou à des CCF.  
(3) Division par dix du nominal du titre avant la privatisation.

PÉTROLE

Contrasté

AMINÉS par la chute des prix du pétrole et le recul du dollar, les résultats des grands groupes pétroliers ont encore largement bénéficié en 1988, à l'exception d'Elf-Aquitaine, qui depuis quelques années, a réussi une diversification en aval dans la chimie. Pour la première fois de son histoire, Elf-Gabon va plonger dans le rouge. A la Bourse, ce secteur ne s'est toutefois pas mal tenu puisque, globalement, il dégage une hausse de 32 %.

A tout seigneur, tout honneur, Elf-Aquitaine, qui a exploité de nouveaux champs de pétrole en mer du Nord (Alwyn), au Congo et en Angola. Un groupe assaini, qui se tient désormais sur trois pieds : pétrole, chimie avec Atochem et hygiène-santé avec Sanofi. Pour la première fois, l'ensemble chimie-hygiène-santé va gagner autant d'argent que les hydrocarbures. Après l'échec de l'OPA lancée sur la compagnie pétrolière britannique Tricentrol, Elf a raté son opération sur Rhin-Rhône (transport de carburants) attaqué par le groupe Bolloré.

Pour Total-CFP, les ventes de raffinage en France et aux Etats-Unis ont encore pesé sur les résultats du groupe, qui a racheté l'intégralité du capital de sa filiale Compagnie française de raffinage et de distribution, CRD, pour 780 millions de francs. Petite diversification chez ADG, filiale de Butagaz (Shell France), qui a racheté à L'Air liquide sa division soudure grand public.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Applications des gaz	143	246	148	224,90
Elf-Aquitaine	230	386	220	384,10
Eso	301,10	340	297	316
Esso	240	324	216	285
Fransacorp	64,20	84,20	62,20	73,50
BP France	79,90	80,30	62,30	74,40
Raffinage et de distrib.	266	330	203	350
Sogersap	351,10	387,90	302	357,30
Total	550	894	510	708
Elf Gabon				

AUTOMOBILE ET ÉQUIPEMENTS

Retour du fisc

APRÈS le temps des fusions, c'est le retour du fisc, qui a marqué l'année écoulée dans nombre d'entreprises. A preuve que les affaires marchent rondement.

Ainsi, les résultats d'Europeenne d'accumulateurs s'améliorent. Mais avec la ponction des impôts, les profits risquent, de ce fait, de ne pas progresser. Peugeot se trouve dans une situation semblable. La firme de Sochaux a regroupé ses filiales Aciers et outillages Peugeot et Peugeot Cycles au sein d'ECIA

(Equipements et composants pour l'industrie automobile), adoptant ainsi une attitude défensive de celle de Renault, qui se désengage des pièces pour automobile.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Européenne d'accumulat.	31	88,10	48,50	89,40
Jaguar	110,30	214,50	77	195
Michelin (1)	192	229,50	133	188,80
Peugeot	993	1 342	775	1 359
Valeo	424	655	316	590

(1) Attribution gratuite (1 pour 10).

Le vent en poupe

MALGRÉ une santé florissante, le BTP n'est pas, l'an dernier, remonté sur le podium. Après avoir traversé au moins mal le cyclone du 19 octobre 1987, il arrive cette fois assez loin au palmarès. Et pourtant ça va fort pour le bâtiment. En 1988, les carnets de commandes n'avaient jamais atteint un pareil niveau.

Les chefs d'entreprise, il est vrai, sont moins optimistes pour 1989 et la Bourse semble avoir pris en compte une certaine frilosité. En attendant, les divers groupes du compartiment se sont littéralement « éclatés ».

Placé désormais sous le signe de l'Europe avec l'acquisition de Van Rymenant (et de ses filiales), numéro trois en Belgique du BTP, la SAE (Auxiliaire d'entreprises) devrait, d'après les analystes, dégager 30 % de profits en plus (310 320 millions de francs) sur un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs (+ 23 %). Le groupe a également mis un pied en Italie en créant une filiale commune (COGEFIM) avec la COGEFAR, leader des travaux publics dans la Botte.

Laforce a aussi le vent en poupe et table sur un bénéfice net (part du groupe) en hausse d'au moins 16 % à 1,88 milliard de francs pour un chiffre d'affaires accru de 10 %.

L'accroissement des profits serait de 32 % pour les Ciments français, avec un résultat consolidé de 760 millions de francs, dont les dirigeants écartent résolument la possibilité d'un retournement conjoncturel brutal.

En plein redressement, Dumez ne fera cependant pas aussi bien avec un bénéfice (part du groupe) qui, d'après la société de Bourse D. Phi-

lippe, serait de l'ordre de 430 millions de francs (+ 18 %). Mais la société a dû constituer d'importantes provisions (350 millions) pour toute éventualité sur les grands chantiers parisiens.

Dumez, enfin, a pris le contrôle de GMT-Entrepose en retenant dans Valinco actionnaire majoritaire de ce groupe.

Le bénéfice (retraité) de Poliet, qui a pris le contrôle de Vachette, pourrait atteindre 640 millions de francs (+ 41 %). 1989 serait, dit-on, une année faste pour la société.

Tout va si bien dans le bâtiment que le déficit de Maisons Phénix pourrait ne s'élever qu'à 20 millions de francs (au lieu des 50 millions prévus). L'équilibre devrait être retrouvé en 1989.

Numéro deux du BTP depuis son rapprochement avec Campeon, la SGE (55,66 % Générale des eaux) a poursuivi son redressement. En raison des diverses opérations d'absorption, son résultat consolidé

sera tout juste équilibré. Mais la société mère sera bénéficiaire (150 millions de francs, contre 203 millions de pertes). Dès 1989, le groupe reviendrait dans le noir avec un résultat compris entre 100 et 150 millions de francs.

Soul Bouygues ne tiendra sans doute pas ses promesses avec un résultat (part du groupe) peu différent du précédent (485 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 53,7 milliards (+ 7 %). Le groupe continue de digérer ses acquisitions. Mais ses ressources sont considérables. Elles sont évaluées à 13,7 milliards de francs, dont 3,7 milliards disponibles en trésorerie. Bouygues a pris pied en URSS en créant une société d'économie mixte en vue d'y construire un vaste complexe hôtelier et médical.

Des rumeurs ont été repérées à l'automne en train de faire une cueillette précipitée d'actions en Bourse. Mais ils n'ont pas été identifiés. Robert Maxwell « pour aider son [ami] en difficulté » a racheté 5 % du capital.

Valeurs	Fin 1987	Plus haut	Plus bas	Fin 1988
Auxiliaire d'entreprises	851	1 169	668	1 025
Bouygues	959	995	402	606
Ciments français	875	1 199	684	1 190
Colas	1 779	2 260	483	736
Dumez	542	793	400	769
GMT-Entrepose	397	857	302	807
Laforce-Coppée	1 270	1 450	960	1 409
Maisons Phénix (1)	46,20	77	30	58
Poliet	445	600	331	594
SGE	32,95	197,50	170,50	176,70
Spie Batignolles	346	480,20	260	433

(1) Emission au pair (50 F). Une nouvelle pour deux anciennes. Droit : 5,85 F.



مركزنا من الأصل

LES PLACES ÉTRANGÈRES EN 1988

Une année de feu

L'« Hiroshima » financier prédit par la nouvelle race d'augures sortis de la crise n'a pas eu lieu, ou pas encore. A sa place de nouveaux records sont tombés : un record de convalescence avec un trimestre pour effacer les dernières traces du krach ; des records d'altitude ; un record mondial enfin de capitalisation (2 800 milliards de dollars).

Même s'il n'est pas arrivé en tête du palmarès, le Kabuto-Cho a été dans l'échappée boursière de l'année et a décroché une magnifique troisième place avec 36 % de hausse. Surprenant ? Pas vraiment.

Le stoïcisme et le fameux consensus japonais ont des limites, qui ne sont pas loin d'être atteintes. Derrière l'expert de la banque Shearson-Lehman, Et, avec la crainte diffuse d'un dégellement de l'épargne japonaise, quelques-uns prédisaient un bain de sang. Bien à tort. La bourse nipponne démarra littéralement sur les chapeaux de roue pour enregistrer, dès le 7 janvier, la deuxième plus forte hausse de son histoire (+1 215,22 points).

Ce qui n'empêcha pas les Cassandre de récidiver. Selon eux, l'asphyxie des Tokkims, ces sociétés chargées de valoriser très vite la trésorerie des entreprises, était inévitable. L'heure de vérité devait sonner le 31 mars avec la mise à plat des moins-values latentes héritées du krach. Mais pour éviter cette Berezina, les autorités financières assouplissent les règles comptables applicables aux fonds communs de placement et, on n'en parla plus. Début avril, la colossale position acheteur (montant du découvert) de 310 milliards de francs était débouclée sans aucun problème.

Mieux ! Le Kabuto-Cho, qui, dans l'intervalle, poussé par une économie qualifiée de « rugissante », avait déjà rattrapé la moitié de son retard et se hissait, le 14 avril, à un niveau historique (27 000 points). En même temps, les statistiques tombaient, confirmant que Tokyo était devenue, en 1987, la première place mondiale. Ensuite, l'ascension triomphale du marché nippon fut à peine interrompue par la réunion du G-7 et la rechute du dollar. L'« endaka » (appréciation du yen par rapport au dollar) avait beau atteindre 50 %, les opérateurs n'avaient d'yeux que

pour la consommation intérieure devenue frénétique. Un nouveau record était battu en mai pour la fête de l'empereur. En juin, l'analyse économique résolument optimiste de la Banque du Japon poussait les cours encore un peu plus haut. Quand même, la Bourse de Tokyo enregistra quelque revers de fortune en juillet.

La grave maladie de l'empereur jeta un froid et, à peine les premières règles anti-influentes édictées, qu'éclata le scandale de

Valeurs	Cours fin 1987	Cours fin 1988
Akt	411	538
Bridgepoint	1 150	1 368
Cazen	925	1 498
Fuji Bank	3 630	3 640
Iseda Noya	2 430	2 430
Mitsubishi Electric	2 090	2 540
Mitsubishi Heavy	520	1 000
Sony Corp.	4 750	7 170
Toyota	1 840	2 540

Recrut Cosmos. Le marché s'en remit très vite... jusqu'à l'annonce de la cessation de la guerre Irak-Iran. La peur d'une hausse des prix du pétrole fut la plus forte et calma le jeu. Pas longtemps. Début août, une nouvelle reprise s'amorça. Et l'on apprit que le Japon comptait 20 millions de petits actionnaires (+13,4 %). La hausse du taux d'escompte américain mit toutefois un terme à cette boulimie de hausse.

Dans l'attente de l'élection présidentielle américaine, la Bourse de Tokyo pûtina en septembre et en octobre. La victoire de George Bush lui redonna des ailes et du ressort qu'entretenaient encore les résultats époustouflants de l'industrie électronique.

Le 16 novembre, la Diète japonaise vota la réforme capitale, qui, le 1<sup>er</sup> avril 1989, dotera le Japon d'un système fiscal enfin moderne. Le 7 décembre, pour la première fois de l'histoire, l'indice Nikkei atteignit et franchissait la barre des 30 000 points. Revenu en-deçà, le repassa au-delà pour battre tous ses records d'altitude le 28 décembre. Après tout placée sous le signe du dragon, 1988 n'a-t-elle pas été une année de feu ? D'après Nomura, la hausse de Tokyo a toutes les allures d'une évidence scientifique. Tous les dignitaires sont, paraît-il, au vert et, « si les prévisions sont correctes », ajoute-t-on encore, 1989 sera encore brillante. Affaire à suivre.

Dans le brouillard

Le krach d'octobre 1987 aura plongé la City dans un brouillard tel qu'elle n'a pas réussi à s'en dégager de toute l'année. La progression de l'indice FT a été légèrement supérieure à 5 %, ce qui a été nettement insuffisant pour effacer les pertes du « lundi noir ». Le baromètre de cette place n'a eu effet encore 20 % au-dessous de son niveau atteint le jeudi 15 octobre 1987 (1 812,9), dernière séance avant celle du 19 octobre.

L'année entière fut terne et sans entrain, même si un timide relèvement durant l'été vint rompre cette grisaille. L'indice FT atteignit son plus haut niveau le 8 août, en clôturant à 1 514,7. Mais, l'aggravation du déficit de la balance des paiements courants, ainsi que celle des échanges extérieurs, associés à la

	Cours fin 1987	Cours fin 1988
Beecham	438	464
Bovater	352	406
BP	257,9	251 1/2
Charter	308	400
Conoco	331	261
De Beers (*)	9 1/2	10 7/8
Free Gold (*)	43 3/8	7 7/16
Glaxo	92	10 47/64
GUS	17 1/8	16 1/8
ICI	10 51/64	10 5/32
Reunert	491	514
Shell	460	3/32
Unilever	400	425
Vickers	156	140
War Loan	37 15/32	39 1/2

(\*) En dollars

forte remontée de l'inflation et à celle des taux d'intérêt reprendront rapidement le dessus plongeant à nouveau la City dans la torpeur. L'année a été dominée par la bataille entre les prises de contrôle du géant du chocolat et de la confiserie, Rowntree. Les deux groupes déposaient leurs projets d'offre en avril et la victoire revint à Nestlé avec une proposition de 2,1 milliards de livres (23 milliards de francs). Dans le secteur agro-alimentaire, une autre bataille opposait Grand Metropolitan et Pernod-Ricard pour le rachat d'Irish Distillers. Le groupe français l'emporta sur le terme d'une série de rebondis-

Des OPA démesurées

ANNÉE en demi-teinte à Wall Street, où les séquences du krach d'octobre 1987 ont été nombreuses, entraînant une modification du comportement des investisseurs, qui ont redoublé de prudence. L'indice Dow Jones n'aura finalement progressé que de 11,8 % sur l'année, contre 4 % précédemment. Le baromètre de la place new-yorkaise n'aura pas réussi à retrouver le niveau des 2 246,74 auquel il était arrivé à la veille du célèbre « lundi noir ».

Le 20 janvier, le Dow Jones (composé de son plus haut niveau (1 874,19) dans un marché nerveux, inquiet de l'effondrement du dollar et persuadé de l'imminence d'une récession de l'activité économique. Durant tout le premier trimestre, l'hésitation sera alors de mise. Au début du mois d'avril, à la veille de la réunion du G7 (groupe des sept ministres des finances des pays les plus industrialisés du monde), l'optimisme semblait revenir, entraînant une fermeture du dollar et une hausse des cours des actions. Le mouvement de détente sur les taux d'intérêt, la conviction des opérateurs que la Réserve fédérale continuerait à alimenter l'économie en cas de besoin et la hausse attendue des profits étaient autant de facteurs encourageants.

Valeurs	Cours fin 1987	Cours fin 1988
Alcoa	46 3/4	55
ATT	27 1/8	28 7/8
Bioing	37 3/8	59 3/4
Chase Man. Bank	22 1/8	28 5/8
De Pont de Nemours	57 3/8	88 1/2
Santa Fe	46 5/8	45 3/4
Exxon	38 1/4	45 1/8
Ford	75 1/2	50 3/4
General Electric	44 1/4	44 5/8
General Motors	61 3/8	85 1/4
Goodyear	59	51 1/2
IBM	115 5/8	122 1/4
ITT	45	50 1/2
Mobil Oil	39 1/8	45 3/4
Pfizer	28 1/2	31 1/2
Schlumberger	28 7/8	33
Texaco	37 3/8	50 5/8
UAI Corp. ex-Allegis	71 1/2	106 1/2
Union Carbide	28 1/8	25 3/4
USX	28 1/2	29 1/8
Westinghouse	49 3/4	52 1/8
Xerox Corp.	56 5/8	59 1/4

Division par 2.

Malgré cela, certains experts continuent de jouer les rabat-joie. Dans son édition du 5 avril, le Wall Street Journal publiait alors un graphique inquiétant. Celui-ci établissait une comparaison entre l'évolution du Dow Jones après le krach de 1929 et celle d'après octobre 1987.

Le parallèle était saisissant. Après l'effondrement des cours du jeudi noir de 1929, l'indice américain avait repris son mouvement de hausse. Il avait regagné la moitié de ses pertes en avril 1930. Il rechutait ensuite pendant les deux années qui ont suivi, plongeant les États-Unis et le reste du monde dans une grande dépression. « Il ne s'agit que d'une analyse graphique », commentait alors le journal américain.

Le 14 avril, après l'annonce d'un mauvais résultat du commerce extérieur (13,8 milliards de déficit en février), le dollar chutait fortement et le Dow Jones perdait 101 points (4,8 %). Les investisseurs redoutaient alors une hausse des taux. Deux mois plus tard, le 14 juin, sortant d'une longue période d'apathie, Wall Street saluait l'amélioration de la balance commerciale d'avril, ramené à 9,9 milliards de dollars. L'indice Dow Jones gagnait 25 points. Quelques jours plus tard, les déclarations optimistes des sept chefs d'État et de gouvernement des pays les plus industrialisés, réunis à Toronto, confortaient le mouvement de hausse. Les perspectives de récession s'éloignaient alors pour être remplacées par celles d'une croissance soutenue.

Mais une nouvelle source d'inquiétude surgissait. Cette reprise de la croissance ne risquait-elle pas d'être accompagnée d'une reprise de l'inflation ? Face à cette crainte, le 9 août, la Réserve fédérale décidait d'augmenter d'un demi-point son taux d'escompte, le portant à 6,5 %.

Places	Fin 1987	Fin 1988	%	Plus haut	Plus bas
Amsterdam	67	106,20	+58,5	106,20	66,20
Breuxelles	3 653,50	5 334,42	+46,3	5 334,42	3 688,35
Tokyo	1 725,83	2 357,03	+36,6	2 357,03	1 698,44
Frankfurt	1 299,70	1 654	+27,2	1 654	1 287,90
Milan	487,99	590,80	+21,1	593,43	423,91
Zurich	474,40	555,80	+17,3	561,80	458,10
Hongkong	2 302,75	2 696,44	+17,1	2 772,53	2 223,56
New-York	1 938,83	2 166,61	+11,8	2 183,50	1 879,14
Londres	1 373,38	1 447,10	+5,4	1 514,70	1 349,40

La divine surprise

APRÈS deux années de baisse, les Bourses allemandes ont retrouvé leur mordant. En moyenne, elles ont monté de 27 %, ne laissant ainsi presque plus rien apercevoir des dégâts laissés par le krach. Frankfurt, la première d'entre elles, n'a cependant pas réussi à décrocher un accessit au palmarès. Elle arrive au quatrième rang seulement. Une déception ? Bien au contraire. Sur fond de grèves et de chômage, mais aussi de croissance ralentie, l'année n'avait pas bien commencé.

D'une façon générale, les pronostics n'étaient pas favorables outre-Rhin, et les marchés paraissent avoir un sérieux handicap. Toutefois, dès février, la reprise était au rendez-vous et, malgré une évolution très contrastée des cours durant le printemps, la hausse atteignait déjà 16 % au début de l'été. La décision, prise en juillet par la Bundesbank de relever ses taux directeurs, n'eut pas d'autre effet que de stopper le mouvement pendant quelques semaines. L'avance reprit à l'automne. Et passées les élections présidentielles américaines, les Bourses allemandes accélèrent la cadence pour ne lever le pied qu'à la veille des fêtes.

Même si les plus hauts niveaux atteints en 1986 n'ont pas été retrouvés, jamais depuis trois ans Frankfurt n'avait manifesté un pareil allant. Les experts, il est vrai, s'étaient lourdement trompés. De 1 %, les prévisions de croissance pour la RFA sont passées à 2 %, à 3 % et 3,5 %. Et crédits au départ de résultats très médiocres (5 % de baisse en moyenne), les entreprises se sont soudain retrouvées porter pour 1988 des espérances de profits en augmentation de 10 %. Avec la hausse du dollar à la fin du printemps, la reprise disposait alors de tous les ingrédients pour se développer.

Les investisseurs étrangers en ont été l'un des instruments, dont le poids, malgré la diminution, reste important (20 % des transactions). Favorisé par la sévère évaluation des actions allemandes, leur retour a été assez remarqué. Surtout, il a déclenché

un véritable sursaut national. Le capitalisme populaire allemand n'a jamais été virulent. La République fédérale ne compte en effet que 1,6 million de petits porteurs contre 10 millions en Grande-Bretagne et 9 millions en France. La raison en est que les lois régissant les marchés outre-Rhin sont vieillottes, laissant peu de place à l'initiative privée.

Reste que, « divine surprise », durant le premier semestre les particuliers allemands se sont précipités et ont racheté les trois quarts des actions que les étrangers avaient vendues pendant les mois de crise. Leur concours actif a en quelque sorte contrebalancé l'absence d'OPA, aiguillons des marchés occidentaux, mais dont la pratique est inconnue en RFA.

De l'avis de tous les établissements financiers (Deutsche Bank, Dresdner Bank, Paribas...), la reprise ne fait que commencer. En dépit de l'amélioration constatée, le retard est encore patent

Valeurs	Cours fin 1987	Cours fin 1988
AEG	190,20	198,50
ASFA	265,50	263,50
Bayer	263,50	309,30
Commerzbank	214	234,20
Deutschebank	388	564,40
Hochtief	258	307,50
Karstadt	427	384
Mannesmann	101,10	213
Siemens	357	542,80
Volkswagen	224,50	351,50

avec les autres places. Les promesses d'expansion outre-Rhin pour 1989 (2 %), sont de nature à soutenir le rythme des achats. Le « papier », curieusement, fait défaut.

Enfin, les Bourses germaniques vont à leur tour vivre leur révolution culturelle. Fin novembre, le ministre des finances, M. G. Stoltenberg, a présenté un projet de loi, qui devrait permettre l'ouverture, fin 1989 ou début 1990, d'un marché à terme en Allemagne fédérale où ce type de transaction est pour l'instant impossible avec l'interdiction faite à la spéculation de perdre sur un contrat de « futures ». Ce projet, qui devrait être adopté au début de l'année prochaine, prévoit aussi des assouplissements en faveur des valeurs étrangères.

Le rétablissement

(Suite de la page 17.) Jugés comme des bons points pour la majorité, la libération des otages au Liban et le coup de force d'Ouvéa pour libérer les gendarmes emprisonnés dopèrent le marché. Il fallait que la hausse soit bien accrochée.

La réélection du président Mitterrand n'occasionna qu'un très bref mouvement d'humeur. « La Bourse n'a rien à craindre du second tour », affirma alors M. Xavier Dupont, ex-syndic et président de la SBF. L'entendit-elle ? En tout cas, la progression reprit à toute allure, comme la chasse à l'« opéable ». La désignation de M. Rocard au poste de premier ministre, l'ouverture sur les centristes et le retour de M. Bérégovoy Rue de Rivoli : toutes de raisons qui poussèrent les investisseurs à reprendre les chemins de la Rue Vivienne. « En mai fais ce qu'il te plaît », assure le dicton. Et la Bourse reprit son ascension (+ 4,75 %). Dès lors, rien ne semblait plus pouvoir l'arrêter. En tout cas pas la détérioration de la balance commerciale. Le marché eut tout juste un hoquet après la découverte du plus grand scandale boursier de la place de Paris, à savoir le trou de 613,7 millions de francs (500 millions dans une première estimation) creusé dans la grosse caisse de l'ex-Chambre par des opérations malheureuses sur le MATIF. M. Dupont n'avait plus qu'à s'en aller.

Déjà, un peu partout, des rumeurs insistantes laissaient entendre que l'expansion économique dans le monde serait plus vive que prévu en 1988. La Bourse y trouva un puissant réconfort. La liquidation de juin fut somptueuse (+ 12,9 %). En fin de mois, les blessures laissées par le krach étaient presque cicatrisées. Le CAC, lui, frôlait la cote 369,6 abandonnée le 16 octobre 1987. Moment, à combien historique, car en même temps disparaissait l'unique groupe de cotations où les dernières valeurs françaises du RM étaient encore cotées à la cote.

Essouffie, la Bourse campa deux mois durant sur ses positions avant de changer de rive. Les turbulences monétaires et la remontée des taux aux États-Unis perturbèrent en effet au début de l'été l'ascension rapide des cours. Une

occasion que M. Bernard Arnault (groupe Agache) saisit pour devenir, avec le britannique Guinness, le premier actionnaire de LVMH. « Le marché peut tout aussi bien monter que baisser », affirmèrent alors sentencieusement les augures. Les liquidations de juillet et d'août furent néanmoins légèrement positives (+ 0,5 % chacune). Sur la confirmation, venue de tous les pays occidentaux, d'une expansion plus musclée, la Bourse se décida, début septembre, à reprendre son avance. Les investisseurs étrangers et la clientèle des particuliers s'en mêlèrent et la rentrée fut spectaculaire.

Pendant neuf semaines d'affilée, la hausse ne s'arrêta pratiquement pas un instant et les « opéables » menèrent le bal. Le fantôme du krach ne réussit pas à faire passer un frisson. Les liquidations de septembre et d'octobre passèrent comme un rêve. Les résultats semestriels des entreprises étaient, il est vrai, somptueux. A la veille des élections américaines, le marché avait grimpé de 14 % en deux mois. La baisse du dollar, la crainte, puis la hausse des taux et les conflits sociaux l'incitèrent, cependant, à modérer ses ardeurs. Pendant un mois, il mit la pédale douce. La « trêve des confiseurs » avant l'heure en quelque sorte. Mais la Bourse ne dormait que d'un œil.

Contre toute attente, une reprise de Noël se produisit et l'indice CAC franchissait le cap des 400 points, perdu de vu depuis le 12 octobre 1987, pour arriver à 12 % de son plus haut niveau de tous les temps. De nombreux augures consultant déjà les astres et prédisant que 1989 sera un excellent cru. La convalescence sera-t-elle suivie d'une remise sur pied ? Quelques-uns parient sur 15 % de hausse d'ici le 31 mars. Une chose est certaine : bien que ralentie, la croissance économique pour 1989 sera encore forte. L'INSEE est formel. Mais ce n'est pas la panacée et beaucoup Rue Vivienne préfèrent ne pas vendre trop tôt la peau de l'ours. En jargon boursier américain, ours, c'est-à-dire « bear » signifie baisse. Alors...

(1) Calculé sur le CAC 40 (base 1000 : 31 décembre 1987).



(Publicité)

# «IL Y A PLUS DE TERRE PROMISE QUE DE TERRAIN GAGNÉ.»



*Bicentenaire de la Révolution Française*

MISSION DU BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.

Toutes les histoires sont l'histoire du passé... L'histoire de la Révolution est l'histoire de l'avenir. La Révolution a conquis en avant... Il y a dans ce qu'elle nous a apporté encore plus de terre promise que de terrain gagné; et à mesure qu'une de ces conquêtes faites d'avance entrera dans le domaine humain, à mesure qu'une de ces promesses se réalisera, un nouvel aspect de la Révolution se révélera... Quand cet ensemble sera-t-il complet? Quand le phénomène sera terminé: c'est-à-dire quand la révolution de France sera devenue... d'abord révolution d'Europe, puis révolution de l'homme; quand l'utopie se sera consolidée en progrès, quand l'ébauche aura abouti au chef-d'œuvre; quand à la coalition fratricide des rois aura succédé la fédération fraternelle des peuples, et à la guerre contre tous, la paix pour tous. Impossible, à moins d'y ajouter le rêve, de compléter dès aujourd'hui ce qui ne se complètera que demain, et d'achever l'histoire d'un fait inachevé, surtout quand ce fait contient une telle végétation d'événements futurs... Rien de plus colossal. Le total échappe... La Terreur est un cratère, la Convention est un sommet. Tout l'avenir est en fermentation dans ces profondeurs.

**VICTOR HUGO**

ACTES ET PAROLES, 1875

REVUE INTERNATIONALE

مكتبة من الأصل

# Culture

## MUSIQUES

« Le Couronnement de Poppée » au Châtelet le 9 janvier

### Les tribulations d'un Monteverdi

Il y a quelques années, la rumeur s'était répandue : le Couronnement de Poppée — au Châtelet, dès le 9 janvier — ne serait pas l'œuvre du grand musicien italien.

A l'approche des représentations du Couronnement de Poppée qui ouvriront la saison lyrique du nouveau Châtelet, Denis Morrier fait le point sur le labyrinthe des sources et le dédale des versions dans un numéro spécial de l'Avant-Scène (1) qui multiplie les approches de ce chef-d'œuvre.

Rien n'est plus sûr dans cette affaire (si ce n'est le génie d'un musicien qui, s'il n'est pas Monteverdi, serait au moins aussi grand que lui, comme le « faux » et le « vrai » Shakespeare !). Trois catalogues d'opéras vénitiens du dix-septième siècle assurent pourtant que le Couronnement de Poppée (sur un livret de Busenello) fut donné au Théâtre San Cassiano (le premier théâtre lyrique public et payant de Venise) en 1643 ou 1642, et repris en 1646 ; mais les trois recueils se pillent et se recopient volontiers, et le premier, celui de Cristoforo Ivanovich, est truffé d'erreurs.

Jusqu'en 1888, c'est tout ce qu'on sut de cette œuvre. A cette époque, le bibliothécaire de la collection Contarini à Venise révéla l'existence dans ses placards d'un manuscrit du Couronnement attribué à notre musicien, accompagné de nombreuses partitions de Cavalli.

#### Labyrinthe infernal

Joie, pleurs de joie, un nouveau chef-d'œuvre nous était donné, celui d'Indy, Casali, Van den Borren, Westrup faisaient connaître dans des réalisations diverses.

Hélas ! une découverte nouvelle en 1930 allait brouiller les certitudes : on dénicha au conservatoire de Naples une deuxième copie, du dix-septième siècle, mais présentant d'importantes différences avec la première et jetant un doute sur l'attribution de l'œuvre à Monteverdi.

## CALENDRIER

Bychkov et les Labèque à Pleyel. — Les sœurs les plus célèbres du piano dans le Concerto KV 365 de Mozart. Et qui sera le troisième dans le Concerto pour trois claviers de même ? Semprich Bychkov, nouveau patron de l'Orchestre de Paris, qui fait ainsi, sous la double casquette de chef et de pianiste, une entrée en fonction bien sympathique (également au programme, la Symphonie « Ecossaise » de Mendelssohn). \* Les 4, 5 et 6, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-66.

Restropovitch pour l'Arménie à l'Opéra de Paris. — Le violoncelliste exilé joue gratis, pour les sinistrés d'Arménie, les concertos de Haydn, de Boccherini, les Variations sur un thème de Tchaïkovski, avec l'Ensemble orchestral de Paris dirigé par Alain Lombard. Concert organisé conjointement par l'Association Acanthes, l'Union générale arménienne et le ministère de la culture. Places : de 100 F à 1 000 F. \* Jeudi 5, 20 h 30. Tél. : 40-17-33-33.

Espace musical à la Cité universitaire. — Il y a les « jassos-parleurs » de Serge de laubier, les comédies musicales fragmentées de José Augusto Mannis, les images vivantes et les paysages oniriques de Rémi Dury... C'est un nouveau style de mise en espace de l'électro-acoustique, dû à François Rancillac. C'est titré Puce Muse et ça vaut un peu de curiosité. \* Du 6 au 15, Fondation Deutsch-de-La-Meurie, 21 heures. Tél. : 69-45-74-00.

Messiaen par l'ONF aux Champs-Élysées. — Suite d'un quatre-vingtième anniversaire sans cesse recadré, l'hommage de l'Orchestre national de France à Olivier Messiaen : Offrandes oubliées, Ascension, Hymne, Poèmes pour Mi (par la soprano Phyllis Bryn-Julson). Le tout sous la direction de Gary Bertini. \* Samedi 7, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

Duchâble au Rond-Point. — Un pianiste français qui aime à faire parler de lui mais qu'on est bien content de reconnaître : Chopin de prédilection (Fantaisie, Préludes). \* Dimanche 8, Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-56-60-70.



Poppée, Néron, Sénèque, Octavie et Othon costumés par Patrice Cauchetier pour la nouvelle production de Châtelet, mise en scène par Pierre Strasser

Les deux partitions étaient chantées ; elles ne portaient aucune trace de l'écriture manuscrite du musicien ; les pièces instrumentales y étaient beaucoup plus grandes. Plus grave : la basse de l'ouverture vénitienne était identique à celle d'un opéra de Cavalli créé en 1645 ; il y avait d'« indéniables parentés » entre la partition du Couronnement de Poppée et celle de la Finta Pazzo de Sacchi (1641) ; et le duo final. Par il miro, ne figure pas dans le livret original de Busenello, mais provient d'un opéra de Benedetto Ferrari de 1640 !

Il n'en fallait pas plus pour que certains amateurs de sensationnel « découvrent » Monteverdi pour attribuer les lauriers à l'un de ces outsiders, l'hypothèse la moins farfelue étant celle de Cavalli, très grand compositeur et élève du maître.

Cet accès de fièvre pseudo-musicologique passé, la conclusion de Denis Morrier paraît sage : « On pense aujourd'hui que ces deux partitions (Venise et Naples) sont en fait les copies largement réaménagées d'une partition perdue, à savoir le manuscrit original ayant servi aux premières représentations de 1642 et pour lequel on admet l'attribution traditionnelle à Monteverdi. La copie vénitienne correspondrait ainsi à une production postérieure à la mort de Monteverdi, en 1643 (peut-être celle de 1646), pour laquelle on aurait introduit des pièces issues d'autres œuvres ».

## JAZZ

Charles Tolliver au Magnétic Terrace

### Les trompettes de Saint-Petersburg

Trompettiste né en Floride, compositeur, Charles Tolliver est également producteur indépendant et un musicien à l'équilibre implacable.

C'est une idée à laquelle on s'est mal à se rendre : les trompettistes marquent la Floride (sud profond, terre du blues, des prisons, des oranges) comme les ténors marquent le Texas. Territoires balisés par l'esprit des formes et des sons, allez savoir pourquoi... On repère aussi, évidemment, une belle brochette de bassistes et d'altistes, quelques pianistes, sans doute. Mais Fats Navarro, « Fats », la grosse fille, « Fat girl », le Rimbaud de ce que la trompette peut avoir de plus pur, est natif de Key-West comme Blues Mitchell l'est de Miami ; Arthur Whetsol, l'ami d'Ellington, vient de Punta-Gorda (drole de nom pour une ville !). Nat Adderley de Tampa et Idrees Sulieman de Saint-Petersburg (Saint-Petersburg, Floride...), pas bien loin de Jacksonville où est né Charles Tolliver.

Il aurait probablement mesuré à bien ses études de pharmacie (Howard University, Washington) si, pour ses huit ans, sa grand-mère n'avait eu l'imprudente idée de lui offrir son pas que officine avec panoplie d'apothicaire, mais une trompette. La trompette et le destin, pour l'heure c'est tout un, le coedant à New-York où il entre en profession avec Jackie McLean (le Monde du 22 novembre 1988). On le retrouve vite dans l'équipe des Jazz Messengers, signe de qualité et de création (Art Blakey est un extraordinaire découvreur de

alors en vogue. L'artisan de cette tardive production pourrait être Cavalli lui-même.

Denis Morrier conclut toutefois philosophiquement : « Il est temps de sortir de ce labyrinthe infernal ! La polémique des sources et de la paternité de l'œuvre est bien loin d'être close, et ce qui a été dit ici ne sera sans doute plus valable demain ».

Mais si la guerre s'apaise pour quelque temps sur les origines, elle fait toujours rage quant au traitement à infliger à la partition pour monter l'opéra. Comment aménager ces quelques quatre heures de musique, représentées uniquement sur la partition par deux portées, l'une pour le chant, l'autre pour la basse continue ?

L'histoire de ces versions, fort nombreuses en moins d'un siècle, est passionnante et surprenante : la même œuvre a été jouée dans les jardins Boboli de Florence, en 1938, par un orchestre à la Richard Strauss (quatre cors, deux trompettes, trois trombones, tuba, deux harpes, etc.) et en 1980 à la Fenice, par Alan Curtis, sans un seul instrument à vent !

La réalisation scintillante de Raymond Leppard pour Glyndebourne, en 1962, a été écartée par le mépris des musicologues, au point qu'on la croyait morte. Mais elle reste la séduction même, et c'est elle qui va revenir au Châtelet, lundi prochain, d'autant plus que Nikolaus Harnoncourt, moins homme d'affaires, a toujours refusé de publier sa propre édition — considérée comme la plus

fidèle à un original largement problématique, — protestant avec modestie qu'il n'avait pas à « pérorer » une interprétation personnelle.

Ces querelles au nom de l'authenticité ne sont pas près de fléchir, d'autant que Philippe Boesmans nous prépare pour le mois de mai à la Monnaie de Bruxelles, temple de la modernité au-dessus de tout soupçon, une version avec piano, marimba, vibraphone, harmonium, synthétiseur et clavier, pour ne parler que des claviers, qui sera mise en scène par Luc Bondy, chevalier, on le sait, des reconstitutions historiques les plus strictes...

Et comment reprocher à Raymond Leppard les libertés de son adaptation, qui appartiennent à « une époque et à une esthétique définitivement révolues », alors que la Poppée de Pierre Strasser sera habillée à la Ave Gardiner, Néron comme un jeune juvénat bisaccharien et Sénèque sanglé dans un imperméable prussien (costumes de Patrice Cauchetier) ?

Il faut que le génie du présumé Monteverdi soit bien grand pour résister à tant d'assauts.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) L'Avant-Scène, n° 115, décembre 1988, 186 pages, 80 F. Livret original intégral (de Venise), traduit par Michel Orcel, avec un commentaire littéraire et musical de Pascale Saint-André. Articles et témoignages de Nanie Beugnot, Jacques Joly, N. Harnoncourt, R. Leppard, G. Leomhardt, René Jacobs, Pierre Strasser, etc.

## CINÉMA

« Navigator », de Vincent Ward

### Le rêve du somnambule

Une fable antinucléaire co-produite par la Nouvelle-Zélande et l'Australie

Dans des paysages extrêmement rudes, un pays de montagnes grises tachées de neige blanche, creusées de grottes insaisissables. Un Moyen Âge très pieux et très superstitieux. Dans un village sauvage complètement isolé, vit un jeune somnambule. Son frère est parti à l'extérieur où, dit-on, les gens meurent par centaines de peste bubonique. Le voilà qui revient, qui confirme l'horreur et en donne le remède : hisser une croix sur une cathédrale qui se trouve de l'autre côté de la Terre. Et comme en ce temps-là, elle était plate, ça ne fait pas si loin, pensent les villageois. On doit pouvoir y arriver, d'autant plus que le gamin somnambule fait un rêve récurrent dans lequel il voit un gouffre et une cathédrale, un homme qui tombe, le reflet d'une croix dans l'eau.

Le film de Vincent Ward, Navigator, coproduit par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, couvert de prix (six en Australie, un à Munich) a été présenté au dernier Festival de Cannes, probablement à cause des photos, très soignées, très belles. Mais l'histoire est vraiment bigote : le jeune somnambule emmène son frère et quelques villageois dans son rêve. Ensemble ils abouissent dans une mégapole actuelle, la nuit. Pendant cette nuit-là, ils doivent hisser la croix. A voir la facilité avec

Penser l'interprétation de la musique ancienne

### Boulez s'en va-t-en en guerre

Pierre Boulez rouvre le débat, dans la revue InHarmoniques, de l'interprétation de la musique ancienne et cela au moment précis où l'on édite trois interprétations du Clavier bien tempéré sur disques compacts.

Dans ce long article (1), il est vrai avant tout consacré à la création, Pierre Boulez fustige les interprètes qui jouent la musique d'hier en tentant de se placer dans les conditions matérielles — instruments, formation, diapason, style — propres à l'époque qui l'a vue naître. Et il n'y va pas par quatre chemins : « L'authenticité est des plus stupides, car on se livre à une sorte de reconstitution conjecturale qui change au gré des années et des découvertes encyclopédiques (...). Il n'est pas sûr qu'on eût tellement fait plaisir à l'auteur (...) en rétablissant des conditions d'exécution qui ne devaient pas absolument le satisfaire (2) ». Nous les affublons d'une paralysie génétique qui fausse le sens profond de leur œuvre et de leur action (3). On en arrive ainsi à une mémoire stérile à force de tendre à l'authenticité ».

Ces arguments, on les connaissait de longue date, mais on pensait qu'ils appartenaient à un passé révolu. Fallait-il continuer à interpréter la Passion selon saint Mathieu de Bach comme le Requiem allemand de Brahms, Didon et Enée de Purcell comme Tristan et Isolde de Wagner, jouer Couperin au piano et massacer nos plus belles orgues en les électrifiant ou en leur ajoutant des jeux censés les rendre compatibles avec trois siècles de musique ?

Il est un fait indéniable : les interprètes qui, aujourd'hui, pensent la musique en termes d'interprétation se recrutent le plus souvent parmi les tenants de ce que Boulez appelle l'authenticité, et en tout cas plus chez les adeptes du contemporain. Leur reprocher de se pencher sur les manuscrits originaux et non sur les partitions imprimées, souvent fautives, de lire les traités en circulation à l'époque à quelque chose de surréaliste. Leur reprocher le caractère éblouissant de leurs « découvertes » est un non-sens puisque les « baroques » déscralisent l'interprétation — et l'interprète — rejetant au loin l'idée même de tradition interprétative. Ce qui devrait plaire à Pierre Boulez, qui affirme à juste titre : « Il n'y a pas de tradition, mais seulement une chaîne d'individus qui se sont servis réciproquement de modèles ou de repoussoirs ».

Hier tout-puissant, l'interprète redevient le praticien, l'artisan qui décrypte l'écrit pour le rendre au

monde vivant du son. Avec les aléas que cela implique.

Mais, il faut bien reconnaître que tous les interprètes « à l'ancienne » ne sont pas dignes du même intérêt, et que le travail d'un Christopher Hogwood ou d'un Gardiner, pour vouloir trop ménager les deux camps, est à celui de Franz Brüggen ou d'Harnoncourt ce que Daniel Barenboim, Zubin Mehta ou Klaus Tennstedt sont à Wilhelm Furtwängler : un pâle reflet. Les sursuivants sont les sursuivants. Les mélomanes ont choisi leur camp, et des musiciens d'esthétique romantique les rejoignent chaque jour. N'a-t-on pas entendu récemment sur France-Musique Jeffery Tate vanter ce retour aux sources, se disant lui-même prêt à prendre une année sabbatique pour étudier dans ce sens ? Les musiciens du Concertgebouw d'Amsterdam n'ont-ils pas déclaré que depuis que Nikolaus Harnoncourt les avait dirigés, ils ne pouvaient plus se résoudre à jouer Mozart comme avant ?

#### Jeu autoritaire

Et peut-on encore jouer Bach au piano lorsque l'on connaît le travail de sappe effectué par Wanda Landowska dès le début du siècle ? Réécouter son enregistrement intégral du Clavier bien tempéré provoque quelques surprises. Enregistré, au clavier Pleyel, entre 1949 et 1954, ces disques exposent une lecture transparente de la polyphonie, un grand savoir qui s'exprime à travers un jeu autoritaire et contrôlé. Mais Landowska n'oublie jamais tout à fait les applaudissements qui suivent un récital : elle veut plaire. En cela, elle reste romantique. Bien moins cependant que Sviatoslav Richter qui, entre 1970 et 1972, jouait ces préludes et fugues comme du Brahms. Le grand pianiste soviétique met beaucoup de pédale, romantise à l'excès, écrase sous une lecture égocentrique une polyphonie qui ne demande qu'à être énoncée simplement et non projetée pour une salle de deux mille places. Mais le piano conduit à cela. Evidemment l'interprétation de Richter est étonnante, comme pouvait l'être celle de Pablo Casals dans les Suites, mais en quoi est-elle plus actuelle que la lecture de David Moroney enregistrée, l'an dernier, sur une copie de clavier ancien ?

Sous les doigts du jeune claveciniste britannique, la polyphonie des fugues est conduite de façon moins péremptoire que chez Landowska ou Richter, avec moins d'intentions expressives aussi. Ces quarante-huit préludes et fugues perdent leur monumentalité historique et retrouvent une destination première affirmée par Bach lui-même sur la page de titre : « J'ai composé ces préludes et fugues à travers tous les tons et demi-tons... au profit et à l'usage de la jeunesse musicienne avide d'apprendre et aussi pour le passe-temps de ceux qui sont déjà habiles en cette étude ».

Et encore l'œuvre de Bach est-elle suffisamment forte pour résister à toutes les réalisations (voici à Ferruccio Busoni ou au synthétiseur de Wendy Carlos), mais quel amateur pourra encore écouter l'un des deux enregistrements de la Water Music de Haendel par Boulez (le dernier, chez CBS), dirigeant un orchestre symphonique lorsqu'il aura entendu, ne serait-ce qu'une fois, la même œuvre jouée par Nikolaus Harnoncourt et son Consensus Musicus ?

ALAIN LOMPECH.

(1) Lire la quatrième livraison d'InHarmoniques, « Mémoire et création », Christian Bourgois éditeur.  
(2) De Mozart à Ravel, pour s'en tenir à des musiciens du passé, les compositeurs satisfaits de leurs instruments et de leurs interprètes ne manquent pas.  
(3) Est-ce pour cette raison que Boulez et certains de ses amis ont rejoint, autrefois, les compositeurs dont ils ne pouvaient faire les pères de leur esthétique créatrice. Schubert, par exemple. Les « baroques » sont moins sectaires.

**DANSE**

**ANGELIN PRELOCAJ**  
COMPAGNIE PRELOCAJ  
LIQUEURS DE CHAIR

LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4





## théâtre

### Les autres salles

**BATACLAN** (47-09-30-12). ◊ Marché  
des écrivains (22 h).

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22).  
Les Dilectos du baiser : 20 h 30.

**COMÉDIE FRANÇAISE** (40-15-00-15).  
Salle Richelieu. — Fin de partie : 21 h.  
Cyrano de Bergerac : 22 h 15.

**Ondres** : 20 h 15. Nous en fait des amours  
de la déesse : 22 h.

**L'ESPACE EUROPÉEN** (42-63-06-68).  
◊ La Fureur castille d'Orion : 20 h 30.  
Le grand amour : 22 h.

**LE GRAND EDGAR** (40-20-00-09).  
Existe en trois tailles : 20 h 15. Bisc d'or  
pour le tour des oreilles, il vous parle  
22 h.

**LUCIENNAIRE FORUM** (45-44-57-34).  
Théâtre musical. Le Petit Prince : 18 h 45.  
Rendez-vous Américain : 20 h. Théâtre royal.  
Quartier d'été, d'été parsons par  
21 h 30.

**MATHURINS (PETITS)** (42-65-00-00).  
Le Ministre : 19 h.

## BOUTINIERE 412 61 44 14

**POTINIERE** (42-61-44-16). La Froesse : 20 h 45.  
**THEATRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-07-89). *Smile K.O.* Le Tarteuffe : 20 h 50.

**Les cafés-théâtres**

**AU BCC FIN** (42-96-28-35). *Mélie-tai*,  
 ma file : 20 h 30.  
**CAFE D'EDGAR** (43-20-85-11). *Envoyez*  
 la parole : 20 h 15. *Mangueses*  
*d'homme* : 21 h 30. *Jeanine Trachot* a  
 disparu : 22 h 30.  
**EDGAR III** (43-20-85-11). *My name is*  
*Lolita* : 20 h 15. *Super Mathias* :  
 21 h 30.

### *Les concerts*

**CHATELET, THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40).** Martine Dupuy. 12 h 45, lun. Mezzo-soprano. Œuvres de Rossini.

# cinéma

## La Cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT**  
(47-84-24-24)

**Relâche.**

**SALLE GARANCE,**  
**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**  
(42-78-37-37)

Le Cinéma géorgien : la Marâtre Samanidvili (1976, v.o. s.t.f.), d'Edgar Chakhvashvili, 14 h 30 ; les Agoutates (1936, v.o. s.t.f.), de Vladimir Mouzjiri, Elene (1928, v.o. s.t.f.), de Nikolai Chnepelava, 17 h 30 ; le Paradis perdu (1937, v.o. s.t.f.), de David Rondeli, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**  
(42-26-34-36)

**Relâche.**

## Les exclusivités

**JACQUES KERIEF** (Soc. v.a.): 14 Juillet  
Parasme, 6 (43-26-30-00); Cosmos, 6  
(43-44-28-30).

**LES AILES DU DESIR** (Fr.-Al. v.a.):  
Saint-Aurèle des Arts II, 6 (43-26-  
80-25).

**L'AMATEUR** (Pol. v.a.): L'Estropé,  
1 (43-26-80-25).

**LE BACH ET BOTTINE** (Can.): Forum  
Orient Express, 1 (43-23-42-26-2);  
L'Asie, 6 (43-27-84-76); Le Triomphe,  
6 (43-62-43-76); Sept Parassiens, 146  
(43-26-80-25).

**MAGDAS CATE** (A. v.a.): Gaumont La  
Halle, 1 (40-26-12-12); Gaumont  
Opéra, 2 (43-42-60-33); 14 Juillet  
Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont  
Opéra, 6 (43-43-59-19-08); 14 Juillet  
Bastille, 11 (43-27-90-81); Gaumont  
Parasme, 14 (43-35-30-40).

**MESTRE LUCE** (A. v.a.): Forum Hori-  
zon, 1 (43-08-57-37); UGC Odéon, 6  
(43-25-16-30); Pathé Marignan, 6  
(43-25-16-30); UGC Opéra, 6 (43-25-  
59-83); UGC Normandie, 6 (43-25-  
59-83); 14 Juillet, 12 (43-26-20-04); 14 Juillet  
Beaugrenelle, 15 (43-25-79-79); v.f.: Rex, 2  
(43-26-83-93); UGC Monparnasse, 6  
(43-25-59-83); UGC Normandie, 6 (43-25-  
59-83); Le Nation, 12 (43-27-  
04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-  
01-29); Paravente, 12 (43-31-56-36);  
Mistral, 14 (43-05-19-08); 14 Juillet,  
12 (43-26-20-04); UGC Normandie, 6  
(43-25-59-83); UGC Mollin, 17 (43-  
46-06-06); Pathé Wepier, 18 (43-25-  
22-46).

**MICHEL RUCHET DIT LA BOULIE** (Fr.):  
Studio Galmad, 5 (43-54-72-71).

**MICHEL** (A. v.a.): UGC Normandie, 6 (43-  
25-59-83).

**MIRIB** (A. v.a.): 14 Juillet Parassme, 6  
(43-26-38-00).

**CAMILLE CLAUDEL** (Fr.): Gaumont  
Les Halles, 16 (40-26-12-12); Gaumont  
Opéra, 2 (43-42-60-33); 14 Juillet  
Odéon, 6 (43-25-59-83); Bretagne, 6  
(43-22-57-97); Publicis Saint-Germain,  
6 (43-22-72-80); La Pagode, 7 (47-05-  
12-15); Gaumont Camille-Clauadel, 6  
(43-22-72-80); Gaumont Normandie,  
6 (43-20-76-23); Saint-Lazare  
Passage, 6 (43-37-33-43); 14 Juillet  
Bastille, 11 (43-27-90-81); Le Nation,  
12 (43-27-04-67); Eclair, 12 (43-31-  
56-36); Gaumont Opéra, 2 (43-42-  
26-30); Gaumont La Halle, 16 (43-27-  
84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15  
(43-25-79-79); Gaumont Convention,  
15 (43-25-79-79); Gaumont Normandie,  
(43-25-59-83); UGC Mollin, 17 (43-  
46-06-06); Pathé Wepier, 18 (43-25-  
22-46).

**CRUCK BERRY, HAIL HAIL ROCKN  
ROLL** (A. v.a.): Epée de Bois, 5 (43-  
37-57-37).

**COLOMBE DUNDEE II** (A. v.a.):  
George V, 6 (43-62-41-46); Hollywood  
Boulevard, 9 (43-70-10-41); Les Mon-  
parnasse, 14 (43-27-52-37).

**DANS LES TÉNÉBREUX** (Esp. v.a.):  
Parasme, 6 (43-26-30-00).

**DE LA MORT ET DE FUREUR** (Fr.):  
Kieff Logos II, 5 (43-54-43-94).

**DEAR AMERICA** (A. v.a.): Forum  
Orient Express, 1 (43-23-42-26-2);  
George V, 6 (43-62-41-46); Sept Par-  
assiens, 146 (43-20-32-20).

**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-It.  
v.a.): Cinéochs, 6 (46-33-10-82).

**LA DERNIÈRE TENTATION DU  
CHRIST** (A. v.a.): Saint-Germain So-  
ho, 5 (46-33-10-82).

**DISTANT VOICES** (Brit. v.a.):  
Gaumont La Halle, 16 (40-26-12-12);

**ema**

**Saint-André-des-Arts 1, 6** (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-24) ; 14 juillet Bastille, 16 (43-59-90-81) ; Gaumont Parassane, 14 (43-35-30-40) ;

**DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE** (Fr., v.l.) : Lucernaise, 6 (45-45-57-34) ;

**DROWNING BY NUMBERS** (Brit.-v.a.) : Ciné Beaubourg, 33 (42-71-53-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-53-36) ;

**L'ETUIMANTE** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ;

**FANTOMES EN FÊTE** (A. v.a.) : Forum Horizon, 11 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan, 16 (43-59-92-82) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; v.l. : Paramount Optica, 9 (47-62-56-31) ; Funivia, 13 (43-31-56-80) ; Gaumont Aléa, 16 (43-57-12-50) ; Pathé Montparnasse, 16 (43-30-12-06) ; Pathé Clichy, 16 (45-22-46-46) ;

**LE FESTIN DE BARETTE** (Dan.-v.a.) : Utopia Champollion, 9 (45-28-64-63) ; 14 juillet Farnesse, 6 (43-30-12-06) ;

**GOING TO THE SUN** (A. v.a.) : **VIETNAM** (A. v.a.) : Clichés, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ;

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.a.) : Pathé Clichy-Elyées, 8 (47-20-76-23) ; Les Compagnons, 16 (43-30-12-06) ; Les Compagnons, 16 (43-37-52-37) ;

**HAMLET GOES BUSINESS** (Fin., v.a.) : Reflet Lotos, 9 (54-52-34-34) ;

**LE HASARD** (Pol., v.a.) : L'Entrepôt, 16 (45-34-41-43) ;

**LA MONTAGNE LAITIÈRE LA GÈRETE DE L'ETIENNE** (A. v.a.) : Clichés, 6 (46-33-10-82) ;

**FINFARSE D'UN ENFANT GATÉ** (Fr.) : Forum Horizon, 11 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (45-26-82-92) ; UGC Odéon, 16 (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (45-29-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Laurent Piquette, 8 (45-67-82-83) ; Pathé Farnesse, 16 (43-30-12-06) ; 14 juillet Farnesse, 12 (43-43-04-07) ; UGC Lux Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Faureux, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Aléa, 16 (43-57-12-50) ; Pathé Montparnasse, 16 (43-30-12-06) ; Pathé Montparnasse, 16 (43-30-12-06) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-05-42-27) ; UGC Mollat, 16 (45-68-48-48) ; Pathé Wappler, 11 (45-22-46-46) ; Trois Secrétain, 19 (42-06-79-79) ;

**KEYRASA, LE JOUEUR DE FLUTE** (Séché, v.a.) : Utopia Champollion, 9 (45-28-64-63) ; v.l. : Damier, 14 (43-21-01-01) ;

**LA LECTURE** (Fr.) : Lucernaise, 6 (45-44-57-34) ;

**LA MAIN DROITE DU DIABLE** (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 11 (45-59-90-81) ; 14 juillet Bastille, 16 (43-35-30-40) ; Gaumont Parassane, 14 (43-35-30-40) ; v.l. : Hollywood Boulevard, 9 (46-70-10-13) ;

**MARGOT** (Fr.) : Forum Orient (43-30-43-26) ; Pathé Hottentotte, 6 (45-62-79-38) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-93-40) ; UGC Optica, 9 (45-74-93-40) ; UGC Lux Bastille, 12 (43-43-01-59) ; v.l. : Mistr, 16 (43-30-12-06) ; 14 juillet Parassane, 14 (43-30-12-06) ;

**MIDNIGHT RUN** (A. v.a.) : UGC Embarcadere, 16 (43-30-12-06) ; Sept Parassane, 14 (43-30-12-06) ;

**MOONWALKER** (A. v.a.) : Forum Horizon, 11 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-72) ; 14 juillet Odéon, 16 (43-25-10-30) ; 14 juillet (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Corvette, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pershing, 16 (45-68-48-48) ; 14 juillet (45-22-46-46) ; UGC Lux Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Faureux, 13 (43-31-56-86) ; 14 juillet (43-39-52-43) ; Pathé Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 16 (45-22-46-46) ; Trois Secrétain, 19 (42-06-79-79) ; Le Gaumont, 22 (45-22-46-46) ;

**LE L'ARRIVÉE** (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.l. : Miramar, 13 (43-30-89-52) ;

**UNE RÉVÉLÉE PAS UN FILM QUI DORT** (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 16 (47-20-76-23) ; Rex, 2 (42-36-23-92) ; UGC Daumont, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94) ;

**Lundi 2 janvier**

[illegible]

### Les grandes reprises

**AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU**  
(All., v.o.) : Accatone (ex Studio  
Cajal), 5 (46-33-86-86).

**LES AMANTS DU CAPRICORNE** (A.,  
v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-  
11-30).

**LES ARISTOCHATS** (A., v.f.) : Cimo-  
chet, 6 (46-33-10-82).

**ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES**  
(A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-  
11-30).

**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A.,  
v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

## LES FILMS NOUVEAUX

**L'ARIE ABSOLUE**, film américain d'Eric Karson, v.a. : UGC Émirates. 89 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex. 27 (42-36-83-93) ; UGC Métropole, 69 (42-36-83-93) ; UGC Cinéma, 74 (42-36-83-93) ; UGC Bobino, 139 (43-36-23-44) ; UGC Convection, 159 (45-63-93-40) ; Images, 18 (45-22-47-94).

**HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS**, film Hongkong de Ching Siu Tung, v.a. : Cité Beaubourg, 37 (42-36-83-93) ; UGC Cinéma, 74 (42-36-83-93) ; UGC Bobino, 139 (43-36-23-44) ; La Bastille, 11 (43-36-23-44) ; Sept Parthénons, 149 (42-36-83-93) ; Fantôme Français, 99 (47-70-33-58).

**IMAGINE JOHN LENNON**, film américain d'Andrew Solt, v.a. : Gaumont Opéra, 27 (42-36-83-93) ; Gaumont Opéra, 27 (42-36-83-93) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle

G.-de-Beauregard, 6° (42-23-87-23); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); 14 Juillet Beauregard, 1° (45-75-79-79); Eclairville Montparnasse, 15° (45-42-45-28).

**MILAN, NOIR**, film français de Ronald Chagnon; Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52); Ciné Beauregard, 3° (47-51-52-36); Pathé Hauteville, 6° (46-31-52-36); Eclairville Lincoln, 1° (43-59-36-14); Syéa Paranaissien, 14° (43-20-32-20).

**NAVIGATOR**, film néo-zélandais de Vincent Ward, v.o.; Ciné Beauregard, 3° (42-71-52-36); UGC Opéra, 4° (42-51-52-36); Biarritz, 8° (45-62-20-40); v.f.; UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); Fauvette, 13° (43-31-55-46); Les Montparnasse, 15° (43-52-36-14); Montparnasse Convention, 15° (42-42-42-27).

**QUELQUES JOURS AVEC MOI (P.):**  
Cachoubs (P.): 42-33-19-82;  
**QUI VEUT LA VIE DE ROGER RAB-  
RIT ? (A. v.a.):** Forum Horizon, 1°  
(45-08-57-57); UGC Deauville, 6° (42-25-  
10-50); UGC Normandie, 9° (45-63-  
45-35); Rex, 2° (42-56-62-93);  
Paranquet Opéra, 3° (42-45-56-31);  
UGC Gobelins, 13° (43-36-24-32);  
Mimmar, 14° (30-30-89-52); Métrol,  
15° (42-36-24-32);  
Charles, 15° (45-39-33-00); Images, 19°  
(42-22-24-94).  
**AGGEDY (Rit., v.a.):** Epée de Bois, 5°  
(43-37-57-47).  
**ALAMA BOMBAY (Indo-Fr.):**  
UGC, 1° (45-44-56-34).  
**ANNA FIN (Pol., v.a.):** L'Estrept, 1°  
(45-43-41-63).  
**ANIS PEUR ET SANS REPROMISE  
(Fr.):** Forum Arc-en-Ciel, 1° (45-97-  
94-94); UGC, 1° (45-97-94-94);  
94-94); UGC Odéon, 6° (42-25-10-50);  
Pathe Marignan-Concorde, 8° (43-59-  
92-82); UGC Biarritz, 8° (45-62-  
62-62); UGC Montparnasse, 9° (47-70-  
33-88); UGC Lyon Bastille, 12°  
(43-40-50-59); UGC Gobelins, 13° (43-  
36-24-32); Gaumont Aldin, 14° (43-27-  
27-27); Gaumont Montparnasse, 15°  
(40-12-06); Gaumont Convention, 15°  
(42-28-42-27); Images, 19° (45-22-  
47-94); La Gambetta, 20° (46-36-  
10-66).  
**ARG (Arg.-Fr.):** Forum Orient  
Express, 1° (42-23-42-26); Pathe Mar-  
seilleville, 6° (42-33-79-38); Pathe  
Marignan-Concorde, 8° (45-59-52-52);  
Forum Arc-en-Ciel, 9° (45-97-94-94);  
Saxpatrias, 14° (40-32-32-20); Biervento  
Montparnasse, 15° (45-44-25-02).  
**A TABLE TOURNANTE (Fr.):** Café  
Beaubourg, 3° (42-47-52-56); Ruffe,  
4° (43-54-24-24); 14 Juillet  
Bastille, 11° (43-57-50-81); Esmerald, 13°  
(47-07-28-28); Saxpatrias, 14° (40-32-  
32-20).

**BRAIDDOCK (\*)** (A. v.f.): Hollywood Boulevard, 5° (47-70-10-41).

**BRAZIL** (Brit. v.a.): Studio Glendale, 5° (43-54-72-71).

**BUNNY LAKE A DISAPPEAR** (A. v.a.): Utopia Campmoun, 5° (43-26-84-65).

**CHAMPAGNE** (A. v.a.): Vendôme Opéra, 2° (47-91-57-52).

**CASINO ROYALE** (Brit. v.a.): Le Champso, 5° (43-54-51-60).

**LES 101 DALMATIENS** (A. v.a.): Grand Paris, 15° (45-54-86-85); v.f.: Paris, Ciné 10 (43-24-01-07).

**COMMENT L'ESPRIT VIENT AUX FEMMES** (A. v.a.): Ciné Beaumont, 3° (42-71-52-36); Brit. v.a.: Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

**PARADIS** (Austro. v.f.): Paris, Ciné 10 (47-70-21-71).

**CRUISING (\*\*\*)** (A. v.a.): Accontone (ex Studio Cujas), 5° (46-33-86-86).

**LES DAMNÉS (\*)** (It.-A. v.a.): Accontone (ex Studio Cujas), 5° (46-33-86-86).

**DEROUO OUZALA** (Sov. v.a.): Cosmos, 6° (44-52-28-00); It. v.f.: Triomphe, 6° (45-62-45-76).

**DIRTY DANCING** (A. v.a.): George V, 1°.

**DOCTEUR FOLAMOUR** (Brit. v.a.): Le Champso, 5° (43-54-51-60).

**DOWN BY LAW** (A. v.a.): Utopia Campmoun, 5° (43-26-84-65).

**EASY RIDER** (A. v.a.): Forum Arrogéon, 1° (43-25-72-07); Action Ecluse, 5° (43-25-72-07); Les Trois Balcans, 4° (45-61-10-60).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.): Reflet Logos, 5° (43-54-54-54).

**LES ENFANTS DU PAYSAN** (A. v.a.): Accontone (ex Studio Cujas), 5° (46-33-86-86).

**LE FILM DE SEVERLY HILLS 2** (A. v.f.): Club, 9°.

**LE FINGLIEREUR** (A. v.f.): Hollywood Boulevard, 5° (47-70-10-41).

**LES FOURMIS TISSERANDES** (Fr., v.f.) : La Gode, 19 (46-42-13-13).  
**HISTOIRE DE LA VITESSE** (A., v.f.) : La Gode, 19 (46-42-13-13).  
**LE LIVRE DE LA JONGLE** (A., v.f.) : Cinochea, 6 (46-33-1042) ; République Cinochea, 11 (46-35-205).  
**LA SÉDUCTION** (Fr., v.f.) : Forum Origin Express, 1 (45-33-42-26).  
**MAMAN A CENT ANS** (Esp., v.a.) : Accastore (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-36).  
**MARY POPPINS** (A., v.f.) : Studio des Images, 1 (46-33-86-36).  
**MEDÉE** (It.-Al., v.f.) : Accastore (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-36).  
**LES PASSAGERS DE LA NUIT** (A., v.f.) : Racine Odéon, 6 (45-26-19-68) ; Les Trois Balcons, 9 (45-41-10-60).  
**FREDDY** (Fr., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**PSYCHOSE** (A., v.a.) : Action Christian, 4 (45-29-11-30).  
**LA RELIGIEUSE** (Fr., v.f.) : Les Trois Balcons, 9 (45-41-10-60).  
**ROBOCOOP** (\*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**ROX ET ROUKY** (A., v.f.) : Forum Origin Express, 1 (45-33-42-26) ; Rox, 10 (46-33-86-36).  
**UGC Danton**, 6 (45-25-10-30) ; UGC Mounparasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; UGC L'Éclair, 10 (46-33-86-36) ; UGC Vanille, 12 (45-33-41-59) ; UGC Coblenz, 12 (45-36-23-44) ; Mirmal, 14 (45-39-53-45) ; UGC Convention, 14 (45-74-94-94) ; UGC Vanille, 18 (45-45-46-01) ; Trois Secrétaires, 19 (46-06-79-9) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-36).  
**SAUTÉ D'ET BEAU** (Fr.) : Paramount Origin, 7 (47-42-56-31).  
**LE SEIGNEUR DES ANNEAUX** (A., v.a.) : Studio des Urulines, 5 (45-26-19-09).  
**LA SOUTÈS QUI RUCISSAIT** (Brit., v.a.) : Les Trois Balcons, 5 (45-37-57-47).  
**STRANGER THAN PARADISE** (A.-All., v.a.) : Utopia Champollion, 5 (46-38-84-65).  
**SUNSET BOULEVARD** (A., v.a.) : Accastore (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-36).  
**TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS** (Fr.-Bel.) : Epée de Bois, 5 (45-37-57-47).  
**TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL** (Fr.-Bel.) : George V, 5 (45-42-1-68) ; Les Trois Balcons, 5 (45-37-57-47).  
**TOMMY** (Brit., v.a.) : Accastore (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-36).  
**LES TRICHEURS** (Fr.) : Raflet Lopus II, 5 (45-54-42-34) ; Trois Parapentes, 11 (45-54-42-34).  
**LE TROUSÈME HOMME** (Brit., v.a.) : Le Champco, 2 (45-54-51-60).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS  
DE COSTARDS (A. v.o.) : Studio des  
Urulimies, 5 (43-26-15-09) 22 h 40.

CARAVAGGIO (Brit. v.o.) : Cinéy  
Palace, 5 (43-54-07-16) 12 h.

CHAMBERLAIN (A. v.o.) : Cinéy  
Palace, 5 (43-54-07-16) 12 h.

LE CHATEAU DE L'ARNAQUEE (Jap.  
v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-61)  
11 h 30.

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A. v.o.) :  
Saint-Lambert, 15 (43-52-91-68)

LA CITÉ DES FEMMES (It. v.o.) : Studio  
Galeries, 5 (43-54-72-71) 16 h.

DEAR AMERICA (A. v.o.) : Les Trois  
Luxembourg, 6 (43-53-97-77) 12 h.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio  
Galeries, 5 (43-54-72-71) 16 h.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit. v.o.) :  
Grand Pavée, 15 (45-54-46-85)  
19 h 15.

LE DERNIER TANGO A PARIS (\*\*) :  
Studio Galeries, 5 (43-54-72-71)  
(43-26-15-09) 20 h 30.

DUNIA (Bourkina-Fran. v.o.) : Utopia  
Champollion, 5 (43-26-84-95) 14 h.

ELEMENT OF CRIME (Dan. v.o.) :  
Studio Galeries, 5 (43-54-72-71) 16 h.

EPIDEMIC (Dan. v.o.) : Studio 43, 9  
(47-60-73-40) 20 h, 22 h.

FLASHDANCE (A. v.o.) : Grand Pavée,  
15 (45-54-46-85) 22 h.

LES FORMES DE L'AMOUR (All.  
v.o.) : Studio Galeries, 5 (43-54-72-71)  
(43-26-15-09) 20 h.

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU  
PLAISIR (\*\*) (Fr.) : Demeur, 14 (43-  
21-40-11) 22 h.

LA GUERRE DES TUQUES (Can. v.o.) :  
Studio Galeries, 5 (43-54-72-71)

HOME OF THE BRAVE (A. v.o.) :  
Escorial, 13 (47-07-28-04) 12 h 15.

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Ciné  
Beaubourg, 3 (42-71-52-61) 11 h 15.

INDIANA JONES ET LE TEMPLE  
MAUDIT (A. v.o.) : Grand Pavée,  
15 (45-54-46-85) 20 h 15.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (\*\*) (Fr.) :  
Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-61)  
11 h 30.

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÛ-  
LEUX (A. v.o.) : Le Berry Zébre, 11  
(43-57-51-55) 14 h 30.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxem-  
bourg, 6 (46-33-97-77) 12 h.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio  
Galeries, 5 (43-54-72-71) 16 h 15.

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.o.) :  
Saint-Lambert, 15 (43-52-91-68)  
15 h 30.

LA MARQUISE DU (Fr.-All.) : Demeur, 14  
(43-21-40-11) 17 h 40.

LA MESSIE EST MORT (It. v.o.) : Ciné  
Beaubourg, 3 (42-71-52-61) 11 h 15.

MIDNIGHT RUN (A. v.o.) : Grand

### Les séances spéciales

ANGEL HEART (V.) (a. v.): Grand  
Payots, 15 (45-45-46-45) 17 h.

LES ARISTOCRATES (V.) (a. v.): Saint-  
Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 45.

L'ARRANGEMENT (A. v.): Ciné  
Beauséjour, 3 (42-71-52-36) 11 h 30.

ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.): Den-  
fert, 15 (45-32-91-68) 13 h 45.

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.):  
Club Gaumont (Palais Maitillon), 8 (45-39-31-97) 14 h 15, 16 h 15.

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE  
CARRAC (Fr.): Le Berry Zébre, 11 (45-37-51-55) 16 h.

LES AVENTURES DE CHATRAIN  
(Jap. v.): Le Berry Zébre, 11 (45-37-51-55) 16 h.

LES AVENTURES DE ROBIN DES  
BOIS (A. v.): Studio 43, 9 (47-70-  
63-40) 14 h.

RAS CASQUES (A. v.): Républi-  
cain, 11 (48-05-51-33) 18 h.

LES BELLES DE NUIT (Fr.): Saint-  
Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

BOUDU SAUVÉ DES EAUX (Fr.):  
Cinéma, 11 (48-05-51-33)  
12 h 10.

## PARIS EN VISITES

**MARDI 3 JANVIER**

- « L'Opéra et les fastes de la vie mondaine au dix-neuvième siècle ».
- 11 heures, hall d'entrée (M. Polyer).
- « Les impressionnistes au musée d'Orsay », 13 h 30, rue de Bellechasse (P.-Y. Jaslet).
- « Exposition : le Symbolisme », 14 heures, Petit Palais, dans l'Oméga (C. Merle).
- Festival Guilmaud : à la découverte de quartier Boileau/Exelams », 14 h 30, méro Exelams, sortie Claude-Lorrain (V. Langlade).
- « Hôtels et jardins du Marais nord, place des Vosges », 14 h 30, sortie méro Serbie (R. Gaudin de Villeneuve).
- « Les salons de l'Opéra », 14 h 45, sous l'arcade centrale de l'Opéra (M. Benassut).
- « L'Égégence française au cinéma », 15 h 10, avenue Pierre-I-le-Serbie (Touraine culture).
- « L'Opéra et la vie communale, chef-d'œuvre d'O Niemeyer », 15 heures, méro Colonel-Haury (M.-C. Lasserre).

• Parties inconnues de la Sorbonne.  
Histoire de l'Université, 15 heures,  
46, rue Saint-Jacques (M<sup>e</sup> Cases).

**MONUMENTS HISTORIQUES**

• Les Catacombes, 15 heures,  
entrée, place Denfert-Rochereau.

• Lutèce, berceau de Paris et les vestiges de ses deux mille ans d'histoire, 15 heures, entrée de la crypte archéologique, parvis de Notre-Dame, côté préfecture.

**PARIS-MUSEES**

• Sculptures : Dubuffet, Fautrier, Gargallo, Laurens, ..., 14 h 30, 11, avenue du Président-Vinson (Musée d'art moderne).

• Art du dix-huitième siècle, 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston Churchill.

**CONFÉRENCES**

• Rome. De la ville antique à la Rome baroque, 14 h 30, 22, rue Saint-Roch (Approche d'Art).

## LE 4 JANVIER

CHARLES GASSOT PRÉSENTE

UN FILM DE PASCAL THOMAS

## LES MARIS LES FEMMES LES AMANTS



هكذا من الأصل

## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale d'un grand groupe européen, nous sommes devenus leader mondial dans notre domaine : les composants industriels pour le bâtiment. Fortement structurés, nous sommes rentables. Notre dynamisme et notre taux de croissance nous sont enviables. Nos activités font largement appel aux techniques de mécanique de pointe, à l'électronique et à l'automatisme. Nous renforçons nos équipes en permanence et recherchons 2 ingénieurs.

### Jeune ingénieur produits

Homme technique de nos produits, vous êtes l'interface entre nos clients (par le réseau commercial), notre département technique - auquel vous appartenez - et la fabrication. Vous répondez aux appels d'offres, effectuez les études techniques nécessaires et êtes par ailleurs en relation avec les organismes certificateurs. De formation A.M., INSA, ENI ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience réussie. La maîtrise de l'allemand est indispensable (anglais apprécié).

(Réf. GC10)

### Responsable des Etudes Industrielles

Vous coordonnerez l'ensemble des études d'investissements (réalisation des études, cahier des charges, recherche et consultation des fournisseurs) puis suivrez leurs réalisations (chantiers, matériels, mise en route) et enfin, assisterez les exploitants (modes opératoires, notices dépannage, etc.). Débutant ou avec une première expérience de quelques années, de formation généraliste (Centrale, AM, ICAM ou équivalent) option électronique-automatisme, vous êtes un homme capable de diriger une petite équipe, de gérer un budget avec rigueur.

(Réf. GC 20)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (CV et prétentions) sous la référence choisie à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

**COCEPLAN**

### GECI International

Société de consultance et de transfert de technologie dans les domaines hi-tech, recrute son :

### RESPONSABLE RECRUTEMENT

De formation supérieure, vous avez une bonne expérience acquise en cabinet de recrutement. Vous maîtrisez bien la langue anglaise.

Nous vous confierons la responsabilité de notre département ressources humaines avec pour mission de recruter des ingénieurs et cadres pour le groupe, et de développer une clientèle propre.

Adresser C.V., photo et prétentions sous la référence RR 1288 à :

GECI International, 43, av. de Friedland, 75008 Paris.

### VILLE DE BOULOGNE/MER (50 000 habitants)

recherche son

### DIRECTEUR DE STATION TOURISTIQUE

(poste disponible immédiatement)

Placé sous l'autorité de l' élu responsable du tourisme, il aura pour fonction essentielle de coordonner et d'entraîner le développement touristique local. Son activité sera principalement d'appui à la production et à la commercialisation des biens et services touristiques.

#### FORMATION

Débutants :

- Diplôme du tourisme (niveau maîtrise),
- ou Ecole Supérieure de Commerce,
- ou Institut d'Etudes Politiques.

Autres :

- niveau Licence, avec 4 ans d'expérience de Cadre dans Office du Tourisme, Hôtellerie ou Village de Vacances de chaîne, Voyagiste, Tour-Opérateur, Bureau d'Etude du Tourisme, Direction du Tourisme,
- ou 1 an de formation professionnelle des adultes aux fonctions d'agent de développement touristique.

Anglais parlé et écrit, 2<sup>e</sup> langue souhaitable (préférence Allemand).

Adresser candidature manuscrite, avec CV, photo et rémunération annuelle actuelle, à Monsieur le député-maire, Hôtel de Ville, 62321 Boulogne/Mer.

### Informatique et psychologie : Heureuse alliance

Conseil en recherche de cadres et de dirigeants, nous sommes présents depuis près de 30 ans dans l'industrie française. Pour aider aujourd'hui les entreprises à optimiser leur potentiel humain (en recrutement, formation, gestion des carrières), nous lançons un système informatisé d'évaluation de la personnalité. Pour piloter ce projet nous cherchons

### un psychologue, HF

En collaboration avec nos consultants et des informaticiens, venez suivre la réalisation du logiciel, présenter et vendre ce nouveau test à nos clients, coordonner les actions commerciales menées à Paris et dans nos 6 bureaux régionaux en vous appuyant sur une équipe que vous constituerez, formez et animez.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Psycho Prat, DESS de Psychologie du Travail), vous avez une première expérience professionnelle et commerciale.

Ecrivez à Mlle A. DANIEL, consultante (réf. 5370 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Groupe de Presse Professionnelle Financière en forte croissance recherche un (e)

### REDACTEUR EN CHEF

et  
un (e)

### CHEF DU SERVICE "BOURSE"

Pour ces deux postes, une expérience d'au moins 8 années est demandée dans les secteurs Economie/Finance/Bourse.

La rémunération sera très attractive pour les candidats de valeur.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée, etc.)

à notre conseil : OPTIMAT - 92, Bd Victor Hugo 92200 NEUILLY, en précisant le poste pour lequel vous postulez.

### Le Monde

### DIRIGEANTS

Société filiale grand groupe étranger, spécialisée dans le négoce et la distribution de matériel scientifique (CA : 175 MF, 75 p.) en France et à l'étranger recherche :

### DIRECTEUR GENERAL

De formation grande école de commerce et de gestion, parlant l'anglais et âgé d'au moins 35 ans, il aura acquis une expérience d'au moins cinq ans de la gestion de sociétés de services dans le secteur de la distribution.

La rémunération, qui comprend un fixe et un intéressement, est de nature à attirer des candidatures de premier plan. Le Directeur Général rapporte au Président basé à Bruxelles.

Veuillez envoyer votre CV avec photo, lettre manuscrite, et niveau actuel de rémunération sous réf. 34053 à CONTESSÉ PUBLISSE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

## Acheteurs

Vous intervenez dans le domaine de la transformation des métaux et/ou des matières plastiques.

Intégrés à l'équipe logistique, vous êtes en relation constante avec les fournisseurs et les services de développement internes pour :

- prospecter le marché,
- négocier les contrats,
- participer à la conception des produits,
- garantir la continuité de la production.

Vous avez une formation d'ingénieur complétée par un troisième cycle spécialisé dans l'achat industriel. Une première expérience de 3 ans minimum est nécessaire pour occuper ces postes très ouverts qui demandent de l'initiative et un excellent sens du contact. La pratique de l'anglais est indispensable.

Deux postes sont à pourvoir à VALENCE (DROME) et à ALES (GARD).

Envoyez votre dossier de candidature sous réf. DCA/AC au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védries - 26027 VALENCE cedex.



### GRUPE IMPORTANT SECTEUR AGRICOLE

recherche

### Assistant Marketing

pour prendre en charge l'organisation et le suivi d'une manifestation d'urgence :

- Salons d'expositions,
- Colloques et ateliers.

Formation supérieure agricole ou commerciale. Expérience confirmée en marketing direct.

Ce poste à durée déterminée d'environ 1 an peut, selon les résultats de la mission, déboucher sur un contrat à durée indéterminée pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 40775 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX.

## Unelec

UNELEC (800 personnes - C.A. 400 MF) fabrique et commercialise vers les milieux industriels et tertiaires des appareillages basse tension de haute technologie.

Son Directeur Général recherche un

### DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Dans le cadre de la politique générale de la Société définie par le Comité de Direction dont il est membre, le candidat recruté :

- anime la politique sociale,
- conduit les études et met en place les outils de gestion dynamique du personnel,
- est responsable des procédures et documents types de la gestion administrative du personnel,
- définit et met en œuvre la politique de recrutement, d'accueil, de formation et de départ,
- participe aux instances sociales,
- développe les moyens de communication dans l'entreprise,
- assure les relations avec les instances extérieures (Inspection du Travail, DDT, ...)
- suit l'évolution de la Législation Sociale.

Agé de 40 ans environ, ce candidat de formation supérieure, type IEP ou Maîtrise de Droit Social, aura déjà une expérience réussie de cette fonction dans une entreprise industrielle de taille équivalente. Très bonne connaissance de la Législation Sociale et de la micro-informatique. Poste basé à SAINT-QUENTIN (Aisne).



Adresser C.V. détaillé sous réf. 882/44/M à Denis PANTHOU - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

IDC, N° 1 mondial d'études et conseil sur les marchés de l'informatique

### UN DIRECTEUR COMMERCIAL

HEC, ESSEC, SUP de CO... Connaissances marketing, expérience réussie négociations (constructeurs, ou SSN)

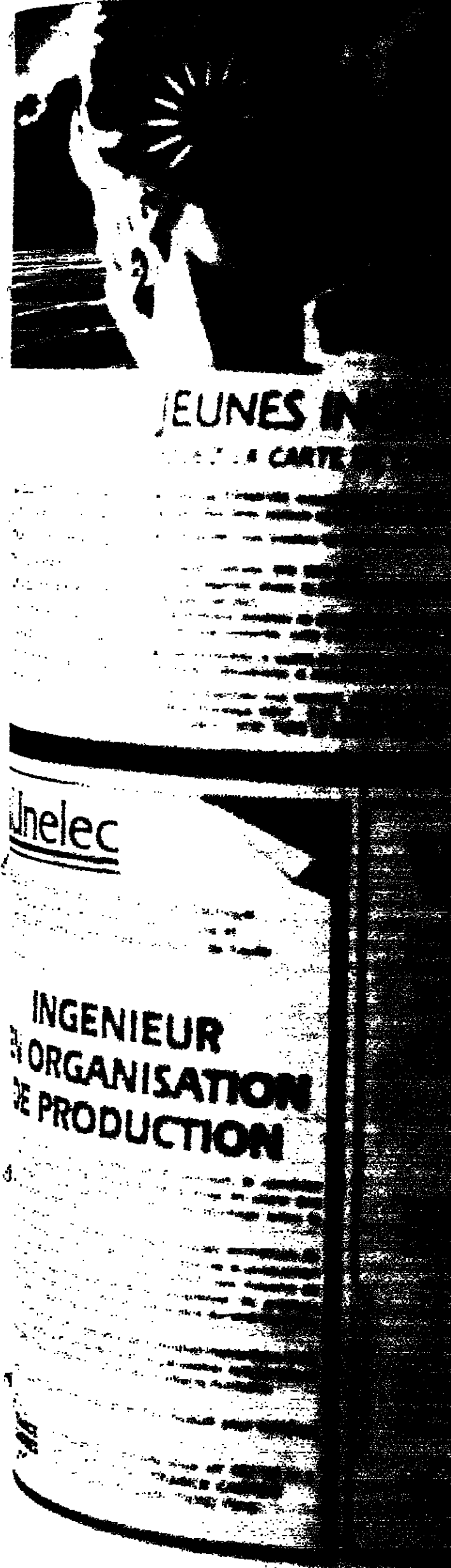
### UN CONSULTANT CONFIRMÉ

Expérience en informatique pour travaux de recherche, rédaction de synthèses. Parfaite maîtrise de l'anglais.

Adresser CV à C. Dumazet

IDC 12, av. George-V, 75008 Paris.

Responsable  
des relations  
avec le Parlement





## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

### Responsable des relations avec le Parlement HF

Groupe Bancaire de tout 1er plan propose à un jeune cadre doué d'une excellente qualité relationnelle, une mission stratégique auprès du Directeur Général de l'une de ses deux instances nationales. Ce cadre, d'environ 35 ans :

• aura une formation de type "Sciences Po + Droit", complétée par une spécialisation ou une expérience ayant favorisé l'acquisition de bonnes connaissances en droit des affaires, en finances et en fiscalité. Des connaissances ou une expérience bancaires constitueraient un atout supplémentaire.

• sera responsable du développement des relations avec le Parlement et avec les instances qui s'y rattachent. Son rôle, dans ces secteurs d'intervention sera de concevoir et de réaliser la promotion du Groupe, la défense de ses missions et de mener les actions d'information et de relation qui seront nécessaires. Outre son goût pour les contacts et sa disponibilité, le candidat devra disposer d'évidentes qualités de synthèse et de rédaction.

Les dossiers, sous la réf. 880101 (C.V., photo rémunération actuelle), seront examinés par

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neville - 75017 Paris

### USINE - 800 PERSONNES Responsable des ressources humaines et relations sociales

Une société industrielle et commerciale (rattachée à un groupe multinational, parmi les plus importants mondiaux dans son domaine) recherche le Responsable des Ressources Humaines et des Relations Sociales de l'une de ses usines.

Dans le cadre d'une société pratiquant une politique du personnel moderne et dynamique, à l'élaboration de laquelle il sera associé, il assurera sa fonction au sein de son établissement avec initiative et autonomie, et, en particulier :

• gestionnaire des ressources humaines, il s'attachera à développer toutes actions de formation et de motivation permettant au potentiel humain de l'entreprise d'être constamment adapté aux évolutions des métiers ainsi qu'aux impératifs de compétitivité économique et de qualité,

• responsable des relations sociales, il sera l'interlocuteur des délégués du Personnel et il présidera le CE.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle, dans la fonction personnel, au sein d'une société industrielle (nous pourrions également envisager la candidature d'un ingénieur de production, ayant participé activement à la gestion du personnel qu'il a animé, intéressé par cette fonction, désireux d'élargir ses compétences et bénéficier par la suite de perspectives d'évolution dans le social ou la production. Témoinant de qualités marquées de dialogue, de créativité, d'opérationnel sur le terrain.

Poste région Nancy.

Ordre de grandeur de rémunération 300.000 +

Ecrire sous réf. 47 A 1229-8 M. Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



### JEUNES INGENIEURS JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

LA G.I.E. (700 PERSONNES) CONÇOIT, RÉALISE ET FAIT FONCTIONNER L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION DU GROUPE A.G.F. POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASSURANCE DANS UN ESPRIT CONSTANT D'INNOVATION ET D'ANTICIPATION.

• Après une FORMATION rémunérée de 4 mois (prochaine session : 13 février 89) à notre informatique de gestion, vous serez analyste au sein de nos équipes.

• Opérationnel, vous prendrez en main des projets importants et diversifiés dans un environnement de pointe :

- 3 unités centrales (IBM 3090-600),  
- 1 très important réseau de télétraitement IMS (4 600 terminaux, 1 million de messages par jour),  
- de nombreux domaines de développement : infocentre, télématique, micro-informatique connectée, outils d'aide à la décision...).

• Vous apprécierez la qualité des relations humaines et vos compétences seront reconnues : rémunération et évolution seront à la hauteur de votre implication.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature sous réf. M/SF 101 à Melle Dominique BIEUF - G.I.E. Direction des Ressources Humaines Tour Franklin - 92081 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 11



L'INFORMATIQUE EN ACTION

### Unelec

UNELEC (800 personnes - C.A. 400 MF) fabrique et commercialise vers les milieux industriels et tertiaires des appareillages basse tension de haute technologie.

Elle recherche un

### INGENIEUR EN ORGANISATION DE PRODUCTION

Sous l'autorité directe du Directeur de Production, le candidat recruté sera responsable de l'étude et de la mise en place des conditions et des moyens de fabrication et de montage selon le principe du «juste à temps».

Son action procédera à des améliorations pratiques permettant de maîtriser parfaitement les principaux paramètres de la production (qualité dans la fabrication des produits, fiabilité des moyens de production et des approvisionnements, souplesse de production...) et de modifier en profondeur et de manière durable les comportements des acteurs de la production.

Agé de 30 ans environ, cet ingénieur de formation mécanique (AM, HEI, IDN, INSA) aura une expérience en organisation industrielle et des méthodes. Goût prononcé pour les contacts humains. Anglais.

Poste basé à Saint Quentin (Aisne) et très évolutif pour candidat de valeur.



Adresser C.V. détaillé sous réf. 882/40 M à Denis PANTHOU - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 Paris.

### Unelec

UNELEC (800 personnes - C.A. 400 MF) fabrique et commercialise vers les milieux industriels et tertiaires des appareillages basse tension de haute technologie.

Dans le cadre de sa fonction Marketing Industriel, elle recherche son

### CHEF DU SERVICE MARKETING CLIENTELE

Le candidat recruté aura pour mission de développer le marketing opérationnel par la mise en œuvre des éléments du MIX, des méthodes de vente et des outils commerciaux de soutien à la vente. Ainsi, ses responsabilités porteront sur :

• le système d'information sur les réseaux,  
• la politique de vente adaptée aux objectifs commerciaux,  
• le lancement des nouveaux produits sur les marchés,  
• le suivi des politiques de prix en fonction des objectifs de volume et de prise de part de marché,  
• la promotion commerciale auprès des distributeurs,  
• le support aux réseaux.

Agé de 30 ans environ, cet ingénieur + IAE aura une première expérience commerciale de produits techniques ou en marketing industriel et support de réseaux. Anglais indispensable. Poste basé à SAINT QUENTIN (Aisne).



Adresser C.V. détaillé sous réf. 882/42 M à Denis PANTHOU - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 Paris.

### ACTEURS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Organisme de développement économique départemental offre deux postes attractifs et autonomes au sein d'une petite équipe motivée à des cadres possédant une première expérience ou débutants...

### Jeunes ESCAE, SCIENCES ECO...

Le premier sera chargé de définir et mettre en œuvre des actions visant à développer l'implantation d'entreprises nouvelles dans le département. Allierant courant indispensable, à défaut excellente maîtrise de la langue anglaise. Capacités commerciales et disponibilité nécessaires.

Le second exercera une activité de conseil auprès des entreprises déjà existantes afin de faciliter leur expansion. Une bonne culture économique et financière, des qualités de relation et d'ouverture sont demandées.

Postes basés à Vesoul (Haute-Saône).

Ecrire en précisant la référence  
Discretion absolue

Membre de Swtec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

### UNIVERS DE LA GESTION

NIVARD FLORNOY,  
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BOURSE  
ASSOCIÉE A J.-P. MORGAN,  
RECHERCHE

### Organisateur Opérationnel

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 4 ans d'audit dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou en grande entreprise pour intégrer notre département Management Support.

Dans cette division, axée sur le contrôle, l'audit interne et l'aide à la décision, votre rôle sera d'effectuer des missions d'audit opérationnel.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions, à Nathalie Gémard - NIVARD FLORNOY - 20, bd Montmartre, 75009 Paris.

### BANQUE PARISIENNE

Filiale d'un groupe important  
recherche

### EXPLOITANT JUNIOR

POUR SON SECTEUR IMMOBILIER

- le candidat âgé de 25 à 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur possédant une première expérience bancaire.

A terme, de réelles opportunités d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 210/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



services

VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

هكذا من الأصل

**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**LANCER DES PRODUITS INDUSTRIELS AU CONCEPT NOUVEAU**

Pour un ingénieur expérimenté dans l'action commerciale - Chef de produits ou chef d'agence chez un constructeur industriel, le candidat recherché a des compétences commerciales, marketing et de gestion. Et sa formation d'ingénieur généraliste doit lui permettre d'appréhender des technologies diverses. Il participera, dans le cadre d'une politique de diversification, au lancement sur le marché français de produits industriels. Il devra promouvoir un concept nouveau, recruter et animer des licenciés qui commercialiseront les produits et participer à l'amélioration technique des produits. A terme,

il prendra l'entière responsabilité d'un centre de profit et animer une force de vente qu'il aura choisie. Ce poste implique des déplacements nombreux. La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée. Une voiture de fonction est fournie. La rémunération, composée d'un fixe important et d'un intéressement, sera réellement motivante. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2017M. PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA).

**PA Consulting Group**

*Creating Business Advantage*

**CONSULTANTS EN MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

PA Consulting Group est, avec 2400 personnes et 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires, l'un des premiers cabinets de conseil au monde. Leader européen du conseil en ressources humaines, PA poursuit en France une croissance forte qui nous amène à rechercher 2 consultants pour le département management development. Au sein d'une petite équipe, ils répondront aux besoins d'une clientèle diversifiée, et conduiront de manière très autonome des projets d'audit social, communication, réorganisation et management par la qualité totale. Nous recherchons des spécialistes de la fonction personnel, diplômés de l'enseignement supérieur, pouvant justifier d'une pratique réussie d'au moins 5 ans en cabinet ou en entreprise. Leur personnalité sera déterminante, mais également leur capacité à diagnostiquer, proposer et mettre en œuvre des solutions originales et rigoureuses. Situation évolutive au sein de cette activité en plein essor. Pour ces postes, basés à Paris, écrire à L. DUMONT en précisant la référence A/062WM. PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA).

**PA Consulting Group**

*Creating Business Advantage*

S'unir, c'est gagner

**LA FORMATION : UNE DIMENSION STRATEGIQUE DANS UN CONTEXTE HIGH TECH**

Aux tout premiers rangs de la compétition internationale, la DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES du Groupe THOMSON, conçoit et réalise des équipements électroniques aéroportés. Maîtriser les technologies les plus avancées, anticiper leur évolution : tel est le challenge quotidien de nos équipes, ingénieurs et techniciens de haut niveau. Dans ce contexte, la formation constitue une composante fondamentale de notre réussite, une fonction stratégique dans la perspective des grands défis technologiques à relever au cours de la prochaine décennie. Soyez l'un des hommes-clés de cette politique au sein de notre établissement de Malakoff (proche banlieue parisienne).

**RESPONSABLE DE LA FORMATION**

A la base de votre mission, un impératif : anticiper ! C'est dans cet esprit que vous assurerez :

- le recensement et l'analyse des besoins auprès des différents services,
- la définition du plan de formation,
- la gestion et la coordination des actions (notamment dans les domaines informatique et génie logiciel).

Diplômé de l'enseignement supérieur (sciences humaines, ESC, Ecole d'ingénieurs), vous possédez 5 ans minimum d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation. Votre capacité à appréhender des problèmes complexes dans un contexte high tech, votre créativité et votre esprit critique seront vos meilleurs atouts pour conduire votre mission avec succès.

Très larges possibilités d'évolution dans le domaine des ressources humaines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à THOMSON-CSF - DIVISION RCM Jean-Marie MORENNE 178, boulevard Gabriel-Péri 92242 MALAKOFF CEDEX.

**THOMSON**

**CEREP COMMUNICATION**

Notre société de conseil, appartenant au groupe CAISSE DES DEPOTS DEVELOPPEMENT, est spécialisée dans l'ingénierie de la formation et des techniques de communication.

Le développement de nouvelles activités avec l'intégration du CEPIA et le lancement de SOURCE FORMATION nous amène à rechercher :

**5 pros de la formation**

- 2 RESPONSABLES DE FORMATION basés à PARIS, chargés d'animer et développer :  
- le département management, gestion et économie,  
- le département informatique.
- UN RESPONSABLE MARKETING à PARIS, pour concevoir et optimiser les actions marketing en relation avec les responsables de formation.
- UN FORMATEUR CONSEIL à MARSEILLE, responsable de l'animation et de la conception de programmes de formation en EAO et micro-informatique.
- UN FORMATEUR CONSEIL basé à LYON, chargé d'animer et concevoir des programmes de formation en finances, gestion et économie.

Pour ces 5 POSTES, la trentaine, une formation supérieure et une expérience significative de formation sont impératives pour intégrer rapidement à une équipe fortement motivée. Jacques VUARIER traite confidentiellement votre candidature, sous réf. 4296 (précisez le poste choisi).

**argos**

Immeuble "6 Highway",  
41 quai Fulchiron, 69005 LYON.  
Tél. 78.38.31.77.

PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

**UNIVERS DE LA GESTION**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Banque en pleine expansion, partenaire d'un important investisseur institutionnel recherche

**Opérateur Monétaire**

Sur la table des marchés, au sein d'une équipe, vous participez au montage des opérations, vous assurez la négociation des opérations francs, vous lancez une activité de trading et développez l'utilisation des nouveaux instruments financiers.

Votre formation supérieure, votre expérience significative sur le marché monétaire acquise au sein d'une banque, compagnie d'assurance ou groupe, votre pratique des nouveaux instruments financiers sont indispensables pour créer cette fonction.

Compte tenu du fort développement de la Banque, des possibilités d'évolution seront offertes à des candidats de valeur.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. 21218 à notre conseil CONCEPT RECRUTEMENT 2, place André Malraux 75001 PARIS, qui assure toute confidentialité.

Conseil en recrutement financier

Filiale de la Caisse des dépôts et consignations, nous sommes spécialistes du BACK-OFFICE TITRES et assurons aujourd'hui la gestion de plus de 600 000 comptes-titres pour le compte de deux importants réseaux bancaires

Nous recherchons notre :

**RESPONSABLE DES OPERATIONS SUR TITRES**

Chargé d'organiser l'ensemble des fonctions de ce service, vous aurez aussi un rôle d'animation et d'encadrement d'une équipe de 20 personnes.

Votre expérience (10 ans minimum) vous a permis d'acquies une bonne maîtrise de l'ensemble des fonctions de back-office titres. Dans l'exercice de cette fonction, vous devrez faire preuve d'une forte capacité d'encadrement et d'organisation.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV et prétentions) à USTR

Recrutement, 50, bd Haussmann, 75440 Paris Cedex 09.

**Institut national des télécommunications**

\* Vous êtes diplômé(e) en sciences humaines, niveau 3<sup>e</sup> cycle, psychologie et sociologie (des organisations) ;

\* Vous voulez exploiter votre expérience opérationnelle (10 à 15 ans) et vos compétences pédagogiques en gestion des ressources humaines ;

\* Nous vous donnons l'opportunité dans l'équipe pluridisciplinaire d'une grande école :

- de concevoir et d'animer des plans de formation ;
- d'accompagner le développement des ressources humaines de France-Télécom ;
- de développer les compétences en management de ses cadres supérieurs. Votre rémunération, basée sur la grille « Fonction publique », sera comprise entre 170 KF et 230 KF brut.

CV + lettre manuscrite + photo sont à adresser à :

INT-DRH - M. Elmaleh

9, rue Charles-Fourier, 91011 EVRY CEDEX.

Grand groupe allemand, constructeur de machines-outils recherche pour sa filiale en France (région parisienne) son

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF**

bilingue allemand

Le candidat aura acquis une expérience de plusieurs années dans le domaine des biens d'équipement. S'appuyant sur de solides connaissances comptables et financières, il s'enquiert de la bonne rentabilité des affaires.

Homme de communication, d'autorité et de tact, il s'assurera, en étroite relation avec le Directeur Général, que la structure interne reste adaptée à l'évolution de l'entreprise.

Il sera enfin le trait d'union entre le service administratif de la filiale et celui de la maison mère.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae et rémunération actuelle, sous n° 8073 à :

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Organisme de financement parisien, cherche pour la création de son département CREDIT-LEASING son

**Responsable de production**

- Justifiant d'un B.T.S. de gestion, d'une licence ou d'un diplôme d'une école de commerce, option finance, vous aurez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le secteur bancaire ou du crédit (connaissance de l'assurance emprunteur).
- Votre profil d'organisateur, votre créativité, vos qualités d'adaptation et un sens du service clienté garantissant votre succès.

Adresser lettre man. + CV + photo à notre conseil s/réf. 14777/NN

Recrutement middle management et cadres de haut niveau

IMPACT DEVELOPPEMENT - 26, Rue Brunei 75017 PARIS

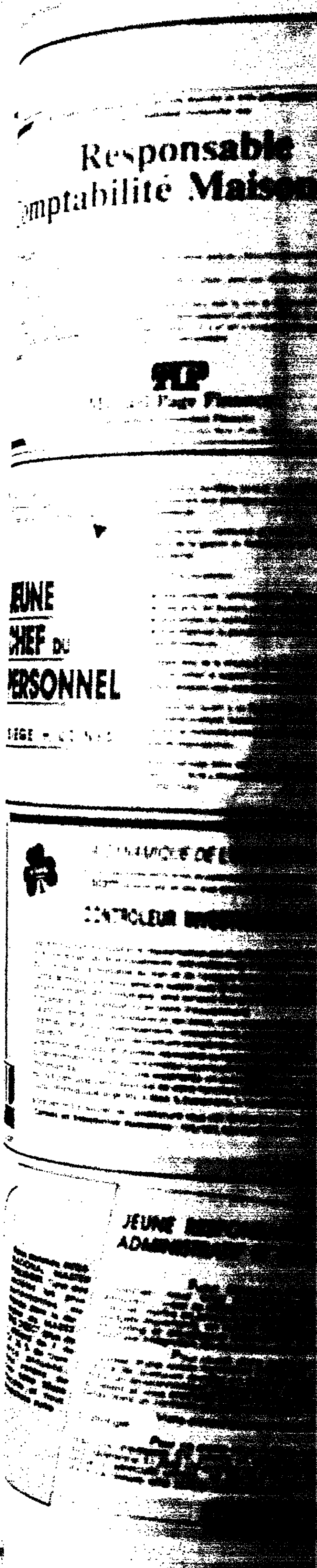
Important Groupe de Sociétés recherche son

**ESTIONNAIRE DE PATRIMOINE IMMOBILIER**

Le candidat devra justifier d'une solide formation et d'une expérience professionnelle de cinq années.

Rattaché au Secrétaire Général, il devra rédiger les baux, gérer les diverses négociations, suivre les réalisations des travaux et veiller au bon entretien des immeubles du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence 10492 à ORC Pierre Lichau, BP 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.





UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un groupe français leader sur son marché et très présent sur le plan international recherche son  
**Responsable Comptabilité Maison-mère**

Bordeaux

250 KF+

Rattaché au Responsable Comptabilité du Groupe, le candidat aura en charge la comptabilité de la Maison-mère et encadrera une équipe de 10 personnes.

Il sera chargé de l'établissement des bilans et comptes de résultats, ainsi que des tableaux de financement et de gestion.

Le candidat recherché sera âgé de 30 ans environ, et sera avancé dans la voie de l'expertise comptable. De bonnes compétences en informatique et une connaissance du milieu industriel sont nécessaires. L'anglais serait apprécié. Contacter Gilles de Montguyon (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1410MO.

**Michael Page Finance**

Spécialiste en recrutement Financier

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

Notre Entreprise industrielle et commerciale  
400 personnes - filiale d'un Groupe international leader sur ses marchés recherche son

Rattaché au Secrétaire Général, vous êtes basé à PARIS au siège de la Société dont dépendent cinq unités industrielles et un réseau commercial.

Votre mission : coordonner et mettre en œuvre les différents aspects de la gestion du Personnel et de la politique sociale de l'entreprise.

A ce titre, notamment :

- vous supervisez l'administration du Personnel et le paye,
- vous gérez les dossiers juridiques propres à la fonction,
- vous animez les institutions représentatives du Personnel,
- vous organisez la gestion des ressources en terme de recrutement et formation.

Compte tenu de la structure décentralisée de l'entreprise, vous êtes un conseiller et support permanent des responsables d'usines, auprès desquels vous vous déplacez fréquemment.

Ce poste est ouvert à un Diplômé d'enseignement supérieur (à dominante juridique), homme de terrain et de contact, dont l'expérience d'au moins cinq ans a démontré l'aptitude et le goût pour ce type de responsabilités.

Merci d'adresser lettre man., C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 8076 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo - 75001 PARIS.

**JEUNE  
CHEF DU  
PERSONNEL**  
(SECTEUR INDUSTRIES)**LA DYNAMIQUE DE L'INNOVATION**N° 1 sur le plan mondial dans le secteur des produits à usage sanitaire et domestique  
SCOTT recherche pour son usine située dans le LOIRET, près d'ORLÈANS**CONTROLEUR INVESTISSEMENTS**

Votre mission sera d'assurer la régularisation des flux financiers et des flux d'information concernant les investissements (500 millions de F) de notre nouvelle usine. Rapportant au responsable du plan et de l'analyse financière, travaillant au sein de l'unité de production, vous serez en liaison avec le directeur de l'usine et les différents services, notamment comptable, ainsi qu'avec nos principaux partenaires : sociétés d'ingénierie... et fournisseurs en biens d'équipement.

Garant du respect des procédures et des délais, vous organiserez et gèrerez le suivi de toutes les opérations d'investissements : engagements, paiements, et vous coordonnerez tous les flux d'information, permettant la maîtrise des coûts engagés. Vous veillerez à la remontée de toutes les données nécessaires au reporting périodique pour le directeur du département financier. Une formation supérieure en gestion financière et comptable (minimum Bac + 2) ainsi qu'une expérience en usine est requise. La langue anglaise est indispensable dans l'exercice de votre fonction. Vous maîtriserez l'utilisation de l'outil informatique (logiciels D Base 3, Symphony...). Ce poste est évolutif.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. CF/LM à notre Conseil J. LANCIAL - Conseil en Ressources Humaines - 125/127, rue du Fg Bannier 45000 ORLÈANS.

consultant

**JEUNE RESPONSABLE  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Futur Directeur Administratif et Financier, nous vous proposons un challenge stimulant : créer le département administratif et financier, mettre en place le reporting, travailler sur des budgets importants, en liaison avec les responsables Marketing et développer rapidement votre département par intégration de nouveaux collaborateurs.

Pour réussir dans cette fonction, vous disposez d'une solide formation (DECS) et d'une expérience de quelques années en cabinet ou en entreprise dans un environnement international. Votre anglais est excellent et vous êtes prêt à prendre de larges responsabilités dans un contexte de forte délégation.

Votre carrière pourra évoluer en France ou à l'étranger.

Pour ce poste situé à Paris, nous vous remercions d'adresser CV, photo et rémunération actuelle sous référence 51.2049 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS qui vous assure une totale confidentialité.

**Mercuri Urval****DIRECTEUR COMPTABLE**

300.000 F

Banlieue nord-ouest - Cet important groupe international produit et commercialise des biens d'équipement pour l'industrie. Il réalise en France un chiffre d'affaires de 900 millions de francs et emploie 750 personnes. La politique de restructuration qu'il poursuit actuellement l'amène à rechercher le directeur des services comptables de sa nouvelle société "holding". Rattaché au directeur général, il animerait une équipe d'une quinzaine de personnes, superviserait l'ensemble des opérations comptables et serait chargé de la consolidation (fiscale et comptable) des huit filiales françaises du groupe ainsi que du reporting à la maison-mère. Il sera

progressivement amené à intervenir en tant que conseil auprès des différentes directions. Ce poste de haut niveau s'adresse à un cadre confirmé de formation supérieure (ESG + DECS) justifiant d'une expérience minimale de 5 années acquise au sein d'un groupe international dans un contexte largement informatisé. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La pratique de la comptabilité anglo-saxonne serait un atout supplémentaire. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence S/8368M, P.A. - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (P.A. Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

**SOREFI CHAMPAGNE ARDENNES**

Etablissement Financier régional du réseau Ecureuil, la SOREFI Champagne Ardenne renforce sa Direction Financière en créant un poste de

**Chargé d'Etudes Financières**

Jeune diplômé débutant / première expérience

Directement rattaché au Directeur Financier, vous aurez à mesurer les risques de la SOREFI dans son activité de collecte et de refinancement des Caisses d'Epargne.

Vous procéderez à une analyse fine des postes du bilan, vous mènerez les études nécessaires à l'analyse du risque de taux et de transformation, établirez les prévisions et concevrez les outils d'aide à la décision pour la Direction Financière et les Caisses d'Epargne.

Rigoureux et pragmatique, vous saurez innover et faire preuve d'initiatives.

Pour ce poste basé à Reims, nous recherchons un candidat débutant ou justifiant d'une première expérience et disposant d'une formation supérieure en Mathématiques/Statistiques complétée par de bonnes connaissances des marchés financiers. Vous êtes un utilisateur averti de la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 21298 à CONCEPT RECRUTEMENT 2, Pl. A. Malraux 75001 PARIS, confidentialité assurée.

concept  
Recrutement

Conseil en recrutement financier

CHARGEURS S.A.

CHARGEURS S.A., est la première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, la première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route et la première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéro-maritime, Causse-Wallon, Delcer, Gillet, Lamière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost Lefebvre, Roudière, U.T.A.

La Division Tissus d'Habillement de Chargeurs S.A. recherche pour renforcer ses entités de management opérationnel de provinces (Régions Nord et Sud)

**CONTROLLERS**

Intégrés à l'équipe financière de la division, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration des tableaux de bord, du suivi et du contrôle budgétaire, du reporting, de l'analyse des résultats.

Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes cadres de gestion âgés d'environ 30 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC option finances/comptabilité, DECS...) et pouvant justifier d'une première expérience de 3 ans minimum en contrôle soit en entreprise, soit en cabinet.

La pratique de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à l'attention de La Direction du Personnel de la Division Tissus d'Habillement - 3, Bd Maeshherbes - 75008 PARIS.

Télématèmes, une des premières Sociétés de Services et de Conseils en Informatique : 9 filiales, 2 000 personnes, C.A. en constante progression, recherche pour étoffer sa Direction Financière un

**Contrôleur de gestion**

Diplômé d'une Ecole de Commerce option Comptabilité/Finances ou d'une maîtrise de Gestion vous avez, à 32 ans environ, une expérience réussie dans ce créneau en milieu industriel. Vous aurez des secteurs spécifiques à gérer. Grâce à votre personnalité critique mais constructive, sociale mais affirmée, vous saurez à la fois faire ressortir les faiblesses, apporter les solutions éventuelles.

Vous serez soutenu par l'équipe existante. Votre réussite vous permettra de faire votre place.

L'anglais est nécessaire. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 9102 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffran - 75015 PARIS.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Responsable clientèle

**Strasbourg** **Banque**  
Ce groupe bancaire et financier, implanté nationalement, se développe régulièrement et renforce ses structures régionales. Il recherche pour l'Alsace son Responsable Clientèles pour développer son portefeuille clientèles.  
Rattaché au Directeur Régional, il aura un rôle de développement, avec une double mission commerciale et technique auprès d'une clientèle d'entreprises coopératives et d'organismes à but non lucratif (associations, mutuelles...); il réalisera l'analyse financière et le montage de ses dossiers.  
Le candidat souhaité a une formation supérieure orientée sur la gestion (université ou école de commerce) et une expérience bancaire de 4 à 5 ans minimum. Son goût des relations, ses aptitudes commerciales et ses connaissances techniques lui permettront d'entrer en contact puis de tisser des relations avec des "décideurs" afin de devenir leur conseiller.  
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence P 353/M à Bernard BEAUNOIR, SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTRouGE CEDEX.

**SEMA-SELECTION**  
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

## contrôleur de gestion

Rejoignez un grand groupe de communication en devenant le principal collaborateur du DAF de l'une de ses filiales (500 MF, 80 collaborateurs).  
Vous élaborez les budgets, prenez en main le reporting, et analysez les chiffres. Vous assurez de plus l'évolution de notre système de gestion en créant une base de données économiques et financières.  
Dynamique, la trentaine, avec une bonne formation supérieure (Ecole de gestion + DECS), vous avez déjà exercé vos talents en contrôle de gestion et maîtrisez parfaitement l'outil informatique (mini et micro).  
Vos perspectives d'évolution sont à la hauteur de votre réussite.  
Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5339 LM).

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG  
MEMBRE DE SYNTec



Filiale d'un groupe international appartenant à PARAMOUNT PICTURES et MCA (UNIVERSAL STUDIOS), notre récente implantation sur le marché audio-visuel français et nos perspectives de développement nous conduisent à consolider le département financier en recrutant notre :

## Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Financier, vous prendrez la responsabilité du «reporting» mensuel et des statistiques de ventes, de la mise en place du contrôle budgétaire et de la gestion analytique, de l'élaboration du budget annuel et des prévisions trimestrielles. En outre, vous assurerez l'installation de nouvelles applications informatiques et vous veillerez au bon fonctionnement du système.  
Pour ce poste situé à Vélizy, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce (ESC, IEP, Dauphine...), possédez éventuellement une première expérience de la gestion, et possédez l'anglais opérationnel.  
TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous référence M 617 12 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG  
113 rue de l'Université  
75007 Paris

Recherche Humaines



## UNE MISSION DE CARACTERE

## FERRY-PETER

Mettre en place une nouvelle organisation du système de contrôle de gestion.

## CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché directement au Directeur Administratif et Financier, vous serez RESPONSABLE :  
- du reporting mensuel au Groupe,  
- de l'établissement du budget du Groupe,  
- du contrôle budgétaire,  
- de la tenue d'un tableau de bord de gestion de l'entreprise,  
- de la production d'analyses systématiques ou ponctuelles sur tout élément de gestion,  
- de l'élaboration, la mise en place et le contrôle de procédures en relation avec le Responsable Organisation.  
Fortement impliqué dans la vie économique de l'entreprise vous agirez en véritable partenaire en faisant circuler l'information auprès des centres décisionnaires et opérationnels.  
Agé d'environ 27 ans, vous avez complété votre formation de niveau BAC + 3 (Ecole de Commerce, Ecole de Gestion, Sciences Economiques) par une expérience de 2 à 3 ans de la fonction acquise de préférence en milieu industriel, mais la connaissance de l'outil sera également prise en compte.  
Vous maîtrisez la langue anglaise et la possession du DECS serait un plus.  
Homme de contact, votre sens relationnel et vos qualités d'animateur vous permettront de diriger une petite équipe.  
Poste à pourvoir rapidement.  
Envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo prétentions) sous réf. DAF/CG18 à Philippe MURY FERRY PETER - 27, rue Delizy - BP 93 - 93502 PANTIN Cedex.

FERRY-PETER, Filiale d'une multinationale, spécialiste des imprimés et supports informatiques (850 p. 500 MF de CA).

## DIRECTEUR DU CONTROLE INTERNE

pour assurer la conduite et le suivi de la politique de sécurité de l'Etablissement.  
Agé de 35 ans minimum, de formation DECS ou Grande Ecole de gestion/commerce, vous avez acquis une expérience de l'audit interne dans les milieux financiers.  
Une ouverture d'esprit aux techniques informatiques et d'approches des organisations, représenterait un atout supplémentaire.  
Vos qualités de management, de pédagogie et de rigueur, alliées à de la diplomatie, sont les garants de votre réussite.  
Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à AXIAL (référence 9044) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

## Assistant du Responsable comptabilité analytique

Filiale du premier groupe européen de services informatiques, spécialisée dans le domaine de la formation, notre croissance est forte et constante.  
CAP SESA FORMATION  
- Diplômé de l'enseignement supérieur (DUT, BTS comptabilité et gestion), vous avez 2 ans d'expérience professionnelle dans un service comptable.  
- L'outil informatique vous est familier.  
- Rigoureux et méthodique, vous savez être autonome dans vos tâches.  
- Vous aborderiez progressivement tous les aspects de notre comptabilité analytique.  
- Vos capacités et votre réussite à ce poste vous permettraient de nous proposer vos autres fonctions au sein de notre Groupe.  
Merci d'adresser CV, lettre et rémunération actuelle à CAP SESA SELECTION en précisant la référence.

**CAP SESA SELECTION**  
Tour Mailli, 207 rue de Berck, 75012 Paris

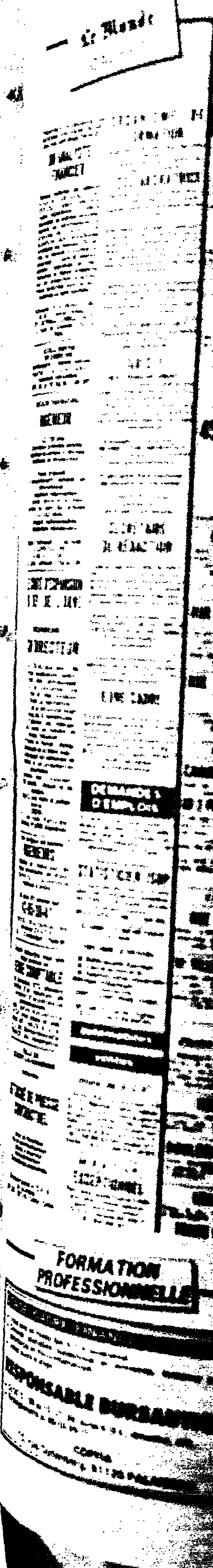
## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung  
Chaque entreprise européenne recherche un employé expérimenté, capable de travailler dans un grand environnement multinationnel, avec une meilleure connaissance des hommes et des idées.  
ENSEMBLE NOUS CONSTRUISONS UNE EUROPE COMPÉTITIVE ET PERFORMANTE : L'EUROPE DES TALENTS.  
CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT  
A PARTIR DU 11 JANVIER 1989

## gérant obligataire

chargé de la gestion obligataire propre de la charge (OPCVM, clients privés, SICAV de rémérés...), La trentaine, vous avez une première expérience réussie de trois à cinq ans dans un service obligataire de banque. Vous maîtrisez parfaitement votre marché et vos produits; votre gestion est prudente et performante.  
Vos perspectives sont à la hauteur de votre talent, et accompagneront votre réussite.  
Notre conseil, Michaël ZARTARIAN, vous remercie de lui écrire (réf. 5346 LM), département "Banques et Finance".  
**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG  
MEMBRE DE SYNTec

**LES RENDEZ-VOUS EMPLOI**  
tous les mercredis dans Emplois Cadres  
toutes les offres d'emploi de la semaine vendue en kiosque 10 F  
LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS







# Économie

## SOMMAIRE

■ Le ministre des finances, M. Shimon Pérès, a lancé le plan de redressement économique en Israël et annoncé une nouvelle dévaluation du shekel (lire ci-dessous). ■ La dérégulation des PTT est

entrée en vigueur aux Pays-Bas (lire ci-dessous). ■ Estimant « insoutenable » la situation économique, le Venezuela suspend le remboursement en capital de sa dette extérieure

(lire ci-contre). ■ Les syndicats doivent participer à la construction de l'Europe, nous déclare le secrétaire général des Commissions ouvrières espagnoles (lire ci-dessous).

### Nouvelle dévaluation du shekel

## M. Pérès annonce un ambitieux plan d'assainissement de l'économie israélienne

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Relancer la croissance : pour atteindre cet objectif, le nouveau gouvernement d'union nationale de M. Shamir, dans lequel le leader travailliste Shimon Pérès occupe les fonctions de ministre des finances, a présenté, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, un vaste programme de redressement, le plus important et le plus ambitieux depuis le plan d'assainissement de 1985.

Selon la formule du gouverneur de la Banque centrale d'Israël, M. Michael Bruno, qui a été intimement lié à la mise au point de ce plan, il s'agit en fait d'une « fusée à trois étages ». Or, avec la mise à feu, seule la première phase de ce plan est appliquée, sous la forme de deux mesures concrètes. D'abord, la dévaluation qui était tellement attendue qu'elle a été précédée d'un « rush » sur le dollar, ce qui a incité, dès mardi 27 décembre, la Banque centrale à prendre les devants en procédant à une mini-dévaluation du shekel de 5 %, complétée, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, d'une nouvelle dévaluation de 8 %. Cette mesure, réclamée depuis des mois par les industriels, a été bien accueillie par

ces derniers. Elle est destinée à favoriser la compétitivité des exportations israéliennes. En raison du renchérissement de facto du shekel de 20 % en 1988, ces exportations ont été, l'année dernière, un des facteurs des médiocres résultats de l'économie israélienne.

Selon les chiffres publiés par le Bureau central des statistiques, les exportations ont baissé de 3 % par rapport à 1987. La croissance, elle, n'a été que de 1 %. L'année 1988 restera dans les annales économiques d'Israël celle de l'effondrement de dizaines d'entreprises agricoles et industrielles : Koor, consortium industriel de la centrale syndicale Histadrut, a perdu quelque 250 millions de dollars. Ce phénomène a eu pour conséquence un taux de chômage atteignant le chiffre-record, depuis 1966, de 7 %, ce qui représente plus de cent mille demandeurs d'emploi.

Le cours du shekel n'explique certes pas, à lui seul, cette crise. Il y a aussi les taux d'intérêt extrêmement élevés et le soulèvement palestinien dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Toujours est-il que, pour redresser la situation, l'autre mesure adoptée dans cette première phase du plan a été

une forte réduction des subventions accordées par l'Etat à toute une série d'activités, comme le pain, l'huile, les produits laitiers, ainsi que les carburants et les transports en commun. Ce qui fait que ces produits et ces services augmentent de 8 à 26 %. Inévitablement, ces réductions de subventions feront grimper, à court terme, l'indice des prix. Mais, ensuite, le ministre des finances, M. Pérès, espère que l'inflation en Israël atteindra un niveau européen et descendra en dessous du taux annuel de 10 %.

La plupart des experts estiment que ce scénario est réalisable à condition que les autres étapes du plan soient scrupuleusement appliquées. Or la deuxième phase comprend des mesures périlleuses.

### Des coupes dans le budget de la défense

M. Pérès a soumis au gouvernement un projet de réduction des dépenses de l'Etat de l'ordre de 1 milliard de shekels (près de 4 milliards de francs), sur un budget total d'environ 50 milliards. Le ministre des finances entend procéder, en particulier, à des coupes importantes — environ 350 millions

de shekels — dans le budget de la défense. Ce que refuse le ministre de tutelle, M. Itzhak Rabin, qui fait valoir que depuis trois ans ces crédits ont déjà été amputés de 600 millions de dollars. L'autre mesure épineuse de cette deuxième phase est un freinage des hausses de salaires qui devraient être négociées avec la puissante centrale syndicale Histadrut. M. Pérès voudrait parvenir à une nouvelle forme de versement de la « prime de vie chère » qui s'écarterait davantage de ce qui a été longtemps en Israël, un principe sacro-saint : l'indexation des salaires sur le coût de la vie.

Après le « choc » de 1985, les salariés rechignent à faire de nouveaux sacrifices. Il faut dire cependant qu'en 1987 les salaires avaient déjà augmenté de 8 %, et en 1988 de 7 %. Une rude bataille s'est engagée avant de mener à son terme cette deuxième phase du plan. Et ce n'est qu'ensuite que la troisième phase, qui prévoit des changements profonds (réforme fiscale, réforme du marché financier, programme d'encouragement aux investissements), sera mise en chantier.

(Enfin.)

## Le Venezuela suspend les remboursements sur le capital de sa dette

Le message de fin d'année du président vénézuélien, M. Jaime Lusinchi, samedi 31 décembre, aura été celui de l'intransigeance envers les créanciers d'un pays dont la dette extérieure est de 35 milliards de dollars (210 milliards de francs). Jugant la situation « insoutenable », compte tenu de la baisse des revenus pétroliers et de la remontée des taux d'intérêt, le chef de l'Etat a annoncé la suspension des remboursements portant sur le capital de la dette bancaire antérieure à 1983. Cette décision, applicable à compter du 17 janvier prochain, a été notifiée aux banques créancières auxquelles le Venezuela demande d'ouvrir des négociations rapides pour restructurer l'endettement du pays.

Les banques américaines, les premières impliquées par ce durcissement de la position de Caracas, n'ont pas caché leur préoccupation sans pour autant dramatiser. Elles représentent à elles seules entre 35 % et 40 % de la dette vénézuélienne auprès de la communauté bancaire internationale. Mais le gel des paiements sur le capital reste moins inquiétant que le moratoire imposé un temps par le Brésil sur le remboursement des intérêts. Tant que ce dernier se poursuit, les banques américaines ne sont pas tentées à déclasser leurs engagements sur le Venezuela.

Il n'empêche que, après l'annonce, vendredi, par la Colombie de la suspension pour trois mois de ses propres remboursements dans l'attente d'un nouveau prêt international de 1,7 milliard de dollars, la déci-

sion de Caracas confirme la lassitude des gouvernements latino-américains, parmi les plus endettés du tiers-monde. Les dirigeants vénézuéliens estiment avoir été « égarés ». Alors que le renchérissement du loyer de l'argent portait à 5,6 milliards de dollars le service de la dette extérieure, les ressources tirées de l'or noir baissaient avec les cours. Au total, la Banque centrale estime que le pays aura dû consacrer 70 % de ses revenus à l'exportation au seul remboursement de ses créanciers en 1988.

### Des mesures trop tardives

Contrairement au Mexique, qui a su diversifier ses exportations et réduire sa dépendance envers le pétrole, le Venezuela a, selon les experts, tardé à prendre les mesures qui s'imposaient en ce domaine. Pour parer au plus pressé et sauvegarder de précieuses réserves monétaires, un plan de restriction des importations a été arrêté vendredi. Il comporte des hausses de tarifs douaniers allant jusqu'à 160 % sur quelque cinq cents articles allant de l'électronique à l'alcool. Mais au-delà de la volonté de trouver des conditions plus douces de remboursement de la dette, la décision de M. Lusinchi annonce une période difficile. Comme il a tenu à le préciser, cette décision a été prise en accord avec le président élu, Carlos Andrés Pérez, qui assumera le pouvoir à partir de février prochain. Sur ce terrain en tout cas, la continuité est assurée.

### L'Espagne et la présidence de la CEE

## « Les syndicats doivent participer à la construction de l'Europe » estime M. Gutierrez (Commissions ouvrières)

L'Espagne préside depuis le 1<sup>er</sup> janvier la Communauté économique européenne. Au moment même où le gouvernement de M. Felipe Gonzalez rencontre de très sérieuses difficultés avec les syndicats, les Commissions ouvrières (considérées comme communistes) met-

tent en avant une approche réaliste de l'Europe. Dans l'entrevue qu'il nous a accordée, M. Antonio Gutierrez, secrétaire général des Commissions ouvrières, estime que les syndicats doivent participer à la construction européenne.

MADRID  
de notre correspondant

M. Marcelino Camacho à la tête de cette centrale. M. Gutierrez a fait de la Communauté l'un des thèmes clés de son action et multiplie les visites dans les capitales européennes. « Nous devons refuser, affirme M. Gutierrez, à propos de l'échéance de 1993, une répartition des rôles qui consisterait à réserver aux gouvernements, aux autorités monétaires et aux secteurs économiques l'élaboration de l'Europe industrielle et économique, tandis que les syndicats seraient cantonnés à la simple revendication de l'Europe sociale. Une Europe sociale qui ne serait qu'un simple purgatif destiné à mieux nous faire digérer l'Europe du marché unique. Les syndicats doivent eux aussi participer à la construction de l'Europe industrielle.

Tout comme ils doivent veiller à ce que l'espace social européen ne se réduise pas à un simple programme de minimas.

Et de poursuivre : « Tout le monde est bien sûr d'accord sur la nécessité pour l'Europe de se préoccuper de compétitivité. Mais il reste à définir les méthodes. Si l'Europe décide de baser sa compétitivité sur de bas coûts salariaux, en pratiquant une espèce de dumping social, ce sera une Europe où les déséquilibres sociaux intérieurs iront croissant, empêchant toute véritable intégration. Une Europe où deux ou trois pays produiront, tandis que les autres consommeront ce que produisent les premiers.

Pour le secrétaire général des Commissions ouvrières, « la recherche de la compétitivité ne passe pas par une simple réduction de coûts salariaux, mais bien par une coopération accrue, par exemple, dans le domaine de la technologie et de la recherche, qui permettra à l'Europe d'accroître à la fois sa productivité et son autonomie ».

M. Gutierrez met également en avant le thème de l'« homogénéisation des politiques de protection sociale en Europe ». Il affirme à cet égard : « La multinationalisation de l'économie conduit à homogénéiser toujours davantage les politiques d'emploi des différents gouvernements, ainsi que des entreprises. Il est indispensable que de leur côté, les syndicats harmonisent également leur réponse. Il faut par exemple que nous puissions poster de concert aux tentatives de fragiliser l'emploi enregistrées dans la plupart des pays.

Si les Commissions ouvrières entendent lutter en faveur de l'« Europe syndicale », elles ne pourrissent de baser le faire à l'intérieur de la CEE (Confédération européenne des syndicats), au sein de laquelle la centrale communiste espagnole n'est toujours pas admise, en raison de l'opposition de l'autre grande centrale espagnole, l'UGT (Union générale des travailleurs) socialiste. « Notre intégration dans la CEE permettrait que toutes les grandes options existant parmi les syndicats européens soient représentées au sein de l'organisation », souligne M. Gutierrez, qui affirme toutefois avoir bon espoir que ce sera la chose faite lors du prochain congrès de la CEE, prévu pour 1991.

THIERRY MALINIAK

### Entrée en vigueur de la « dérégulation »

## Les PTT, première société « privée » des Pays-Bas

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les PTT néerlandaises ne sont plus une entreprise d'Etat mais une société anonyme intervenant en tant que telle sur un marché largement dérégulé, notamment en matière de télécommunications. Cette double transition s'opère en douceur au terme d'un processus législatif qui aura duré trois années sans jamais soulever l'ombre d'un débat de société.

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Parler de « privatisation » des PTT serait abusif dans la mesure où leur propriété reste intégralement entre les mains de l'Etat : c'est en représentant de ce dernier que le ministre des transports et des voies fluviales, ministre de tutelle, et son homologue des finances, ont déposé devant notaire les statuts de la société anonyme PTT Nederland. Les textes se substituant à la loi de 1904 sur les postes et le télégraphe sont restés sur une éventuelle vente publique des actions de la nouvelle société anonyme, dont un porte-parole estime la valeur à 22 milliards de florins (66 milliards de francs). Cependant, cette étape n'est pas plus explicitement exclue, d'autant qu'elle s'inscrit bien dans la philosophie économique libérale du gouvernement de centre-droit de Ruud Lubbers (chrétien-démocrate, CDA).

Mais, sans attendre, « Tante Pas », comme les Néerlandais surnomment affectueusement leur administration postale au sens large, celle-ci change dès maintenant d'organisation et de finalité.

Sa structure monothématique fait place à des filiales spécialisées (postes, télécommunications, prestations de services techniques et câble-distribution), chacune étant responsable de ses résultats.

Outre la refonte des districts postaux, dont le nombre passe de douze à cinq, et la segmentation du secteur télécommunications en cinq « zones de clientèle » (consommateurs, entreprises, télématique, etc.), l'organigramme de la nouvelle direction illustre également la volonté des PTT d'être non plus « une administration rationnelle en termes de monopole, mais une entreprise pensant en termes de clients et de marchés ».

concurrentes et de la rentabilité auxquelles elles sont désormais soumises. La société anonyme hérite du monopole de l'émission des timbres et de l'administration des boîtes à lettres. Mais, en matière de trafic postal, sa concession exclusive ne couvre que les plus jusqu'à 500 grammes.

### Mission de service public

En contrepartie, les PTT restent investies de missions de service public : desservir dans les mêmes conditions tous les Néerlandais, où qu'ils habitent, et prendre en charge le trafic international. Mais c'est surtout dans le domaine des télécommunications que la dérégulation produira ses effets les plus visibles.

Si les PTT néerlandaises se voient attribuer « la concession exclusive de l'installation, de l'entretien et de l'exploitation de l'infrastructure des réseaux fixes », avec l'obligation de s'adapter aux standards internationaux, la loi prévoit qu'elles se sont qu'« une entreprise comme les autres » pour la fourniture des services à valeur ajoutée tels les réseaux de transmission de données informatiques non ouverts au grand public, et pour la fourniture des appareils de télécommunications (téléphone, fax, télécopieur, centraux, répéteurs, téléphones de voiture). Ce marché est entièrement libéralisé.

Pour ne pas fausser la concurrence dès le départ, un double garde-fou a été prévu afin d'éviter que les revenus tirés par les PTT de leur monopole d'exploitation de l'infrastructure servent à subventionner leur activité de fournisseur d'appareils périphériques. Cette dernière activité doit être confiée à une société filiale à créer dans les cinq ans.

Par ailleurs, les PTT ne sont plus responsables de l'agrément technique, qui relève dorénavant d'instituts indépendants appliquant les normes définies par les pouvoirs publics. On notera que les matériels étrangers agréés dans leur pays d'origine et munis d'une déclaration de conformité ont également accès au marché néerlandais.

Dans la même logique concurrentielle, la loi émanant commercialement des PTT : elles jouissent d'une liberté totale pour fixer les prix de leurs appareils et des services qui y sont liés. En ce qui concerne le tarif des prestations qu'elles exécutent en vertu de leurs concessions exclusives, elles ont une marge de manœuvre certaine : les prix des timbres et du téléphone (abonnement et unités) peuvent évoluer au même rythme que l'indice des prix à la consommation. Ce système ne leur est pas défavorable : de 1981 à 1987, le téléphone a renchéri de 0,4 % par an en moyenne, alors que l'indice a affiché une hausse annuelle de 3,2 %.

### Sans licenciement

Comme le gouvernement et le Parlement en étaient convenus, ces réformes ne doivent provoquer aucun licenciement ni, « dans la mesure du possible », aucun changement de fonction. Et « les nouvelles conditions de travail ne sont pas, dans leur ensemble, plus défavorables qu'avant ». Aussi bien sur le plan des salaires que sur celui des retraites. La convention collective 1989-1990, négociée par les syndicats, prévoit même une prime de fin d'année en fonction des résultats de l'entreprise, et une étude sur l'intéressement à terme des salariés aux bénéfices. Le 1<sup>er</sup> janvier, les PTT néerlandaises ont résolument tourné le dos au secteur public, dont au même coup à Philips sa couronne de premier employeur privé des Pays-Bas.

CHRISTIAN CHARRETIER.

# IEMI

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

2<sup>e</sup> SESSION RENTREE FEVRIER 89

Cycle accéléré aux étudiants de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle voulant changer d'orientation sans perdre une année

1<sup>er</sup> CYCLE

2 ans de formation européenne de Management international en alternance études et stages européens

Londres Barcelone Stuttgart New York

2<sup>e</sup> CYCLE

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de Genève

10 mois de management et de missions professionnelles européennes

ADMISSION

1<sup>er</sup> CYCLE : BAC (ou équivalent) ou 1<sup>re</sup> année classes préparatoires universitaires

2<sup>e</sup> CYCLE : Titulaires cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

FINANCEMENT A 100% - PRET ETUDIANT

INSCRIPTION APPELEZ LE :

(1) 42 66 66 82

IEMI - 71 RUE DU FAUBOURG SAINT HONORE - 75008 PARIS

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR OFFICIEL

THIERRY MALINIAK

# ALTERNATIVES ECONOMIQUES

EN KIOSQUE

n° 63

Janvier

URSS

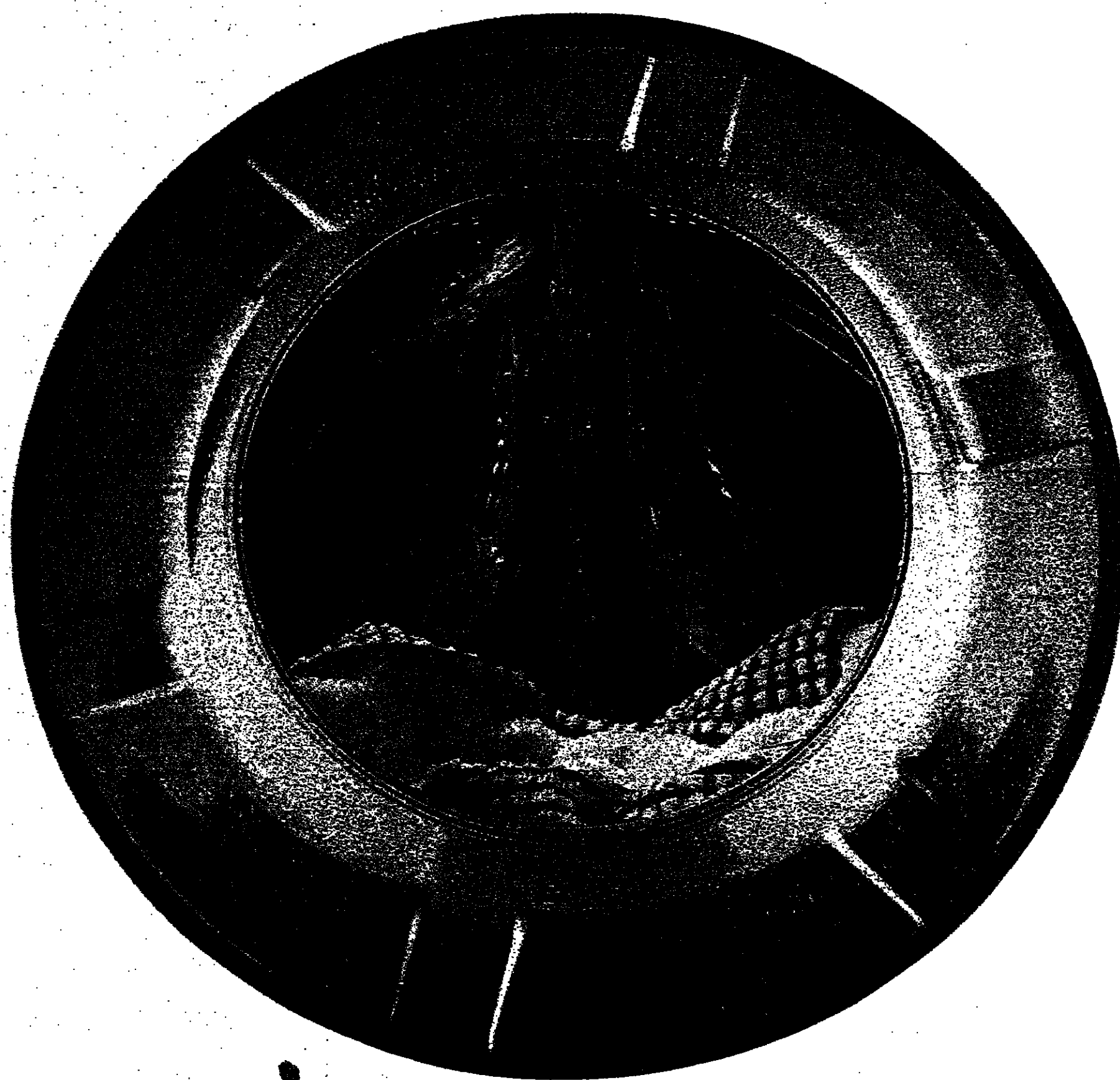
Quel avenir

17 F pour Gorbatchev ?



**SIEMENS**

Bon lavage la France !



QUE LES TAMBOURS FASSENT DANSER  
DU BEAU LINGE ! QUE LES COULEURS  
DE LA FÊTE S'AFFICHENT AVEC ECLAT !  
SIEMENS SOUHAITE A TOUTES  
LES CITOYENNES ET TOUS LES CITOYENS  
UNE ANNÉE 89 DOUCE ET SOYEUSE...

Siemens, une solide avance

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

# Économie

## SOCIAL

### La succession à FO

## Le « chemin de l'espérance » selon M. Claude Pitous

Dans un mois, M. André Bergeron, qui a fêté ses soixante-sept ans, le 1<sup>er</sup> janvier, aura un successeur à la tête de FO. En attendant, la bataille entre les deux prétendants, M. Marc Blondel et M. Claude Pitous, fait rage à coups de pointages, de réactions de courants et de tentatives de dernière heure. Grâce à une souscription lancée auprès d'adhésions départementales et de fédérations, M. Pitous vient d'éditer, à compte d'auteur, un petit ouvrage théorique et pédagogique intitulé : *Principes et perspectives du syndicalisme réformiste* (1). Une démarche originale dans une bataille à tous égards inédite.

« Le temps des dogmes est derrière nous », écrit M. Pitous en conclusion. *Notre forme de syndicalisme va pouvoir, plus que jamais, s'épanouir.* « Celui qui fait officieusement figure de favori de M. Bergeron estime que la « voie réformiste », incarnée par FO, « représentera, de plus en plus, le chemin de l'espérance ». Il affirme sa volonté de substituer à l'image « caricaturale donnée à l'ensemble du syndicalisme », celle « d'un pôle de renouveau bien dans son temps, reposant sur des certitudes toujours valables et ne craignant pas les défis de l'avenir ». Tradition et réalisme.

M. Pitous n'aiste moins que dans ses cours sur le panorama international et la vision des autres organisations syndicales (et notamment de la CFDT) mais il met principalement l'accent sur les idéaux du syndicalisme réformiste. Les « nouveautés » se trouvent surtout à la fin du livre, dans le chapitre intitulé « La voie à suivre »...

Faisant allusion aux nouvelles formes de management, M. Pitous souligne que « tout ce qui est réalisé dans le sens de la modification des rapports salariés/employeurs ne transforme pas fondamentalement les oppositions d'intérêts découlant de la nature même de la société ». Evoquant l'échec européen de 1993 et les « défis » du troisième millénaire, M. Pitous écrit que le syndicalisme doit « privilégier le pragmatisme et la recherche du

contrat collectif sans pour autant écarter le recours à la grève dans le cadre d'un rapport de forces bien évalué. (...) La mutation de la société est telle que nous devons accuser sans doute notre pratique du réel, refuser plus que jamais de nous enfermer dans les discours dogmatiques pour rechercher des solutions concrètes et rapides aux vastes problèmes se posant à nous. L'esprit réformiste trouvera là un épanouissement nouveau ainsi que la politique conventionnelle. »

Pratiquer la responsabilité

### Pratiquer la responsabilité

M. Pitous envisage à propos des nouvelles technologies ou de la protection sociale collective des « contrats engageant patronat ou gouvernements mais aussi le mouvement syndical. La pratique de la responsabilité deviendra la règle. S'il en va autrement nous ne maîtriserons rien et le mouvement syndical s'affaiblira. » Il refuse à la fois de « verser dans un modernisme creux » et de « rester sur des clichés venus tout droit du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, sans transiger sur les principes, sans nous enfermer dans le débat des revendications modernes et de celles qui ne le sont pas, convient-il tout simplement d'être réalistes, de bien évaluer les problèmes rencontrés et de faire vivre nos syndicats là où sont aujourd'hui les salariés. » Bref, « le syndicalisme demain sera ainsi à la fois et qu'il est aujourd'hui mais aussi il sera contraint d'évoluer ». ne serait-ce que parce qu'« il agit dans une société différente. » En même temps, « l'avenir du syndicalisme passe par le rapprochement des différentes composantes du salariat et par la réactivation de la conscience de classe ». Tradition et réalisme.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Presses du SEIT, 137 pages.

## REPÈRES

### Commerce

Entrée en vigueur du traité américano-canadien

Le traité de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, ratifié vendredi 30 décembre par le Parlement d'Ottawa, est définitivement entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Un simple échange de notes diplomatiques entre les deux capitales a permis la constitution officielle du grand marché nord-américain. Le président Ronald Reagan et le premier ministre canadien, tous deux en vacances au soleil, n'ont pas manqué de se féliciter mutuellement au téléphone de l'« exemple » qu'ils apportent au monde quant aux bienfaits de l'élimination des barrières commerciales.

### SNCF

Grève du paiement des abonnés rouennais

À partir du 1<sup>er</sup> janvier, les abonnés de la région de Rouen de la SNCF sont appelés à faire la grève du paiement du titre de transport, à l'appel de l'Association des voyageurs usagers du chemin de fer Le Havre-Rouen-Paris (AVURP). Cette-ci demande que le ministère des transports étende à ces usagers le bénéfice de la carte de travail et de la carte orange. Elle proteste contre une augmentation de 34 %, en deux ans, des tarifs d'abonnement sur cette relation.

### Subventions

Nouvelles mesures soviétiques

Le gouvernement soviétique a décidé d'attribuer 1,5 milliard de roubles (14,4 milliards de francs) par an de subventions à la production de vêtements d'enfant à prix modique, a annoncé un vice-président du comité d'État pour les prix. Par ailleurs, les prix de vente au détail de produits de grande consommation, comme certains tissus, ont vu leurs prix abaissés de 10 % à 30 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier, la part de soutien apportée par le gouvernement se montant à 100 millions de roubles.

### Fermeture des puits dans le Nord

## La dernière berline

LILLE de notre correspondant

La dernière berline de charbon a été remontée, le vendredi 30 décembre, de l'étage 860 à la fosse Ledoux de Condé-sur-Escaut, dans le Valenciennais. De ce puits, ouvert en 1904, on a extrait quelque 33 500 000 tonnes de charbon. Le démantèlement des installations et le remblaiement dureront de quatre

à cinq mois. Dans cette fosse, l'effectif avait atteint 2 700 personnes en 1959. Il était, en cette fin d'année, de 459 personnes, pour lesquelles un plan de reclassement a été établi. Il ne reste plus, dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais, que trois puits en activité, qui occupent 8 100 personnes. Celui de Wallers-Arenberg sera fermé dans quelques mois, puis les deux autres au plus tard en 1991.

## AFFAIRES

### Selon une agence de presse japonaise

## Renault et Toyota auraient des projets communs

Renault s'associera-t-il avec Toyota, le plus important constructeur d'automobiles japonais ? C'est ce qu'affirmait, le samedi 31 décembre, l'agence de presse nipponne Kyodo en faisant état de deux projets : la production commune en Colombie de véhicules tout terrain 4 x 4 dès l'an prochain, et celle de voitures de tourisme Toyota dans une usine Renault située en France, à partir de 1993. L'information ne faisait l'objet d'aucun commentaire, lundi 2 décembre, de la part du constructeur français, qui ne la démentait ni ne la confirmait.

Citant de hauts responsables de Toyota, l'agence japonaise indique que le groupe nippon prévoit de fabriquer conjointement avec Renault des Jeep Toyota en Colom-

bie. La production s'élèverait à trente mille unités dès le milieu des années 90. L'opération se déroulerait par l'intermédiaire de la Sofasa, une société détenue conjointement par Renault (pour 49,8 %) et l'Etat colombien, dans laquelle le constructeur japonais prendrait 15 % du capital, assure Kyodo.

Mais l'association irait encore plus loin : les deux constructeurs prévoient également de signer en mars prochain un accord pour produire environ cent mille voitures de tourisme par an à partir de 1993 (et donc après la création du grand marché européen) dans une usine Renault située en France.

Ces informations doivent néanmoins être prises avec prudence.

## Dépôt de bilan surprise d'Air Limousin

LIMOGES de notre correspondant

Coup de théâtre à Limoges : la compagnie aérienne Air Limousin a déposé son bilan le 30 décembre. Les liaisons quotidiennes qu'elle assurait à partir de Limoges vers Marseille, Toulouse, Brive, Nantes-Angers ont été provisoirement suspendues. Seule la continuité de la ligne Limoges-Lyon devrait être maintenue en raison de son importance économique pour la région.

On ne s'attendait pas à cette décision, alors que la continuité du trafic aérien à partir de Limoges (cent soixante mille passagers en un an) devait être assurée par une intégration de la Compagnie Air Limousin dans TAT (Transports aériens transrégionaux), la première compagnie française de troisième niveau (le Monde du 13 décembre 1988).

G.C.

### Une association d'aide aux personnes âgées face aux tracasseries administratives

## « La Source » de tous les ennuis

Les ennuis s'acharnent sur M<sup>me</sup> Brigitte Croff, la créatrice de l'association La Source, pourtant devenue une figure symbolique dans la mouvance des acteurs sociaux qui recherchent une solution au chômage avec les « emplois de proximité » (le Monde du 2 juin 1987).

Malgré ses indiscutables succès, l'association est en butte à de multiples tracasseries depuis que, il y a deux ans maintenant, à la faveur de la publication du rapport de M. François Dalle, son expérience sert d'exemple, voire de modèle, dans les réunions et les colloques où elle est invitée et citée. En partant de rien, elle a créé deux cent trente emplois pour des « auxiliaires de vie » qui gagnent pour les deux tiers d'entre elles plus de 5 000 francs par mois et assurent, avec une vingtaine d'informaticiens, également rémunérés, un service payant d'aide à domicile auprès des personnes âgées.

Mais les obstacles ne manquent pas. Le dernier en date : à la veille de Noël, l'inspection du travail se rend dans les locaux de La Source, à Vincennes, et annonce un procès-verbal sévère. L'association fonctionnerait illégalement, pratiquerait le « placement payant » et dégrèverait au monopole de l'ANPE.

Voilà des mois qu'une autre administration, celle des impôts, réclame le versement de la TVA et ses arriérés, pour environ 100 000 F, sous le prétexte que La Source pourrait être assimilée à une société d'intérêt et que son caractère désintéressé n'est pas prouvé. L'association, prétend-on, « n'assure pas la couverture de besoins insuffisamment pris en compte par la collectivité ou le secteur commercial ». En d'autres termes, le service rendu par La Source aux personnes âgées existe déjà et n'a pas lieu d'être développé dans des conditions fiscales qui constitueraient une concurrence

déloyale. Soit l'aide ménagère est assurée gratuitement pour les personnes âgées aux ressources insuffisantes, soit le secteur privé fournit des prestations identiques mais avec un coût plus élevé.

Dans chacun des cas, c'est en fait l'originalité du montage réalisé par M<sup>me</sup> Brigitte Croff qui est visée. L'association, mandataire, met en relation des personnes âgées qui ont physiquement et psychologiquement besoin d'être aidées avec des auxiliaires de vie, des femmes en chômage de longue durée principalement. A raison de 35 F de l'heure, ou de 220 F pour une nuit de garde, payés directement par le client, exonérés des charges sociales patronales, celui-ci s'accorde un service qui n'aurait pas été pris en charge par les bureaux d'aide sociale ni les DDASS (direction départementale d'action sanitaire et sociale). Et qui n'aurait pas été davantage sollicité au prix de 54 F de l'heure, comme cela se pratique parfois...

### Produit d'appel

Pour fonctionner, le système suppose que chaque famille cliente verse à l'association une cotisation mensuelle de 200 F, qui sert en fait à couvrir les frais de gestion de la structure. Il suppose également que chaque personne employée s'acquitte d'une cotisation de 100 F ou de 200 F par mois, selon que les revenus tirés de l'activité sont inférieurs ou supérieurs à 5 000 F mensuels. En contrepartie, les auxiliaires de vie participent à des sessions de quatre heures par mois, pour parfaire leur formation et favoriser l'essor de leur situation professionnelle, l'objectif étant de les réintégrer dans la vie active. Or, ce sont ces cotisations qui devraient être soumises à TVA, ou qui justifient l'intervention de l'inspecteur du travail, pour qui

Le Source devrait être l'employeur, faute de quoi l'association serait une officine de placement.

Ne bénéficiant d'aucune subvention, la directrice de La Source ne comprend pas ce qui lui arrive. Elle crée des emplois, fournit un service recherché et ne coûte rien à l'Etat. Alors que tout le monde est à l'affût de dispositifs susceptibles de favoriser le retour à l'activité des chômeurs les plus démunis et rêve de faire « émerger » de nouveaux types d'emplois dans les services, elle a l'impression que son action correspond précisément à ce que M. Philippe Séguin puis M. Jean-Pierre Soisson appellent de leurs vœux.

Dans les prochains jours, La Source signera enfin une convention avec la Fédération de la mutualité française (FMF). L'association sera intégrée dans un nouvel ensemble qui s'engage à la développer, rémunérer son personnel permanent et lui fournir des locaux. Des antennes s'ouvriraient en banlieue.

Ennui mis à part, ainsi s'achèvera une période pendant laquelle la réputation de La Source a évincé bien des apprentis. Des compagnies d'assurance ou même de grands établissements financiers auraient bien voulu récupérer à leur profit le renom de l'association au sein d'une fondation. Avec son image, certains espéraient s'ouvrir le marché, prometteur, de la dépendance à un moment où la population française vieillit. La Source aurait servi de produit d'appel pour vendre, ensuite, du contrat garantissant pour plus tard des soins ou une aide à domicile, en complément d'un plan d'épargne-retraite.

Il n'empêche. Outre le temps perdu, on a pris le risque de décourager une volonté agissante. Alors qu'il fallait encourager l'initiative et l'étendre à d'autres agglomérations que Paris.

ALAIN LEBEAURE.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## DUROC GESTION

Société anonyme au capital de 500.000 F - R.C.S. : PARIS B 343 097 812  
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49.27.64.00  
Société pour la gestion de fonds communs de placement

Changement de gérant des fonds communs de placement  
EPARCOURT 1, 6 ET 7  
ET CROISSANCE REGION CENTRE EST

Nous informons les porteurs de parts des fonds communs de placement EPARCOURT 1, 6 et 7 et CROISSANCE REGION CENTRE EST que, conformément à l'article 15 de la loi n° 79-594 du 13 juillet 1979 et l'article 5 du décret n° 83357 du 2 mai 1983, le président du tribunal de commerce de Paris, a par une ordonnance du 19 octobre 1988, désigné la Société anonyme DUROC GESTION (filiale du réseau des Caisses d'Epargne Ecureuil et de la Caisse des Dépôts et Consignations) en remplacement de la société EPARFONDS en qualité de gérant des fonds visés ci-dessus, à compter du 2 janvier 1989. Ce changement est lié à la mise en place d'une nouvelle organisation entre le groupe de la Caisse des Dépôts et le réseau Ecureuil pour la gestion des fonds communs de placement distribués par ce dernier. Il ne constitue qu'une opération interne de caractère purement technique qui n'affectera ni les caractéristiques des fonds communs de placement, ni les conditions dans lesquelles la gestion de l'actif de ces fonds communs est assurée.



Caisse d'Epargne Ecureuil

**ALTERNATIVES ECONOMIQUES** n° 63 Janvier

**H. NALLET** défend la P.A.C. dans Alter Eco

17 F

**NIXDORF COMPUTER IETH**

2<sup>e</sup> Cycle de Management et d'informatique appliqués au Tourisme et à l'Hôtellerie

2<sup>e</sup> SESSION RENTREE FEVRIER 89

Le IETH NIXDORF COMPUTER s'associe pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantation informatique dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie

FORMATION EN 10 MOIS  
DIPLOME DOUBLE COMPETENCE :  
MANAGEMENT ET INFORMATIQUE  
OPTION : Tourisme et Hôtellerie  
Admission : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE  
Financement à 100 % - Prêt étudiant

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

**INSCRIPTION - APPELÉZ LE :**  
**(1) 42 66 66 82**

IETH 11, rue du Fauhourg-Saint-Henri - 75005 PARIS - Tél. : (1) 42 66 66 82  
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur Européen

Antique de Paul

Et si l'on...

AI

AVEC L'AND

EL INSTITUTO DE ANDALUCIA

DE ANDALUCIA

POSTURO DE FOM...

DE ANDALUCIA



# Économie

## La chronique de Paul Fabra

**NUIT**, la saison des vœux étant revenue, de chercher loin pour trouver à quoi les appliquer. Michel Rocard nous a offert un thème excellent : « le déverrouillage ». La preuve qu'il correspond à un véritable besoin, et à un besoin profondément ressenti depuis longtemps, est qu'il a ses lettres de noblesse. Il n'est pas sans rappeler le mémorable programme qu'avait présenté en d'autres temps un autre premier ministre. Le discours sur « la société bloquée » prononcé devant l'Assemblée nationale le 16 septembre 1989 valut à son auteur une réputation durable de réformateur. Si, dix-neuf ans après, son successeur parle de la nécessité de « déverrouiller », serait-ce que le déblocage n'a pas eu lieu ? Il serait injuste de prétendre que la société française ne s'est pas affranchie entre temps de certaines contraintes d'elle-même. Il en est résulté, me semble-t-il, dans l'ensemble une plus grande convivialité, même si on a encore trop souvent l'occasion de faire l'expérience du contraire.

« Pour ce qui est des décisions qui ne dépendent que de la puissance publique, derrière le mot de déverrouillage, je mets plusieurs volontés », déclarait récemment le premier ministre à notre confrère Libération (entretien publié dans le numéro du 23 décembre). Parmi ces volontés auxquelles se réfère Michel Rocard, j'en citerai ici deux. « Mettre l'accent sur la connaissance des problèmes de relations humaines. Vous avez, dans tout le secteur public, des hommes qui sont au commandement et qui ne savent pas suffisamment ce que c'est que négocier... ». L'autre complète

## Et si l'on demandait à la dactylo ce qu'elle en pense ?

heureusement la précédente : « L'ouverture partout (fonction publique, entreprises publiques...) à l'idée d'associer les gens jusqu'aux chauffeurs, aux dactylos, aux plantons, à la question : Comment améliorer ce qu'on fait ? »

Les spécialistes en communication vous diront qu'il est vain d'attendre une amélioration en profondeur des relations à l'intérieur d'une communauté quelconque si cette dernière, simultanément, ne s'attache pas à entretenir avec le monde extérieur des rapports plus confiants. En poussant à l'extrême ce principe, on débouche sur le grand débat qui, plus que tout autre, a marqué le vingtième siècle et a constitué, sur le plan de l'organisation politique, rien moins que l'enjeu de la seconde guerre mondiale. C'est le philosophe Henri Bergson qui, probablement, à l'époque moderne, a le premier formulé les termes du choix entre société ouverte et société fermée (d'autres ont par la suite revendiqué la paternité de ces expressions, Karl Popper notamment).

**D**E cela, Michel Rocard est bien conscient aussi, et pas seulement en théorie. La question qu'il veut entendre poser à tous les échelons dans toutes les administrations et dans toutes les entreprises publiques — « comment améliorer ce qu'on fait ? » — vise directement ou indirectement ce qu'on fait pour les autres. C'est en voulant se faire plaisir à elle-même qu'une administration (la remarque vaut autant

pour une firme privée) devient bureaucratie.

C'est un fait heureux que les services administratifs, même ceux où la notion d'autorité continue à passer largement devant celle de service, traitent aujourd'hui, d'une façon générale — ce qui implique des exceptions — les usagers avec plus de respect, d'amabilité qu'ils n'avaient l'habitude de le faire auparavant. Certaines instructions remontant à l'époque où M. Valéry Giscard d'Estaing était président de la République sont passées par là. Mais, depuis lors, les mêmes efforts d'ouverture ont été poursuivis, à l'exception notable, pendant les deux ou trois premières années du premier mandat de M. François Mitterrand, de la douane, bien décidée à voir dans tout inculpé un coupable et dans tout coupable une bête malfaisante.

Essayez de téléphoner — un exemple choisi au hasard parmi tant d'autres — à tel ou tel bureau de l'URSSAF (Union pour le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales) : si vous avez encore le souvenir d'une quelconque déconvenue où l'impossibilité d'obtenir l'information désirée vous valait en prime une ridicule rebuffade, vous serez, neuf fois sur dix (et la dixième fois, il y a bien une petite chance que ce soit votre faute), agréablement surpris. Le renseignement vous sera communiqué avec conscience et précision, et l'on fera, s'il le faut, avec célérité, les recherches nécessaires.

Mais on ne chasse pas les vieux réflexes si aisément : c'est souvent dans l'écrit qu'on trouve non seulement les traces ou vestiges d'une longue tradition en vertu de laquelle l'administré est d'emblée mis à sa place d'assujéti, mais encore les marques, aussi impérieuses qu'un coup de sifflet ou une sonnerie d'usine, d'un tel comportement.

Prenons, encore une fois, presque au hasard, le questionnaire adressé par l'organisme cité un peu plus haut à l'auteur d'un court éditorial, deux feuillets, écrit à titre de pige (rémunérée à l'article) pour une publication à petit tirage où il a dû, en l'espace de trois à quatre ans, donner tout au plus trois papiers, évidemment déclarés soigneusement et par l'employeur et par l'employé. Le questionnaire comprend trois feuillets, vingt-quatre questions. Même pour celles où la réponse requise consiste à tracer une croix dans la case « oui » ou dans la case « non », ces cases sont suivies de plusieurs lignes pour y transcrire l'explication ou la justification de ce « oui » ou de ce « non ».

Si l'on prend au sérieux ce formulaire — et comment ferait-on autrement, — la lettre d'envoi prévenant qu'« une réponse complète et précise est indispensable même si des cotisations de Sécurité sociale sont acquittées pour votre compte par d'autres employeurs si vous versez personnellement des cotisations (...) au titre de la présente activité ou d'une autre activité professionnelle », si donc on entreprend de les remplir

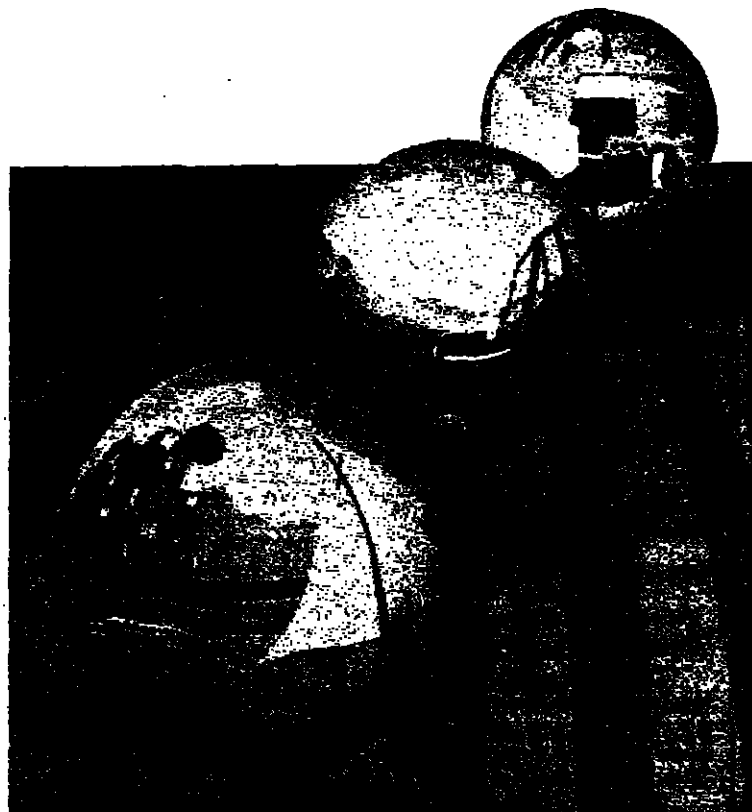
consciencieusement, on risque d'y passer autant de temps qu'à rédiger le texte qui a provoqué la curiosité quasi illimitée de l'Union pour le recouvrement des cotisations, etc.

**Q**UE répondre, avec le souci d'être complet et précis, à la question n° 4 ainsi libellée : « Recevez-vous des ordres ? Si oui, de quelle nature ? ». Ce qui me gêne le plus et cloque mon stylo littéralement, dans l'impossibilité où je me trouve de le faire avancer, au début de la première des quatre lignes laissées pour la réponse, c'est la « nature » des ordres que je pourrais recevoir. Ces ordres ne seraient-ils plus simplement des ordres ?

Après les questions n° 6 CTU56 (« Êtes-vous astreint à un horaire ou à une présence à période fixe dans les locaux de l'entreprise ? Si oui, lequel ? »), n° 7 (« Devez-vous rendre compte de votre activité ? Verbalement ou par écrit ? Suivant quelle périodicité ? »), n° 8 (« Le délai d'exécution du travail est-il imposé par l'employeur ? Fixé par vous-même ? Déterminé d'un commun accord ? »), suit une question portant le n° 9 et est rédigée, afin que nul n'en ignore le contenu, de la façon suivante : « Vos travaux sont-ils soumis à un contrôle ? Si oui, dans quelles conditions ? »

Et si l'on demandait à la dactylo ce qu'elle pense de ce texte dont l'envoi, semble-t-il, est dû au fait que le pige avait été (avec l'assentiment exprès du contrôleur des impôts) déclarée constituer des honoraires et non un salaire ? Mais, allons au plus pressé, la réponse doit être adressée « dans les moindres délais ».

## AVANCEZ AVEC L'ANDALOUSIE



### EL INSTITUTO DE FOMENTO DE ANDALUCIA\*

offre les moyens à sa disposition:

- ▲ Pour que votre projet réussisse, nous mettons à votre disposition des concours techniques et financiers.
- ▲ Nous appuyons votre gestion industrielle et commerciale.
- ▲ Nous vous apportons l'information nécessaire et vous conseillons convenablement.
- ▲ En unissant nos efforts, votre entreprise avancera avec nous. Nous avons misé sur le développement socio-économique de l'Andalousie pour que nous soyons tous gagnants.

Avda. San Francisco Javier, 15  
Edificio Capitullo, 3<sup>e</sup> Pta.  
Tél: (954) 66 17 11 - 66 23 56  
Fax: 66 03 60  
41018 SEVILLA

**INSTITUTO DE FOMENTO DE ANDALUCIA**

L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ANDALOUSIE

**JUNTA DE ANDALUCIA**

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100: 21 décembre 1987

23 déc. 30 déc.

Valeur franc. à rev. variable	142,4	144,9
Valeur étrangère	138,8	139,1
Valeur des actions	138,8	139,1
Chemins de fer	138,8	139,1
Electricité, électronique	144,1	147,9
Industrie et métallurgie	138,8	139,1
Ind. de commerce, non alim.	138,8	139,1
Agro-alimentaire	144,1	147,9
Distribution	142,4	144,9
Transport, télécom.	138,8	139,1
Crédit bancaire	138,8	139,1
Secteur	98,5	100,6
Immobilier et financier	91,4	92,8
Investissement et portefeuille	138,8	140,6
Base 100: 31 décembre 1987		
Valeur franc. à rev. fixe	105,3	105,4
Valeur étrangère	105,3	105,4
Sociétés	104,6	104,7

Base 100 en 1949

Valeur franc. à rev. variable

Valeur étrangère

Base 100 en 1972

Valeur franc. à rev. variable

Valeur étrangère

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100: 31 décembre 1981

Indice général

Produits de base

Construction

Matières premières

Matières premières, dérivées

Matières premières, non dérivées

Matières premières, alimentaires

Services

Sociétés financières

Sociétés de la zone franc

exploitant principalement

à l'étranger

Valeurs industrielles

BOURSES REGIONALES

Base 100: 31 décembre 1981

Indice général

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation

(en millions de francs)

22 déc. 1988

Total actif

dont

Or

Disponibilités à vue à l'étranger

ECU

Avances au Fonds de stabilisation des changes

Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire

Concours au Trésor public

Titres d'Etat (bons et obligations)

Autres titres des marchés monétaire et obligataire

Effets privés

Effets en cours de recouvrement

Total passif

dont

Billets en circulation

Comptes courants des établissements financiers

Compte courant du Trésor public

Reprises de liquidités

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux

ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire

Reserve de réévaluation des monnaies publiques en or

TAUX DES OPERATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offre

- Taux des primes à 6 à 10 jours

- Taux d'escompte

- Taux des avances sur titres

(Publié)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Construction

du poste de transformation

d'énergie électrique 400/225/63 kV de MOULAIN

sur le territoire de la commune d'HAUCOURT-MOULAIN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 20 décembre 1988, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de création à l'échelon de tension 400 kV de MOULAIN sur le territoire de la commune de HAUCOURT-MOULAIN a été prescrite.

Cette enquête aura lieu du 15 janvier 1989 au 15 février 1989 inclus à la sous-préfecture de BRIEY et à la mairie d'HAUCOURT-MOULAIN.

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de ces administrations et consigner ses observations sur les registres prévus à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur à la sous-préfecture de BRIEY.

M. René MARTINI, commissaire-enquêteur, recevra les personnes intéressées à la mairie d'HAUCOURT-MOULAIN le mardi 31 janvier 1989 de 14 heures à 17 heures.

Son rapport ainsi que ces conclusions motivées pourront être consultés. A l'issue de l'enquête à la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, à la sous-préfecture de BRIEY ainsi qu'à la mairie d'HAUCOURT-MOULAIN.

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'enquête après l'attentat contre l'avion de la Pan Am. - La cinquième vague roumaine. 6 Territoires occupés : expulsions d'une ampleur sans précédent. 8 Accord de non-agression nucléaire entre Israël et New-Délin.	9-10 Les vœux du président de la République et l'annonce d'une réforme des lois sur l'immigration.	12 Un entretien de M. Michel Rocard avec le Monde de l'éducation. - Suicide d'un haut fonctionnaire à La Roche-sur-Yon. 14 Sports.	22 « La Couronnement de Poppée » bientôt au Châtelet. - Boule s'en va-t-en guerre. - Cinéma : le Navigator, de Vincent Ward. 12 Communication.	30 L'Espagne et la présidence de la CEE. 32 La succession à FO. 33 La chronique de Paul Fabra.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 24 à 29 Carnet ..... 29 Légion d'honneur ..... 16 Météorologie ..... 15 Mots croisés ..... 15 Radio-télévision ..... 15 Spectacles ..... 23	● La bible politique 88...POL ● La bible économique 88...REC ● L'année 1988 à travers le monde...INT ● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille...BOURSE 3615 tapez LEMONDE

## GRÈCE

### Le président Sartzetakis se démarque de M. Papandréou

Dans le discours qu'il prononce traditionnellement à la veille du Nouvel An, le président de la République grecque, M. Christos Sartzetakis, a déclaré que « la crise politique très profonde traversée par le pays » se résoudra à l'occasion des prochaines législatives, pulque « le peuple se prononcera librement au plus tard en juin 1989 ».

Selon les observateurs à Athènes, c'est la première fois que le chef de l'Etat prend ses distances, de façon aussi marquée, par rapport au gouvernement socialiste de M. Andreas Papandréou, qui, à plusieurs reprises ces derniers temps, a affirmé que les élections auraient lieu, comme prévu, le 18 juin prochain. En effet, M. Sartzetakis ne semble pas exclure une consultation anticipée.

Le président de la République devait rencontrer, lundi, les chefs de l'opposition, M. Mitsotakis pour la Nouvelle Démocratie (conservateur) et M. Charilaos Florakis pour le Parti communiste, pour examiner la situation politique après les scandales politico-financiers de ces deux

derniers mois. Les formations de gauche et de droite de l'opposition souhaitaient que M. Sartzetakis intervienne auprès de M. Papandréou pour la tenue d'élections anticipées.

Dans son discours, le chef de l'Etat a par ailleurs fait l'éloge de la presse, qui, tout au long de l'automne, a fourni les « éléments nécessaires ayant permis d'élucider certains de ces scandales ». Sur ce point également, M. Sartzetakis s'est démarqué du chef du gouvernement, qui avait accusé, jeudi et vendredi, plusieurs journaux de « fabriquer des informations » et de « créer des développements politiques » servant des intérêts privés.

Enfin le président de la République a lancé un appel à la « vigilance » afin que la crise politique ne dégénère pas en une « crise nationale aux conséquences désastreuses ». « Dans les régimes démocratiques », a-t-il dit en conclusion, les impasses n'existent pas, car la démocratie a les moyens de surmonter toutes les crises. » (AFP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Les nouveaux porte-parole de la Charte 77

M. Tomas Hradilek (quarante-trois ans), M<sup>me</sup> Dana Nemcova (cinquante-quatre ans) et M. Sacha Vondra (vingt-sept ans) sont les trois porte-parole de la Charte 77 pour l'année 1989, a annoncé ce mouvement tchécoslovaque de défense des droits de l'homme, en publiant leurs biographies, lundi, à Prague.

Tomas Hradilek est né le 28 avril 1945 à Lipnik-Nad-Becov (Moravie, centre de la Tchécoslovaquie), où il habite toujours. Technicien agricole, il a adhéré en 1967 au Parti communiste tchécoslovaque (PCT), dont il a été exclu en 1969, à l'issue de l'éphémère mouvement du « printemps de Prague ». Il a signé la Charte 77 dès janvier 1977. Il travaille depuis la même année comme ouvrier dans une scierie. Il

● M. Klein : « Il faut que les Israéliens parlent avec les Palestiniens ». — M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a déclaré, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, sur la radio juive parisienne Radio J, qu'il faut que les Israéliens parlent avec les Palestiniens et qu'un tel dialogue « est incontournable ». Pour M. Klein, la perspective d'élections en Cisjordanie pourrait être l'occasion de ce dialogue. Compte tenu des responsabilités communautaires qu'il exerce jusqu'au printemps prochain, il n'envisage pas de rencontrer M. Yasser Arafat, mais, comme on lui demandait s'il pourrait le faire par la suite, il a répondu : « On verra. »

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup>-2 janvier 1989 a été tiré à 461 910 exemplaires

se dit lui-même « proche du courant social-démocrate ». Il est marié et père de trois enfants.

M<sup>me</sup> Dana Nemcova est née le 14 janvier 1934 à Most (nord-ouest du pays). Elle se définit elle-même « avant tout comme une catholique ». Elle est mère de sept enfants et, à ce jour, douze fois grand-mère. Psychologue de profession, elle s'engage en 1976 pour la libération de jeunes musiciens tchécoslovaques communistes et perd de ce fait son emploi.

M<sup>me</sup> Nemcova figure parmi les premiers signataires de la Charte 77, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1977. Elle travaille par la suite comme femme de ménage et concierge, avant de percevoir une retraite anticipée pour invalidité. Elle a été condamnée à deux ans de prison avec sursis pour son appartenance au Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies (VONS), créé en 1978.

M. Sacha Vondra, né le 17 août 1961 à Prague, fait partie de la nouvelle génération de l'opposition tchécoslovaque. Il a signé la Charte 77 début 1987. Il est actif dans plusieurs groupes de la contre-culture prague, et collabore notamment à un samizdat littéraire de qualité, *Revolver Revue*.

Géographe de formation, M. Vondra est aujourd'hui programmeur, après avoir travaillé dans un musée, puis « brièvement comme préparé à une chaudière ». Il milite en faveur d'une coopération entre groupes « indépendants » de tous les pays d'Europe centrale et de l'Est. Il est marié. — (AFP.)

## Une « première »

### M. Chevènement a adressé ses vœux télévisés aux armées

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a adressé, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, en direct sur la Cinq, ses vœux à l'ensemble des personnels civils et militaires. Pour cette première — c'est en effet la première fois qu'un ministre de la défense adresse ses vœux par le biais de la télévision aux forces armées — M. Chevènement s'est entretenu avec des représentants de plusieurs unités, représentant les trois armées basées à l'étranger (Tchad, Liban et océan Indien) ou dans les départements et territoires d'Outre-mer.

Le ministre, qui s'exprimait depuis le centre opérationnel des

armées à Paris, a souhaité que l'action de ces personnels de la défense nationale et leur « dévouement soient un exemple pour tous les Français et les engage en 1989 à mieux considérer encore nos armées qui veillent sur la paix ».

Rappelant que cette année 1989 serait également celle du bicentenaire de la Révolution française, M. Chevènement a évoqué « la victoire de Valmy, qui est la victoire de l'An I de la République et qui est le symbole de l'étroite union qui doit exister entre l'armée et le pays ». La bataille de Valmy remportée en 1792 contre l'armée prussienne sera commémorée en grande pompe, en septembre prochain, en présence du chef de l'Etat.

Au cours d'une liaison avec la brigade de Boulogne en Nouvelle-Calédonie, le ministre de la défense a rendu un hommage particulier aux gendarmes en poste sur le territoire, « qui représentent sans conteste, a-t-il dit, un corps militaire respecté par l'ensemble de nos concitoyens et dont plusieurs membres ont payé de leur vie, sur cette terre française, l'accomplissement de leur mission ».

### La préparation des élections municipales

A Epinal : M. Séguin souhaite rassembler « au-delà des clivages politiques »

EPINAL de notre correspondant

Bien qu'il n'ait pas encore officiellement annoncé sa candidature à un nouveau mandat, le maire sortant d'Epinal, M. Philippe Séguin, a lancé la campagne électorale en présentant ses vœux à la presse, vendredi 30 décembre. M. Séguin a précisé comment il entend continuer sa liste, face notamment à une liste de gauche ayant à sa tête le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Jean-Paul Houvion.

Selon l'ancien ministre des affaires sociales, « la situation nationale et locale est différente de celle de 1983 », car « la correspondance entre le débat national et le débat local est moins évidente qu'il y a quelques années ». En 1983, « les maires étaient des enjeux politiques autant que des enjeux locaux ».

En outre, M. Séguin estime qu'il n'y a pas « deux types d'options radicalement opposées sur Epinal » et que « l'enjeu sera de décider qui est le plus apte à conduire la ville vers les objectifs qu'il s'impose à tous ».

Ainsi M. Séguin souhaite-t-il « réunir le maximum de bonnes volontés, le maximum de compétences dans les milieux les plus divers et au-delà des clivages politiques ». Ainsi le maire entend-il recueillir le bénéfice de l'esprit d'ouverture et de tolérance qui lui a été souvent reconnu, y compris par ceux qui ne partagent pas ses options politiques.

CLAUDINE CUNAT.

### A Brest : un candidat centriste contre le maire sortant RPR

BREST de notre correspondant

M. Yannick Marzin, conseiller général UDF, a annoncé le 1<sup>er</sup> janvier, sa candidature aux élections municipales à Brest (Finistère). Il était jusqu'à présent allié avec ses intentions. Sa victoire remportée en franc-tireur aux dernières canonnades, dans le centre de Brest, contre le candidat officiel de la droite RPR-UDF lui avait mis le pied à l'étrier. M. Marzin se place ainsi, juste avant les négociations nationales qui devaient avoir lieu le 5 janvier, et il annonce d'ores et déjà qu'il n'a pas l'intention de se retirer.

« Quel que soit le résultat des négociations nationales », a-t-il déclaré, « je ne me déroberai pas. Il existe à Brest un courant porteur en faveur des centristes et des libéraux ».

On se dirige donc vers des primaires à droite, car M. Georges Kerbrat (RPR), le maire sortant, a tenu à souligner, quelques heures avant l'annonce faite par le candidat centriste, qu'il sera en mars tête de liste RPR-UDF. Une décision qui résulte, selon lui, d'un accord national datant du 20 décembre, au terme duquel M. Marzin sera son premier adjoint. — G.S.

## Sur le vif

### Carnet d'adresses

Comment vous faites, vous, chaque année, question carnet de rendez-vous, d'adresses et tout ? Moi, depuis un temps fou, je me contente d'un vieux agenda de poche déformé, avachi, taché, pour pas avoir à recopier la liste alphabétique de mes connaissances et de mes amis. C'est pas qu'elle soit bien longue, j'y écris pas n'importe qui, mais bon, la barbe ! Et puis, à Noël, la cata ! On m'en a offert un neuf, d'agenda. Du coup, me voilà dans les affres. Qui je garde et qui je jette ?

A la lettre F, terrible cas de conscience. Un couple. Ebréché, à moitié cassé. Lequel je jette, elle ou lui ? Lui, c'est un marquant, un solide. Elle, une âme sensible, une fragile... Bon, aller à la trappe, Ah ! Et puis tiens, ça me vient à l'esprit, j'ai juré, juré, juré, un service. Il attend toujours. Et je lui en veux à mort. Normal : chaque fois que je vois son nom, ça me file des remords. Qu'est-ce que je fais ? Je le jette ou il est. Il attendra à jamais.

Celle-ci, pareil. C'est la patronne d'un grand magazine féminin. Une offre fabuleuse : un article minuscule, contre une pige colossale. Elle a même pré-

cié : « Ne m'appelle pas, pas la peine, je vous rappelle avant la fin de la semaine pour confirmer. » Et puis, rien. Je la laisse tomber. Tant pis pour elle ! L. M. N. ce sera vite expédié. Un pédiatre, j'en ai plus l'usage. Deux décès. Une broûille à vie. Un collègue au chômage, qu'il y reste.

Ce qui est moche, ça bouffe toute la place et ça fait désordre, c'est cette saloperie de codes d'accès à l'entrée des immeubles passés huit heures du soir. Ça change tous les six mois. A chaque fois, faut rayer, rajouter, rebarrer au risque de se tromper de figure et de pétocher dans le noir une porte à clavier rétive, que vos caresses laissent de bois.

Là j'ai presque fini. J'en suis à V, W et X, Y, Z. Je recopie tout. Bien obligé. Tout c'est rien. Rien que trois personnes perdues de vue, mais bien en vue sur mon calepin. Expre. Si par hasard j'en rencontre une qu'on ne trouve pas, j'inscris ses coordonnées devant elle sur une page blanche, j'aurai l'air de quoi ? De quelqu'un qui connaît pas son chat.

CLAUDE SARRAUTE.

### M. Murdoch relance son OPA sur l'éditeur William Collins

M. Rupert Murdoch, patron du groupe de communication News International, a relancé l'offre publique d'achat (OPA) de 4 milliards de francs, selon les journaux britanniques, ce mystérieux « chevalier blanc » ne serait autre que le Groupe de la Cité, deuxième éditeur français, particulièrement présent dans le domaine des dictionnaires avec l'ensemble Larousse-Nathan. La direction du Groupe se refuse, pour l'instant, à tout commentaire.

## EN BREF

● Nomination à Europe 1. — M. Martin Brissac, secrétaire général des activités radio du groupe Europe 1 Communication, est nommé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, directeur du développement FM et de la diversification de l'activité radio du

groupe. A ce titre, il assurera notamment la responsabilité d'Europe 2 (quatre-vingt-cinq stations FM abonées en France et troisième réseau national en audience) et de Régie Radio Music (la régie commerciale du programme), dont il est le gérant, ainsi que du développement de l'activité radio dans le domaine des nouvelles médias.

● Léo Kirch démissionne plus de 26 % de Springer. — Le distributeur de films municipaux Léo Kirch démissionne directement ou indirectement plus de 25 % du capital du géant de la presse écrite ouest-allemande, Axel Springer Verlag AG. C'est ce qu'a annoncé, le 30 décembre, l'Office fédéral des cartes à Berlin-Ouest, alors même que la société Springer affirmait n'avoir encore reçu aucune notification de la part de Léo Kirch ; selon elle, celui-ci ne démissionne que 10 % des actions. L'Office des cartes, que la société Taurus Film de M. Kirch a informé de sa nouvelle participation dans Springer, avait fait savoir, le mois dernier, qu'il ne s'opposait pas à la volonté du groupe municipal de porter sa part de 10 % à plus de 25 %.

## Deux disparitions

### Le musicologue Massimo Mila

On apprend la disparition à Turin du musicologue italien Massimo Mila. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Auteur d'une thèse sur le mélodrame chez Verdi, cet antifasciste de la première heure (il fit cinq ans de prison dans les années 30) avait enseigné la musicologie à l'ex-école d'Italie et dirigé sa thèse sur le polyphémisme. Il avait enseigné pendant près de trente ans l'histoire de la musique à l'université et au conservatoire de Turin. Critique à la *Stampa*, il avait publié plusieurs ouvrages spécialisés (sur Verdi, Stravinski) ainsi qu'une *Petite histoire de la musique*, qui reste un best seller en Italie.

### Le peintre Claude Georges

On apprend la mort du peintre Claude Georges, survenue lundi 26 décembre à Montauban. Il était âgé de cinquante-neuf ans. Né le 29 avril 1929 à Fumay (Ardennes), il avait commencé par mener de front la peinture et des études scientifiques poussées à l'université de Lille. Il se produisit en 1953 à Paris où il est classé, rangé parmi les peintres informels. Sa première exposition particulière a lieu en 1955 à la Galerie René Drouin. Les galeries Le Point Cardinal et Regards, prendront la relève. En perpétuel renouvellement, sa peinture s'oriente vers l'évocation de purs espaces mentaux, l'appréhension du monde futur aux antipodes de la science-fiction. Elle donne ainsi les « images d'un fantasme moderne », comme l'écrit Geneviève Bonnefou dans la monographie publiée pour sa rétrospective présentée en 1982 à l'abbaye de Beaulieu.

## ROBERT BEAULIEU

### FOURRURES

TOUT DOIT DISPARAITRE

-60%

AVANT MISE EN PLACE DE LA COLLECTION 1989-1990

2, RUE DE SÈVRES PARIS 6<sup>e</sup>  
59, RUE LA BOÉTIE PARIS 8<sup>e</sup>

A C D E F G H

**NEUBAUER**  
et son équipe  
vous souhaitent une bonne année 1989  
en **PEUGEOT**

7, bd. Gouvion St-Dy 75017 PARIS ☎47.06.02.44  
10, rue Curmoussy 75017 PARIS ☎42.70.01.50  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.05.54.34  
221, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21